

ÉTRANGER

La dynamique de paix au Proche-Orient

sur-Seine

Yasser Arafat et Shimon Peres

Il faut se rendre à l'évidence : la paix n'est pas un simple passe-partout. Elle est un processus complexe, un chemin qui s'ouvre et se ferme, un jeu d'équilibre entre la volonté et la nécessité. Elle est un défi permanent, une tâche ardue qui exige de la patience, de la persévérance et de la confiance. Elle est un projet de société, un engagement collectif qui engage tous les acteurs de la scène internationale. Elle est un processus qui se construit jour après jour, pas après pas, dans la confiance et la coopération.

La paix n'est pas un état, elle est un processus. Elle est un chemin qui s'ouvre et se ferme, un jeu d'équilibre entre la volonté et la nécessité. Elle est un défi permanent, une tâche ardue qui exige de la patience, de la persévérance et de la confiance. Elle est un projet de société, un engagement collectif qui engage tous les acteurs de la scène internationale. Elle est un processus qui se construit jour après jour, pas après pas, dans la confiance et la coopération.

les « belles âmes »

red Grosser

Il est difficile de trouver des « belles âmes » dans le monde actuel. Les hommes sont souvent égoïstes, égoïstes par nature. Ils cherchent avant tout leur intérêt personnel, leur confort, leur sécurité. Ils sont souvent égoïstes, égoïstes par nature. Ils cherchent avant tout leur intérêt personnel, leur confort, leur sécurité. Ils sont souvent égoïstes, égoïstes par nature. Ils cherchent avant tout leur intérêt personnel, leur confort, leur sécurité.

Monde

Le monde est un vaste théâtre où se jouent des drames épiques. Les hommes sont les acteurs de ces drames, les héros de ces histoires. Ils sont souvent égoïstes, égoïstes par nature. Ils cherchent avant tout leur intérêt personnel, leur confort, leur sécurité. Ils sont souvent égoïstes, égoïstes par nature. Ils cherchent avant tout leur intérêt personnel, leur confort, leur sécurité.

De retour de Washington, et après une brève visite au Maroc, Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, et Shimon Peres, le chef de la diplomatie, sont arrivés mercredi 15 septembre à Tel-Aviv, où une cérémonie d'accueil, boycottée par les membres de l'opposition, avait été organisée en leur honneur. Arieh Dori, chef du parti ultra-orthodoxe Shass, et ancien ministre de l'intérieur, qui vient de quitter le gouvernement à la suite d'une affaire de corruption, a réclamé l'organisation d'un référendum, le 3 novembre, afin que les Israéliens se prononcent sur les accords de paix conclus avec l'OLP. Un vote à la Knesset est prévu pour le 20 septembre.

De leur côté, les deux grands rabbins d'Israël ont appelé les juifs à se rendre en pèlerinage au

mur des Lamentations, le 23 septembre, à Jérusalem, pour prier « pour la miséricorde divine, une paix véritable et la sécurité ». Quant au conseil municipal de Jérusalem, il a réaffirmé, dans une résolution votée, lundi, que la ville sainte « est la capitale éternelle du peuple juif », ajoutant que « n'importe quel accord par Jérusalem ne peut approuver l'idée dangereuse de deux capitales pour une même ville ».

Pendant les fêtes du Nouvel An juif, de mercredi à dimanche prochain, la bande de Gaza sera totalement bouclée. Un Palestinien a trouvé la mort, mardi, à Gaza, dans un attentat-suicide contre le quartier général de la police. D'autre part, un membre du mouvement de la résistance islamique Hamas a été tué et quatre soldats israéliens ont

été blessés, dans la nuit de mardi à mercredi, à Hébron, en Cisjordanie, au cours d'un échange de tirs. Après son séjour à Washington, Yasser Arafat s'est rendu, mardi, au siège des Nations unies, avant de quitter les États-Unis. Le matin même, il avait été reçu au National Press club. Le chef de l'OLP avait précisé qu'il avait été démocratiquement élu président de l'État de Palestine par le Conseil national palestinien, qui fait office de Parlement en exil. Il avait indiqué qu'il avait eu, à la Maison Blanche, « un entretien chaleureux et fructueux » avec le président Bill Clinton. Il avait, d'autre part, indiqué que l'idée d'une internationalisation de Jérusalem « est sur la table » des négociations. Il s'était, enfin, défendu d'avoir soutenu l'Irak pendant la guerre du Golfe : « J'ai simple-

ment estimé, au début de la crise, que celle-ci devait être réglée dans un cadre inter-arabe ».

Le premier ministre jordanien, Abdel Salem Majali, a qualifié « d'événement ordinaire », la signature, mardi, à Washington, d'un accord avec Israël sur un ordre du jour de leurs pourparlers de paix. De son côté, dans un entretien accordé, mercredi, à la radio d'Israël, M. Rabin a vivement critiqué la Syrie, qui « offre une protection et une aide aux dix organisations du Front du refus et ne laisse la radio Al-Quds, qui se livre à une propagande venimeuse contre toutes négociations, émettre à partir de son territoire ». « D'un côté la Syrie tend la main pour faire la paix, a-t-il ajouté, mais avec la deuxième main elle ouvre le feu contre nous ».

Le président Clinton envisage une conférence internationale pour encourager l'aide aux territoires occupés

WASHINGTON

de notre correspondant

Salué, dans la presse, pour l'étendue de l'accueil qu'il a réservé au premier sommet israélo-palestinien, le président Bill Clinton entend mener plus avant l'engagement, économique et diplomatique, des États-Unis dans la recherche de la paix au Proche-Orient. L'appui américain sera essentiel, ont répété israéliens et Palestiniens, mardi 14 septembre, au lendemain de la signature de la Déclaration de principes sur l'autonomie dans les territoires occupés. Pour la première fois depuis son arrivée aux États-Unis, Yasser Arafat a évoqué, devant le National Press Club de Washington, la perspective d'un État palestinien. « Les Américains vont devoir aider économiquement le nouveau-né, l'embryon

d'autonomie palestinienne qui doit amener l'État palestinien indépendant appelé à se confédérer avec la Jordanie », a-t-il dit. Chef du département information de l'OLP, Yasser Abed Rabbo estime que « l'aide des États-Unis à l'OLP est indispensable à la mise en œuvre de l'accord sur l'autonomie ».

La question s'est-elle au centre des entretiens que M. Arafat a eus, mardi 14 septembre, avec plusieurs sénateurs, notamment le chef de la majorité démocrate, George Mitchell, et le « leader » de la minorité républicaine, Robert Dole. Ce fut une réception chaleureuse de la part d'un Congrès qui paraît s'être singulièrement affranchi de l'influence du groupe de pression pro-israélien, MM. Mitchell et Dole vont étudier l'abrogation de certaines lois qui interdisent toute aide américaine à l'OLP. Warren Chris-

topher, le secrétaire d'État, a conseillé à la centrale palestinienne de créer rapidement une organisation administrative qui pourrait, dans les territoires occupés, bénéficier de soutiens financiers extérieurs.

Pour sa part, M. Clinton a indiqué qu'il étudierait la possibilité de réunir une conférence des pays qui entendent apporter une aide aux territoires occupés. Il s'agirait d'amener les pays européens, asiatiques et arabes intéressés à discuter de la manière dont nous pouvons mettre sur pied un ensemble de mesures d'assistance, a déclaré le président américain.

A vrai dire, plutôt qu'une assistance économique, les Américains envisagent, d'abord, un coup de pouce diplomatique pour maintenir la dynamique de paix. Tous les pourparlers israélo-arabes de

Yasser Arafat a été reçu à l'ONU en chef d'Etat

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Dix-neuf ans après sa première visite au siège des Nations unies, Yasser Arafat y a été reçu, mardi 14 septembre, comme un chef d'État. Il a gagné le palais de verre de Manhattan, escorté par une douzaine de voitures de police et protégé comme jamais par des gardes de sécurité alors que, lors de son dernier passage à New-York, le 13 novembre 1974, le chef de l'OLP avait été déposé sur le toit de l'immeuble par un hélicoptère.

En costume kaki, Yasser Arafat ne portait pas la ceinture son fameux pistolet qu'il avait été obligé de retirer de son étui lorsqu'en 1974 il s'était adressé à l'Assemblée générale des Nations unies. « Pas encore », a-t-il précisé. Cette année, ce sera le ministre des affaires étrangères, Shimon Peres.

L'ambassadeur américain à l'ONU, Madeleine Albright, a, pour sa part, exprimé le souhait que les nouvelles résolutions des Nations unies soient désormais « ancrées pour Israël ». Elle veut, notamment, que l'on ne mentionne plus la résolution votée en 1988,

celle qui soutient l'intifada, ou encore celle qui compare l'État juif à l'Afrique du Sud, soient « éliminées de la mémoire de l'Assemblée générale des Nations unies ».

Pour M. Yaacobi, ces résolutions devraient être « remplacées par de nouvelles résolutions qui reflètent les réalités nouvelles ». A son avis, « il paraît logique que les changements intervenus au Proche-Orient incitent à des changements aux Nations unies ». Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, prendra-t-il la parole devant la quarante-huitième Assemblée générale ? « Pas encore », a-t-il précisé. Cette année, ce sera le ministre des affaires étrangères, Shimon Peres.

L'ambassadeur américain à l'ONU, Madeleine Albright, a, pour sa part, exprimé le souhait que les nouvelles résolutions des Nations unies soient désormais « ancrées pour Israël ». Elle veut, notamment, que l'on ne mentionne plus la résolution votée en 1988,

celle qui soutient l'intifada, ou encore celle qui compare l'État juif à l'Afrique du Sud, soient « éliminées de la mémoire de l'Assemblée générale des Nations unies ».

Pour M. Yaacobi, ces résolutions devraient être « remplacées par de nouvelles résolutions qui reflètent les réalités nouvelles ». A son avis, « il paraît logique que les changements intervenus au Proche-Orient incitent à des changements aux Nations unies ». Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, prendra-t-il la parole devant la quarante-huitième Assemblée générale ? « Pas encore », a-t-il précisé. Cette année, ce sera le ministre des affaires étrangères, Shimon Peres.

L'ambassadeur américain à l'ONU, Madeleine Albright, a, pour sa part, exprimé le souhait que les nouvelles résolutions des Nations unies soient désormais « ancrées pour Israël ». Elle veut, notamment, que l'on ne mentionne plus la résolution votée en 1988,

celle qui soutient l'intifada, ou encore celle qui compare l'État juif à l'Afrique du Sud, soient « éliminées de la mémoire de l'Assemblée générale des Nations unies ».

Pour M. Yaacobi, ces résolutions devraient être « remplacées par de nouvelles résolutions qui reflètent les réalités nouvelles ». A son avis, « il paraît logique que les changements intervenus au Proche-Orient incitent à des changements aux Nations unies ». Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, prendra-t-il la parole devant la quarante-huitième Assemblée générale ? « Pas encore », a-t-il précisé. Cette année, ce sera le ministre des affaires étrangères, Shimon Peres.

L'ambassadeur américain à l'ONU, Madeleine Albright, a, pour sa part, exprimé le souhait que les nouvelles résolutions des Nations unies soient désormais « ancrées pour Israël ». Elle veut, notamment, que l'on ne mentionne plus la résolution votée en 1988,

celle qui soutient l'intifada, ou encore celle qui compare l'État juif à l'Afrique du Sud, soient « éliminées de la mémoire de l'Assemblée générale des Nations unies ».

Pour M. Yaacobi, ces résolutions devraient être « remplacées par de nouvelles résolutions qui reflètent les réalités nouvelles ». A son avis, « il paraît logique que les changements intervenus au Proche-Orient incitent à des changements aux Nations unies ». Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, prendra-t-il la parole devant la quarante-huitième Assemblée générale ? « Pas encore », a-t-il précisé. Cette année, ce sera le ministre des affaires étrangères, Shimon Peres.

L'ambassadeur américain à l'ONU, Madeleine Albright, a, pour sa part, exprimé le souhait que les nouvelles résolutions des Nations unies soient désormais « ancrées pour Israël ». Elle veut, notamment, que l'on ne mentionne plus la résolution votée en 1988,

celle qui soutient l'intifada, ou encore celle qui compare l'État juif à l'Afrique du Sud, soient « éliminées de la mémoire de l'Assemblée générale des Nations unies ».

Pour M. Yaacobi, ces résolutions devraient être « remplacées par de nouvelles résolutions qui reflètent les réalités nouvelles ». A son avis, « il paraît logique que les changements intervenus au Proche-Orient incitent à des changements aux Nations unies ». Itzhak Rabin, le premier ministre israélien, prendra-t-il la parole devant la quarante-huitième Assemblée générale ? « Pas encore », a-t-il précisé. Cette année, ce sera le ministre des affaires étrangères, Shimon Peres.

L'ambassadeur américain à l'ONU, Madeleine Albright, a, pour sa part, exprimé le souhait que les nouvelles résolutions des Nations unies soient désormais « ancrées pour Israël ». Elle veut, notamment, que l'on ne mentionne plus la résolution votée en 1988,

celle qui soutient l'intifada, ou encore celle qui compare l'État juif à l'Afrique du Sud, soient « éliminées de la mémoire de l'Assemblée générale des Nations unies ».

L'ordre du jour israélo-jordanien

de notre correspondant

Voici les grandes lignes du texte de l'ordre du jour des négociations futures entre la Jordanie et Israël, signé mardi 14 septembre à Washington.

« Le document se réfère d'abord aux principes de la conférence de Madrid qui ont lancé le processus de paix en octobre 1991; de même qu'il évoque les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU.

« Le deuxième point doit s'abstenir de toute action ou activité qui pourrait porter atteinte à la sécurité de l'autre ou préjudicier au statut final des négociations. Les deux parties s'engagent à ne pas mener de actions de terrorisme ».

« Israël et la Jordanie s'engagent mutuellement à agir en priorité et le plus tôt possible afin que le Moyen-Orient soit une région libre de tensions, de destruction massive, conventionnelles et non conventionnelles; cet objectif devrait être atteint dans le contexte d'une paix globale.

« durable et stable (...). Ce point pourrait être révisé en fonction des accords conclus dans le cadre des négociations multilatérales (dans le groupe de travail sur le désarmement) ».

« Les deux pays conviennent d'assurer la juste répartition des quotas d'eau et d'examiner (ou de réviser) les accords existants en vigueur en Jordanie) les moyens de pallier le manque d'eau ».

« Il faudra parvenir à une solution juste et équilibrée (...) du problème des réfugiés et des personnes déplacées. (La Jordanie compte plus d'un million de réfugiés palestiniens sur une population totale d'environ quatre millions de personnes.)

« Il faudra parvenir à un règlement des questions territoriales et (une) délimitation définitive de la frontière internationale reconnue par Israël et la Jordanie, en référence à la définition de la frontière lors du mandat britannique

sur la Palestine), sans porter préjudice au statut (à négocier) de l'importance qu'il revêtait sous la coupe du gouvernement militaire israélien en 1967. (Il s'agit du statut définitif de la Cisjordanie et du territoire de Gaza.)

« Les deux parties conviennent enfin d'explorer les possibilités de la coopération future bilatérale, au besoin dans un contexte régional », au sujet des ressources naturelles du travail, de la santé, de l'éducation, des transports et des communications, et de différents domaines économiques, y compris le tourisme.

« Quand des solutions jugées mutuellement satisfaisantes auront été trouvées aux questions évoquées par cet ordre du jour, il est prévu que les négociations déboucheront au fin de compte sur un traité de paix ».

Le calendrier d'application de l'accord de Washington

D'octobre 1993 à avril 1999

La Déclaration de principes israélo-palestinienne sur l'autonomie des territoires occupés signée lundi à Washington prévoit un calendrier d'application qui commence le 13 octobre prochain, un mois après sa signature, et court jusqu'au 13 avril 1999.

Les forces israéliennes devront être retirées de la bande de Gaza et de la zone de Jéricho avant le 13 avril 1994, et un Conseil, chargé de gérer l'autonomie des territoires, sera élu avant le 13 juillet 1994.

● 13 octobre 1993
L'accord entre Israël et l'OLP entre en vigueur.

● 13 décembre 1993
A cette date devra être conclu, entre Israël et l'OLP, un accord sur le retrait des forces israéliennes de la bande de Gaza et de la zone de Jéricho. L'accord pourra prévoir la présence d'une force internationale temporaire.

C'est peut-être à partir de cette date que le chef de l'OLP pourra venir s'établir à Jéricho (Yasser Arafat a parlé de quelques semaines), mais l'accord est muet à ce sujet.

● Entre le 13 décembre 1993 et le 13 avril 1994
C'est pendant cette période que commencera la période transitoire de cinq ans au terme de laquelle un statut permanent sera instauré en Cisjordanie et à Gaza. L'accord dit que cette période doit commencer « avec le retrait israélien », sans préciser s'il s'agit du début ou de la fin du retrait.

Dès l'entrée en vigueur de la Déclaration de principes et le retrait de Gaza et de Jéricho, Israël commencera à transférer les pouvoirs aux Palestiniens dans les domaines suivants : éducation et culture, santé, affaires sociales, taxation directe et tourisme.

● 13 avril 1994
A cette date, le retrait israélien de Gaza et Jéricho devra être achevé.

● 13 juillet 1994
C'est la date limite pour l'élection directe d'un Conseil de l'autonomie par les Palestiniens des territoires occupés, sous supervision internationale. Les Palestiniens de Jérusalem-Est pourront participer au processus électoral.

Un accord intérimaire sera négocié pour spécifier les pouvoirs et compétences du Conseil, qui devra notamment disposer d'une force de police.

Le Conseil aura juridiction sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, à l'exception des questions - notamment Jérusalem et les colonies juives - qui seront discutées lors des négociations sur le statut permanent.

Le Conseil établira une puissante force de police. Israël conservera la responsabilité de la défense et de la sécurité globale des Israéliens.

Pas plus tard qu'à la veille des élections pour le Conseil, les forces militaires israéliennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza seront redéployées hors des zones peuplées.

● Entre le 13 décembre 1995 et le 13 avril 1996
C'est pendant cette période que devront commencer les négociations sur le statut définitif de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Ces négociations couvriront notamment : Jérusalem, les réfugiés, les implantations, les arrangements de sécurité, les frontières et les relations avec les voisins.

● Entre le 13 décembre 1998 et le 13 avril 1999
C'est pendant cette période qu'entrera en vigueur le statut permanent de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Le revolver et le rameau d'olivier

Selon des sources diplomatiques citées, mardi 14 septembre, par le Washington Post, Yasser Arafat avait l'intention de porter à la cainture un revolver durant la cérémonie de signature de l'accord entre Israël et l'OLP et de le remettre ensuite au président Clinton pour symboliser son engagement en faveur de la paix. Les responsables américains, ajoute le journal, ont cependant rejeté cette idée, estimant notamment qu'elle ne serait pas du goût des dirigeants israéliens.

En 1974, Yasser Arafat, qui portait une arme à la ceinture lors de son apparition devant l'Assemblée générale des Nations unies, avait expliqué qu'il était venu « en rameau d'olivier dans une main, le pistolet d'un combattant de la liberté dans l'autre ». « Cette fois-ci, a-t-il dit dans un entretien publié, mardi, par le New York Times, je viens avec deux rameaux d'olivier. » Qu'est-il arrivé au revolver ? « Il est resté au revolver, a demandé le journal américain ? Il est resté au revolver, a demandé le journal américain ? Il est resté au revolver, a demandé le journal américain ?

Après sa rencontre avec le M. Boutros-Ghali, Yasser Arafat, rayonnant, a dit aux journalistes : « C'était une longue marche, mais nous avons réussi... »

En position de paix

Les propos de M. Arafat ont souligné la mission d'Israël aux Nations unies. L'ONU a toujours été un terrain hostile pour l'État juif où, année après année, il n'a pas fait face à plus de trente résolutions hostiles de l'Assemblée générale. Israël a été, comme l'Afrique du Sud, un paria au sein de l'organisation internationale au point que les journalistes arabes évitaient d'adresser la parole à leurs collègues israéliens.

Israël espère que la quarante-huitième session de l'Assemblée générale, qui s'ouvre mardi prochain, sera « un nouveau commencement ». L'ambassadeur d'Israël à l'ONU, Gad Yaacobi, a souhaité que les Nations unies deviennent plus « pertinentes dans le processus de paix » en éliminant certaines « résolutions négatives », la plus « insultante » ayant été adoptée, le 16 décembre 1991, par 111 voix, sur l'insistance des États-Unis. Cette résolution, adoptée, en 1975, par 75 voix pour, 35 voix contre et 32 abstentions, identifiait le sionisme au racisme.

Israël demande qu'au moins sept autres résolutions, y compris celle qui propose une Conférence internationale sur le Proche-Orient,

qu'il « déplore » la décision de Washington de refuser un visa à Yasser Arafat. L'ONU avait été alors obligée de convoquer une session spéciale de l'Assemblée générale, à Genève, pour que le chef de l'OLP puisse s'adresser à elle.

Les missions américaine et israélienne à l'ONU ont déjà organisé des réunions afin de mettre au point leur stratégie pour la prochaine session de l'Assemblée générale. Une des questions essentielles est l'appartenance de l'État juif à un bloc régional. N'ayant de relations diplomatiques qu'avec un seul pays arabe - l'Égypte - Israël mura du mal, pour le moment, à se faire accepter dans le groupe asiatique (1). « Cela ne devrait pas tarder », assure cependant un diplomate israélien. La première réunion entre l'ambassadeur israélien et son homologue palestinien, Nasser Al-Kidwa, aura lieu la semaine prochaine.

AFSANE BASSIR POUR

(1) Le groupe asiatique regroupe aussi les pays du Proche-Orient.

PROCHE-ORIENT

L'espoir des juifs tunisiens

Après une émigration spectaculaire au cours des trente-cinq dernières années, la communauté connaît une certaine renaissance et « applaudit » l'accord de Washington

TUNIS

da notre correspondant

S'il y a quelques Tunisiens pour exprimer des réserves à l'égard de l'option « Goza, Jéricho d'abord », ce n'est pas au sein de la communauté juive qu'on les trouvera. « Nous qui avons choisi de demeurer sur le sol arabe où nous avons nos racines, nous nous réjouissons profondément », déclare René Chiche, président de cette communauté. Nous sommes heureux, à la veille de notre Nouvel An, que les frères, les sœurs, les enfants, tous les Israéliens et tous les Palestiniens retrouvent enfin une ère de tranquillité. L'ensemble de notre communauté applaudit à la signature de cet accord qui aura sûrement un impact en Tunisie.

La communauté juive compte, aujourd'hui, 2 000 membres, dont environ la moitié vivent à Tunis et dans sa banlieue, 700 à Jérba, les autres à Zarzis, à Sousse, à Sfax et à Nabeul. Ce sont quelques centaines de personnes, des commerçants, mais surtout des retraités. Ils étaient 150 000 — pour une population de deux millions et demi d'habitants — en 1948, au moment de la création de l'Etat d'Israël, et quelque 120 000, lors de l'indépendance tunisienne, en 1956.

Rien ne laissait alors présager les départs qui s'effectuèrent sur plus de trente ans. Depuis qu'au XIV^e siècle, les juifs chassés d'Espagne étaient arrivés à Tunis où le saint patron de la ville, Sidi Mahrez, les avait accueillis et leur avait offert un quartier, celui de la Haria, ils vivaient en bonne entente avec la population, compatriotes et musulmans. Ils étaient même considérés dans le monde arabe. Avant l'installation du protectorat français, plusieurs d'entre eux furent ministres.

tres des beys et, reprenant cette tradition après son arrivée au pouvoir, l'ancien président Habib Bourguiba, en nomma deux dans ses premiers gouvernements, qui siégèrent aussi à l'Assemblée nationale tandis que d'autres étaient élus dans plusieurs conseils municipaux.

Mais, l'évolution de la situation dans le pays, marquée par la politique de collectivisation, la guerre d'Algérie, la bataille de Bizerte entre Français et Tunisiens en 1961, la tension grandissante au Proche-Orient avec la « guerre des six jours », au mois de juin 1967, et celle du Kippour, au mois d'octobre 1973, l'ovation du Liban, l'installation de l'OLP en 1982 et le bombardement israélien de son quartier général, dans la banlieue sud de la capitale, le 1^{er} octobre 1985, furent, au fil des ans, à l'origine de la diminution spectaculaire de la communauté juive.

En période de crise, le pouvoir avait beau leur assurer que leur sécurité et leurs droits étaient et seraient préservés — ce fut notamment le cas au début de la « guerre des six jours » lorsque des manifestants tentèrent de saquer les magasins juifs dans le centre de Tunis et d'incendier la grande synagogue — la confiance s'effritait au fur et à mesure que les mots d'ordre du nationalisme arabe trouvaient de plus en plus d'écho, surtout parmi la jeunesse.

La Libye, qui cherchait à l'époque à se concilier avec le régime tunisien, s'employa aussi à attiser la tension. Pendant l'année 1985, par exemple, une radio pirate, « la radio de la vengeance sacrée », émettait à partir de son territoire, des appels quotidiennement les Tunisiens à « se débarrasser par tous les moyens des juifs » et de leur gouvernement « qui en est complice ».

Est-ce cette campagne haineuse qui entraîna un polémique officielle en proie à « un accès de folie » — à ouvrir le feu dans une synagogue de Jérba, faisant deux morts et six blessés parmi les fidèles ?

Pour les juifs qui s'accrochaient encore — en dépit de l'isolement permanent qui les habitait — la vie continuait tant bien que mal mais ils étaient sans grande illusion sur leur avenir dans le pays. « Bourguiba reste notre rempart et lorsqu'il disparaîtra nous n'aurons plus qu'à boucler nos valises », disaient beaucoup d'entre eux.

Une trentaine de synagogues

Le vieux chef déchu et son fils de novembre 1987, il n'en fut rien, à une exception près toutefois : une nouvelle vague de départs — la dernière — eut lieu lors de la guerre du Golfe. Les rues de Tunis résonnaient alors de manifestations en faveur de Saddam Hussein, « le premier Arabe à frapper Israël au cœur ».

Depuis lors, la communauté juive a retrouvé sa sérénité et l'a fait savoir aux parents et amis installés pour la plupart en France. Aussi, ces derniers reviennent-ils en masse passer leurs vacances « au pays » où ils sont l'objet de moindres attentions de la part des autorités. Plusieurs d'entre eux ont mis à profit leur séjour pour sonder le marché et se proposer d'investir dans divers secteurs.

Le Tunisie a toujours permis à la population juive de célébrer ses rites. Mais, ces dernières années, à

la synagogue de la Ghriba, la plus ancienne d'Afrique du Nord, dans l'île de Jérba (qui en compte quatre), le pèlerinage qui s'y effectue chaque année depuis quatre siècles, a repris tout son éclat. Plusieurs centaines de fidèles, souvent venus de l'étranger, y célèbrent, en présence des autorités locales, le mémoire du grand maître du Talmud, Shimon Bar Yohai.

Même s'il déplore que la communauté qu'il préside se soit autant réduite, René Chiche exprime surtout sa satisfaction du climat de sécurité, d'entente et de confiance dans lequel elle vit désormais. Une trentaine de synagogues, dont sept à Tunis, existent dans le pays ; des écoles, « où les enfants peuvent apprendre l'hébreu », et deux maisons d'accueil pour les vieillards, propriétés de la communauté, sont ouvertes et diverses œuvres sociales s'emploient en faveur des déshérités. « Mais, ajoute M. Chiche, nous avons été particulièrement touchés lorsque le président Ben Ali a donné des instructions pour la remise en état de notre cimetières et très heureux qu'il prenne l'initiative d'inviter à Tunis le grand rabbin de France ».

Netif de Tunisie, Joseph Struk, accompagné de Jean-Pierre Boisson, président du Comité israélite de France, avait été l'hôte d'une journée, il y a tout juste un an, du chef de l'Etat tunisien. Après une chaleureuse rencontre au palais de Carthage, le grand rabbin de France avait déclaré : « J'aimerais que tous les pays ressemblent à la Tunisie et qu'ils soient une terre de tolérance, d'ouverture et d'avenir ».

MICHEL DEURÉ

Malgré la dénonciation de l'acte de trahison

Embarras à Téhéran

L'accord israélo-palestinien signé à Washington a causé un certain embarras à Téhéran en mettant en relief l'isolement international de l'Irak, seul pays, avec la Libye et l'Iran, à avoir condamné sans appel la « trahison » de l'OLP et encouragé les Palestiniens à continuer la lutte armée.

Cet isolement, alors, notamment, que la très grande majorité des dirigeants du monde arabe et musulman a approuvé ou applaudi à l'accord, semble inquiéter les dirigeants iraniens, conscients que leur pays risque, une fois encore, d'être isolé du monde par la communauté internationale comme fauteur de troubles au Proche-Orient. Trahisant cette inquiétude, l'agence officielle IRNA s'est demandée, mardi 14 septembre, si « la position irrémédiablement hostile de l'Iran ne le mettra pas dans une situation difficile en cas de succès de l'accord israélo-palestinien ».

Dans un long commentaire, qui tranche avec la virulence du ton adopté par le reste de la presse, l'IRNA a suggéré aux dirigeants iraniens d'adopter « une position mesurée et globale » sur ce dossier. Cet appel n'a, semble-t-il, pas été entendu, puisque le président Ali Akbar Hashemi Rafsanjani a dénoncé, devant des commandants des « gardiens de la révolution », cet « acte de trahison » que constitue l'accord de paix entre Israël et l'OLP. « Le problème de la Palestine ne pourra être résolu », a-t-il assuré, par la signature de quelques personnes réunies à la Maison Blanche (...) ou par l'OLP et les sionistes ».

Faisant référence à de récents entretiens avec divers interlocuteurs officiels iraniens, plusieurs diplomates confirment, cependant, l'embarras des milieux dirigeants. Ils mettent sur le compte de cet embarras le fait qu'il ait fallu attendre plus de deux semaines après l'annonce de l'accord israélo-palestinien pour qu'une personnalité importante de la République islamique évoque publiquement.

Cet accord avait été, jusqu'à maintenant, rejeté par un simple communiqué du ministère des Affaires étrangères, affirmant que

Téhéran continuerait à « soutenir la lutte armée et légitime du peuple palestinien », en clair les mouvements qui entendent continuer la lutte armée contre l'Etat juif. Plusieurs dignitaires religieux sans responsabilité gouvernementale ont aussi stigmatisé la « trahison » du chef de l'OLP.

L'intransigeance de la position iranienne n'est pas surprenante pour les observateurs, le « soutien à la juste lutte du peuple palestinien » étant, depuis la révolution islamique de 1979, l'un des leitmotivs de la rhétorique officielle en politique étrangère. « Téhéran », toujours appuyé sur son appui, politique et parfois matériel, aux organisations palestiniennes les plus radicales, notamment au mouvement de la résistance islamique Homs — ou au Djihad islamique, qui conteste la suprématie de l'OLP dans les territoires occupés par Israël et qui a rejeté l'accord de paix.

Etroué

marge de manœuvre

IRNA a souligné ce qui, selon de nombreux diplomates en poste à Téhéran, inquiète au plus haut point l'Iran : « Il est clair qu'après le règlement des problèmes généraux du Proche-Orient, l'Occident et les Etats-Unis concentreront tous leurs efforts pour contenir ou aggraver l'Iran ». Pour le moment, les dirigeants iraniens semblent avoir mis sur un échec de l'accord, au vu des dissensions interpaléstiennes qu'il a provoquées, estimant-ils que les milieux diplomatiques.

Reste, selon un diplomate européen, que « la marge de manœuvre des Iraniens est très étroite ». A son avis, « l'Iran a conscience des périls que lui fait subir son isolement actuel. Il ne prendra pas le risque de mettre en danger, pour la Palestine où il n'a pas d'intérêts stratégiques, ce qui subsiste de ses relations avec la communauté internationale, et notamment avec les Européens, qui sont déterminés à assurer la réussite de l'accord israélo-palestinien ».

Dans la presse internationale

Les enjeux d'un accord

La signification et les conséquences de l'accord de Washington sont largement commentées dans la presse internationale.

The Wall Street Journal (Etats-Unis) : « Quel sera le dividende de la paix en termes d'aide occidentale ? (...) L'OLP de M. Arafat, l'ANC de M. Mandela et les Khmers rouges ont attiré l'attention du monde au moyen d'une méthode primitive et persuasive, le terrorisme. Aujourd'hui, ils échangent leur assaillissement contre l'aide occidentale ».

The Daily Telegraph (Grande-Bretagne) : « De Gaulle s'adressa au peuple : M. Rabin devrait en faire autant (...) Au début des années 60, de Gaulle a dû faire face à une situation en Algérie très semblable à celle que le gouvernement israélien connaît aujourd'hui. Sa réussite a été d'isoler les extrémistes en utilisant le référendum (...) Cela lui a permis de prouver que l'extrême droite n'était pas représentative du peuple français, sans quoi sa politique n'aurait pu réussir ».

Süddeutsche Zeitung (Allemagne) : « Washington n'est pas Camp David, car la position de Yasser Arafat est infiniment plus faible que, jadis, celle de l'Egyptien Anwar El Sadate ».

Le Soir (Belgique) : « L'enjeu du cœur de la brève cérémonie de Washington dépasse de loin les frontières du Proche-Orient. Il est placé entre (...) Si M. Rabin et Arafat devaient échouer, au bout de cette tête de pont qu'ils viennent de lancer nous aurions tous à en souffrir ».

La Stampa (Italie) : « On se souvient d'une entrevue accordée par Yasser Arafat en 1991 : « J'attends de Gollé israélien qui viendra signer la paix des braves ».

24 Ore (Italie) : « Ce qui ressort de cet accord, c'est le rôle marginal de Douze (...) C'est un échec grave pour la Communauté, qui a reconnu le rôle politique de l'OLP lors d'un conseil européen de Venise en 1986 et pour chaque Etat membre, comme la France, l'Espagne et l'Italie, qui ont multiplié les missions de bons offices. Un échec d'autant plus amer que l'Europe ne semble pas chercher à s'impliquer davantage ».

Al Bass (Syrie, organe gouvernemental) : « Les Etats-Unis doivent traduire en actes leur engagement en faveur d'une solution juste et globale (...) Une paix partielle et incomplète ne peut conduire qu'à davantage de drames, de troubles et de guerres ».

Jomhuri-Eslami (Iran) : « Le dossier de la Palestine ne sera fermé qu'avec la disparition d'Israël ».

Les bénéfices marocains

Suite de la première page

Ministre de l'intérieur jusqu'au mardi 14 septembre, le rabbin Aryeh Déri, qui a été contraint à la démission pour une sombre affaire de corruption, a parfaitement compris la situation. Né au Maroc, comme un grand nombre de ses partisans ultra-religieux, le chef de file du parti Shas — lequel est en train de marchander son futur soutien aux accords de paix — a fait part de sa « très vive émotion » après l'entrevue au palais de Skhirat.

« L'espoir », a ajouté le rabbin, qui avait été précédemment vert de le rencontrer, que Sa Majesté le roi Hassan II accordera bientôt l'invitation à visiter Israël que lui a faite le premier ministre (...) Nous n'avons aucune hostilité à l'égard de ce pays. Au contraire. Il y a entre nous une longue histoire et une profonde nostalgie (...) Je pense que, comme moi, une grande partie de la population israélienne origininaire du Maroc serait très heureuse d'accueillir le roi ici ».

Diplomatie discrète

Pour être discrets — boycottage arabe oblige — les liens entre Israël et le Maroc ne sont ni négligeables ni récents. M. Rabin vient de le reconnaître pour la première fois en public : c'est bien lui, portant perruque et lunettes noires, qui avait été vu, à Rabat, dans une limousine noire mise à sa disposition par le souverain émirien, au mois d'octobre 1976. A l'époque, le chef de l'exécutif israélien était déjà, pour deux ans, premier ministre de son pays.

Quelques mois plus tard, en 1977, ce fut le tour de Moshe Dayan, le glorieux général boré, alors ministre des Affaires étrangères. Cette année-là, il rendit visite, à deux reprises, au « Commandeur des croyants ». Puis, vint le tour, au mois de juillet 1986, de Shimon Pérès. Même l'ancien chef de la diplomatie dans le dernier gouvernement du Likoud, David Lévy, né au Maroc, aurait fait le voyage de Rabat. Selon ses propres dires, le seul politicien israélien qu'Hassan II a toujours refusé de recevoir fut Itzhak Shamir. Chaque fois, le principal objet des rencontres secrètes était le même : préparer des plans de paix, discuter des possibilités d'influer sur tel ou tel

dirigeant arabe en échange de telle ou telle concession israélienne. Ce fut en vain. Mais les liens entre le royaume émirien et l'Etat juif allaient cependant s'affermir. Selon un haut fonctionnaire des Affaires étrangères de Jérusalem, qui tient à garder l'anonymat, le véritable tournant date de la grande « marche verte » organisée au mois de novembre 1975 par Hassan II pour forcer l'Espagne à lui remettre le nord et le centre du Sahara occidental. Confronté à la guérilla du Front Polisario, le roi du Maroc se serait alors mis à la recherche d'appuis politiques, économiques et diplomatiques, notamment du côté

américain. Une ouverture sur Israël lui conseilla-t-on alors, pouvait grandement faciliter son entreprise.

C'est l'époque où, justement, l'OLP encourage les pays arabes à offrir aux juifs qu'il est originaire le droit de retourner dans leurs foyers abandonnés. L'idée palestinienne est évidemment de déclencher une émigration massive des juifs d'Israël de manière à affaiblir l'Etat sioniste autant que faire se peut. Mais ce dépit de l'attachement que beaucoup d'Israéliens sépharades portent à leurs pays d'origine, le stratagème ne fonctionnera pas.

Hassan II, qui se flatte à bon droit des relations correctes qu'il entretient toujours existé dans son royaume entre musulmans et juifs, a néanmoins saisi l'opportunité. En 1975, il annonce que tous les juifs originaires du Maroc, même s'ils ont la nationalité israélienne, sont

toujours considérés comme de loyaux sujets. « Ils sont libres de revenir où et quand ils veulent », déclare-t-il. Au Maroc, ils sont chez eux. Certains saisiront la perche royale pour réaliser de fructueuses affaires.

L'antenne du Mossad

Officiellement, il n'y a toujours ni relations diplomatiques ni liens économiques entre les deux pays. Mais, raconte-t-on à Jérusalem, l'antenne du Mossad, les services secrets d'Israël, à Casablanca est « l'une des plus actives du monde arabe ». Le chef de service en personne aurait accompli, au début de cette année, un voyage discret à Rabat. Ce n'est un secret pour personne que des experts agricoles israéliens sont plus ou moins basés au Maroc. « Les experts militaires, indique l'un de nos interlocuteurs, se contentent d'aller et venir ».

Koor Industries, le très puissant conglomérat industriel israélien, contrôlé par la Histadrout, la centrale syndicale travailliste, possède de nombreux intérêts déguisés dans le royaume émirien. Après un voyage officiel, au mois d'avril dernier, son directeur général, Benouy Gaban, aurait obtenu l'accord des autorités marocaines pour bâtir un petit complexe industriel, quelque part dans le sud du pays. Au début de l'année, une société agroalimentaire israélienne, Coop-Tzafim, a obtenu du ministère du commerce l'autorisation d'importer du Maroc un certain tonnage de marchandises. Au total, laisse-t-on entendre, le flux économique entre l'Etat juif et le royaume émirien se situerait autour de 100 millions de dollars par an.

Autres liens — humains ceux-là — entre les deux pays, Hassan II compte parmi ses conseillers les plus proches André Azoulay, dont une partie de la famille réside en Israël. En outre, le responsable des contacts israélo-marocains à la présidence du conseil à Jérusalem est le député travailliste Rafi Edri. Né au Maroc et parlant arabe, M. Edri, qui était à Rabat deux jours avant l'arrivée de M. Rabin et Pérès pour préparer leur visite, est l'époux — veuf depuis quelques mois — de la fille de David Amar, un grand industriel juif qui fut, en son temps, conseiller économique du souverain émirien et, pour certaines affaires, son partenaire financier.

PATRICE CLAUDE

Une journée « exceptionnelle »

RABAT

correspondance

Itzhak Rabin et Shimon Pérès, premier ministre et chef de la diplomatie d'Israël, n'ont pas hésité à qualifier la journée du mardi 14 septembre, qu'ils ont passée au Maroc, d'« exceptionnelle » et d'« historique ». Il est vrai que Hassan II n'avait rien négligé pour rendre la plus agréable possible leur court séjour. Après avoir pris quelque repos dans la ville des hôtes étrangers, les deux visiteurs de marque ont été reçus, pendant une heure et demie, au palais de Skhirat, près de Rabat, et le souverain émirien leur a offert la possibilité — insigne honneur — de visiter la grande mosquée qui porte son nom et qui a été inaugurée, il y a deux semaines, à Casablanca.

Hassan II n'a cependant pas donné suite à ce qu'une bonne partie de la presse de Jérusalem et de nombreux Israéliens considéraient déjà comme un fait acquis, à savoir l'annonce de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. MM. Rabin et Pérès se sont montrés beaucoup plus prudents que leurs compatriotes, cherchant manifestement à ne pas agacer les dirigeants marocains, qui n'ont guère qu'un leur force la main. Ils ont souligné, au cours d'une conférence de presse, qu'une telle décision appartenait au roi

et qu'en tout état de cause on ne pouvait atteindre cet objectif que « graduellement ».

Venus aussi bien remercier Hassan II pour son accueil en faveur de la paix au Proche-Orient que pour lui « demander conseil » quant aux moyens susceptibles de renforcer les relations entre Israël et les pays arabes, MM. Rabin et Pérès se sont montrés très discrets sur ce que le roi leur a dit le souverain émirien. En revanche, ils n'ont pas caché un certain plaisir à rappeler leurs contacts secrets avec le roi dès la milieu des années 70. On a ainsi appris que M. Pérès en était non pas à son deuxième, mais à son quatrième séjour au Maroc, depuis 1978.

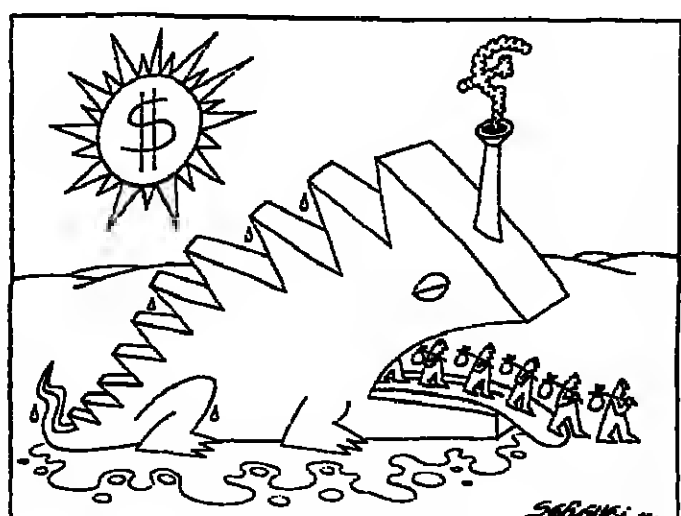
Lors de l'audience qu'il a accordée à ses deux visiteurs et qui a été retransmise par la télévision israélienne, Hassan II, à l'occasion du Nouvel An juif, a évoqué en hébreu, « Chana Tova (bonne année), au peuple d'Israël ». Soulignant que les Israéliens sont « eux aussi les fils d'Abraham qui ont toujours été guidés par la lumière révélée de la Torah », il a ajouté : « Je suis heureux de dire au peuple d'Israël, que ce qui a été fait hier [la signature de la Déclaration de principe sur l'autonomie des territoires occupés] est, pour moi, un signe que nous irons du mieux vers le meilleur ».

MOUNA EL-BANNA

هنا في الجليل

EUROPE

Pologne, an V
II. - Le choc de la thérapie



Malgré la dénonciation de l'acte de trahison
Embarras à Téhéran

L'accord israélo-palestinien signé à Washington a causé un certain embarras à Téhéran en mettant en relief l'isolement international de l'Iran, seul pays, avec la Libye et l'Arabie saoudite, à avoir condamné sans appel la « trahison » de l'OIP et encouragé les Palestiniens à continuer la lutte armée.

Cet isolement, alors, notamment, que la très grande majorité des dirigeants du monde arabe et musulman a approuvé ou applaudi à l'accord, semble inquiéter les dirigeants iraniens, conscients que leur pays risque, une fois encore, d'être écarté du droit par la communauté internationale comme fauteur de troubles au Proche-Orient. Toutefois, cette inquiétude, rassurée par la signature de quelques personnalités iraniennes à la Maison Blanche (J. ou par l'OIP et les signataires).

Faisant référence à de récentes ententes avec divers interlocuteurs officiels iraniens, plusieurs diplomates confirment, cependant, l'embarras des milieux dirigeants. Ils mettent sur le compte de cet embarras le fait qu'il ait fallu attendre plus de deux semaines après l'annonce de l'accord israélo-palestinien pour qu'une personnalité importante de la République islamique l'évoque publiquement.

Cet accord avait été, jusqu'à maintenant, rejeté par un simple communiqué du ministère des affaires étrangères, affirmant que

Des élections législatives ont lieu dimanche 19 septembre en Pologne sur fond d'affaiblissement du syndicat Solidarité (le Monde du 15 septembre). Le deuxième volet de cette série d'articles consacrée à ce pays, quatre ans après l'effondrement du communisme, insiste sur le coût social de la transition vers le capitalisme d'une économie qui montre des signes encourageants de redressement.

OLSTYŃ

de notre envoyée spéciale

Parmi les métiers prometteurs en Pologne, si l'on en croit le panneau des offres d'emplois du bureau du travail d'Olsztyn, celui de syndic d'entreprise figure en bonne place, tout près de celui de garde de sécurité. « Une profession d'avenir », assure l'organisme qui se propose de former les futurs liquidateurs.

Aussi tragique que puisse en être le côté humain, cette annonce est un signe de bonne santé pour l'économie polonaise : les entreprises à liquider sont les mastodontes de l'économie planifiée, ces firmes d'Etat aux effectifs phénix et à la rentabilité imaginaire. Dans le schéma idéal de transition vers l'économie de marché, une fois les mécanismes de base lancés - ce qui fut fait en Pologne dès le 1^{er} janvier 1990 - les grosses entreprises d'Etat incapables de se restructurer devaient « naturellement » faire faillite et disparaître. « Effectivement, ici, on peut dire que la thérapie de choc a fonctionné, admet, un peu gênée, Janina Migdalewicz, directrice du bureau du travail d'Olsztyn, dans le nord de la Pologne. Avec toutes ses conséquences sociales. »

Côté transition en marche, « les grandes usines de la région qui devaient tomber sont tombées », sur-tout les deux premières années. Côté conséquences sociales, M^{me} Migdalewicz a vu en deux ans le nombre de « ses » chômeurs plus que tripler, pour atteindre, en août 1993, le taux de 21 % de la population active. Travailleurs de l'industrie ou de l'agriculture, ils forment le gros des bataillons de la Pologne qui sombre.

Attablé dans une pièce glaciale de sa grande ferme de Jankowo, à une quarantaine de kilomètres de là, Witkec Pietraszewski, propriétaire d'une exploitation agricole de cent hectares, est aux premières loges de cette Pologne qui sombre. A la fin des années 70, l'opulence (facile) de l'ère Gierk et les crédits de l'Al-

maigne lui permettent d'acquiescer ces cent hectares « pour le prix, à l'époque, d'une petite Fiat » (polonaise), puis de s'équiper en machines agricoles. Aujourd'hui, l'URSS n'est plus là pour acheter le blé des pays frères et la CEE ferme ses portes au bétail polonais. Et lorsqu'une sécheresse impitoyable s'abat sur le pays en 1992, l'Etat est trop pauvre pour indemniser ses paysans. A quarante-cinq ans, père de quatre filles, endetté jusqu'au cou, Witkec essaie vainement de se reconstruire dans le tonnage vert, tandis que ses machines rouillent devant la maison.

« Le communisme m'avait permis de devenir riche, un grand propriétaire terrien, dit-il, amer. En un été, le capitalisme m'a ruiné. » Le 19 septembre, Witkec, conseiller municipal de Solidarité, votera SLiD, le parti des anciens communistes.

« Qui va acheter tout ça ? »

Vieusement, le côté prestigieux du métier de liquidateur échappe, non loin de là, à Marek K., chargé du sort des trois fermes d'Etat qui composent le combinat agricole Warmia. « Je ne liquide pas, je prépare à la privatisation », dit-il fièrement. Mais, finit-il par admettre, résigné, en montrant des terres en friche à perte de vue, « qui va acheter tout ça ? » Privée ou d'Etat, l'agriculture polonaise coule à pic, la tête maintenue sous l'eau par le protectionnisme occidental. « C'est un problème dramatique », reconnaît Michal Zielinski, économiste libéral de Lublin. Mais je n'y vois pas de solution.

A 400 kilomètres au sud d'Olsztyn, Starachowice, 30 % de chômeurs, ville construite autour d'une usine de camions obsolète, offre les mêmes scènes de désolation, transportées à l'industrie. Ce matin de septembre, la directrice du bureau d'aide sociale de la ville, Danota Borycka, affronte, dans le réfectoire d'une usine de bois au bord de la banqueroute, quelques centaines d'ouvriers qui ont rié touché depuis le 14 juillet - et encore, beaucoup ont repoussé-ils ce jour-là que 500 000 zlotys (150 francs). Lorsqu'elle tente de leur expliquer la procédure à suivre pour demander à bénéficier de l'aide sociale, les hommes explosent, les femmes se tortent les mains de désespoir. Pas un visage qui ne porte les stigmates de l'alcool, de l'épuisement ou de la dépression. Une femme explique, avant de fondre en larmes, que son mari et elle sont employés dans cette usine, qu'au-

jourd'hui c'est la rentrée, que cela fait des mois et ajoute : « Qu'est-ce que je fais avec ça ? » A Starachowice, payer son loyer est un luxe que plus grand monde ne se permet.

Comment expliquer à ceux qui ne voient qu'un chiffre, celui de la moyenne nationale du chômage - 15,2 % - que pourtant, selon les indicateurs économiques, la greffe est en train de prendre ? Que, dans cette expérience historique, après deux années de stabilisation draconienne, une autre Pologne émerge, premier pays de l'ancien bloc communiste à enregistrer une croissance constante, depuis plus d'un an maintenant, de son PNB ? Que de ramener le taux d'inflation de plus de 1 000 % en 1989 aux environs de 35 % aujourd'hui était impératif ? Qu'un déficit budgétaire limité à 5 % du PNB - condition absolue pour obtenir les crédits des institutions financières internationales - ne permet pas l'entretien d'un Etat-providence ? Que l'ascension exemplaire du secteur privé, qui emploie à présent près de 60 % de la main-d'œuvre polonaise et fournit 45 % du PNB, est du meilleur augure ? Bref, que ce pays de près de 40 millions d'habitants, au bord du gouffre il y a quatre ans, est peut-être en train de devenir « normal » ?

Le choc est rude. Délibérément, la Pologne l'a encaissé de front, comme elle avait affronté le régime

communiste. Aujourd'hui, de multiples signes montrent que cette stratégie radicale était payante. Ce sont les rues des grandes villes, Varsovie, Cracovie, Poznan, Gdansk, Lublin, métamorphosées, bordées de banques, de concessionnaires de voitures, de maisons ou d'immeubles en construction.

Le succès de la Bourse

C'est le jeune maire de Starachowice, Grzegorz Walendzik, qui refuse de bousser les bras devant le chômage, « même si je sais qu'on n'a pas encore touché le fond », se bat pour obtenir des investissements et des emplois, tente de diversifier les activités de sa ville. C'est une nouvelle race d'entrepreneurs privés, dynamiques et motivés. C'est la Bourse de Varsovie, où l'on se bouscule à l'entrée - 150 000 investisseurs, déjà - et où des Monsieur-tout-le-monde en pull et anorak, ingénieurs, petits artisans et même retraités, côtoient les inévitables golden boys en manches de chemise et bretelles rouge vif. C'est l'usine de tubes pour téléviseurs couleur Polkolor, rachetée par Thomson en 1991, où près de 3 800 personnes travaillent sans rendre un minimum de 42 h 30 par semaine, pour des salaires supérieurs de 40 % à la moyenne, permettant à Thomson de

dépenser ses objectifs de production. Et c'est surtout le bouillonnant chef du syndicat Solidarité pour la région Mazowsze, Maciej Jankowski, qui, tout en fulminant contre ce « capitalisme rouge », reconnaît qu'il n'y a plus « de retour en arrière possible : il existe une volonté commune de participer à la transition économique ».

Sous la pression sociale et politique, des ajustements au « big bang » ont été apportés depuis 1991, permettant à certaines grosses entreprises d'Etat de ne pas sombrer, elles et leurs dizaines de milliers d'employés. Simplement, remarque d'une voix atone, Zofia, chômeuse de Starachowice, cette transition, « c'est trop long ». Janusz Lewandowski, l'homme le plus attaqué de Pologne, lui aussi trouve le temps long : ministre des privatisations, il

a cristallisé sur lui toute la haine des opposants aux réformes et a dû revoir plusieurs fois sa copie, à cause des résistances politiques. Un représentant de son parti, le Congrès libéral-démocrate (KLD), a eu une fois un mot malheureux : dans la transition, a-t-il dit, il y a 30 % de gagnants et 70 % de perdants. Pour les deux partis qui ont promu la réforme économique depuis le début, le KLD et l'Union démocratique du premier ministre Hanna Suchocka, mieux vaudrait que les perdants n'allaient pas voter en masse le 19 septembre.

SYLVIE KAUFFMANN

Prochain article :

III. - Soutanes, sida et yuppies

CONSEIL EN MARKETING, COMMERCIAL ET MANAGEMENT

BERNARD JULHIET
ACCOMPAGNE LE SERVICE PUBLIC
DANS SA MUTATION,
EN INNOVANT.

Administrations d'Etat, Entreprises Publiques, Collectivités Territoriales, toutes nécessitent une « approche conseil » spécifique. C'est pourquoi, depuis de nombreuses années, Bernard Julhiet a tenu à mobiliser une équipe dédiée de consultants, tous seniors, qui interviennent depuis l'élaboration des orientations stratégiques jusqu'à l'accompagnement opérationnel. Introduire ou renforcer l'approche marketing dans le Service Public, développer les relations avec les usagers/clients, rénover les formes de management et d'animation des hommes, sont autant de défis relevés avec succès.

Assurer le plus haut niveau de cohérence entre les compétences internes, les structures, les stratégies et les exigences des marchés, c'est ça « l'esprit conseil » de Bernard Julhiet.

BERNARD JULHIET
CONSEIL ET DEVELOPPEMENT

Bruxelles, Lille, Lyon, Paris, Strasbourg
Membre de SYNTec, Membre IMD "International Management Development" - 79/33, rue Baudin 92309 Levallois-Perret Cedex Tél. : 16 (1) 47 56 49 40 Fax : 16 (1) 47 30 16 74

Dans la presse internationale
Les enjeux d'un accord

La signification et les conséquences de l'accord de Washington sont largement commentées dans la presse internationale.

The Wall Street Journal (Etats-Unis) : « Quels seront les dividendes de la paix en termes d'aide occidentale ? » (J. L'OIP de M. Arafat, l'ANC de M. Mandela et les Khmers rouges ont attiré l'attention du monde au moyen d'une méthode primitive et persuasive : le terrorisme. Aujourd'hui, ils échangent leur assaillissement contre l'aide occidentale ».

The Daily Telegraph (Grande-Bretagne) : « De Gaulle l'admettait au général : M. Robin devant en faire autant (...) Au début des années 60, de Gaulle a dû faire face à une situation en Algérie très semblable à celle que le gouvernement israélien connaît aujourd'hui. Sa réponse a été d'apaiser les extrémistes en utilisant la répression (...) Cela lui a permis de prouver que l'extrême droite n'était pas représentative du peuple français, mais qu'il n'y avait pas de politique à court terme. »

l'Almanach 1993-1994 de l'Arche
est paru

200 pages d'analyses et de documents et une interview exclusive d'Yitzhak Rabin

avec : l'ambassadeur israélien à Paris et le guide de la capitale israélienne

l'Arche
le mensuel du dialogue interreligieux

1. 1993-1994 - 2. 1994-1995 - 3. 1995-1996 - 4. 1996-1997 - 5. 1997-1998 - 6. 1998-1999 - 7. 1999-2000 - 8. 2000-2001 - 9. 2001-2002 - 10. 2002-2003 - 11. 2003-2004 - 12. 2004-2005 - 13. 2005-2006 - 14. 2006-2007 - 15. 2007-2008 - 16. 2008-2009 - 17. 2009-2010 - 18. 2010-2011 - 19. 2011-2012 - 20. 2012-2013 - 21. 2013-2014 - 22. 2014-2015 - 23. 2015-2016 - 24. 2016-2017 - 25. 2017-2018 - 26. 2018-2019 - 27. 2019-2020 - 28. 2020-2021 - 29. 2021-2022 - 30. 2022-2023 - 31. 2023-2024 - 32. 2024-2025 - 33. 2025-2026 - 34. 2026-2027 - 35. 2027-2028 - 36. 2028-2029 - 37. 2029-2030 - 38. 2030-2031 - 39. 2031-2032 - 40. 2032-2033 - 41. 2033-2034 - 42. 2034-2035 - 43. 2035-2036 - 44. 2036-2037 - 45. 2037-2038 - 46. 2038-2039 - 47. 2039-2040 - 48. 2040-2041 - 49. 2041-2042 - 50. 2042-2043 - 51. 2043-2044 - 52. 2044-2045 - 53. 2045-2046 - 54. 2046-2047 - 55. 2047-2048 - 56. 2048-2049 - 57. 2049-2050 - 58. 2050-2051 - 59. 2051-2052 - 60. 2052-2053 - 61. 2053-2054 - 62. 2054-2055 - 63. 2055-2056 - 64. 2056-2057 - 65. 2057-2058 - 66. 2058-2059 - 67. 2059-2060 - 68. 2060-2061 - 69. 2061-2062 - 70. 2062-2063 - 71. 2063-2064 - 72. 2064-2065 - 73. 2065-2066 - 74. 2066-2067 - 75. 2067-2068 - 76. 2068-2069 - 77. 2069-2070 - 78. 2070-2071 - 79. 2071-2072 - 80. 2072-2073 - 81. 2073-2074 - 82. 2074-2075 - 83. 2075-2076 - 84. 2076-2077 - 85. 2077-2078 - 86. 2078-2079 - 87. 2079-2080 - 88. 2080-2081 - 89. 2081-2082 - 90. 2082-2083 - 91. 2083-2084 - 92. 2084-2085 - 93. 2085-2086 - 94. 2086-2087 - 95. 2087-2088 - 96. 2088-2089 - 97. 2089-2090 - 98. 2090-2091 - 99. 2091-2092 - 100. 2092-2093 - 101. 2093-2094 - 102. 2094-2095 - 103. 2095-2096 - 104. 2096-2097 - 105. 2097-2098 - 106. 2098-2099 - 107. 2099-2100 - 108. 2100-2101 - 109. 2101-2102 - 110. 2102-2103 - 111. 2103-2104 - 112. 2104-2105 - 113. 2105-2106 - 114. 2106-2107 - 115. 2107-2108 - 116. 2108-2109 - 117. 2109-2110 - 118. 2110-2111 - 119. 2111-2112 - 120. 2112-2113 - 121. 2113-2114 - 122. 2114-2115 - 123. 2115-2116 - 124. 2116-2117 - 125. 2117-2118 - 126. 2118-2119 - 127. 2119-2120 - 128. 2120-2121 - 129. 2121-2122 - 130. 2122-2123 - 131. 2123-2124 - 132. 2124-2125 - 133. 2125-2126 - 134. 2126-2127 - 135. 2127-2128 - 136. 2128-2129 - 137. 2129-2130 - 138. 2130-2131 - 139. 2131-2132 - 140. 2132-2133 - 141. 2133-2134 - 142. 2134-2135 - 143. 2135-2136 - 144. 2136-2137 - 145. 2137-2138 - 146. 2138-2139 - 147. 2139-2140 - 148. 2140-2141 - 149. 2141-2142 - 150. 2142-2143 - 151. 2143-2144 - 152. 2144-2145 - 153. 2145-2146 - 154. 2146-2147 - 155. 2147-2148 - 156. 2148-2149 - 157. 2149-2150 - 158. 2150-2151 - 159. 2151-2152 - 160. 2152-2153 - 161. 2153-2154 - 162. 2154-2155 - 163. 2155-2156 - 164. 2156-2157 - 165. 2157-2158 - 166. 2158-2159 - 167. 2159-2160 - 168. 2160-2161 - 169. 2161-2162 - 170. 2162-2163 - 171. 2163-2164 - 172. 2164-2165 - 173. 2165-2166 - 174. 2166-2167 - 175. 2167-2168 - 176. 2168-2169 - 177. 2169-2170 - 178. 2170-2171 - 179. 2171-2172 - 180. 2172-2173 - 181. 2173-2174 - 182. 2174-2175 - 183. 2175-2176 - 184. 2176-2177 - 185. 2177-2178 - 186. 2178-2179 - 187. 2179-2180 - 188. 2180-2181 - 189. 2181-2182 - 190. 2182-2183 - 191. 2183-2184 - 192. 2184-2185 - 193. 2185-2186 - 194. 2186-2187 - 195. 2187-2188 - 196. 2188-2189 - 197. 2189-2190 - 198. 2190-2191 - 199. 2191-2192 - 200. 2192-2193 - 201. 2193-2194 - 202. 2194-2195 - 203. 2195-2196 - 204. 2196-2197 - 205. 2197-2198 - 206. 2198-2199 - 207. 2199-2200 - 208. 2200-2201 - 209. 2201-2202 - 210. 2202-2203 - 211. 2203-2204 - 212. 2204-2205 - 213. 2205-2206 - 214. 2206-2207 - 215. 2207-2208 - 216. 2208-2209 - 217. 2209-2210 - 218. 2210-2211 - 219. 2211-2212 - 220. 2212-2213 - 221. 2213-2214 - 222. 2214-2215 - 223. 2215-2216 - 224. 2216-2217 - 225. 2217-2218 - 226. 2218-2219 - 227. 2219-2220 - 228. 2220-2221 - 229. 2221-2222 - 230. 2222-2223 - 231. 2223-2224 - 232. 2224-2225 - 233. 2225-2226 - 234. 2226-2227 - 235. 2227-2228 - 236. 2228-2229 - 237. 2229-2230 - 238. 2230-2231 - 239. 2231-2232 - 240. 2232-2233 - 241. 2233-2234 - 242. 2234-2235 - 243. 2235-2236 - 244. 2236-2237 - 245. 2237-2238 - 246. 2238-2239 - 247. 2239-2240 - 248. 2240-2241 - 249. 2241-2242 - 250. 2242-2243 - 251. 2243-2244 - 252. 2244-2245 - 253. 2245-2246 - 254. 2246-2247 - 255. 2247-2248 - 256. 2248-2249 - 257. 2249-2250 - 258. 2250-2251 - 259. 2251-2252 - 260. 2252-2253 - 261. 2253-2254 - 262. 2254-2255 - 263. 2255-2256 - 264. 2256-2257 - 265. 2257-2258 - 266. 2258-2259 - 267. 2259-2260 - 268. 2260-2261 - 269. 2261-2262 - 270. 2262-2263 - 271. 2263-2264 - 272. 2264-2265 - 273. 2265-2266 - 274. 2266-2267 - 275. 2267-2268 - 276. 2268-2269 - 277. 2269-2270 - 278. 2270-2271 - 279. 2271-2272 - 280. 2272-2273 - 281. 2273-2274 - 282. 2274-2275 - 283. 2275-2276 - 284. 2276-2277 - 285. 2277-2278 - 286. 2278-2279 - 287. 2279-2280 - 288. 2280-2281 - 289. 2281-2282 - 290. 2282-2283 - 291. 2283-2284 - 292. 2284-2285 - 293. 2285-2286 - 294. 2286-2287 - 295. 2287-2288 - 296. 2288-2289 - 297. 2289-2290 - 298. 2290-2291 - 299. 2291-2292 - 300. 2292-2293 - 301. 2293-2294 - 302. 2294-2295 - 303. 2295-2296 - 304. 2296-2297 - 305. 2297-2298 - 306. 2298-2299 - 307. 2299-2300 - 308. 2300-2301 - 309. 2301-2302 - 310. 2302-2303 - 311. 2303-2304 - 312. 2304-2305 - 313. 2305-2306 - 314. 2306-2307 - 315. 2307-2308 - 316. 2308-2309 - 317. 2309-2310 - 318. 2310-2311 - 319. 2311-2312 - 320. 2312-2313 - 321. 2313-2314 - 322. 2314-2315 - 323. 2315-2316 - 324. 2316-2317 - 325. 2317-2318 - 326. 2318-2319 - 327. 2319-2320 - 328. 2320-2321 - 329. 2321-2322 - 330. 2322-2323 - 331. 2323-2324 - 332. 2324-2325 - 333. 2325-2326 - 334. 2326-2327 - 335. 2327-2328 - 336. 2328-2329 - 337. 2329-2330 - 338. 2330-2331 - 339. 2331-2332 - 340. 2332-2333 - 341. 2333-2334 - 342. 2334-2335 - 343. 2335-2336 - 344. 2336-2337 - 345. 2337-2338 - 346. 2338-2339 - 347. 2339-2340 - 348. 2340-2341 - 349. 2341-2342 - 350. 2342-2343 - 351. 2343-2344 - 352. 2344-2345 - 353. 2345-2346 - 354. 2346-2347 - 355. 2347-2348 - 356. 2348-2349 - 357. 2349-2350 - 358. 2350-2351 - 359. 2351-2352 - 360. 2352-2353 - 361. 2353-2354 - 362. 2354-2355 - 363. 2355-2356 - 364. 2356-2357 - 365. 2357-2358 - 366. 2358-2359 - 367. 2359-2360 - 368. 2360-2361 - 369. 2361-2362 - 370. 2362-2363 - 371. 2363-2364 - 372. 2364-2365 - 373. 2365-2366 - 374. 2366-2367 - 375. 2367-2368 - 376. 2368-2369 - 377. 2369-2370 - 378. 2370-2371 - 379. 2371-2372 - 380. 2372-2373 - 381. 2373-2374 - 382. 2374-2375 - 383. 2375-2376 - 384. 2376-2377 - 385. 2377-2378 - 386. 2378-2379 - 387. 2379-2380 - 388. 2380-2381 - 389. 2381-2382 - 390. 2382-2383 - 391. 2383-2384 - 392. 2384-2385 - 393. 2385-2386 - 394. 2386-2387 - 395. 2387-2388 - 396. 2388-2389 - 397. 2389-2390 - 398. 2390-2391 - 399. 2391-2392 - 400. 2392-2393 - 401. 2393-2394 - 402. 2394-2395 - 403. 2395-2396 - 404. 2396-2397 - 405. 2397-2398 - 406. 2398-2399 - 407. 2399-2400 - 408. 2400-2401 - 409. 2401-2402 - 410. 2402-2403 - 411. 2403-2404 - 412. 2404-2405 - 413. 2405-2406 - 414. 2406-2407 - 415. 2407-2408 - 416. 2408-2409 - 417. 2409-2410 - 418. 2410-2411 - 419. 2411-2412 - 420. 2412-2413 - 421. 2413-2414 - 422. 2414-2415 - 423. 2415-2416 - 424. 2416-2417 - 425. 2417-2418 - 426. 2418-2419 - 427. 2419-2420 - 428. 2420-2421 - 429. 2421-2422 - 430. 2422-2423 - 431. 2423-2424 - 432. 2424-2425 - 433. 2425-2426 - 434. 2426-2427 - 435. 2427-2428 - 436. 2428-2429 - 437. 2429-2430 - 438. 2430-2431 - 439. 2431-2432 - 440. 2432-2433 - 441. 2433-2434 - 442. 2434-2435 - 443. 2435-2436 - 444. 2436-2437 - 445. 2437-2438 - 446. 2438-2439 - 447. 2439-2440 - 448. 2440-2441 - 449. 2441-2442 - 450. 2442-2443 - 451. 2443-2444 - 452. 2444-2445 - 453. 2445-2446 - 454. 2446-2447 - 455. 2447-2448 - 456. 2448-2449 - 457. 2449-2450 - 458. 2450-2451 - 459. 2451-2452 - 460. 2452-2453 - 461. 2453-2454 - 462. 2454-2455 - 463. 2455-2456 - 464. 2456-2457 - 465. 2457-2458 - 466. 2458-2459 - 467. 2459-2460 - 468. 2460-2461 - 469. 2461-2462 - 470. 2462-2463 - 471. 2463-2464 - 472. 2464-2465 - 473. 2465-2466 - 474. 2466-2467 - 475. 2467-2468 - 476. 2468-2469 - 477. 2469-2470 - 478. 2470-2471 - 479. 2471-2472 - 480. 2472-2473 - 481. 2473-2474 - 482. 2474-2475 - 483. 2475-2476 - 484. 2476-2477 - 485. 2477-2478 - 486. 2478-2479 - 487. 2479-2480 - 488. 2480-2481 - 489. 2481-2482 - 490. 2482-2483 - 491. 2483-2484 - 492.

EUROPE

GÉORGIE : après avoir menacé de démissionner

M. Chevardnadze impose l'état d'urgence

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Je suis las des offenses et des vexations, je présente ma démission ! » Edouard Chevardnadze, visiblement en colère, quitte, mardi 14 septembre dans la matinée, la salle hémicycle du Parlement géorgien, avant de se retirer en compagnie de quelques collaborateurs. Aussitôt, le bâtiment de l'Assemblée est entouré par les forces de l'ordre et des milliers de manifestants qui se mettent à genoux et scandent : « A bas l'opposition ! Chevardnadze ne part pas ! »

Les députés présents, 127 sur 224, élus en octobre 1992 avec la hénédiction de Chevardnadze, rejettent, à l'unanimité, cette démission. Quant aux absents, ils ont préféré, comme c'est la tradition à Tbilissi, attendre chez eux le résultat de la bataille politique. Le chef de l'Etat trouve toutefois ce vote de confiance insuffisant. Devant la foule, il énonce les conditions qu'il pose pour revenir sur sa décision : que le Parlement vote la proclamation de l'état d'urgence dans tout le pays et accepte de « se mettre en vacances » pour trois mois. Il reçoit durant plus de trois heures Djaba Iosseliani, chef d'une des milices les plus importantes du pays, les « cavaliers » (Mikheidi), et un des artisans du retour au pouvoir de Chevardnadze en mars 1992. Mardi, c'est Iosseliani qui prit la tête de la fronde parlementaire en accusant Chevardnadze d'avoir, illégale-

ment, pris les fonctions du ministre de l'Intérieur : « Vous êtes resté fidèle à vos méthodes communistes (...), vous voulez introduire une dictature », avait lancé le chef des « cavaliers », provoquant la colère et le départ du chef de l'Etat.

Départ en trompe l'œil puisque, dans la soirée, les députés, toujours à l'unanimité, acceptaient l'essentiel des conditions posées par Edouard Chevardnadze pour rester en fonctions. L'état d'urgence devrait entrer en vigueur le 20 septembre et, mercredi, les parlementaires devraient déterminer plus précisément les conditions de leurs vacances forcées.

J.-A. F.

o RUSSIE : « Le communisme soviétique n'est pas mort », déclare Alexandre Soljenitsyne. — L'écrivain russe Alexandre Soljenitsyne, qui a entamé, mardi 14 septembre, un séjour de cinq à six semaines en Europe, a déclaré, devant l'Académie internationale de philosophie de Vaduz (Liechtenstein) : « Le communisme est loin d'être mort sur le territoire de l'ancienne URSS (...). Dans certaines Républiques, ses structures institutionnelles ont survécu dans leur intégralité, alors que dans chacune d'entre elles des millions de cadres communistes restent en réserve et que ses racines restent enfoncées dans la conscience et la vie quotidienne du peuple. » — (Reuter.)

TURQUIE

Le PKK a libéré les sept otages occidentaux qu'il détenait

ISTANBUL

de notre correspondant

Sept touristes étrangers — deux Allemands, deux Italiens, deux Suisses et un Néo-Zélandais — ont été libérés, mardi 14 septembre, après plusieurs semaines de détention aux mains des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans l'est de la Turquie. Les circonstances exactes de leur libération ne sont pas encore connues.

Une dépêche de l'agence de presse Kurd-Ha, proche du PKK, faisait état de la remise en liberté de plusieurs étrangers, lundi soir à Tervio, un village proche de Dogubeyazit, dans la province d'Agri. Le gouverneur d'Agri, Ismet Metin, avait annoncé, mardi, que les forces de sécurité avaient arrêté quatre otages, libérés par les séparatistes, et qu'une procédure judiciaire serait entamée contre eux « pour avoir aidé et encouragé le PKK ». Cette déclaration pour le moins surprenante illustre la paranoïa des autorités locales, qui vivent dans un climat de tension permanent.

De nouveaux enlèvements ?

Le ministère des affaires étrangères a rapidement publié un communiqué catégorique : « Les sept étrangers sont actuellement « débriefés » par les autorités locales, mais ils pourront rentrer chez eux très bientôt. » Le Front national pour la libération du Kurdistan (ERKK), une branche du PKK, avait annoncé à Vienne, le 9 septembre, que les touristes seraient libérés si leurs gouvernements envoyaient des représentants

pour les chercher. Deux parlementaires suisses et cinq députés italiens, accompagnés de plusieurs journalistes, se sont rendus en mission privée dans la ville de Van, mais des renforts de sécurité les ont empêchés de prendre contact avec le PKK.

Leur interrogatoire terminé, les ex-otages ont été transférés dans un hôtel de Dogubeyazit, et ils pourraient être rapatriés ce mercredi. La saga des otages n'est pas terminée pour autant. Les autorités locales ont annoncé que deux Kurdes et six Bengalis auraient été enlevés, le 11 septembre, par le PKK, sur la route entre Mus et Bingöl.

NICOLE POPE

o Un colonel en retraite assassiné par des terroristes d'extrême gauche. — Un colonel à la retraite, Faruk Celebioglu, a été tué, mardi 14 septembre à son domicile, sur la rive asiatique d'Istanbul, par deux inconnus qui ont pris la fuite après avoir déposé sur la dépouille un drapeau de l'organisation d'extrême gauche Dev-Sol. Plusieurs raids policiers, au cours des deux dernières années, avaient décimé les rangs de cette organisation de guérilla urbaine qui a récemment repris ses activités armées. Vendredi, un général à la retraite avait été légèrement blessé par balle au visage, dans le quartier de Besiktas, à Istanbul. Son garde du corps avait ouvert le feu et atteint l'un des trois assassins, qui avait été arrêté, porteur d'un drapeau de Dev-Sol et de faux papiers. — (Corresp.)

trois mois seulement après sa nomination. Le Parti progressiste des citoyens (FBP, droite), dont est membre Markus Büchel, est à l'origine de la motion de censure. Son parti adressait à M. Büchel divers reproches sur sa conduite des affaires. — (Reuter.)

o RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : avis aux anciens exilés. — Les anciens ressortissants tchécoslovaques arbitrairement privés de la citoyenneté tchécoslovaque avant novembre 1989 ou ayant été contraints à renoncer à leur citoyenneté tchécoslovaque peuvent présenter leur demande d'acquisition de la citoyenneté de la République tchèque avant le 31 décembre 1993 au consulat de la République tchèque, 18, rue Bonaparte, Paris (6^e) (tél. 44-32-02-00).

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 46-62-74-43

BOSNIE-HERZÉGOVINE : à Genève

MM. Tudjman et Izetbegovic ont signé un nouvel accord de cessez-le-feu



serbe à une soixantaine de kilomètres au sud de la capitale.

Le commandement des forces serbes de Krajina a souligné que cette trêve devrait permettre aux unités croates d'évacuer trois villages du sud de la Croatie, près de

Gospic, qu'elles avaient repris jeudi dernier. Cette offensive croate avait déclenché des représailles serbes sur l'ensemble du front. Les Croates ont quant à eux fait savoir qu'ils n'évacueraient les trois localités que si les « casques

bleus » — et eux seuls — s'y installaient.

Par ailleurs, la contestation s'est étendue au sein des forces serbes de Bosnie, le mécontentement gagnant la ville de garnison de Sokolac (près de Sarajevo) alors que les quelque 200 militaires rebelles qui occupent depuis cinq jours la ville de Banja-Luka (principal chef serbe dans le nord-ouest de la République) avec leurs chars ont duré leur mouvement. L'état-major de crise, constitué à la tête des unités par des officiers et sous-officiers venus directement du front, a présenté une nouvelle liste de vingt revendications qui ne sont plus seulement sociales mais aussi politiques.

Outre une amélioration de leurs conditions de vie et l'arrestation des « profiteurs de guerre », les militaires révoltés réclament désormais des élections générales anticipées, la démission du gouvernement serbe de Bosnie et de la plupart des conseils municipaux, a indiqué l'agence Tanjug de Belgrade. Les militaires de la région de Sokolac ont, à leur tour, réclamé, mardi, une amélioration de leur situation matérielle. — (AFP, Reuter.)

AFRIQUE

ALGÉRIE

L'un des fils du président de l'ex-Front islamique du salut aurait été arrêté à Oran

ALGER

de notre correspondant

L'un des fils du président de l'ex-Front islamique du salut (FIS), disons, Okba Madani, que l'on croyait réfugié en Europe, a été arrêté, dans un hôtel d'Oran, au début du mois de septembre. Selon le quotidien *El Watan*, qui a publié mardi 14 septembre cette information, le militant intégriste a été appréhendé « alors qu'il menait une vie clandestine ». Okba Madani, comme ses deux frères, Salmane et Ibbal, avait été condamné à mort, par contumace, le 26 mai dernier, à l'issue du procès des auteurs de l'attentat contre l'aéroport d'Alger, commis le 26 août 1992. Le père, Ahassi Madani — ainsi qu'Ali Benhadj, autre dirigeant de l'ex-FIS, — est incarcéré depuis plus de deux ans.

C'est aussi au début du mois de septembre que le colonel Kadhadji avait été pris à partie par les autorités algériennes, qui l'accusaient d'« ingérence » dans les affaires intérieures du pays. Alger avait été choqué par une déclaration du dirigeant libyen, affirmant que les principaux dirigeants de l'ex-FIS étaient ses « amis » et qu'il

était « prêt à rencontrer Abassi Madani, même en prison (...), pour sauver l'Algérie ».

Quelques jours plus tard, le quotidien saoudien *Achag et Awasal* indiquait que le bouillant colonel avait récemment apporté une aide de 50 000 dollars à deux des fils d'Abassi Madani, auxquels il aurait proposé de venir s'installer en Libye. A en croire la presse locale, l'un des membres fondateurs de l'ex-FIS, Beazzouze Zebda, acquitté lors du procès de l'aéroport, se trouverait actuellement à Tripoli.

La vague de violence reste une des préoccupations majeures du nouveau gouvernement de Redha Malek et du Haut Comité d'Etat (HCE) — un ancien journaliste du *himmoud El Manbar*, Saad Bekhroui, a été retrouvé assassiné, samedi dernier, à Larbaa, au sud-est d'Alger. Le HCE a indiqué, à la fin de la semaine dernière, qu'une réunion du Haut Conseil de sécurité (HCS), composé d'une dizaine de membres, dont le ministre de la Défense et le chef d'état-major de l'armée, aurait lieu « dans les prochains jours », mais sans en préciser l'objet.

CATHERINE SIMON

ANGOLA : avant que le Conseil de sécurité n'adopte une nouvelle résolution

M. Boutros-Ghali estime que le conflit est « le plus meurtrier du monde »

Le conflit angolais est actuellement « le plus meurtrier du monde », a estimé le secrétaire général de l'ONU, dans un rapport adressé mardi 14 septembre au Conseil de sécurité. Plus d'un million de personnes meurent chaque jour en Angola des effets directs ou indirects du conflit, selon Boutros-Ghali, qui estime que « les dimensions humanitaires de la tragédie que connaît l'Angola sont catastrophiques », trois millions de personnes (pour une population de neuf millions d'habitants) en subissant les conséquences.

Le Conseil de sécurité a été saisi mardi d'un projet de résolution visant à protéger « d'un mois à trois mois » le mandat de la Mission de vérification des Nations unies en Angola (UNAVEM II) et à imposer une série de sanctions contre l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Les sanctions envisagées afin d'isoler le mouvement de Jonas Savimbi comprennent un embargo sur le pétrole et les armes, le gel des avoirs financiers du mouve-

ment et des restrictions aux activités de ses membres à l'étranger.

A Luanda, le président angolais, José Eduardo Dos Santos, a donné son accord pour participer, à Libreville, à un éventuel sommet de chefs d'Etat africains visant à remettre sur les rails les négociations inter-angolaises. De source informée à Luanda, les présidents du Zaïre, de Namibie, du Congo, du Zimbabwe, de Zambie et de Sao-Tomé participeraient à ce sommet, qui pourrait avoir lieu après la réunion du Conseil de sécurité.

Ce projet fait partie d'un plan ébauché par le représentant spécial de l'ONU en Angola, Alioune Blondin Beye, qui a entrepris mardi, à Ahidjan, des discussions avec une délégation de l'UNITA. Il semble toutefois improbable que M. Savimbi participe à un sommet, en particulier si le Conseil de sécurité opte pour des sanctions à l'encontre du mouvement rebelle, qui a relancé la guerre civile après avoir perdu les élections de septembre 1992. — (AFP.)

SOMALIE

Une partie du renfort indien de 5 000 hommes est arrivée à Mogadiscio

Une partie du contingent indien qui doit renforcer les forces des Nations unies en Somalie est arrivée mardi 14 septembre à Mogadiscio. Ce contingent, dont l'effectif total devrait compter près de 5 000 hommes vers la fin du mois, sera le deuxième en importance après celui du Pakistan, fort de 5 050 hommes. Il sera déployé dans le nord puis dans le centre du pays.

D'autre part, des Rangers de l'armée américaine, s'avançant pour la première fois dans le nord de Mogadiscio, contrôlé par les hommes d'Ali Mahdi, ont mené, mardi un raid hélicoptère contre la résidence d'un chef de clan somalien, Ali Ugas, et arrêté trente et une personnes, ont rapporté des témoins. Ils se sont ensuite rendus maîtres de la maison voisine, qui abritait Ahmed Jilal, le chef de la police sous le régime de l'ancien dictateur Mohamed Siyad Barre. Dans un communiqué publié à Washington, le département d'Etat américain a déclaré détenir des informations selon lesquelles le général Mohamed Farah Aidid a ordonné à ses milices de prendre des otages américains s'il était capturé. — (AFP, Reuter.)

o CENTRAFRIQUE : campagne électorale sur fond de manifestations. — Les partisans de l'ancien président David Dacko, candidat malheureux au premier tour de l'élection présidentielle, ont manifesté, lundi 13 et mardi 14 septembre, à Bangui, afin d'exiger de la Cour suprême « une réponse » à la requête déposée par les avocats de M. Dacko en vue d'un « reclassement » ou d'une « annulation » des résultats du premier tour. M. Dacko a toutefois annoncé, mardi, qu'il retirait sa requête, acceptant les résultats du premier tour, qui le classent en troisième position — l'excluant du second tour qui doit avoir lieu dimanche — alors que, pendant une semaine, les résultats partiels lui avaient attribué le deuxième rang. — (AFP.)

o RECTIFICATIF. — Une coupure malencontreuse, dans l'article intitulé « L'opposition togolaise n'a pas l'intention de participer aux élections législatives », publié dans le *Monde* du 28 août, a dénaturé les propos du président du Collectif de l'opposition démocratique (COD 2). En affirmant que « c'est la poudre qui va parler », Léopold Gnaniavi ne laissait pas entendre que le COD 2 ou son propre parti avait l'intention de prendre les armes, mais faisait part d'un « don-ger », « le COD 2 n'étant plus en mesure, selon lui, d'assumer le monopole de la lutte contre la dictature au Togo ». — (AFP.)

CHRISTIAN CHARTIER

البيان

DIPLOMATIE

La visite de M. Mitterrand

Remis de son malaise, le chef de l'Etat a salué « l'avènement et le renforcement de la démocratie » en Corée du Sud

M. Mitterrand s'est rétabli du malaise dont il avait été victime, mardi 14 septembre, peu après son arrivée à Séoul. Le chef de l'Etat a poursuivi la course normale de cette visite au cours de laquelle il a salué « l'avènement et le renforcement de la démocratie » en Corée du Sud, symbolisés par l'élection, en décembre 1992, d'un ancien opposant, M. Kim Young-sam, à la présidence.

M. Mitterrand a semblé totalement remis de l'indisposition qui l'avait saisi, mardi vers 16 h 30, deux heures après son arrivée à Séoul. Il avait été pris d'un malaise en entrant dans la Maison Bleue, le palais présidentiel, alors qu'il venait de passer les troupes en revue et de répondre au discours de bienvenue du président Kim Young-sam.

Visiblement décomposé, M. Mitterrand a cependant trouvé la force de signer le Livre d'Or. Pris de spasmes, il s'est alors isolé dans un salon, accompagné de son médecin, le docteur Gubler. Des photographes l'ont vu vomir dans son mouchoir, ce que le porte-parole de l'Elysée a admis, sans, a-t-il précisé, « en avoir été témoin ». M. Mitterrand « a bu un verre d'eau et n'a pas reçu de soins particuliers ».

avec le sculpteur César, également du voyage, l'actrice a été emmenée à Séoul par le chef de l'Etat en raison de la très grande popularité dont elle jouit ici, notamment auprès des jeunes pour qui elle est apparemment un symbole de l'émancipation féminine qui précède le développement de la société en rapide évolution.

Le président Kim s'est félicité de cette « première visite, dans l'histoire, d'un chef d'Etat français ». M. Mitterrand, en réponse, a salué « cette terre de Corée où, pour survivre, la liberté a dû combattre » — allusion à la guerre de 1950-1953 à laquelle ont participé environ 3 500 soldats français dont 269 sont morts ou disparus. Le chef de l'Etat a aussi observé que « l'avènement et le renforcement de la démocratie » — un processus en cours depuis 1987 et solennisé par l'élection, en décembre 1992, de l'ancien opposant M. Kim, premier président civil en trois décennies — « donnent un sens à leur sacrifice ».

« Je vais bien »

Le chef de l'Etat, qui avait changé de costume, est revenu pour les entretiens avec le président Kim après environ une demi-heure. Les discussions ont eu lieu conformément au programme initialement prévu : trois quarts d'heures suivis de quarante minutes d'entretiens élargis aux ministres Alain Juppé (affaires étrangères), Gérard Longuet (industrie), Bernard Bosson (transports) et François Fillon (recherche).

Le président a ensuite participé mardi soir au dîner offert à la délégation française par son hôte. « Je vais bien », s'est-il simplement déclaré à un journaliste.

Dans la délégation française, forte de quelque quatre-vingts personnes, la note délicate, parmi les costumes gris et bleus, était donnée par Sophie Marceau (veste montarde, pantalon prune, sweater cerise). En fréquent conversation.

L'intégration des pays de l'Est dans la Communauté

Bucarest et Sofia accueillent avec prudence les assurances données par M. Lamassoure

SOFIA

de notre envoyé spécial

Installées aux premières loges du conflit yougoslave, confrontées à de graves difficultés économiques, la Bulgarie et la Roumanie passent de succès pour les « parents pauvres » de l'Europe postcommuniste, souvent négligées par rapport aux pays du groupe dit « de Visegrad » (Pologne, ex-Tchécoslovaquie et Hongrie).

Avant de reconnaître et de soutenir l'extérieur, Sofia et Bucarest ont donc écouté avec intérêt Alain Lamassoure, le ministre délégué aux affaires européennes, leur affirmer, pendant son voyage du 12 au 14 septembre, qu'aucun pays d'Europe n'est exclu d'aucun processus d'intégration européenne. Les dirigeants bulgares et roumains souhaiteraient

toutefois savoir à quoi ressembleront les « critères de convergence » qui détermineront les conditions d'accès.

Prudence aussi par rapport à l'idée de pacte sur la stabilité et la sécurité en Europe, proposée par M. Balladur, et qui viserait à prévenir les conflits potentiels. La Roumanie, qui juge ce projet trop favorable aux Hongrois, s'est fermement opposée à toute initiative qui prétendrait régler une « affaire intérieure » par un arbitrage international.

Quant à la Bulgarie, elle n'a pas manifesté de position particulière ; mais elle a fait comprendre que sa stabilité pourrait être immédiatement menacée par l'embargo de l'ONU contre la Serbie et le Monténégro, qui la prive de marchés évalués à 2,8 milliards de dollars (près de 16 mil-

liards de francs), un chiffre contesté par les Occidentaux. Au lieu de réclamer des compensations de la part de l'ONU, Sofia sollicite l'aide de la France pour obtenir des allègements de sa dette.

La Roumanie a en tout cas reçu la confirmation qu'elle voulait : le changement de majorité en France n'influera pas sur la priorité que Paris accorde à Bucarest. La visite de M. Lamassoure était la vingt-troisième depuis décembre 1989, la Roumanie arrivant ainsi en deuxième place derrière l'Allemagne... En point d'orgue, il a été annoncé que le président roumain, Ion Iliescu, se rendra à Paris en avril 1994. M. Lamassoure a également indiqué que François Mitterrand ira à Sofia le 19 janvier 1994.

Y.-M. R.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Au deuxième jour de sa visite officielle au pays du Matin-Calmé, le président Mitterrand a visité, mercredi 15 septembre, les pavillons de la Corée du Sud, de la France et de la CEE à l'Expo 93, l'exposition internationale qui lie cette année à Tadjou, à 150 kilomètres au sud de Séoul. Une cinquantaine de sociétés en provenance de l'Hexagone y présentent leurs réalisations sous l'enseigne « Haute Technologie et art de mieux vivre », évidemment adaptées aux préoccupations locales, avec pour pôles principaux d'intérêt les transports aériens, ferroviaires et urbains, l'énergie, le nucléaire, les télécommunications et l'environnement qui sont ceux que le président de la République a jugés prioritaires dans son récent « Plan de dix ans » (voir l'article de Philippe Pons, ci-dessous).

M. Mitterrand avait auparavant déposé une gerbe au mémorial français de Suwon — l'un des seize monuments aux morts des pays qui ont participé à la guerre de Corée de 1950 à 1953.

Séoul cherche une nouvelle voie de développement

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Bien que la Corée du Sud soit exportatrice d'appareillages électroniques, d'automobiles et de semi-conducteurs, sa production demeure largement orientée vers des produits à faible valeur ajoutée.

Jusqu'à présent elle a maîtrisé des technologies destinées aux marchés de masse en adaptant celles de pays avancés. Aujourd'hui, la stratégie de développement qui l'a servie dans son décollage fulgurant (en un quart de siècle, elle est passée du statut de pays pauvre à celui de « Petit Dragon », briguant l'entrée à l'OCDE) est retournée contre elle par ses voisins tirant partie des fortes augmentations des salaires qui ont laminé la compétitivité de ses industries.

La délocalisation de la production peut pallier cette perte de compétitivité, mais les Coréens sont conscients qu'ils n'ont atteint un seuil dans leur développement industriel et qu'un saut « qualitatif » est devenu un impératif comme l'indique le thème de l'exposition industrielle internationale de Tadjou que devait visiter mercredi 15 septembre le président Mitterrand : « Le défi pour une nouvelle voie de développement » (1).

Un effort de recherche important

La signature, le 13 septembre, d'un accord de coopération en matière de technologie industrielle entre la France et la Corée est symptomatique de l'orientation que Séoul souhaite donner à l'approfondissement des liens entre les deux pays.

An terme de cet accord, un comité sera chargé de promouvoir la création d'entreprises conjointes, les ventes de licences et la formation de techniciens coréens en France. Afin de promouvoir celle-ci, est envisagée la création d'une fondation franco-coréenne dont « la forme reste à définir », précise Lim Joo-choon, directeur du bureau de coopération technique au ministère des sciences et des technologies.

La Corée consent un effort financier important en recherche et développement : de 2,2 % du PNB aujourd'hui (soit environ 30 milliards de francs), les dépenses en ce domaine devraient représenter 3,5 % en 1996 puis 5 % en l'an 2000. Les trois quarts sont assumés par le secteur privé (7,7 milliards par exemple dans le cas de Samsung).

La Corée vise à promouvoir une recherche fondamentale indépendante : les sciences, encreintes, du hall de l'université scientifique, privée. Pasteur de l'Institut national de science et de technologie sur lesquels au jour devraient reposer les bases de la Corée coréenne, sont révélateurs de ce volontarisme.

« Au vingt et unième siècle, nous comptons avoir rattrapé les pays avancés. Nous avons la volonté et les ressources humaines. Mais la science fondamentale n'a pas ici de racines profondes. Il nous manque des savoir-faire », nous dit Hahn Young-sung, vice-ministre pour les sciences et la technologie.

La Corée s'est dotée en 1991 d'un ambitieux programme de dix ans (« High advanced national project » : HANP) d'un coût de 26 milliards de francs qui définit des secteurs prioritaires : semi-conducteurs, télévision haute définition, bio-technologies, transports, nouveaux matériaux et énergie nucléaire. Séoul compte aussi développer sa propre filière spatiale.

De tels programmes requièrent des financements et des chercheurs. Or le système éducatif ne correspond pas aux besoins de l'économie. Le nombre des chercheurs représente le quart de celui des Etats-Unis et le septième de celui du Japon.

La Corée prévoit donc de faire appel à des experts étrangers (de 5 % à 20 % du budget en recherche fondamentale seront consacrés à la coopération avec les pays avancés). Des antennes coréennes ont déjà été installées dans le plupart des instituts de recherche aux Etats-Unis, en Europe et au Japon.

La Corée relèvera-t-elle le défi technologique ? Le secteur privé est essouffé par l'effort financier

considérable qui lui est demandé : ainsi, la réalisation de l'accélérateur de particules de Posch, institut créé par le groupe sidérurgique Posco, prendra deux ans, en raison du coût d'un projet qui fera de la Corée le quatrième pays à posséder un tel équipement.

Les innovations coréennes pointent (les Japonais ont acheté à Samsung un brevet de fabrication de semi-conducteurs), mais la péninsule reste largement importatrice de brevets. On note cependant, depuis deux ans, un tassement dans les transferts de technologies : de 5,9 milliards de francs en 1991, ils sont passés l'année suivante à 4,2 milliards.

Cette diminution est attribuée à la baisse des investissements en Corée et à la réticence des pays avancés. Premiers partenaires des Coréens pour les entreprises conjointes et les ventes de licences, les Japonais veillent à ne pas subir un « effet boomerang » en se créant des concurrents. Les Occidentaux seraient plus nuverts, mais l'image d'une Corée peu respectueuse de la propriété intellectuelle reste, à juste titre, ancrée dans les mentalités. Il n'y a pas là que carence de l'éthique des affaires : héritage de la conception de l'apprentissage chez les artisans, en Corée, comme au Japon, la copie est traditionnellement considérée comme une vertu, le passage nécessaire vers un savoir. Les autorités s'emploient à modifier ces attitudes et à donner des assurances à leurs partenaires, non seulement par l'adoption d'une législation plus stricte sur la protection de la propriété industrielle mais aussi en leur promettant « une réciprocité par une coopération sur des marchés tiers : nous sommes prêts, en toute bonne foi, à avoir une action d'intermédiaire entre les pays avancés et ceux qui n'ont pas la capacité d'adapter telles quelles leurs technologies très sophistiquées », dit M. Hahn.

Ph. P.

(1) Corée Affaires, revue de la chambre de commerce et d'industrie française en Corée, a consacré son numéro du deuxième trimestre 1993 aux problèmes technologiques.

BOYVINE : à Genève

Izetbegovic ont signé l'arrêt de cessez-le-feu



«... et en cas de...

Par ailleurs, la commission étendue au sein des forces de Bosnie, le ministre de la Défense, le général Sokolac (prés de la ville de Banja Luka) qui occupe 200 km de la ville de Banja Luka, ont durci leur message : major de crise, commandant des troupes de la ville de Banja Luka, a présenté une liste de vingt revendications politiques.

Outre une amélioration des conditions de vie et de travail, les revendications portent sur la démission du président de Bosnie et de la démission du président de la République, ainsi que des conseils municipaux, l'agence Tanjug de Belgrade, a-t-il dit, ont, à leur tour, déposé une déclaration de la maternelle. (AFP, Reue)

AFRIQUE

LOERIE

Le Front islamique a été arrêté à Oran

Le Front islamique a été arrêté à Oran.

Le Front islamique a été arrêté à Oran.

Le Front islamique a été arrêté à Oran.

le Conseil de sécurité n'adopte pas de résolution

estime que le conflit courtier du monde

Le Conseil de sécurité n'adopte pas de résolution.

Le Conseil de sécurité n'adopte pas de résolution.

SOMALIE

Une partie du raid de 5 000 hommes est arrivée à Mogadiscio

Une partie du raid de 5 000 hommes est arrivée à Mogadiscio.

Une partie du raid de 5 000 hommes est arrivée à Mogadiscio.

CENTRAFRICAINE

Le Conseil de sécurité n'adopte pas de résolution

Le Conseil de sécurité n'adopte pas de résolution.

Le Conseil de sécurité n'adopte pas de résolution.

Le Conseil de sécurité n'adopte pas de résolution.

SEPTEMBRE 1993

LES DIVERGENCES FRANCO-ALLEMANDES MISES À NU - Page 5

Parias dans la ville (Page 8 et 9)

VIENT DE PARAÎTRE

LE MONDE

diplomatique

32 pages - 20 F

Abonnements : voir tarif page 18

Publication mensuelle - 15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

Survie

Par IGNACIO RAMONET

AFFECTANT, contre toute évidence, de ne voir qu'une péripétie dans l'implosion du système monétaire européen (SME), les autorités de Paris et de Bonn continuent de se prononcer, de critères de convergence définies dans le traité de Maastricht, des critères exclusifs de critères qui permettraient de confier la gestion de la monnaie européenne à une banque centrale indépendante des autorités politiques et, donc, exempte de toute dépendance des citoyens avant tout de cette future situation de dépendance à l'égard des banques et des gouvernements humiliés des gouvernements européens attendant leur souffle dans l'attente des décisions de

poser des questions sur le caractère spéculatif de la monnaie ainsi que les bénéfices écopés. Mais n'est-ce pas là une conséquence d'une construction européenne qui a libéré les mouvements de capitaux et aboli tous les contrôles de change sans aucune espèce de garde-fou ?

Quel est aujourd'hui le problème majeur de l'Europe ? Ce n'est pas l'union monétaire, mais tout simplement la monnaie.

Cascade de libéralités pour les clients de la droite

La crise européenne a franchi un nouveau degré avec la remise en cause de l'axe franco-allemand et le décrochage du franc pris dans la tourmente monétaire. Antagonisme et concurrence s'avèrent au sein de la Commission, en particulier dans le secteur menacé de l'automobile (trois pages 6 et 7) l'article de Laurent Carroué, tandis que près de 20 millions de chômeurs sont à la recherche d'un emploi. En France, la droite, revenue aux affaires, compte de bienfaits patronaux et démentiers de capitaines sans effet visible sur une situation économique dégradée.

Par CHRISTIAN DE BRUE

Si personne n'attendait de bouleversements d'un gouvernement émanant de la majorité parlementaire issue des élections de mai 1993, nos de personnes d'oublier l'écrit du cabinet de M. Jacques Chirac, en 1986 et 1988, M. Edouard Balladur, alors officier, vice-premier ministre (il y avait même une loi sur le privilège, son statut fait en faveur des privilégiés et du national et son attitude à caractère

qui doubler (3). A partir du 1er juillet 1993, son taux passe de 1,1 % à 2,4 % de revenus bruts globaux. Elle rapporte 90 milliards de francs en 1992, contre 40 milliards de francs en 1991. Ensuite, la taxe induit une augmentation de 26 centimes par litre, soit une hausse de 6,5 % à 16 % selon les carburants (15 milliards d'impôts supplémentaires en année pleine), et



KORAD KLAPPECK - « L'Épave » (1987)

CE MOIS-CI DANS LE MONDE DIPLOMATIQUE :

PALESTINE

Le projet de l'OLP en question (Alain Gresh).

POLOGNE

Une démocratie bouillonnante d'initiatives (Jean-Yves Potel).

AFRIQUE DU SUD

L'ANC dans l'engrenage des concessions (Pierre Beaudet, Hein Marais).

également au sommaire

- RUSSIE : La grande détresse de la société.
- PROCHE-ORIENT : L'aggravation des déséquilibres économiques.
- CUBA : Périlleuse transition à La Havane.
- TÉLÉVISION : Mise à mort du débat.
- JAPON : Une coalition hétéroclite.

ALLEMAGNE : Le mur dans les têtes.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

20 F

الطريق إلى...

ASIE

CHINE : la libération du dissident

Wei Jingsheng n'est toujours pas réapparu en public

PÉKIN

de notre correspondant

Une cinquantaine de journalistes devant un immeuble de briques de quatre étages, tristes, crasseux et surpeuplé, comme tous les bâtiments érigés dans les années du communisme à la soviétique il y a quatre décennies. Dans la cour plantée d'arbres, des gens de condition modeste pressent le frais et venant regarder de près les caméraman étrangers. La curiosité finit par l'emporter chez les enfants. Petit carnet de notes à la main, ils demandent des autographes à ces étrangers d'un genre bizarre, qui n'ont pas l'air de touristes. La nuit tombe. L'attente se prolonge. Wei Jingsheng jette Godot.

Sa sœur sortira en fin de soirée pour annoncer qu'à la demande de l'intérêt la police l'a installé ailleurs à Pékin. Il ne souhaite pas réapparaître au domicile familial, son lieu officiel de résidence, avant quelques jours. On ignore si c'est en raison de ses mauvaises relations avec son père ou s'il a tiré argument de cela pour priver le régime de la scène que celui-ci espérait pour souligner son geste de «démence» : le retour au bercail de l'enfant terrible de la dissidence chinoise, à destination des écrans de télévision du monde extérieur. On entend, troisième hypothèse, si un désaccord n'est pas intervenu à la dernière minute entre les policiers et Wei sur la liberté de propos face aux journalistes étrangers qu'est en droit de revendiquer celui qui traitait Marx de charlatan et Deng Xiaoping de tyran.

«La plus grande mine de sel de toute l'Asie»

Car bormis pour Wei Jingsheng il n'y a pas particulièrement lieu de se réjouir de cette libération anticipée (six mois sur quinze ans). Elle n'est en rien le signe d'un début d'effacement de la politique chinoise. Le pouvoir chinois vient au contraire de démontrer une nouvelle fois par là qu'il considérait ses citoyens comme une monnaie d'échange dans son rapport désormais conflictuel avec l'opinion publique occidentale. En adeptes du régime se montrent capables d'une concession importante par pur pragmatisme, afin d'obtenir ce qui est leur priorité absolue (avantages commerciaux aux États-Unis, Jeux olympiques de l'an 2000). Sur le fond, c'est-à-dire sur les méthodes arbitraires de gouvernement, ils ne cèdent rien.

Le prouve, entre autres, la manière dont Wei a été remis en liberté surveillée : sans même une notification à sa famille, mince égard auquel avait eu droit la

plupart des autres dissidents relâchés ces derniers temps des bastilles de la «dictature du prolétariat». Tout au plus le vaurien réexpédié chez lui a-t-il eu droit à un repas d'indigne offert par les gardiens de son camp de travaux forcés, une mine de sel sur la côte du golfe de Bohai que l'organisme de défense des droits de l'homme Asia Watch, étant un document confidentiel chinois, considère comme «la plus grande de toute l'Asie».

L'annonce officielle de sa libération, publiée dans tous les grands journaux mercredi 15 septembre, répète la calomnie selon laquelle Wei avait «vendu des renseignements militaires» et avait cherché à «renverser le gouvernement chinois». Commentant sa libération, Asia Watch a souligné qu'elle ne devait pas faire oublier l'existence «d'innombrables Wei Jingsheng [en prison] à travers toute la Chine».

Car la notion d'Etat de droit est aussi lointaine des considérations qui ont permis à Wei de sortir du Goulag chinois que celles qui l'y avaient mené. Lors de son procès, Wei s'était offert le luxe d'amener ses inquisiteurs sur son terrain favori : l'illégalité du pouvoir communiste. «Tout gouvernement qui n'est pas issu d'élections démocratiques est illégal», avait-il lancé à son juge, contraignant celui-ci à demander à l'impertinent s'il pouvait qualifier Deng Xiaoping de «vice-premier ministre dans une situation illégale». «Oui, c'est bien ce que je veux dire», avait répondu Wei. M. Deng n'est plus vice-premier ministre. Mais on en est toujours là : quarante-quatre ans après la prise de pouvoir par les communistes à l'issue d'une guerre civile, la clause permettant le châtiment des «contre-révolutionnaires» au gré du Prince, qui a cooduit Wei à perdre quatorze ans et demi de sa vie, est toujours inscrite dans la Constitution de la République «populaire».

FRANCIS DERON

Les États-Unis ont salué la libération de Wei Jingsheng, mais rappelés l'existence de nombreux autres prisonniers politiques. Le porte-parole du département d'Etat, Michael McCurry, a salué mardi 14 septembre la libération anticipée de Wei Jingsheng, mais a aussitôt rappelé qu'il restait de nombreux autres prisonniers politiques en Chine et qu'une des conditions du renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée, qui met la Chine sur un pied d'égalité avec les autres partenaires commerciaux des États-Unis, dépendait d'un «progrès significatif» sur la question des droits de l'homme. — (AFP)

EN BREF

■ **CORÉE DU NORD** : déploiement de lance-missiles près d'installations qui serviraient à construire des armes nucléaires. — La Corée du Nord a installé six lance-missiles autour de bases que Washington et Séoul soupçonnent d'abriter des installations servant à construire des armes nucléaires, rapporte mercredi 15 septembre l'agence de presse sud-coréenne Yonhap. Les installations, prévues pour des missiles sol-air, ont été déployées autour des sites nucléaires de Yongbyon, au nord de Pyongyang, précise Yonhap, en ajoutant que 47 batteries anti-aériennes se trouvaient également dans un rayon de six kilomètres. La Corée du Nord a refusé jusqu'à présent de permettre une inspection internationale des sites de Yongbyon. — (Reuters)

■ **ÉTATS-UNIS** : un neuvième touriste étranger tué en Floride. — Un touriste britannique âgé d'une trentaine d'années a été tué et sa épouse blessée à la poitrine et au bras droit, mardi 14 septembre, lors d'une tentative de vol qui a mal tourné sur l'aire de repos d'une autoroute de Floride. Il s'agit du deuxième touriste tué par balles en moins d'une semaine et du neuvième cette année dans cet Etat. Les deux ressortissants britanniques se reposaient dans leur voiture de location, sur une aire fréquentée, quand ils ont été agressés par deux adolescents qui ont fait feu des qu'ils ont tenté de s'enfuir. Le gouverneur de l'Etat, qui a multiplié ces derniers temps les avertissements aux touristes

pour qu'ils échappent aux bandes sévissant surtout aux alentours de l'aéroport de Miami, a offert une récompense de 10 000 dollars pour tout renseignement permettant l'identification des meurtriers. — (AFP, AP, UPI)

■ **David Dinkins** candidat pour un second mandat à la mairie de New-York. — Premier maire noir de New-York depuis 1989, David Dinkins, âgé de soixante-cinq ans, a été choisi, mardi 14 septembre, par les militants de son parti au cours d'une primaire, pour être à nouveau le candidat des démocrates lors des élections municipales du 2 novembre. Il devra affronter le républicain catholique Rudolph Giuliani, actuellement favori dans les sondages, et un autre candidat conservateur, soutenu par les militants hostiles à l'avortement, George Marlin. — (AFP)

■ **Le Sénat approuve le budget de la défense.** — Le Sénat américain a approuvé, mardi 14 septembre, le budget 1994 de la défense à hauteur de 261 milliards de dollars, soit 1,8 milliard de moins que ce que demandait l'administration Clinton. La Chambre des représentants doit examiner ce projet de budget la semaine prochaine. Approuvant un amendement du sénateur Sam Nunn, président de la commission des forces armées, le Sénat a, d'autre part, estimé que la présence d'homosexuels dans l'armée coexistait avec «un risque inacceptable pour le moral, le bon ordre et la discipline». — (AFP)

AMÉRIQUES

CANADA : pour raisons de santé

Robert Bourassa, premier ministre québécois quittera ses fonctions en janvier prochain

Brillamment réélu en 1989 pour un quatrième mandat, le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, âgé de soixante ans, prend prématurément sa retraite pour de graves raisons de santé. M. Bourassa a annoncé sa décision, mardi 14 septembre, au cours d'une conférence de presse.

Opéré d'un tumeur cancéreuse de la peau en 1990, M. Bourassa a subi des traitements qui l'ont contraint à s'absenter par-

fois longuement de la scène politique. «Je m'en vais avec la satisfaction du devoir accompli», a déclaré M. Bourassa, persuadé que le Parti libéral continuera de se battre pour le maintien du Québec dans la fédération canadienne. M. Bourassa restera en poste jusqu'à ce qu'un nouveau chef du parti libéral soit désigné lors d'un congrès en janvier prochain. Ce dernier, suivant la tradition d'un système politique d'inspiration britanni-

que, deviendra automatiquement premier ministre jusqu'à la prochaine échéance électorale, à la fin de 1994.

Les candidats les plus sérieux à la succession de M. Bourassa sont Daniel Johnson, président du Conseil du Trésor, Gérard Tremblay, ministre de l'Industrie et du Commerce, Lise Bacon vice-premier ministre et Pierre Paradis, ministre de l'environnement.

Un prince de l'ambiguïté

Après un exil à Bruxelles et à Paris, il reconquiert, en 1983, la direction de sa formation, magistralement ramenée au pouvoir en 1985. On n'avait jamais vu plus belle résurrection politique au Québec, d'autant plus étonnante que Robert Bourassa n'a jamais eu le don d'enthousiasmer les foules.

La force économique de la province

On n'a souvent reproché à ce «prince de l'ambiguïté», ce «roi de l'esquive» ou ce «champion du compromis», comme on l'a appelé, son manque de vision et son pragmatisme à tout crin. Loin d'être le plus flamboyant des politiciens québécois, Robert Bourassa a sans doute été l'un des plus mûrs, sous ses allures modestes et effacées. Le père du projet de la Baie James — l'immense complexe hydroélectrique du Nord québécois qu'il voulait encore agrandir — a toujours été convaincu que le Québec devait «baser sa force politique sur sa force économique, plutôt que sur un concept obsolète d'indépendance» votée à ne rester qu'une «coquille vide» si les hommes d'affaires francophones ne parvenaient pas à s'emparer des leviers d'économie de la province. Il les y a

aidés dans toute la mesure du possible, à partir de 1985 surtout, alors que les Québécois, encore mal remis des déchéances du référendum de 1980, au cours duquel la «souveraineté-association» fut rejetée, se détournaient de la politique pour se lancer dans les affaires.

Sans craindre les ambivalences dont son peuple est coutumier, Robert Bourassa s'est souvent défini à la fois comme fédéraliste et comme nationaliste, persuadé que le Québec pouvait affirmer toutes ses différences dans le cadre fédéral canadien. Le refus d'une partie du Canada anglais, en juin 1990, d'accepter les cinq «conditions minimales» qu'il avait fixées pour permettre au Québec de réintégrer le giron constitutionnel canadien puis l'échec du référendum canadien du 26 octobre 1992 sur un projet de réforme élargi l'avaient désarçonné, sans le convaincre de renoncer à sa bête.

A l'indépendance formelle, assortie si possible d'une association économique avec le reste du Canada, que le Parti québécois continue de prôner, Robert Bourassa opposait ses propositions d'évolution politique lente et sans rupture, inspirées du modèle européen.

MARTINE JACOT

BRESIL

Les démissions se multiplient au sein du gouvernement du président Itamar Franco

Le président brésilien Itamar Franco fait face à la plus grave crise politique qu'il ait connue depuis son accession au pouvoir l'an dernier, après la destitution pour corruption de son prédécesseur Fernando Collor. Trois de ses ministres, émis que le leader du gouvernement au Sénat, viennent de présenter leur démission. Tous appartiennent à la formation de centre-droit qui forme le groupe le plus important du Parlement.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Depuis quelques semaines déjà, les discussions se multipliaient au sein du gouvernement démocratique brésilien (PMDB, centre-droit) et le président Itamar Franco. L'actuel gouverneur de São-Paulo, Luiz Antonio Fleury, et son prédécesseur, Orestes Quercia — deux personnalités importantes du parti — se sont clairement déclarés en faveur d'une rupture avec l'actuel gouvernement, en raison de désaccords sur la politique suivie et dans la perspective de la prochaine élection présidentielle prévue en novembre 1994.

Le PMDB ne doit officiellement se prononcer que mardi sur la poursuite du non de son soutien au chef de l'Etat, mais les démissions de ce début de semaine renforcent la probabilité d'une rupture. Coup sur coup, les ministres Coutinho Jorge (environnement), Alberto Goldman (transports), Antonio Brito (ministère de la présidence)

ainsi que le leader du gouvernement au Sénat, Pedro Simon, ont annoncé leur départ. La convention nationale du parti, qui s'est tenue à São-Paulo le week-end dernier, avait déjà permis de démontrer qu'un courant largement majoritaire existait en faveur d'une nette prise de distance avec le chef de l'Etat.

Cette perspective complique sérieusement la tâche du président Franco. Dans l'hypothèse d'une séparation, le gouvernement ne disposerait plus d'une majorité au Parlement, le PSDB (Parti social démocrate brésilien, centre-gauche), qui représente son principal soutien, ne réunissant qu'une quarantaine de députés sur les 500 qui composent l'Assemblée. Avec 129 députés, le PMDB sera en revanche en mesure de bloquer toute initiative de l'équipe au pouvoir.

Plan de choc écarté

Pour réformer la Constitution, pour adopter les projets de loi sur la réduction du budget de l'Etat et sur la réforme fiscale, «le gouvernement a besoin du Congrès», a constaté mardi 14 septembre, lors d'une conférence de presse, le ministre de l'économie Fernando Henrique Cardoso. Celui-ci s'est efforcé de dresser un tableau optimiste de la situation économique et a de nouveau écarté l'idée d'un plan de choc.

Les démissions ministérielles et la situation délicate qui en découle ont déjà contraint le chef de l'Etat à annuler sa visite officielle au Chili, pourtant prévue de longue date. La récomposition de son gouvernement s'annonce difficile. Le ministre de l'économie et des finances a pu réunir, autour de son nom et en raison de son prestige, quelques-unes des compétences les plus reconnues du pays, mais il ne saurait en être de même pour un président affaibli, à la personnalité de plus en plus contestée. «Si aucun accord n'intervient entre le PMDB et le chef de l'Etat, le Brésil entre de facto en campagne électorale, seize mois avant la date prévue, avec un gouvernement qui sera, pendant ce temps, totalement impuissant», résumait un observateur.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Dans une grande Université CALIFORNIE FLORIDE

Stage linguistique ou Etudes Départs possibles tous les 2 mois, année (8 mois) : 60 000 F env., semestre (4 mois) : 28 000 F env. Cours, logement, repas inclus University Studies in America CEPES, 42, av. Bosquet, 75007 PARIS (1) 45-50-28-28



15-17 SEPTEMBRE 1993

PALAIS DES CONGRES PORTE MAILLOT - PARIS

LE SALON INTERNATIONAL DU TRANSPORT AERIEN

DES STANDS, DES COLLOQUES, DES CONFÉRENCES, DES INTERVENANTS PRESTIGIEUX.

- Protection, détection : la sûreté des passagers, la sécurité des vols,
- Ce que sera le transport aérien du II^e millénaire,
- L'avenir du transport et des Compagnies en Europe,
- Relations aéroports-régions,
- Evolution des technologies de télécommunication (téléphone, télévision),
- Le jeu concurrentiel dans une économie de crise,
- Formation et plan de carrière des personnels...

UN SALON INTERNATIONAL PARRAINE PAR :

Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme,
Ministère des Entreprises et du Développement Économique,
chargé des Petites et Moyennes Entreprises,
Ministère de l'Industrie des Postes et Télécommunications,
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

UNE MANIFESTATION

MONDIAL CONVENTION

115, rue Lamark 75018 PARIS
Tél. : 42 26 33 45 - Fax : 42 26 15 05
Minitel : 36.15 MOND (réalisation SEACOM).

Le journal LE MONDE offre à ses lecteurs 400 inscriptions gratuites aux colloques du SIPTA (valeur 1186 F TTC).
Pour inscription, tenez votre carte de visite ou 42 26 15 05

POLITIQUE

La popularité singulière de M. Balladur

Suite de la première page

Depuis le début du mois d'avril et la forte progression due à la victoire législative, la cote de M. Balladur n'a reculé que de 5 points (de 75 % à 70 %), celle de M. Pasqua progressant même de 2, alors que M. Chirac a perdu 11 points, et M. Giscard d'Estaing 18 points. Tout se passe comme s'il y avait une popularité gouvernementale, plutôt qu'une popularité majoritaire. Là aussi, la situation apparaît différente de la première cohabitation où, dès la fin 1986, M. Barre avait réussi à construire dans la majorité une popularité indépendante, voire critique vis-à-vis du gouvernement.

Exceptionnelle, moins par son niveau que par sa différence, la popularité de M. Balladur est-elle durable? Sans prétendre jouer les devins, il est tout de même loisible d'examiner l'évolution de la cote de ses prédécesseurs et les conditions mêmes de cette popularité. La perspective étant bornée par l'élection présidentielle, la durée de vie du gouvernement actuel se trouve limitée à deux ans. Durant ce laps de temps, les prédécesseurs de M. Balladur à l'Hôtel Matignon ont perdu, par rapport à leur score d'arrivée, 10 points s'agissant de M. Rocard, 14 pour M. Chirac, 9 pour M. Fabius et, 34 pour M. Mauroy. Le recul moyen de ces quatre personnalités atteint ainsi 17 points, et il si l'on ôte le cas exceptionnel du maire de Lille, victime des impatiences et des intolérances de la première alternance. Appliquée à M. Balladur, cette projection fixe son score d'arrivée dans une fourchette allant d'un minimum de 56 % de confiance à un maximum de 62 %. Un score qui, pour le coup, serait bien supérieur à la performance de ses prédécesseurs à leur départ de l'Hôtel Matignon. Son score en effet que M. Rocard détient le record de sortie avec 50 % de confiance, suivi par M. Chirac (48 %), M. Fabius (44 %), M. Bérégovoy (39 %), M. Mauroy (25 %) et M. Cresson (22 %).

Deux éléments conditionneront, cependant, l'évolution de la popularité de M. Balladur. En premier lieu, l'évolution du moral des Français jouera un rôle important. Contraire-

ment à ce que l'on pouvait penser, la forte popularité du premier ministre n'est nullement indépendante du climat psychologique du pays. Depuis le record de pessimisme atteint l'hiver dernier, la proportion de Français qui pensent que «les choses ont tendance à aller plus mal» a en effet reculé de 15 points, ce qui a contribué à préserver la popularité gouvernementale. Le risque d'une forte baisse se trouve limité si, dans les prochains mois, le moral des Français continue d'évoluer du catastrophisme à l'inquiétude mesurée.

Discrédit du Parti socialiste

En second lieu, ce maintien dépendra de l'évolution de l'électorat de gauche, en particulier socialiste. En septembre 1986, seuls 21 % des sympathisants socialistes déclaraient leur confiance en M. Chirac; sept ans plus tard, leur confiance en M. Balladur atteint 54 %. Dans le score global de la popularité des premiers ministres des deux cohabitations, cette différence représente, à elle seule, une dizaine de points! L'attitude de ces électeurs de gauche n'est pas liée à une plus ou moins grande proximité politique. L'action de leurs gouvernements les a préparés aux mesures sur la CSG et les retraites. Ils se montrent sensibles à une cohabitation harmonieuse et, à la différence de 1986, le gouvernement leur paraît, au moins jusqu'à présent, se placer au service de tous les Français et non des catégories privilégiées, contribuant ainsi à la cohésion sociale du pays.

Jusqu'à quel point la popularité de M. Balladur perturbe-t-elle le jeu politique? La question se pose avec d'autant plus d'acuité que le premier ministre a réussi mieux qu'aucun de ses prédécesseurs à transcrire sa popularité gouvernementale en dimension présidentielle (tableau 1). A la différence de M. Mauroy, qui, même au plus fort de l'état de grâce, n'y était pas parvenu; à la différence de M. Rocard, qui, à Matignon, n'a pas réussi à consolider une position acquise depuis longtemps. M. Balladur a immédiatement surclassé les candidats virtuels dans tous les indi-

cateurs présidentiels des différents instituts de sondage. Dans le dernier baromètre TF1-Europe 1-SOFRES, le premier ministre distancie en intentions de vote le candidat UDF de... 27 à 32 points, dépasse le score de M. Chirac de 10 à 11 points et laisse sur place au second tour M. Rocard (68 % contre 32 %) et M. Delors (62 % contre 38 %), alors que ce dernier battait, sur le papier, M. Chirac (53 % contre 47 %) et M. Giscard d'Estaing (59 % contre 41 %).

A ce niveau, totalement inédit, M. Balladur cristallise en sa faveur les trois principales caractéristiques de la donne politique actuelle: la persistance du discrédit qui frappe le Parti socialiste, la perte du contrôle de leur électorat par les leaders UDF et l'image trop partisane de M. Chi-

rac. Malgré sa modeste retrouvée, le Parti socialiste n'est pas encore parvenu à reconquérir l'opinion. En septembre 1986, il recueillait 55 % de bonnes opinions, 35 % de mauvaises. Sept ans plus tard, le score est presque exactement inverse: 35 % de bonnes opinions, 56 % de mauvaises. Pour la présidentielle, dès le mois de juin 1986, trois mois seulement après sa défaite, la gauche était donc vainqueur quel que soit le cas de figure. Sept ans plus tard, M. Rocard est constamment dominé. M. Delors est certes dans une position plus favorable, mais en captant sur son image centriste et européenne - qu'une candidature réelle rendrait bien fragile - une large partie de l'électorat UDF.

Le recul d'audience des leaders

TABLEAU 1 : La popularité des premiers ministres depuis 1981

	La confiance dans les premiers ministres cinq mois après leur accession au pouvoir		La dimension présidentielle des premiers ministres	
	Confiance	Pas confiance	A la dimension	Ne l'a pas
Pierre Mauroy	63 %	30 %	36 %	43 % (janvier 1982)
Laurent Fabius	49 %	38 %	38 %	41 % (sept. 1985)
Jacques Chirac	46 %	48 %	37 %	47 % (sept. 1986)
Michel Rocard	66 %	29 %	48 %	41 % (juin 1988)
Edouard Balladur	68 %	28 %	57 %	29 % (mai 1993)

Source : Baromètre Figaro-Magazine/SOFRES sur la cote de confiance. Baromètre Nouvel Observateur/SOFRES sur la présidentialité.

TABLEAU 2 : La demande présidentielle dans les élections de la majorité : disparition des leaders UDF et concurrence au sein du RPR

Les souhaits des électeurs UDF		Les souhaits des électeurs RPR	
1. Edouard Balladur	70 %	1. Edouard Balladur	65 %
2. Jacques Delors	36 %	2. Jacques Chirac	94 %
3. Jacques Chirac	32 %	3. Charles Pasqua	24 %
4. Valéry Giscard d'Estaing	22 %	4. Jacques Delors	20 %
5. Raymond Barre	21 %	5. Valéry Giscard d'Estaing	15 %
6. Simone Veil	18 %	6. Raymond Barre	14 %
7. François Léotard	16 %	7. Simone Veil	12 %
8. Michel Rocard	7 %	8. François Léotard	10 %
Philippe Séguin	7 %	Philippe Séguin	10 %

Source : baromètre présidentiel TF1 - Europe 1/SOFRES (4-6 septembre 1993).

UDF dans leur électorat est aussi spectaculaire. Au baromètre SOFRES-Figaro-Magazine, les sympathisants UDF placent en tête de leurs souhaits d'avenir Edouard Balladur, puis Charles Pasqua; Raymond Barre ce vient qu'en cinquième position, François Léotard en neuvième et Valéry Giscard d'Estaing en treizième. Si l'on examine la demande de candidatures présidentielles (tableau 2), il ne se trouve qu'un électeur UDF sur quatre pour souhaiter la candidature d'un des leaders de son mouvement, qui sont, dans leur propre électorat, largement distancés par les deux candidats potentiels du RPR et le candidat rêvé des socialistes.

Enfin, l'image trop partisane de M. Chirac, si elle lui garantit son poids politique, réduit sa capacité électorale. Mesurée en souhait d'avenir, la cote de popularité du maire de Paris est à 75 % dans l'électorat RPR, mais à 46 % seulement dans celui de l'UDF. A titre de comparaison, la cote de M. Balladur est à 93 % au RPR et 88 % à l'UDF, et celle de M. Pasqua - qui souffrait pourtant, à l'origine, d'une image elle aussi partisane - à 79 % au RPR et 75 % à l'UDF. En cas de duel au second tour de la présidentielle opposant M. Chirac à M. Delors, 56 % seulement des sympathisants UDF se prononceraient pour le président du RPR, 44 % le font pour le président de la Commission européenne. Dans le cas de figure d'un duel Balladur-Delors, 89 % des voix UDF se portent sur le candidat éventuel de la majorité.

En définitive, la popularité du premier ministre, au-delà de sa personne et de sa fonction, a sans doute une signification politique. Tout se passe comme si, en lui accordant ce niveau de confiance, l'électorat de droite en faisait le porteur de sa volonté d'unification des deux grands partis de la majorité, susceptible de réunir l'UDF et la plus grande partie du RPR. Ce projet, qu'avait d'ailleurs avancé M. Balladur au début de 1988 lors de la précédente campagne présidentielle, a pour lui la faveur du peuple de droite et, sans doute, celle des élus UDF et RPR qui, à tous les échelons de la vie publique - les conseils municipaux, les conseils généraux et régionaux, le Parlement et l'Assemblée de Strasbourg - portent pour la quasi-totalité d'entre eux les couleurs de l'union des le premier tour.

Et sans l'inverse, il est vrai, les obstacles ne manquent pas. Le ré-

rendum de Maastricht l'a montré, le seul clivage qui subsiste dans l'électorat de droite est celui de l'Europe, et le calendrier électoral appelle justement, dix mois avant l'élection présidentielle, le renouvellement du Parlement européen. De surcroît, la faiblesse de la gauche, si elle persiste, n'incitera nullement à une candidature d'union RPR-UDF dès le premier tour de l'élection présidentielle.

De son côté, M. Chirac ne saurait renoncer aisément à ses ambitions politiques. Il est en droit de considérer à la fois la fragilité des cotes de popularité et l'urgence du pouvoir, ses propres capacités en campagne électorale, la légitimité que lui confère la présidence du RPR et le fait qu'horis hypothèse fragile d'une entrée en compétition de M. Delors, sa propre candidature ne fait, à l'heure actuelle, courir aucun risque à son camp. Mais pour contrebalancer la stature de M. Balladur et mener à bien son combat politique - qui exige, le jour venu, le vote de plus de 50 % des Français - le maire de Paris doit fixer sa stratégie politique: prendre appui sur la spécificité du RPR ou porter, lui aussi, la demande d'unification des partis de la majorité.

JÉRÔME JAFFRÉ

■ M. Balladur en tête du «premier baromètre» présidentiel CSA - «le Parisien». - Selon un sondage réalisé par l'institut CSA que le Parisien publie mercredi 15 septembre, le premier ministre, Edouard Balladur, devance de treize points le président de la Commission européenne, Jacques Delors, dans le premier «baromètre présidentiel» commandé par ce quotidien. L'enquête indique que 64 % des personnes interrogées «seraient confiance» à M. Balladur comme président de la République, contre 51 % à M. Delors. Le président du RPR, Jacques Chirac, arrive ex-cinquième position avec 40 % derrière Raymond Barre (44 %) et Simone Veil (43 %) mais devant Valéry Giscard d'Estaing, François Léotard et Michel Rocard (31 %). Ce sondage a été réalisé les 6 et 7 septembre auprès de 1.003 personnes.

GATT:

le 20 septembre à Bruxelles, on doit parler Agriculture.

Mais pour l'Industrie, rien n'est réglé.

S'il y a urgence à discuter du GATT pour l'Agriculture, il y a tout autant urgence pour l'Industrie. Rien que dans le Textile, des millions d'emplois sont menacés si les accords du GATT sont adoptés tels quels.

L'industrie, et en premier lieu le Textile, refuse les accords du GATT tels qu'ils sont actuellement rédigés. Elle demande leur renégociation globale afin d'assurer:

1 - que les marchés de tous soient ouverts à tous;

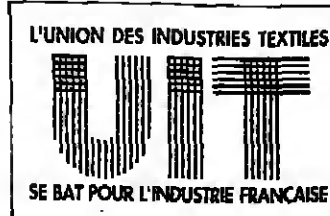
2 - que la contrefaçon, le vol des marques et la piraterie soient mis hors-la-loi et pourchassés;

3 - que les concurrences déloyales soient interdites: subventions illicites, dumping, travail forcé, etc.;

4 - que l'esclavage des enfants soit aboli;

5 - que la lutte contre la pollution soit obligatoire pour tous.

C'est une urgence: chaque jour, en Europe, plus de 1000 entreprises déposent leur bilan.



Plus de 20 millions de chômeurs en Europe, c'est assez.

POLITIQUE

L'élection législative partielle de Loire-Atlantique

M. Chirac salue l'«action courageuse» menée par le premier ministre

SAINT-NAZAIRE

de notre envoyée spéciale

Après plusieurs membres du gouvernement, c'était au tour de Jacques Chirac de venir, mardi 14 septembre au soir, entre les deux tours de la législative partielle de la huitième circonscription de Loire-Atlantique, apporter son soutien à la candidature d'Etienne Garrier (RPR) contre l'élection en mars n'a été invalidée par le Conseil constitutionnel. Devant plus d'un millier de personnes, le maire de Paris a mis en avant le score réalisé par Etienne Garrier lors du premier tour, dimanche 12 septembre : près de 39 % dans une circonscription acquise historiquement à la gauche.

«L'intensité du travail d'Etienne Garrier», notamment sur le dossier des Chantiers de l'Atlantique, le président du RPR a estimé qu'il était cohérent que le député de Saint-Nazaire appartienne à la même majorité que celle du département, de la région, du pays. «C'est nécessaire dans l'intérêt de cette région si vous voulez que son développement se poursuive», a-t-il ajouté, après avoir critiqué l'action des gouvernements socialistes et, notamment, de l'ancien député rocardien de la circonscription, Claude Evlin.

«Retrouver la confiance»

Jacques Chirac a profité de l'occasion pour faire l'éloge de l'action courageuse et assidue de l'ancien député rocardien de la circonscription, Claude Evlin.

Cette action va dans le bon sens, a-t-il déclaré, mais «elle a besoin de parlementaires aussi motivés et résolus qu'Etienne Garrier pour retrouver la confiance sans laquelle notre pays ne pourra sortir durablement des difficultés. Saint-Nazaire ne peut pas rester à l'écart du mouvement de confiance et d'adhésion qui traverse le pays. La huitième circonscription de Loire-Atlantique doit confirmer impérativement le choix qu'elle a fait le 28 mars».

CLAIRE BLANDIN

Le rapprochement de deux familles de l'UDF

Le Parti radical et le PSD constituent un «pôle réformiste»

Une trentaine de parlementaires du Parti radical et du Parti social-démocrate (PSD), réunis mardi 15 septembre à Paris, ont décidé de constituer un «pôle réformiste». Cette réunion marque une première étape dans le rapprochement de ces deux composantes de l'UDF, souhaité le 6 avril dernier par Yves Galland, qui avait alors réitéré sa proposition de fusion du Parti radical, qu'il présidait, avec le PSD. Un mois plus tard, le bureau politique du PSD s'était déclaré prêt à établir cette perspective.

A l'occasion de cette rencontre, les parlementaires présents ont demandé «au gouvernement de proposer au plus vite les mesures

La loi quinquennale pour l'emploi

Les centristes formulent des «exigences»

Jacques Chirac, président du RPR, a estimé dans un entretien au *Courrier picard* du 15 septembre que la loi quinquennale sur l'emploi, inscrite à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement, est «un premier pas nécessaire et important dans une nouvelle approche du problème de l'emploi». «J'approuve ce projet de loi [qui] prend un certain nombre de dispositions et trace des perspectives à cinq ans», a ajouté M. Chirac.

Au cours d'un meeting électoral de soutien à Etienne Garrier (RPR), candidat à l'élection législative partielle de Saint-Nazaire, le président du RPR a également déclaré que «la situation de l'emploi en France est trop grave pour que nous fassions l'économie d'une réflexion en profondeur sur l'organisation du travail». «D'autres voies, plus innovantes et plus judicieuses, doivent être explorées», a conclu M. Chirac.

Professeur au Collège de France

Le sociologue Pierre Bourdieu médaille d'or du CNRS

La médaille d'or du CNRS pour l'année 1993 a été décernée à Pierre Bourdieu «pour l'ensemble de son œuvre, qui contribue au rayonnement international de la sociologie française», annonce le CNRS, dans un communiqué publié mercredi 15 septembre.

Professeur au Collège de France, Pierre Bourdieu «a régné la sociologie française, associant en permanence la rigueur expérimentale avec la théorie fondée sur une grande culture en philosophie, anthropologie et sociologie», souligne le CNRS. Il a formé «grâce à un enseignement très novateur (...) un grand nombre de chercheurs qui font aujourd'hui le renom de la recherche française en sociologie, en histoire, en ethnologie et en sociolinguistique».

Décernée chaque année par le directeur général du CNRS, la médaille d'or n'a que rarement, jusqu'à présent, récompensé des recherches en sciences humaines. Claude Lévi-Strauss l'avait reçue en 1967, André Leroi-Gourhan en 1973 et Jacques Le Goff en 1991.

[Né le 1^{er} août 1930 à Denguin (Pyrénées-Atlantiques), ancien élève de l'Ecole normale supérieure et agrégé de philosophie, Pierre Bourdieu est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, où il a dirigé le centre de sociologie de l'éducation et de la culture, laboratoire associé au CNRS. Elu au Collège de France en 1981 dans la chaire de sociologie, directeur de la revue *Actes de la recherche en sciences sociales* depuis 1975, Pierre Bourdieu est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages.]

COMMUNICATION

Selon le rapport annuel du CNC

Les chaînes de télévision financent moins le cinéma

La production audiovisuelle aidée par l'Etat a fortement chuté en 1992. La disparition de la Cinq s'est traduite pour les producteurs par un manque à gagner qui ne concrétise aujourd'hui dans les chiffres publiés par le Centre national du cinéma. Dans le secteur de la fiction, on assiste également à une redistribution des commandes sur la haute et le bas de la gamme au détriment des séries intermédiaires.

Que le gouvernement se situe à droite ou à gauche, il existe toujours, au-delà des équilibres politiques, une certaine rivalité entre le ministère de la culture et celui de la communication. Aujourd'hui, cette concurrence prend parfois des formes publiques sur les champs de compétences les plus pieux aux «revenus médiatiques». C'est ainsi que le ministre de la culture, Jacques Toubon, a été conduit à programmer, mercredi 15 septembre, une conférence de presse sur la production audiovisuelle dans le but de «court-circuiter» la manifestation autour du GATT qu'organiserait le même jour, avec déplacement à Strasbourg, siège du Parlement européen, le ministre de la communication, Alain Carignon, à la tête d'une délegation de vedettes du cinéma français en résistance contre la pression des producteurs américains.

Nouveau clivage

Ce constat de concurrence amical, mardi, certains producteurs du secteur audiovisuel ont estimé que si les ministres s'occupaient un peu plus de leurs dossiers et un peu moins de leur «image», quelque chose serait changé dans l'univers médiatique. D'autant que la publication du rapport annuel du Centre national du cinéma (CNC) sur le bilan de la production audiovisuelle, intervenue ce même mercredi, est venue étayer l'idée que la situation financière de la production est dans l'ensemble fort difficile.

En 1992, les commandes des chaînes de télévision qui ouvrent aux producteurs l'accès au compte de soutien, ont baissé, pour la première fois depuis 1986. Cette diminution de la production aidée par le CNC a diminué aussi bien

en volume horaire (1 507 heures de programmes commandés l'an dernier contre 1 846 heures en 1991) qu'en volume financier (4,72 milliards de francs en 1992 contre 5,43 milliards en 1991).

Curieusement, alors qu'on assiste à un regain d'audience de la fiction française, cette réduction des budgets touche surtout les programmes et ceux de l'animation. Le genre documentaire, lui, est sur une pente ascendante et progresse de 6,8 % en durée et de 12 % en investissement.

Cette chute des commandes de fiction (3,23 milliards de francs contre presque 4 milliards en

1991) doit cependant être relativisée : les chiffres ne concernent que la production aidée par le CNC, ce qui laisse imaginer que des productions et des coproductions n'ouvrant pas droit aux aides de l'Etat ont pu voir le jour. Cela dit, in part des investissements étrangers à fléchi et n'a représenté, en 1992, que 16 % du total contre presque 30 % en 1991. L'analyse du CNC montre aussi qu'un équilibre a eu lieu : les investissements des chaînes se concentrent de plus en plus sur les fictions haut de gamme au coût horaire très élevé (4,5 milliards de francs et plus) et les sitcom bas de gamme (TF1 surtout)

qui ne dépassent pas 800 000 francs de l'heure.

Pour ce qui est de l'animation, les commandes des chaînes ont généralement baissé, à l'exception de TF1 qui a augmenté la sienne de 300 % en 1992. Cette baisse générale tient au fait que la hausse enregistrée en 1991 devait beaucoup aux commandes de la Cinq. Malgré le tassement dû à la disparition de cette chaîne, le secteur demeure fragile à cause de la demande. Même s'il est celui où les productions avec l'étranger sont les plus faciles.

En 1992, seul le documentaire a sauvé la face en enregistrant une hausse en volume horaire des commandes de 28 %. En termes financiers, ce regain n'est pas réellement significatif dans la mesure où le film documentaire n'accapare que 12 % des investissements des chaînes. Les commandes de documentaires émanent principalement des chaînes publiques.

Les producteurs audiovisuels réclament donc des mesures d'urgence en leur faveur au moment où le ministre de la communication souhaite assouplir les contraintes réglementaires qui pèsent sur les diffuseurs privés et autoriser à leur profit la seconde coupure publicitaire.

YVES MAMOU

Après la marginalisation de son secrétaire général

Le Syndicat général du livre CGT se donne une direction collégiale

Le bureau du Syndicat général du livre CGT (SGL) a tenu une réunion extraordinaire, lundi 13 septembre, pour examiner la situation dans l'industrie du livre. L'industrie graphique parisienne et discuter des vives préoccupations des salariés face à l'offensive brutale du patronat et du gouvernement sur les emplois, les statuts et les conditions de travail.

Cette réunion de bureau, dont l'ambiance a été qualifiée de «chaude» par un participant, a abouti à la mise en place d'une direction collégiale représentant les divers secteurs du SGL, avant son congrès fixé aux 14 et 15 janvier 1994. Elle se compose de Christian Guillaumie (préparation), Jean-Jacques Hédonin (maintenance), Marc Norquez (distribution) et Roland Binger (impression). Le SGL est la principale composante du Comité interyndical du livre parisien CGT, aux côtés de la Chambre syndicale typographique et du Syndicat des correcteurs. Traditionnellement, le secrétaire général du SGL est aussi secrétaire général du Comité inter, structure de coordination entre les différents syndicats.

La création d'une direction collégiale du SGL réduit le rôle de M. Binger, qui abandonne ses fonctions de secrétaire général du SGL. Simultanément, le bureau des rotatives lui a demandé de «suspendre sa participation comme secrétaire» du Comité inter, jusqu'à ce que celui-ci se soit réuni. Au fil des négociations récentes sur la réduction des effectifs dans les imprimeries parisiennes, M. Binger était devenu la cible de certains secteurs du SGL, dont la photogravure, mais aussi de la Chambre syndicale typographique. Toutes deux s'étaient déclarées hostiles aux «pseudo-négociations» en cours au groupe Hachette (le *Monde* du 28 août). Les critiques se fondaient sur les relations jugées trop personnelles de Roland Binger avec un dirigeant du groupe Hachette, et surtout, selon un responsable du Livre CGT, sur sa façon de mener les négociations au profit de la catégorie des rotatives dont il est issu. «Il s'agit d'une question de confiance», confia ce responsable. La direction collégiale se propose de veiller à l'équilibre des pourparlers entre le Syndicat de la presse parisienne (SPP) et les différents secteurs du Livre, ce qui ne devrait pas empêcher les négociations de se poursuivre, entreprise par entreprise. D'ici à l'assemblée du SGL, d'autres congrès doivent avoir lieu, dont celui de la Fédération des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication (FILPAC-CGT). Ce dernier pourrait déboucher sur l'unification des syndicats du «Comité inter», du travail et de la distribution.

Y. M.

Ecartés des négociations sur la vente de leur journal

Les actionnaires minoritaires des «DNA» étudient la cession de leurs parts

Alors que la défection des *Dernières Nouvelles d'Alsace* s'interrompt sur les garanties d'indépendance qui lui ont été données par les représentants du groupe Henschel depuis la rachat de leur titre, les banques détentrices de la minorité du journal sont tentées de vendre leurs parts. Cette restructuration pourrait relancer la guerre entre lna «DNA» et l'autre quotidien régional, l'Alsace.

STRASBOURG

«Actuellement, nous marchons sur des œufs», cette réflexion d'un journaliste des *Dernières Nouvelles d'Alsace* est révélatrice du climat qui règne au quotidien de Strasbourg. Après le rachat du journal par le groupe Henschel, la surprise a été totale. Et voilà qu'à la rentrée les mille deux cents salariés de l'entreprise apprennent que les «DNA» ont un nouveau PDG, en la personne de l'un des hommes de confiance de Robert Hersant, Michel Nozière, déjà installé dans le fauteuil de Jacques Puymanin (le *Monde* du 9 septembre).

L'étonnement et la consternation sont d'autant plus grands que l'ancien PDG avait été, quelques semaines avant le rachat, réélu à la tête du journal pour six ans. Au lendemain de la vente du journal par Hachette, M. Puymanin avait même tenu à rassurer ses troupes. «Tenez bon, avait-il dit, le capitaine reste à la barre et l'indépendance rédactionnelle du journal sera respectée. A l'heure d'aujourd'hui, tout le monde se questionne sur les garanties données par la Société alsacienne de médias, qui regroupe les parts de Philippe Hersant et de son associé, le banquier Jean-Marc Vernes. Certains journalistes sont persuadés que le nouvel actionnaire majoritaire a un peu effrayé la main» de M. Puymanin. Mais, à ce stade, la rédaction, même si elle demeure inquiète et sceptique, n'a pas l'intention de se rebeller. Une dizaine de journalistes seulement semblent décidés à recourir à la clause de cession, qui permet un départ indemnisé lorsqu'un journal change de propriétaire. Selon d'autres, «il n'y a aucune raison de défendre l'ancienne direction et de «diaboliser» Michel Nozière».

«Puymanin, a quitté le navire sans autre forme de procès, ajoutent-ils, et Alain Howiller, le directeur-rédacteur en chef, ne s'est jamais révolté et...» «Il faut vouloir rester à son poste parce qu'il a la confiance du président».

La position des actionnaires minoritaires des «DNA» apparaît beaucoup plus nette. Le Crédit mutuel, propriétaire du quotidien de Mulhouse, l'Alsace, et qui détient 20 % du capital du quotidien de Strasbourg, étudie sérieusement la cession de sa participation dans les «DNA». Ainsi, Etienne Pflimlin, président du Crédit mutuel, affirme : «Nous n'excluons pas de vendre». Pour le dirigeant de cette banque, la poursuite de la coopération avec les «DNA» représente un pari difficile, son établissement «n'ayant à aucun moment été associé à la négociation».

M. Pflimlin, qui a toujours milité pour une solution régionale, rappelle que, lorsque les premières rumeurs avaient circulé, il y a deux ans, sur une éventuelle cession des parts d'Hachette, il s'était déjà déclaré «concerné par le rachat».

Si la cession était décidée, d'autres banques régionales, la Sogénal (groupe Société générale) et le Cial (groupe Crédit industriel et commercial), ainsi que la Banque populaire, qui détiennent au total 15 % du capital des «DNA», pourraient suivre le Crédit mutuel. Seul le Crédit lyonnais (14 %) devrait conserver sa participation. Compte tenu du montant de la transaction avec Hachette (331,5 millions de francs) et de la législation en matière de protection des actionnaires minoritaires, le groupe Henschel ou la société de M. Vernes devraient, en principe, débours 227 millions, dont 130 millions au seul Crédit mutuel.

Depuis plus de dix ans, les «DNA» et l'Alsace ont une participation croisée (les 20 % de l'entreprise de Strasbourg dans celle de Mulhouse sont restés dans le portefeuille d'Hachette). Cette participation a permis de «réguler» la concurrence, qui ne s'exerce réellement qu'à Colmar. En outre, les deux journaux coopèrent dans le domaine audiovisuel, grâce à des filiales communes de production de films et de reportages, ces derniers étant réalisés pour TF1. L'irruption du groupe Henschel en Alsace risque ainsi de pousser les deux quotidiens régionaux à déclencher la «hache de guerre».

MARCEL SCOTTO

...uelles, culture.

...istrie, le.

ant urgence pour l'industrie.

is du GATT sont adoptés tels quels

re la pollution soit

chaque jour, en

entreprises dépolluantes

SE PAI... L'INDUSTRIE FRANÇAISE

...c'est assez.

SOCIÉTÉ

Afin de sauvegarder le patrimoine génétique humain

L'UNESCO crée le premier Comité international de bioéthique

Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, devait présider, mercredi 15 septembre, la séance inaugurale du Comité international de bioéthique créé par son organisation. Cette structure a pour but de promouvoir la sauvegarde du patrimoine génétique de l'espèce humaine. Elle sera présidée par une Française, Noëlle Lenoir, membre du Conseil constitutionnel.

La bioéthique, cette morale dynamique du vivant, jouit d'une audience grandissante. A l'échelon national d'abord, de nombreux pays créent, à l'image de la France en 1983, des instances chargées de nourrir la réflexion dans le champ de la recherche en biologie et en médecine (« Le Monde Sciences-Médecine » du 20 mai 1992); à l'échelon international ensuite, grâce notamment à

l'initiative du Conseil de l'Europe, qui, l'an dernier, décidait de créer une « conférence permanente » de comités nationaux d'éthique. Catherine Latumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, a aussi mis en chantier une convention européenne, dite de bioéthique, qui devrait voir le jour avant la fin de cette année.

A son tour, l'UNESCO souhaite faire entendre sa voix, en créant un Comité international de bioéthique, que présidera Noëlle Lenoir, membre du Conseil constitutionnel, qui, à la demande du président de la République française, avait été chargée, en 1991, d'une mission nationale sur ce thème.

Ouvrant les travaux de ce comité, M^{me} Lenoir devait rendre public un rapport sur le génome humain. Cette nouvelle structure, à laquelle travailleront plusieurs grands noms de la communauté médicale de la sauvegarde internationale (1), ne devrait traiter que de questions relatives au

patrimoine génétique de l'espèce humaine et au maintien de son intégrité. Sa réflexion devrait porter plus précisément sur le génome humain, le système nerveux central, l'embryologie, ainsi que sur l'usage multifonctionnel de tests génétiques, des avancées en termes de médecine prédictive et de thérapie génique.

Dans ces domaines, comment agir sans s'opposer aux multiples démarches déjà engagées à tous les échelons de l'activité médicale, scientifique ou politique, ou les freiner? « La tâche du comité international de l'UNESCO peut sembler délicate en raison de la diversité des positions éthiques, reconnait M^{me} Lenoir. Celles-ci dépendent étroitement des systèmes de valeurs propres à chaque société, en fonction de ses traditions culturelles et religieuses. Ces systèmes de valeurs coexistent au sein de l'UNESCO, dont l'une des missions est précisément de favoriser les échanges entre les cultures et d'améliorer leur compréhension

reciproque ». En France, la traduction législative de principes éthiques tenus pour acquis pose, depuis près de cinq ans déjà, un problème crucial. Cet exemple démontre combien de tels sujets peuvent susciter de graves divisions.

Rien ne permet d'espérer qu'une question aussi essentielle que celle de la sauvegarde du patrimoine héréditaire de l'espèce humaine permettra de faire l'écume de conflits que suscite aujourd'hui la prise de conscience des enjeux de la bioéthique.

JEAN-YVES NAU

(1) Dans la liste « provisoire » des membres du Comité international de bioéthique de l'UNESCO figurent notamment : Sydney Altman, prix Nobel de chimie 1989; Pierre Bourdieu, du Collège de France; Jean Dausset, prix Nobel de médecine 1980; Christian de Duve, prix Nobel de médecine 1974; François Gros, du Collège de France; Rita Lévy-Montalant, prix Nobel de médecine 1976; et Michel Revel, de l'Institut Weizmann.

Une circulaire du ministère de la santé

Renforcement de la réglementation des tests de dépistage du virus du sida

Dans une lettre, datée du 8 septembre, adressée à l'ensemble des biologistes, le directeur général de l'Agence du médicament, Didier Tabuteau, et le directeur général de la santé, le professeur Jean-François Girard, annoncent que la réglementation relative à la qualité des tests de dépistage de l'infection par le virus du sida et à leur utilisation dans les laboratoires d'analyses de biologie médicale a été renforcée.

Ces dispositions, qui font l'objet d'une circulaire du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, confirment tout d'abord le retrait de neuf tests de dépistage du virus du sida décidés au mois de juillet dernier par M. Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé (le Monde du 28 juillet).

A la liste de ces neuf tests, s'ajoutent deux nouveaux tests, l'Elavia AC AB AK 2 (Sanofi-Diagnostic Pasteur) et le Clonotec HIV 2 (qui sont reclassés parmi les réactifs de différenciation et d'analyses complémentaires, c'est-à-dire

qu'ils peuvent servir à distinguer une infection à VIH1 d'une infection à VIH2, mais qu'en aucun cas ils ne peuvent être utilisés comme tests de dépistage).

Précisant un certain nombre de bonnes pratiques de laboratoire, la circulaire rappelle que le dépistage des anticorps anti-VIH « nécessite obligatoirement l'emploi, pour chaque sérum, de deux techniques ou de deux réactifs différents ». Fait essentiel, le dépistage des anticorps anti-VIH ne doit pas se faire avec deux tests unitaires rapides ni avec deux tests monospécifiques.

Quant au test Western Blot, la circulaire précise qu'il est « le seul test de confirmation actuel ». Elle rappelle qu'il s'impose quand les deux tests de dépistage sont positifs ou discordants, qu'il doit être réalisé sur un deuxième prélèvement, différent de celui qui a servi au test de dépistage, et qu'une séropositivité ne peut être établie que lorsque le test Western Blot est positif.

F. N.

Un rapport de Léon Schwartzberg sur les transplantations

Le Parlement européen condamne le commerce des organes

Le Parlement européen a adopté à une large majorité, mardi 14 septembre, un rapport de Léon Schwartzberg (appartient PS) condamnant le commerce des organes destinés aux transplantations. « De tels actes doivent être considérés comme des meurtres et les médecins coupables interdits d'exercice de la médecine à vie », a déclaré le cancérologue français.

STRASBOURG
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le texte adopté le 14 septembre par le Parlement européen demande au conseil des ministres de la CEE de prendre toutes les mesures nécessaires pour interdire le commerce d'organes sur tout le territoire communautaire. Parmi les actions préconisées figurent l'interdiction d'importer des organes sans la certitude de leur origine, la gratuité du don et l'anonymat du donneur à l'égard du receveur, l'exclusion de toute rémunération spécifique à l'acte médical, l'agencement des services hospitaliers chargés des transplantations et l'autorisation de prélever des organes sur des mineurs que dans des cas exceptionnels.

Le rapport Schwartzberg invite en outre la Commission de Bruxelles à établir un code de conduite accompagné de mesures législatives et répressives. Afin de compléter le dispositif, l'Assemblée des Douze suggère à l'exécutif communautaire d'informatiser les données concernant les organes disponibles et de formuler des propositions sur la coopération européenne entre les services de santé. Elle préconise également une plus grande coopération des Etats membres pour accélérer la recherche

dans le domaine des organes artificiels et des xéno-greffes.

Dans le but d'illustrer la gravité de la situation actuelle, M. Schwartzberg a cité plusieurs cas dramatiques qui ont eu lieu ces dernières années en Amérique latine. Selon le professeur français, le ministère argentin de la santé a découvert, en février 1992, que les malades d'un hôpital psychiatrique près de Buenos-Aires se sont vu prélever du sang, des cornées, des organes et que mille quatre cents d'entre eux ont disparu.

« Pièces
de rechange »

En Colombie, il a été retrouvé les restes de quarante personnes dans l'ampthéâtre de la faculté de médecine de Barranquilla. Selon le rapporteur, les gardiens assommaient à coups de batte de baseball les mendiants sur lesquels étaient pris les organes les plus rentables pour être vendus au marché noir. Les autres exemples cités par le parlementaire européen ne sont

pas moins horribles. D'après la police guatémaltèque, les enfants envoyés aux Etats-Unis sous prétexte d'y être adoptés sont en fait utilisés comme donneurs d'organes au prix de 20 000 dollars chacun.

An Honduras, des enfants handicapés sont adoptés par des personnes qui les vendent ensuite comme « pièces de rechange ». En Inde, les habitants du village de Villavakkam ont pour habitude d'aller vendre un rein ou un œil à Bombay.

Plus près de nous, M. Schwartzberg a évoqué le cas de quatre mille enfants brésiliens venus en Italie, entre 1988 et 1992, pour y être adoptés. La justice italienne n'a retrouvé la trace que d'un millier d'entre eux. Les juges de la pénalité ont en outre établi que la Camorra avait envoyé des enfants dans des cliniques clandestines au Mexique, en Thaïlande et même en Europe pour y faire prélever tous leurs organes.

MARCEL SCOTTO

L'Italie dément que des enfants brésiliens aient été victimes de prélèvements

Le ministre italien de la justice, Giovanni Conso, a démenti mardi 14 septembre que des enfants brésiliens, venus en Italie pour y être adoptés, aient été victimes d'un trafic d'organes, comme l'a affirmé le député européen Léon Schwartzberg à Strasbourg en session plénière du Parlement (lire ci-dessus). « Les enfants venant du Brésil, officiellement entrés en Italie dans le but de l'adoption entre 1988 et 1992, sont au nombre de 3 702 et ils ont tous été insérés de façon heureuse dans des familles adoptives », a indiqué dans un communiqué le ministre

italien qui déclare « totalement infondées » les affirmations du parlementaire français.

Il ne pourrait en être autrement, « compte tenu de la législation italienne sur les adoptions internationales qui prévoit le maximum de garanties, et notamment la pré-adoption d'un an afin d'éviter tout abus, y compris l'affreux phénomène du prélèvement d'organe », a ajouté M. Conso. Le ministre italien a conclu en affirmant que « l'attribution de tels crimes ne devrait pas permettre des dénonciations inconsidérées et dépourvues de tout fondement ».

Pour dissimulation au fisc

Patrick Sabatier condamné à quatre ans de prison avec sursis

La 14^e chambre du tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine) a condamné, mardi 14 septembre, Patrick Sabatier à quatre ans de prison avec sursis et 250 000 francs d'amende. L'ancien animateur de radio et de télévision était accusé d'avoir dissimulé au fisc 5 millions de francs sur ses revenus personnels de 1987 et 1988 et 22 millions au titre de l'impôt sur les bénéfices de la société Télévision dont il était PDG et salarié, et qui produisait ses émissions de télévision, pour la même période.

Lors de l'audience du 15 juin dernier, le procureur avait requis contre lui trois ans de prison dont dix-huit mois ferme et 250 000 francs d'amende. Le président de la 14^e chambre correctionnelle de Nanterre a précisé, mardi, que la peine était assortie d'un sursis du fait que Patrick Sabatier s'était, depuis sa première comparution, acquitté du redressement fiscal dont il faisait l'objet.

MONIQUE RAUX

RELIGIONS

Un entretien avec Jean Kahn

« Les gouvernements de la Communauté européenne devraient harmoniser leurs législations contre le racisme et l'antisémitisme »
déclare le président du Conseil représentatif des institutions juives de France

Les fêtes du Nouvel An juif (Roch Hachana) devaient commencer mercredi 15 septembre. A cette occasion, Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), exprime, dans un entretien au Monde, ses espoirs de paix au Proche-Orient et son souhait d'une harmonisation des législations en Europe contre le racisme et l'antisémitisme.

M. Kahn a été reçu le 10 septembre en Allemagne par le chancelier Kohl.

« Dans quel climat s'ouvre le Nouvel An juif ?
- La communauté juive doit se réjouir d'événements qui font naître un espoir de paix au Proche-Orient. Certes, l'histoire a été impitoyablement bousculée. Nombre d'iniquités demeurent quant à l'application des processus engagés. Mais ce qui vient de se passer entre les dirigeants israéliens et palestiniens est positif et doit se poursuivre au niveau des peuples.

- Avez-vous des inquiétudes particulières pour Jérusalem ?

- Je crois que nous, juifs français, n'avons pas à interférer dans d'éventuelles négociations sur Jérusalem. Elles sont l'affaire du gouvernement israélien. Toutefois, s'il y a un lien au sens avoué à faire jaillir un devoir d'ingratitude, c'est bien Jérusalem. Car cette ville est le centre spirituel de tout le peuple juif. Nous souhaitons que Jérusalem demeure la capitale de l'Etat d'Israël, une, indivisible, dans le respect de toutes les croyances qui s'y expriment.

a Des inquiétudes plus graves pourraient se lever, si la région ne parvenait pas à un réel décollage économique. Et à cet égard, je crois que l'Europe, dont on a souvent dénoncé l'absence au Proche-Orient, a une carte maitresse à jouer. Elle a un intérêt d'autant plus grand à s'ancrer économiquement dans la

région que le Japon et l'Extrême-Orient ont des longueurs d'avance sur nous. Le chancelier Kohl m'a dit qu'il fallait un « plan Marshall » pour le Proche-Orient. Il a raison, et l'Europe devrait y prendre toute sa part.

- Quel était l'état d'esprit de vos interlocuteurs allemands après la multiplication des actes racistes et antisémites dans leur pays ?

- Savez-vous qu'il y a eu plus de profanations de cimetières et de monuments juifs en Allemagne au cours de la seule année 1992 que durant les années de 1926 à 1932 ? M. Kinkel, ministre de l'Intérieur, m'a dit qu'il avait « horreur » et M. Kohl qu'il fallait par tous les moyens « éradiquer » ces phénomènes racistes.

- Il faut créer une Europe de l'éthique. Les gouvernements de la communauté devraient harmoniser leurs législations nationales contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Le chancelier Kohl m'a dit qu'il reprendrait cette proposition au sommet européen qui coïncidera avec la présidence allemande de la Communauté à partir de juillet 1994.

« Une pédagogie
de la tolérance »

- Des profanations de synagogues et de cimetières juifs ont lieu aussi en France...

- Cent quatre-vingt-trois tombes juives, il y a un an, ont été détruites à Herlisheim, dans le Haut-Rhin, et on n'a toujours pas retrouvé les responsables. Récemment encore, la synagogue de Villepinte, en Seine-Saint-Denis, a été profanée, mais cette fois les auteurs du forfait ont été arrêtés. A maintes reprises, nous avons alerté les autorités sur cette banalisation des profanations. M. Quilès, ministre socia-

liste de l'intérieur, m'avait dit qu'il ferait tout pour lutter contre de tels actes. M. Pasqua, son successeur, m'a assuré qu'il agirait avec la plus grande sévérité. Mais peut-on garder des cimetières ?

- C'est une pédagogie de la tolérance que nous devons tenter de promouvoir, dès le plus jeune âge, en collaboration avec l'éducation nationale. Je viens de rencontrer M. Bayrou et je lui ai exprimé mon souhait que l'enseignement de la deuxième guerre mondiale et de l'extermination ne soit pas repoussé à la fin des programmes et érigé. Chaque année, nous organisons un voyage de lycéens à Auschwitz. Le prochain réunira, le 2 décembre, des classes de Bordeaux, et M. Bayrou a fait savoir qu'il soutiendrait personnellement y participer. Mais ce type d'initiatives devrait être multiplié. Il ne faut pas cesser de lutter contre les campagnes négationnistes, qui se répandent jusqu'à l'école.

- Que pensez-vous du nouveau dispositif pour le contrôle de l'immigration en France ?

- La situation exigeait sans doute un renforcement des contrôles à l'égard d'une certaine immigration clandestine. Nous avions exprimé notre accord avec le rapport de la commission Marcou Long qui a inspiré les nouvelles lois d'aujourd'hui. Les risques de dérapage se trouvent moins dans les textes que dans leur application. Le premier ministre a dit, à plusieurs reprises, que la France doit à tout prix rester une terre d'accueil. Nous nous en tenons là, car, pour nous, juifs, le principe du droit d'asile pour les personnes qui subissent des persécutions politiques est essentiel et le respect de l'étranger un devoir inscrit dans la Torah, remontant au plus loin de notre tradition.

Propos recueillis
par HENRI TINCO

JUSTICE

Condamné dans une affaire de dessous-de-table

Un urologue nancéien ne pourra plus donner de consultations privées à l'hôpital public

NANCY

de notre correspondant

Le tribunal administratif de Nancy a rejeté, mardi 14 septembre, trois requêtes déposées par le professeur Jacques L'Hermite, urologue nancéien, qui demandait l'annulation de la décision de non-renouvellement de son contrat d'activité libérale au sein du CHRU de Nancy.

Le commissaire du gouvernement avait noté dans ses conclusions que M. L'Hermite avait admis de déposer un dossier de renouvellement du contrat. Le professeur L'Hermite avait été condamné par la cour d'appel de Nancy en juillet dernier (le Monde du 23 juillet) à quinze mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende pour extorsion de fonds et tentative sur ses patients.

C'est dans ce contexte que le CHRU de Nancy avait été amené

à prendre ses distances avec le praticien dans l'attente de la décision du tribunal.

En avril de cette année, le directeur de l'hôpital de Nancy avait averti le praticien de ce qu'il avait admis de solliciter par lettre, dans les délais qui lui étaient impartis, le renouvellement de son contrat d'activité au sein de l'hôpital public qui arrivait à expiration.

Certains reprochaient à M. L'Hermite une forme de « provocation ». Il semblerait que, deux après-midi par semaine, celui-ci consulte à titre privé à l'hôpital public sans faire payer ses patients. Le dossier, de toute façon, n'est pas refermé, M. L'Hermite ayant affirmé au sortir de l'audience de la cour d'appel qu'il avait l'intention de s'en remettre au Conseil d'Etat.

MONIQUE RAUX

Une délégation du Congrès juif européen a été reçue par le chancelier Kohl

Une délégation du Congrès juif européen (CJE), présidée par M. Kahn, a été reçue, vendredi 10 septembre, par le chancelier allemand Helmut Kohl. Cette rencontre, qui, selon le CJE, s'est déroulée dans une atmosphère « cordiale », a quelque peu démenti les rapports entre le chancelier et la communauté juive après les actes récents de racisme et d'antisémitisme en Allemagne.

L'ancien président de la communauté juive allemande, Heinz Galinski, aujourd'hui décédé, s'était prononcé pour que l'Alle-

magne unifiée inscrive dans le préambule de sa nouvelle Constitution une formule rappelant le souvenir de l'Holocauste, ce qui ne plaisait pas du tout aux dirigeants de Bonn. Cette revendication n'a pas été jusqu'à présent reprise par le successeur de Heinz Galinski, Ignaz Bubis. Les dirigeants juifs européens ont obtenu le soutien du chancelier pour les actions qu'ils mènent contre le racisme et l'antisémitisme dans les pays d'Europe centrale et orientale.

L. R.

Le Monde
EDITIONSCOMMENT
PENSER
L'ARGENT ?
Sous la direction de
Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هتو امنه الامم

(Publicité)

• Le Monde • Jeudi 16 septembre 1993 13

Une circulaire du ministère de la santé

Renforcement de la réglementation des tests de dépistage du virus du SIDA

Dans une lettre, datée du 8 septembre, adressée à l'ensemble des biologistes, le directeur général de l'Agence du médicament, Didier Tabouret, et le directeur général de la santé, le professeur Jean-François Girard, annoncent que la réglementation relative à la qualité des tests de dépistage de l'infection par le virus du SIDA et à leur utilisation dans les laboratoires d'analyse de biologie médicale a été renforcée.

qu'ils peuvent servir à détecter une infection à VIH, mais qu'ils ne peuvent être utilisés pour des tests de dépistage.

Précisant un certain nombre de bonnes pratiques de laboratoire, la circulaire rappelle que les tests de dépistage doivent être obligatoirement l'œuvre de deux réactifs différents. Le dépistage de l'anti-VIH ne doit pas se faire avec deux tests unilatéraux ou deux tests monospécifiques.

Quant au test Western blot, la circulaire précise qu'il ne s'agit pas d'un test de confirmation, mais d'un test de confirmation. Les deux tests de dépistage réalisés sur un donneur positif, différents de deux tests de confirmation, au test de dépistage, et séropositivité ne peut être que lorsque le test Western blot est positif.

Ces dispositions, qui font l'objet d'une circulaire du ministère de la Santé, de la Santé et de la Ville, confirment tout d'abord le retour de neuf tests de dépistage du virus du SIDA décidés au mois de juillet dernier par M. Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la Santé (le 28 juillet).

A la liste de ces neuf tests, s'ajoutent deux nouveaux tests, l'Elisa AC AS AK 2 (Sanofi-Diagnostic Pasteur) et le Clonac HIV 2 (qui sont classés parmi les réactifs de différenciation et d'analyse complémentaires, c'est-à-dire

Le nouveau chéquier de La Poste.



Quand on a une forte personnalité, on l'affiche.

Il y a 75 ans déjà, La Poste affichait sa personnalité en inventant avec le compte chèque postal, le chéquier pour tous.

Aujourd'hui, voici son nouveau chéquier. Le dernier-né d'une grande saga. Un chéquier fort en couleurs sur lequel La Poste s'engage. Un chéquier qui affiche la vocation du premier réseau financier de France: rendre l'argent accessible à tous, pour que chacun y trouve son compte.

Et aussi, un chéquier avec toujours plus de services: CCP Service Plus pour une gestion personnalisée de vos excédents de trésorerie, Audioposte et Vidéoposte pour une consultation de vos comptes par téléphone ou par minitel, un service de renseignements téléphoniques à votre disposition, 12 heures par jour... La Poste et vous, c'est une histoire qui s'embellit tous les jours.

Pas de problème,
La Poste est là.

retien avec Jean Kahn

de la Communauté européenne devraient harmoniser leurs lois contre le racisme et l'antisémitisme

à Conseil représentatif des institutions juives de France

région que le Japon et l'Extrême-Orient ont des longueurs d'années sur nous. Le chancelier Kohl m'a dit qu'il fallait un « plan Marshall » pour le Proche-Orient. Il a raison, et l'Europe devrait y prendre toute sa part.

« Quel doit être l'état d'esprit de vos interlocuteurs allemands après la multiplication des actes racistes et antisémites dans leur pays ? »

« Savez-vous qu'il y a eu plus de profanations de cimetières et de monuments juifs en Allemagne au cours de la seule année 1992 que durant les années de 1938 à 1939 ? M. Kinkel, ministre de l'Intérieur, m'a dit qu'il avait « honoré » M. Kohl qu'il fallait par tous les moyens « éradiquer » ces phénomènes racistes.

« Il faut créer une Europe de la tolérance ». Les gouvernements de la communauté devraient harmoniser leurs législations nationales contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Le chancelier Kohl m'a dit qu'il reprendrait cette proposition au sommet européen qui coïncidera avec la présidence allemande de la Communauté à partir de juillet 1994.

« Une pédagogie de la tolérance »

« Des profanations de synagogues et de cimetières juifs en France »

C'est quatre-vingt-trois ans après, il y a un an, ont été assassinés à Herrshheim, dans le Rhin-Pfalz, et on n'a toujours pas retrouvé les responsables. L'assassinat, dans la synagogue de Villupia, en Seine-Saint-Denis, a été profané, mais cette fois les auteurs du forfait ont été arrêtés. A chacune reprise, nous avons alerté les autorités sur cette banalisation des profanations. M. Quilès, ministre social

Congrès juif européen le chancelier Kohl

signes unifiés inscrite dans le préambule de la nouvelle Constitution une formule rappelant le souvenir de l'Holocauste, ce qui ne plaisait pas du tout aux dirigeants de droite. Cette revendication n'a pas été jusqu'à présent reprise par le gouvernement de Heinz Klieschke. Les dirigeants juifs européens ont obtenu le soutien du chancelier pour les actions qu'ils mènent contre le racisme et l'antisémitisme dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Le Monde ÉDITIONS

COMMENT PENSER L'ARGENT Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

SOCIÉTÉ

Saint-Denis favori devant Marne-la-Vallée

M. Balladur devait réunir mercredi 15 septembre les ministres concernés par le Grand Stade

Le premier ministre devait réunir, mercredi 15 septembre, les principaux ministres concernés par le dossier du Grand Stade. Les collaborateurs du chef du gouvernement ont fait savoir à la municipalité de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) que si, effectivement, sa candidature était retenue les conditions qu'elle a posées seraient acceptées par le gouvernement (*le Monde* du 3 septembre).

Le choix n'était donc pas formellement arrêté mercredi en fin de matinée. Mais il restait possible que M. Balladur profite de sa conférence de presse prévue jeudi matin 16 septembre sur l'aménagement du territoire pour annoncer la décision définitive.

Un conseil municipal extraordinaire devait se réunir mercredi dans la soirée, à Saint-Denis. La municipalité dirigée par Patrick Braouezec (PC) devait en effet examiner la prise en compte par le gouvernement des conditions posées par Saint-Denis, qui concernent les transports - avec un maillage train-métro-tramway - la couverture de l'autoroute A1 depuis l'échangeur de la porte de la Chapelle et la construction de parkings souterrains. D'après la municipalité de Saint-Denis, l'installation du Grand Stade sur les terrains du Corailon qui, bien que situés sur sa commune, appartenait à la Ville de Paris, permettrait

la relance de l'aménagement urbain. Depuis plusieurs années en effet, Saint-Denis, Aubervilliers et le conseil général de Seine-Saint-Denis ont lancé, avec des architectes et des urbanistes, un projet permettant de restructurer des quartiers, autrefois à vocation industrielle. Situés de part et d'autre de la tranchée de l'autoroute A1, qui coupe la ville en deux, ils sont dépourvus d'équipements collectifs, et abritent une population défavorisée. Cette opération, actuellement en panne faute de moyens financiers, pourrait évidemment être relancée par la construction d'un équipement aussi important que le Grand Stade.

25 hectares de friches

Les 25 hectares du site du Corailon, une friche autrefois occupée par des installations de Gaz de France, sont situés à moins de 3 kilomètres du boulevard périphérique et de la porte de la Chapelle, au nord-ouest de l'autoroute Paris-Lille et de la rocade A-86.

Ce site occupe donc une position de favori, en concurrence avec ceux de Rosny-sous-Bois et surtout de Marne-la-Vallée. Ce dernier, dont la candidature est soutenue par le conseil régional d'Ile-de-France (à majorité RPR-UDF) et l'association des maires de France (AMF), est le président (UDF) du conseil général de Seine-et-Marne, bénéficie cependant encore d'atouts sérieux, dont les moindres ne sont pas les infrastructures et équipements construits autour d'Enro Disney : RER, TGV, parkings.

La probable remise en cause de l'installation du Grand Stade sur le site de Sénart provoque évidemment la colère des élus de l'autre ville nouvelle de Seine-et-Marne, celle qu'avait choisie, Michel Rocard. Ceux-ci indiquent qu'aucune décision officielle n'est venue contredire la désignation de leur ville par Michel Rocard, alors premier ministre, le 8 février 1991. Mais leur projet, pour lequel deux groupements d'entrepreneurs ont été retenus, demande une participation financière importante des pouvoirs publics (800 millions de francs) et a toujours été contesté par les milieux sportifs en raison de son éloignement de la capitale (40 kilomètres).

Jean Glavany, porte-parole du Parti socialiste, et qui était chargé du dossier du Grand Stade dans les gouvernements socialistes, a défendu, mardi 14 septembre, le choix de Melun-Sénart. Il a accusé l'actuel gouvernement d'être « obsédé par la remise en cause des décisions » de ses prédécesseurs.

Dans la perspective d'une candidature de Paris à l'organisation des Jeux olympiques d'été de l'an 2004, Pierre Abris, vice-président délégué du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) a pris position en faveur d'un Grand Stade de 80 000 places à Marne-la-Vallée : « La France y disposerait d'un axe olympique », autour duquel pourrait pourvoir être réalisés les grands équipements nécessaires à des JO : village des athlètes, piscine et vélodrome.

Après avoir renoncé à s'engager au titre de constructeur

Peugeot en formule 1 avec un nouveau moteur

Cinq mois après avoir renoncé à engager Peugeot en formule 1 au titre de constructeur (châssis et moteur), le groupe PSA a annoncé, mercredi 15 septembre, sa venue en formule 1 pour 1994 avec un nouveau moteur V10, plus compact et plus léger que celui qui avait permis à la marque sochattienne de remporter le titre mondial des voitures de sport en 1992 et les deux dernières éditions des vingt-quatre heures du Mans. Le choix de l'écurie qui bénéficiera de la fourniture gratuite de ce moteur sera connu début octobre, mais Larrousse F1 semble le mieux placé.

La « veuille technologique » du lion de Sochaux-Montbéliard aura duré cinq mois. Dès la saison prochaine, le V10 Peugeot devra ruser sur les circuits de formule 1. Faute d'avoir pu réunir les partenaires financiers pour boucler le budget pour l'engagement en 1994 d'une formule 1 conçue et motorisée par Peugeot, Talbot Sport (PTS), Jacques Calvet, président de PSA, avait repoussé, le 7 avril, le projet de Jean Todt. Mercredi 15 septembre, les successeurs de ce dernier, parti depuis chez Ferrari, Michel Schreiber, directeur des activités sportives de PSA, et Jean-Pierre Jabouille, directeur de PTS, ont reçu le feu vert pour la présence de Peugeot en formule 1 comme motoriste.

Au mois d'avril, Jacques Calvet avait fixé les deux préalables à l'en-

gagement de Peugeot en formule 1 : la stabilité des règlements devait être assurée pour plusieurs saisons et l'investissement ne devait pas dépasser celui consenti par sa société en 1992 pour le championnat des voitures de sport. Depuis, la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a répondu en partie à ses attentes en prolongeant, au moins jusqu'en l'an 2000, l'utilisation en formule 1 des moteurs atmosphériques de 3,5 litres et en limitant les recours à l'électronique dans les systèmes d'aide au pilotage, afin de lutter contre l'inflation des budgets.

Jean Todt avait estimé en avril que le coût du programme 1992 en voitures de sport représentait entre 30 % et 60 % de l'investissement qu'il jugait nécessaire pour une formule 1 entièrement conçue (châssis et moteur) par PTS.

Une écurie

de milieu de classement

Grâce au concours technique et financier d'un grand pétrolier, la participation au championnat du monde de formule 1 comme motoriste devait permettre à Peugeot de rester dans les normes des budgets consacrés précédemment aux voitures de sport. Jacques Calvet juge ce nouveau budget « compatible avec les besoins d'investissement de Peugeot pour la recherche, la formation des hommes et la satisfaction des clients ».

Dans une conjoncture économique difficile avec la chute des ventes et l'annonce d'un plan supprimant quelque 2 500 emplois en 1994, Jacques Calvet a, sans doute, pris en considération l'image dynamique que les victoires en championnat du

monde des rallyes (1985 et 1986), dans le Paris-Dakar, en voitures de sport (1992) ou aux vingt-quatre heures du Mans (1992 et 1993) avaient apportée à la firme de Sochaux.

Un engagement en formule 1 ne pouvait plus être différé, au risque de décapiter la cellule de « veuille technologique ». Après Jean Todt, parti chez Ferrari le 1^{er} juillet, André de Courson, brièvement promu responsable technique des activités sportives de Peugeot et de Citroën, vient de quitter ses fonctions pour entrer dans l'écurie Sauber de formule 1. Jean-Pierre Boudy, responsable du département moteurs, attendait le choix du président de PSA pour décider de la suite de sa carrière.

Dès sa prise de fonction comme directeur technique de PTS, le 1^{er} juillet, Jean-Pierre Boudy avait, en effet, demandé à Jean-Pierre Boudy de travailler sur un nouveau V10. Ancien pilote de la première formule 1 Renault (de 1977 à 1980), Jabouille jouait le V10 qui équipait le 905 en bout de développement et, surtout, trop encombrant (630 mm de long, 635 mm de large et 440 mm de haut) et trop lourd (150 kg) pour pouvoir rivaliser avec les meilleurs (1) dans la formule reine du sport automobile.

L'angle des 10 cylindres en V du nouveau moteur Peugeot sera ramené de 80° à 72° afin de le rendre plus compact (2) que son prédécesseur. Ce nouveau moteur devra tourner au banc d'essai à la fin de l'année et être prêt en mars 1994 pour le Grand Prix d'Afrique du Sud. Début octobre, Peugeot devrait faire connaître le choix de l'écurie qui en bénéficiera.

Les amateurs français de formule 1 ne doivent toutefois pas s'attendre à un duel Renault-Peugeot dès la première année. Benetton (lié avec Ford, mais qui espère toujours le moteur Renault), McLaren (en négociations avec Chrysler-Lamborghini), Lotus (qui vient de signer avec Mugen-Honda), ne semblent pas intéressés par un partenariat avec la firme de Sochaux.

Pour son rodage en formule 1, Peugeot devrait choisir une écurie de milieu de classement. Larrousse F1, Jordan, Footwork, auront fait acte de candidature. L'écurie française semble la mieux placée. Jean-Pierre Jabouille entretient d'excellents rapports avec Gérard Larrousse, qui était son directeur technique à l'époque où il pilotait la formule 1 Renault. A défaut de disposer de gros budgets, Larrousse F1 bénéficie d'un capital de sympathie qui pourrait se révéler utile si les premiers succès tardaient trop à venir.

GÉRARD ALBOUY

(1) A titre de comparaison, le moteur Renault (R23) qui propulse la Williams mesure 620 mm de long, 530 mm de large, 411 mm de haut et pèse 135 kg.
(2) L'angle du R23 est encore plus fermé, avec 67°.

FOOTBALL : débuts victorieux pour Paris SG et Bordeaux dans les coupes d'Europe. - Le Paris SG et Bordeaux ont réussi leur entrée en coupe d'Europe en s'imposant, mardi 14 septembre, sur le terrain de leurs adversaires. Dans l'épreuve des vainqueurs, les Parisiens ont gagné (1-0) à Nicosie (Chypre) grâce à un but de Jean-Luc Sassi (78^e minute). Bernard Lama a arrêté un penalty à l'ultime minute du match. En Coupe de l'UEFA, les français ont battu les Bohémiens de Dublin (1-0). Le but a été marqué par Christophe Dugary (15^e minute).

ROGER CANS

itec

CODE DU TRAVAIL

1993

Annoté par Bernard TEYSSE
Professeur à l'Université de Paris II (Panthéon-Assas)

2218 pages
240 F (Franco : 272 F)

En vente chez votre librairie spécialisée ou

itec

27, place Dauphine 75001 PARIS / 29, rue Saint-Jacques 75002 PARIS

DÉFENSE

En attendant la programmation

Les restructurations militaires marqueront une pause en 1994

Comme l'avait annoncé François Léotard le 3 septembre dernier sur le porte-avions *Clemenceau* (*le Monde* des 5-6 septembre), la réduction des effectifs militaires et le processus de restructuration dans le secteur de la défense marqueront une pause l'an prochain, afin de permettre notamment aux armées de mieux assimiler les mesures et les dimouitions d'effectifs déjà annoncées par le gouvernement de M. Balladur et engagées par son prédécesseur. Alors que le ministre de la défense avait supprimé près de 25 000 emplois en 1992 et 22 400 en 1993, le projet de budget pour 1994 ne prévoit, en effet, aucune réduction d'effectifs. Au contraire, des créations de postes devaient intervenir dans la gendarmerie nationale - comme depuis plusieurs années consécutives - et dans l'armée de terre pour renforcer sa professionnalisation.

Une période d'attente électorale

Le ministère de la défense a décidé, avec l'accord des services du premier ministre, de ne pas annoncer de nouveau plan de restructuration en 1994, qui serait applicable en 1995. D'abord, parce que les mesures rendues publiques en 1992 et 1993 vident leur application, pour certaines d'entre elles, courir encore sur l'année 1994. Ensuite, parce que le processus de déflation des effectifs, qui devait continuer jusqu'en 1997, est, aujourd'hui, jugé trop brutal : il doit notamment ramener l'armée de terre à 225 000 hommes. Ces décisions n'excluent pas des mesures de

La direction générale de la DGSE déménagera à Nolsy-le-Sec. - Le gouvernement a autorisé le principe du transfert progressif de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) de la caserne du boulevard Mortier, à Paris (20^e arrondissement), vers le fort de Nolsy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), où elle a déjà des installations au profit de son service « action » et de ses archives. Des crédits d'étude pour ce déménagement sont inscrits dans le projet de budget de la défense pour 1994. Ce transfert est une demande ancienne (*le Monde* du 2 avril 1992) de l'institution qui compte près de 4 000 fonctionnaires, civils et militaires. Il date du temps où Claude Silberzahn dirigeait les services secrets français. En juin dernier (*le Monde* des 3 et 4 juin), M. Silberzahn - qui n'a toujours pas reçu de nouvelle affectation depuis son départ - a été remplacé par Jacques Dewatre, ancien officier et préfet.

rationalisation au coup par coup en 1994, mais sans leur ampleur d'origine. Déjà, le ministre de la défense a renvoyé à plus tard le projet de réorganisation de la délégation générale pour l'armement que, lors de sa nomination à la tête de cette administration (*le Monde* du 21 mai), Henri Conze avait été chargé d'élaborer, et qu'il a néanmoins adressé à M. Léotard il y a quelques semaines. « Evitons à l'outil de défense les à-coups trop brutaux, les décisions irréversibles, les accélérations inutiles et, surtout, les déchirements », a expliqué, le 2 septembre dernier, le ministre devant les stagiaires de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Le gouvernement donne ainsi l'impression d'avoir choisi d'attendre la réduction du Livre blanc sur la défense - prévu pour la fin de l'année en ouverture au projet de loi de programmation militaire présenté au Parlement au printemps 1994 - avant de se prononcer définitivement sur le bien-fondé d'un nouveau « format » des armées. On notera cependant que cet attentisme du gouvernement en la matière correspond aussi à un calendrier électoral qui l'oblige à se montrer prudent.

Tant 1994 que 1995 seront, en effet, chargées en échéances électorales, avec des scrutins cantonaux (mars 1994), européens (juin 1994), municipaux (mars 1995), présidentiels (mai 1995) et sénatoriaux (septembre 1995). Or, comme l'a montré les deux précédentes restructurations du patrimoine domaniaux des armées, les restructurations militaires sont lourdes de conséquences, les dissolutions ou les transferts d'unités qu'elles impliquent dans les régions et les communes concernées. Dans ces conditions, les électeurs peuvent manifester localement leur désapprobation et les candidats aux élections n'en sont que plus attentifs.

Au printemps dernier, M. Léotard avait été très critiqué par la fraction la plus dure du RPR pour avoir continué d'appliquer le plan de réduction décrété par son prédécesseur, Pierre Joxe, pour l'année 1994. Ces initiatives sont généralement annoncées avec douze à dix-huit mois d'avance sur leur calendrier d'exécution pour tenir compte des difficultés (logement et inscriptions scolaires) rencontrées par les familles de militaires ou de salariés civils de la défense.

J. L.

FAITS DIVERS

Deux morts, cinquante-quatre blessés
Un Airbus A-320 s'écrase à Varsovie

Un Airbus A-320 de la compagnie Lufthansa, en provenance de Francfort, a pris feu mardi 14 septembre, lors de son atterrissage manqué sur l'aéroport international Okęcie de Varsovie. L'accident s'est produit alors que les conditions climatiques au-dessus de la capitale polonaise étaient très mauvaises.

L'appareil, qui avait 70 passagers à son bord, dont 6 membres d'équipage, aurait été victime d'un phénomène d'aquaplaning, qui l'aurait propulsé hors de la piste où il aurait heurté un talus. L'incendie se serait propagé à partir d'un réacteur. Arrivé sur place, les services de sécurité ont pu éteindre le feu et évacuer les blessés, qui ont été hospitalisés.

Parmi les passagers à bord se trouvait le nouvel ambassadeur d'Allemagne en Pologne. On ne déplorait pour le moment que deux décès, dont un des pilotes de l'Airbus. L'autre victime n'ayant pas encore été identifiée. Pour les responsables de la Lufthansa, qui ont déploré un groupe d'experts sur place, « il est encore trop tôt pour pouvoir dire quelque chose sur les causes de l'accident ».

Comme d'habitude à ce jour à 640 exemplaires - dont 406 exemplaires au service à la fin juillet - il s'agit du quatrième accident pour l'Airbus A-320 depuis son lancement. Les précédents sont les accidents d'Habsheim (Haut-Rhin), 3 morts en juin 1988, celui de Bangalore (Inde), 90 morts en février 1990, et celui du mont Sainte-Odile (Bas-Rhin), 87 morts en janvier 1992.

EN BREF

En Autriche, un enfant de Témoins de Jéhovah meurt à la suite d'un refus de transfusion de sang. - Un bébé de dix jours, né de parents Témoins de Jéhovah, est décédé samedi 11 septembre dans le service de pédiatrie d'un hôpital de Linz (Autriche). Né six semaines avant terme, il souffrait d'une infection pulmonaire. Une transfusion de sang aurait pu sauver l'enfant, selon un communiqué publié mardi 14 par la direction de l'hôpital, mais les parents s'y sont opposés, la transfusion de sang étant une pratique rejetée par la secte des Témoins de Jéhovah. Les parents avaient signé une décharge prenant sur eux toute responsabilité en cas de décès du bébé. - (AFP)

ENVIRONNEMENT

Un colloque sur l'avenir de la liaison fluviale

Le Midi se mobilise pour le canal Rhin-Rhône

BESANCON

de notre envoyé spécial

Le canal Rhin-Rhône ? Une affaire de Marseille ! C'est du moins l'impression générale qu'on pouvait retirer du colloque organisé, mardi 14 septembre à Besançon, à l'initiative d'une coordination de cinq chambres régionales de commerce, impatientes de voir « sauter le bouchon du Doubs ». Les Provençaux étaient venus en force pour essayer de convaincre « les gens du Nord » que les 220 kilomètres du chenal manquant pour la liaison fluviale Méditerranée-Nord devaient à tout prix être inscrits au programme du gouvernement.

« Notre handicap, c'est que l'axe Rhin-Rhône ne passe pas par Paris », a déploré Henri Mercier, président du Conseil économique et social de Provence-Alpes-Côte d'Azur. « Et pourtant, à renchérir un transporteur routier, l'axe vital aujourd'hui n'est plus le PLM, mais Düsseldorf-Lyon-Marseille-Barcelone ».

Un entrepreneur canadien, installé à Arles pour vendre de la tourbe russe aux maraîchers provençaux, a expliqué qu'il ne pouvait développer son activité qu'avec le transport fluvial ou maritime, seul capable de s'adapter aux marchandises lourdes. Et un armateur italien de Marseille, spécialisé dans les bateaux de croisière, a confirmé que les Américains étaient enthousiastes à l'idée de remonter de Méditerranée en Europe du Nord par les canaux, sans toutefois passer par Marseille, qui est loin de l'embouchure du Rhône.

Quant au maire de Marseille, Robert Vigoroux, retenu dans sa ville, il a fait lire un message soulignant que « l'achèvement du canal Rhin-Rhône est une nécessité absolue ».

L'un des auteurs présumés du « casse du siècle » de Toulon remis en liberté. - L'un des auteurs présumés du hold-up de la Banque de France de Toulon, commis le 16 décembre 1992, a été remis en liberté jeudi 14 septembre, par le juge toulonnais Benjamin Rajbert, en raison d'un manque de charges contre lui. Jean Chiari, âgé de cinquante ans, qui était incarcéré depuis février, reste en examen pour vol à main armée et prise d'otage. Onze personnes avaient été mises en examen et écrouées à la suite du casse, et 5 millions de francs, sur les 160 dérobés, ont pu à ce jour être récupérés.

EDU

Les fausses

Un engagement en formule 1 ne pouvait plus être différé, au risque de décapiter la cellule de « veuille technologique ». Après Jean Todt, parti chez Ferrari le 1^{er} juillet, André de Courson, brièvement promu responsable technique des activités sportives de Peugeot et de Citroën, vient de quitter ses fonctions pour entrer dans l'écurie Sauber de formule 1. Jean-Pierre Boudy, responsable du département moteurs, attendait le choix du président de PSA pour décider de la suite de sa carrière.

Dès sa prise de fonction comme directeur technique de PTS, le 1^{er} juillet, Jean-Pierre Boudy avait, en effet, demandé à Jean-Pierre Boudy de travailler sur un nouveau V10. Ancien pilote de la première formule 1 Renault (de 1977 à 1980), Jabouille jouait le V10 qui équipait le 905 en bout de développement et, surtout, trop encombrant (630 mm de long, 635 mm de large et 440 mm de haut) et trop lourd (150 kg) pour pouvoir rivaliser avec les meilleurs (1) dans la formule reine du sport automobile.

L'angle des 10 cylindres en V du nouveau moteur Peugeot sera ramené de 80° à 72° afin de le rendre plus compact (2) que son prédécesseur. Ce nouveau moteur devra tourner au banc d'essai à la fin de l'année et être prêt en mars 1994 pour le Grand Prix d'Afrique du Sud. Début octobre, Peugeot devrait faire connaître le choix de l'écurie qui en bénéficiera.

Les amateurs français de formule 1 ne doivent toutefois pas s'attendre à un duel Renault-Peugeot dès la première année. Benetton (lié avec Ford, mais qui espère toujours le moteur Renault), McLaren (en négociations avec Chrysler-Lamborghini), Lotus (qui vient de signer avec Mugen-Honda), ne semblent pas intéressés par un partenariat avec la firme de Sochaux.

Pour son rodage en formule 1, Peugeot devrait choisir une écurie de milieu de classement. Larrousse F1, Jordan, Footwork, auront fait acte de candidature. L'écurie française semble la mieux placée. Jean-Pierre Jabouille entretient d'excellents rapports avec Gérard Larrousse, qui était son directeur technique à l'époque où il pilotait la formule 1 Renault. A défaut de disposer de gros budgets, Larrousse F1 bénéficie d'un capital de sympathie qui pourrait se révéler utile si les premiers succès tardaient trop à venir.

FOOTBALL : débuts victorieux pour Paris SG et Bordeaux dans les coupes d'Europe. - Le Paris SG et Bordeaux ont réussi leur entrée en coupe d'Europe en s'imposant, mardi 14 septembre, sur le terrain de leurs adversaires. Dans l'épreuve des vainqueurs, les Parisiens ont gagné (1-0) à Nicosie (Chypre) grâce à un but de Jean-Luc Sassi (78^e minute). Bernard Lama a arrêté un penalty à l'ultime minute du match. En Coupe de l'UEFA, les français ont battu les Bohémiens de Dublin (1-0). Le but a été marqué par Christophe Dugary (15^e minute).

EDUCATION • CAMPUS

Universités en panne de réforme

L'annulation, cet été, du projet de loi sur l'enseignement supérieur plonge les universitaires dans l'expectative et le ministère dans l'embarras

A force d'échecs, de coups d'épée dans l'eau et de réformes avortées, la rénovation de l'Université finira-t-elle par apparaître comme une mission impossible? De nature à décourager non seulement les initiatives gouvernementales mais aussi les énergies qui, dans la communauté universitaire, œuvrent en faveur d'une modernisation des établissements d'enseignement supérieur?

Le dernier épisode parlementaire pourrait le laisser penser. Voilà une majorité, instruite par l'expérience, qui dépose discrètement, au début du mois de juin, une proposition de loi visant à autoriser les universités qui le souhaitent à déroger à une quinzaine d'articles-clés de la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur. Plutôt que de mettre à bas l'édifice législatif contraignant construit par Alain Savary il y a dix ans, il s'agit de permettre aux universités de s'en affranchir.

Et voilà un gouvernement qui saisit la balle au bond, valide le projet, l'inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale le 6 juillet, le texte est adopté définitivement par le Sénat. Dans son soubresaut d'aller vite pour limiter les controverses, il commet cependant une double erreur. Non seulement il évite d'associer sérieusement la communauté universitaire à la réflexion et se prive ainsi de soutiens possibles. Mais surtout il reste sourd aux conseils de prudence qui ne manquent pourtant pas de lui parvenir.

Le moule de la loi Savary

Le résultat ne tarde pas : le 28 juillet, le Conseil constitutionnel juge cette loi non conforme à la Constitution et l'annule. Son argumentation est impitoyable. Dans sa précipitation, estime-t-il, le législateur a oublié qu'il est seul compétent, en vertu de l'article 34 de la Constitution, pour fixer les « règles de création » et les « règles constitutives » des établissements publics, en l'occurrence les universités (le *Monde* du 30 juillet). Autrement dit, souligne le Conseil constitutionnel, le législateur ne peut maintenir la loi de 1984, et, parallèlement, donner toute latitude au pouvoir réglementaire - aux établissements eux-mêmes et au ministre - d'inventer d'autres règles, dérogatoires et floues, sur des points aussi importants que la nature, le rôle, la composition et le mode d'élection des organes de direction ou encore la nature des ressources financières dont peuvent bénéficier les établissements.

Voilà donc les universités françaises plongées dans l'expectative et le gouvernement dans l'embarras. Car la décision du Conseil constitutionnel soulève deux questions. La première, circonscrite et précise, a trait aux sept universités nouvelles créées depuis deux ans : Marne-la-Vallée, Evry-Val-d'Essonne, Cergy-Pontoise, et Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, créées par décrets de juillet 1991, ainsi que les universités d'Artois et du Littoral (créées en novembre 1991) et celle de La

Rocheville (janvier 1993). Conformément à la loi de 1984 (article 21), ces universités ont bénéficié, lors de leur création, de dispositions dérogatoires. Elles ont ainsi pu éviter de constituer les trois conseils prévus par la loi Savary (conseil d'administration, conseil scientifique et conseil des études et de la vie universitaire) que bon nombre de responsables universitaires jugent excessivement lourds et paralysants, et elles les ont remplacés par un conseil d'orientation et un conseil d'université. En outre, les universités nouvelles ont pu s'affranchir, en matière de composition de ces conseils, des règles strictes fixées par la loi de 1984 et y renforcer sensiblement la présence de personnalités extérieures, élus locaux ou responsables économiques.

Cette phase initiale d'expérimentation, limitée par la loi Savary à une durée de dix-huit mois, a été élargie à trois ans par une loi de juillet 1992, et la récente proposition de loi de la majorité visait précisément à supprimer ce délai et à pérenniser le dispositif.

Or la décision du Conseil constitutionnel écarte, pour l'instant, cette perspective. Au grand dam des responsables de ces universités nouvelles qui imaginent mal, comme le souligne Alain Lotin, administrateur provisoire de l'université d'Artois, de rentrer, d'ici un an, « dans le moule de la loi Savary ». « Ces règles dérogatoires sont une nécessité, ajoute-t-il, ne serait-ce que pour des raisons techniques : dans une université naissante, telle unité de formation démarre à peine quand telle autre, comme les instituts universitaires de technologie par exemple, existent depuis vingt ans et ont atteint leur régime de croisière. » Figer dès à présent la représentation des uns et des autres ne serait donc ni équitable ni réaliste.

Michel Garrier, responsable de l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, est encore plus catégorique. « De nouveaux partenariats se sont mobilisés, précisément parce que nous ne sommes pas un simple clone d'université traditionnelle. C'est de cette différence, de cette plus grande souplesse de pilotage, de cette expression plus claire du pouvoir et de l'autonomie que nous tirons notre crédibilité. Si nous rentrons dans le moule, cet élan sera cassé. »

Quant à Alain Dubrulle, leur collègue de l'université du Littoral, il estime indispensable de sortir rapidement de l'incertitude. « Nous avons commencé à réfléchir sur des projets de statuts innovants, permettant d'échapper aux aspects sclérosants de la loi de 1984 et de parvenir à une meilleure adéquation entre le dispositif institutionnel et le fonctionnement réel d'une université. Si nous abandonnons cette ouverture et la dynamique collective qu'elle a suscité, beaucoup de collègues et de partenaires extérieurs auraient le sentiment d'un retour en arrière. »

Il ne fait pas de doute que le message a été entendu du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Mais dans l'entourage de M. Fillon, l'on n'est manifestement pas prêt à pécher à nouveau par excès de précipitation. La fin de la

période expérimentale s'achevant en juillet 1994 pour les quatre universités nouvelles d'Ile-de-France, le ministre dispose, il est vrai, de quelques mois pour trouver une solution satisfaisante d'ici, *grasso modo*, au mois d'avril prochain.

Dès à présent, toutefois, deux hypothèses semblent écartées. D'une part, celle qui consisterait à fermer les yeux, à « oublier » de demander à ces établissements leurs nouveaux statuts et à les laisser prolonger, de facto, leur régime dérogatoire. D'autre part, celle qui consisterait à demander au Parlement une nouvelle prolongation, par exemple de deux ans, de la période expérimentale. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le gouvernement craint, en effet, qu'un tel projet soulève les mêmes objections de la part du Conseil constitutionnel. Il préfère donc explorer tranquillement la voie réglementaire, consulter le Conseil d'Etat et présidents d'université, tenter de définir le statut des nouvelles universités sur la base de la législation actuelle, en utilisant au maximum les possibilités d'adaptation.

Reste la deuxième question soulevée par la décision du Conseil constitutionnel : au-delà du laboratoire des universités nouvelles, est-il possible, et dans quelles conditions, de rénover les institutions et le mode d'orga-

nisation de l'ensemble des universités françaises? C'était l'objectif affiché en juin dernier. Et c'est le souhait exprimé, de plus en plus nettement, par bon nombre de responsables universitaires.

Georges Haddad, président de Paris-I et premier vice-président de la Conférence des présidents d'université, résume bien le sentiment général en lançant : « La loi Savary a des mérites, mais son fonctionnement est très lourd. Nous sommes prêts à réfléchir à des assouplissements et des expérimentations, à condition que cette évolution s'inscrive dans un cadre national et ne renforce pas les risques d'éclatement des établissements. »

L'horizon de 1995

Même écho de la part de Régis Ritz, président de l'université Michel-de-Montaigne (Bordeaux-III), pour qui la conférence des présidents est « prête à un travail de réflexion et de toilettage de la loi Savary, de nature à favoriser une évolution en douceur ». Ou encore de la part de Bernard Nemitz, président de l'université Jules-Verne, à Amiens. A ses yeux, « il est indispensable de faire évoluer la loi de 1984 et de corriger sa rigidité excessive. Le gouvernement a brisé les choses de façon maladroite, mais il serait très dom-

mage que, du coup, le dossier soit gelé et qu'on renonce à réfléchir à des changements ponctuels susceptibles de renforcer la responsabilité et l'autonomie des établissements. »

Encore faut-il trouver la bonne méthode. La décision du Conseil constitutionnel est, à cet égard, instructive, puisqu'elle fixe, en quelque sorte, le mode d'emploi d'une éventuelle réforme et évoque quatre possibilités. *Prima*, l'abrogation pure et simple de la loi Savary et son remplacement par un nouveau dispositif universitaire. Pour l'instant, personne n'y songe vraiment, tant est vil le souvenir de l'échec du projet Devaquet de 1986. *Secundo*, la possibilité pour le législateur de fixer plusieurs règles d'organisation des universités, entre lesquelles les établissements pourraient choisir. Ce serait une manière de passer du menu imposé à la carte au choix. *Tertio*, le Conseil rappelle la possibilité de prévoir des statuts particuliers pour des établissements universitaires ayant des caractéristiques propres, comme c'est déjà le cas, dans la loi Savary, pour les grands établissements.

Enfin, le Conseil souligne que le législateur peut même accepter que les établissements adoptent des règles dérogatoires à condition toutefois de « définir précisément la nature et la portée de ces expérimentations, les

cas dans lesquels celles-ci peuvent être entreprises, les conditions et les procédures selon lesquelles elles doivent faire l'objet d'une évaluation conduisant à leur maintien, à leur modification, à leur généralisation ou à leur abandon. »

On ne saurait tracer plus précisément les marges de manœuvre du gouvernement. Manifestement, ce dernier entend, là encore, les explorer avec précaution. Mais si l'on estime, dans l'entourage de M. Fillon, qu'une réforme d'ensemble reste nécessaire, on souligne également que la situation n'est pas mûre pour engager ce débat avant 1995. D'ici là, rien n'interdit cependant de réfléchir et d'esquisser des solutions. Et l'on n'est pas loin de penser, rue Descartes, que la balle est désormais dans le camp des présidents d'université.

En attendant, chacun attend la publication du projet de budget pour 1994. Comme le note un président d'université, « les problèmes institutionnels ne sont pas négligeables. Mais dans l'immédiat, c'est aux créations de poste ou aux crédits de fonctionnement que les universitaires jugeront du dynamisme du gouvernement ». Réponse dans quelques jours.

GÉRARD COURTOIS

Les études médicales sous perfusion

Même homéopathique, l'augmentation du « numerus clausus » des étudiants en médecine marque un tournant

APRÈS avoir si longtemps dénoncé les effets secondaires de la chute brutale des effectifs des études médicales, les doyens des facultés ont fini par être entendus : le nombre d'étudiants en médecine, fixe chaque année de manière conjointe par le ministre en charge de l'enseignement supérieur et celui de la santé, va cesser de baisser. Le nombre de places ouvertes au concours de fin de première année devrait augmenter, en juin 1994, de 2 %, passant de 3 500 à 3 570 dans les vingt-trois facultés de médecine. Dix places supplémentaires seront en outre proposées, à des pharmaciens et des dentistes, soixante-dix autres à des candidats des professions médicales et paramédicales (1).

De l'évis général, parler d'augmentation du *numerus clausus* serait cependant abusif. Au tout début des années 80, le nombre d'étudiants admis en deuxième année était supérieur à 6 000 par an et, en 1990-1991, il était encore de 4 000.

S'il reste donc relatif, ce coup d'arrêt à la diminution, depuis plus d'un décennie, des effectifs des étudiants en médecine n'en constitue pas moins une décision symbolique. Tout comme la présence, marquée le 7 septembre, lors de la réunion de rentrée de la conférence des doyens de médecine, de François Fillon. Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a renoué avec une tradition tombée en désuétude depuis plus de dix ans. Alice Saunier-Seït fut le dernier ministre à réunir officiellement les « patrons » des facultés de médecine au grand complet, en 1980.

Depuis cette date, la baisse du *numerus clausus* obéissait à un objectif précis : lutter contre la surpopulation médicale et éviter qu'en ouvrant trop largement leurs portes, les universités ne lancent sur le marché un nombre excessif de futurs médecins, rendant difficile l'installation des nouveaux diplômés et compromettant les carrières des médecins déjà installés.

Des voix ne tardèrent pourtant pas à s'élever pour expliquer qu'une réduction trop drastique du *numerus clausus* n'était pas de nature à résoudre le problème de la surpopulation médicale. Comme l'explique un doyen de médecine, « il faut, sur ce dossier, avoir une vision à long terme. Compte tenu de la durée des études médicales, toute décision ne produit ses effets que dix ans plus tard. Les études médicales sont comparables à un porte-avion, pas à une vedette rapide. L'inertie est un facteur que l'on ne peut négliger. »

Or, du fait du vieillissement du corps médical en activité, les projections démographiques réalisées par le service des statistiques, des études et des systèmes d'information du ministère des affaires sociales, sont sans appel : selon une

enquête de 1991, basée sur une stabilisation du nombre d'étudiants à 4 000 par an, « dès 2010, on assisterait à une chute brutale des effectifs de médecins. Fils d'un accroissement du nombre de décès en retraite pour un nombre d'entrées stables ».

A ces données, s'ajoute la féminisation de la profession. En 1992, pour la première fois, les femmes ont été majoritaires parmi les lauréats du concours de fin de première année. Et, selon les doyens de médecine, une telle évolution devrait entraîner des modifications des pratiques professionnelles et des besoins plus importants de jeunes médecins. Autant de raisons d'augmenter le *numerus clausus*.

Ces arguments, traditionnellement repris par les ministres de l'éducation nationale, se heurtent depuis des années à la volonté de maîtriser les dépenses de santé. Ainsi, la Caisse nationale d'assurance-maladie lie l'augmentation des dépenses de santé, et donc du déficit de la Sécurité sociale, à celle du nombre de médecins. De plus, certains syndicats de médecins, en particulier la Confédération des syndicats médicaux français, voit dans la réduction du nombre d'étudiants en médecine une garantie de revenus pour les professionnels ins-

taillés. L'augmentation du *numerus clausus* qui vient d'être décidée a beau être dosée de manière homéopathique, elle marque donc un tournant et a été accueillie favorablement par les doyens qui ne cachent pas leur volonté de voir ce nombre porté « le plus rapidement possible » à 4 500.

Regrouper des facultés

En revanche, un des autres sujets évoqués par François Fillon lors de la réunion avec les doyens de médecine n'a pas rencontré le même enthousiasme. Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche s'est en effet avancé sur le terrain miné de la carte des facultés de médecine. La Rue Descartes souhaite en effet encourager un regroupement de différentes facultés, dans un souci de « rationalisation des structures ». « Il existe actuellement onze UFR de médecine à Paris. N'est-il pas possible pour atteindre une certaine masse critique, nécessaire à une médecine de pointe, d'envisager des rapprochements ? », a demandé François Fillon.

Les doyens ont immédiatement tenu à faire préciser par le ministre qu'il n'était pas question d'étendre

le raisonnement à certaines régions de France et de menacer ainsi les facultés qui accueillent relativement peu d'étudiants. « L'autonomie des facultés les plus jeunes n'est en aucun cas remise en cause », précise M. Patrice Queuneau, doyen de la faculté de médecine de Saint-Etienne, même si, au niveau des troisième cycles, pour la formation des internes et la recherche, des synergies régionales sont appelées à se développer. D'ailleurs elles existent déjà. Et la conférence des doyens de refuser toute hypothèse de fermeture de « petits » départements de médecine dans le but de maintenir un bon fonctionnement des établissements hospitaliers, mais aussi dans une logique plus globale d'aménagement du territoire, qui avait déjà prévalu lors de leur création.

MICHÈLE AULAGNON

(1) Depuis le 28 mars 1993, un nombre de places supplémentaires au concours de fin de première année est créé pour les titulaires d'un diplôme d'études médicales et paramédicales ayant exercé deux ans (le *Monde* du 18 mars 1993).

Le 2^{ème} Cycle
Gestion du Personnel et des Ressources Humaines

IGS Institut de gestion sociale

Demain vous serez en entreprise :

- Responsable du Personnel
- Responsable de la Formation
- Responsable du Recrutement
- Directeur des Ressources Humaines

11 mois d'enseignement

7 mois de stage en entreprise

CONCOURS

21 SEPTEMBRE 1993

Admission : Titulaire d'un DEUG, DUT, BTS, Licence

Concours : Sessions 1993, Avril, Juin, Septembre

Renseignements tél : (1) 47.57.31.41

IGS, 120 rue Danton 93300 Levallois-Perret

Bretagne : IGS, 120 rue Danton 93300 Levallois-Perret

GROUPE IGS

Nom _____ Prénom _____

Age _____ Niveau d'études _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Tél. _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2^{ème} cycle de Gestion du Personnel

IGS, 120 rue Danton 93300 Levallois-Perret - Tél (1) 47.57.31.41

Pas de sur-mesure pour les littéraires

L'idée d'ouvrir plus largement les études médicales aux bacheliers littéraires et de créer, à leur intention, un concours spécifique d'entrée en deuxième année de médecine, avait été suggérée par le ministre de l'éducation nationale, M. Bayrou, au mois de juin : avec l'intention affichée, dans le cadre de la réforme du lycée, de multiplier les voies d'excellence et les débouchés pour les non-scientifiques.

Elle vient d'être pratiquement enterrée par la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. En déclarant, le 7 septembre, devant les doyens de médecine, que « la concurrence d'entrée [en deuxième année] pour rattraper les deuxièmes années [pour rattraper les deuxièmes années] reposera principalement sur les disciplines scientifiques », M. Fillon a clairement écarté la position des professeurs de médecine, qui s'étaient rapidement opposés au projet de M. Bayrou.

Dès le mois de juillet, André Gouazé, président de la conférence des doyens et lui-même en charge de l'UFR de Tous, écartait sans ambiguïté la voie imaginée par le ministre de l'éducation nationale. « Nous ne pensons pas que la solution réside dans des concours différents et ne sommes pas prêts à accepter ce

principe. Le concours de fin de première année doit rester le même pour tout le monde (1). » Et si une commission a été mise en place, en juillet, pour examiner le dossier et rendre ses conclusions avant la fin de l'année, on imagine mal qu'elle fasse l'impasse sur le refus catégorique des doyens de médecine.

S'ils sont réfractaires à un deuxième concours, ces derniers ont toutefois été prêts à adapter le mode de recrutement des faces de médecine. « Cette solution nous paraît être la meilleure, car elle évite de créer deux profils d'étudiants », explique M. Guy Vincendon, doyen de la faculté de Strasbourg et président de ce groupe de travail. Les efforts parviennent à être nombreux : il peut, faire émerger deux types de médecins, les premiers doués pour les relations humaines, les seconds, plus scientifiques. » Exit donc le deuxième concours.

Mais les doyens ne s'arrêtent pas là. Et renvoient la balle dans le camp du ministre de l'éducation nationale. Partant du principe que la concurrence de fin de première année doit rester à dominante scientifique, ils regrettent, notamment, que la réforme des classes terminales et du bac

entérinée par M. Bayrou n'offre pas une palette d'options suffisante aux élèves des séries littéraires, économiques et sociales. « Il n'est pas normal que dans la série L (littéraire), les options soient surtout littéraires », explique M. Vincendon. Ainsi, un élève de terminale S (scientifique) peut s'initier aux sciences de la vie, pas son camarade de la série L, qui pourtant veut peut-être devenir médecin. »

Reste la nécessité, sur laquelle chacun s'accorde, d'adapter le concours de fin de première année d'études médicales. Engagée par la réforme de mars 1992, mise en place dès le concours 1993 par sept facultés de médecine et généralisée cette année, cette évolution prévoit notamment l'introduction d'un module de culture générale. Ce nouvel enseignement fait l'objet d'une épreuve pour l'admission en deuxième année, comptant au moins pour un dixième du résultat final (le *Monde* du 19 mars 1992).

M. A.

(1) Le *Quotidien du médecin* du 16 juillet 1993.

Nous faisons
un pres
un temps de

pour vo

هذه الامتحانات

(Publicité)

réforme

nement supérieur lère dans l'embarras

... mais que, du coup, le dossier soit réglé et qu'on revienne à réfléchir à des changements pour rendre susceptibles de renforcer la responsabilité et l'autonomie des établissements ».

Ensuite faut-il trouver la bonne méthode. La décision du Conseil constitutionnel est, à cet égard, instructive, puisqu'elle fixe, en quelque sorte, le mode d'emploi d'une éventuelle réforme et évoque quatre possibilités. Première, l'abrogation pure et simple de la loi Savary et son remplacement par un nouveau dispositif universitaires. Pour l'instant, personne n'y songe vraiment, tant est vif le souvenir de l'échec du projet Devigot de 1986. Deuxième, la possibilité pour le législateur de fixer plusieurs règles d'organisation des universités, entre lesquelles les établissements pourraient choisir. Ce serait une manière de passer du nouveau imprimé à la carte au choix. Enfin, le Conseil rappelle la possibilité de prévoir des statuts particuliers pour des établissements universitaires ayant des caractéristiques propres, comme c'est déjà le cas, dans la loi Savary, pour les grands établissements.

Enfin, le Conseil souligne que le législateur peut même accepter que les établissements adoptent des règles d'organisation à condition toutefois de définir précisément la nature et la portée de ces expérimentations, les

ales sous perfusion

mentation du « numerus clausus » ecine marque un tournant

taille. L'augmentation du *numerus clausus* qui vient d'être décidée a beau être dosée de manière homogène, elle marque donc un tournant et a été accueillie favorablement par les doyens qui ne cachent pas leur volonté de voir ce nombre porté « le plus rapidement possible » à 4 500.

Regrouper des facultés

En revanche, un des autres sujets évoqués par François Fillon lors de la réunion avec les doyens de médecine n'a pas rencontré le même enthousiasme. Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche s'est en effet avancé sur le terrain miné de la carte des facultés de médecine. La Rue Descartes souhaite en effet encourager un regroupement de différentes facultés, dans un souci de « rationalisation des structures ». « Il existe actuellement onze UFR de médecine à Paris. N'est-il pas possible pour atteindre une certaine maîtrise critique, nécessaire à une adéquation de l'enseignement des rapprocher ces UFR ? », demande François Fillon.

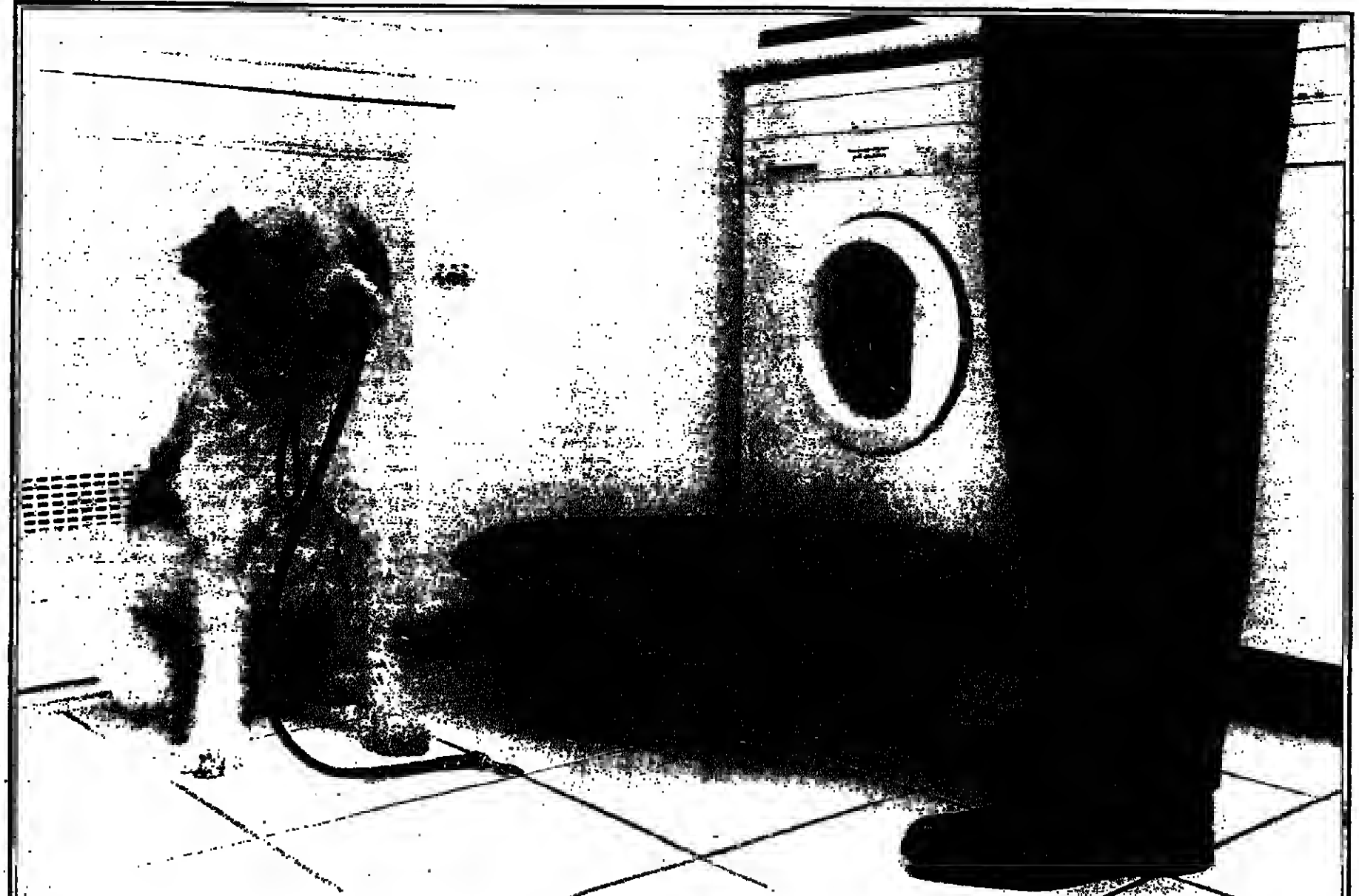
Les doyens ont immédiatement tenté de faire préciser par le ministre qu'il n'était pas question d'entendre

mesure pour les littéraires

printemps. Le concours de fin de première année doit rester le même pour tout le monde (il a été et sera commission à été révisé en juillet, pour examiner le dossier et rendre ses conclusions avant la fin de l'année, les décisions sur le refus catégorique des concours de médecine.

Si les sont réfractaires à un deuxième concours, ces derniers sont toutefois prêts à adapter le mode de recrutement des facultés de médecine. « Cette solution nous paraît être la meilleure », car elle permet de garder deux profils d'étudiants, explique M. Guy Lenczner, doyen de la faculté de Strasbourg et président de la section des universités. Les effets pervers de ce deuxième concours pourraient être nombreux. Il peut faire émerger deux types de médecins : les premiers étudia pour des raisons humanitaires ou sociales, puis scientifiques. « Est-ce donc le deuxième concours ?

Mais les doyens ne s'arrêtent pas là. Ils reprennent la balle dans le camp du ministre de l'éducation nationale. Partant du principe que le concours de fin de première année doit rester à double vocation scientifique, ils regretteront, cependant, que la réforme des classes terminales et du baccalauréat



**Nous faisons tout pour offrir à ceux qui ont
un pressant besoin d'exactitude,
un temps de trajet identique tous les jours.**



Tous les jours dans Paris, 670 trains

se succèdent régulièrement toutes les 110 secondes

pour vous permettre d'arriver chez vous à la

minute près. On n'en fera jamais assez

pour vous donner l'esprit libre.

l'esprit libre



ÉCONOMIE

BILLET

Retour
aux sources
pour la CSG

La CSG (contribution sociale généralisée) ne sera pas déductible du revenu imposable. Ainsi en a décidé Edouard Balladur, malgré l'opposition d'une partie de sa majorité, qui rappelle les promesses faites par le RPR et l'UDF avant leur victoire aux législatives.

Le premier ministre justifie sa décision par l'impossibilité de maintenir en l'état un prélèvement trop complexe qui voit coexister une partie non déductible (le « Rocard » 1,1 %) et une partie déductible (le « Balladur » 1,3 %) de la même contribution. Et il est vrai que la gestion d'un pareil impôt n'est pas des plus faciles pour les entreprises, qui le prélèvent à la source. M. Balladur ajoute que les Français n'y perdront pas au change, puisque la réforme de l'impôt sur le revenu qui sera connue dans le détail le semaine prochaine prévoit que tous les contribuables - à revenu équivalent - verront leur impôt baisser, de façon parfois importante (plus de 10 %, parfois de 12 % et 13 %). Le gouvernement accepte de perdre 19 milliards de francs dans la réforme, ce qui représente un effort important pour un impôt qui rapporte quelque 300 milliards de francs. Si Jacques Barrot, président (UDF-CDS) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et avec lui les canaristes voient ainsi triompher leur thèse, Philippe Auberger, rapporteur général (RPR) du budget, et avec lui une grande partie du mouvement néoqualiste estiment la solution mauvaise. Il est peu probable qu'on en vienne pour autant aux mains, mais la divergence - qui est importante sur le plan des principes - laissera des traces. M. Balladur, qui le savait depuis longtemps, avait, pour cette raison, d'abord proposé d'augmenter la TVA quand il s'agissait de trouver les moyens de combler les trous apparus dans les finances publiques et sociales.

Au-delà de la plus ou moins grande impopularité de la CSG non déductible, qui apparaît aux contribuables - surtout à ceux qui bénéficient de revenus confortables - comme un impôt sur l'impôt, se profile à l'horizon un grave débat qu'il faudra bien aborder un jour. La CSG deviendra-t-elle progressivement une sorte d'impôt proportionnel sur le revenu, coexistant avec un impôt progressif? M. Auberger a raison de dire qu'un tel impôt ne tiendrait plus compte de la taille des familles et ferait financer par l'Etat une partie grandissante du système de protection sociale. Pour lui, la CSG ne doit pas tomber dans l'escarcelle du budget de l'Etat. Il pose ainsi un véritable et grave problème.

ALAIN VERNHOLLES

Entamant une cure d'austérité
American Airlines va
supprimer 5 000 emplois
d'ici à la fin 1994

Première compagnie aérienne mondiale, American Airlines est aussi frappée par la crise de l'aviation civile. Son PDG, Robert Crandall, a annoncé, mardi 14 septembre, un nouveau plan de rigueur pour le transporteur. Il compte supprimer 5 000 emplois d'ici à la fin 1994, soit 5 % de ses effectifs, et entreprendre une réduction de la taille de sa flotte. Sur l'ensemble de 1994, American prévoit de réduire ses capacités de transport passagers de 4,5 %. Elle envisage ainsi de retirer de l'exploitation onze DC-10 supplémentaires qui s'ajoutent aux trente et un que la compagnie avait déjà prévu de retirer de sa flotte. Elle prévoit aussi de diminuer le nombre de ses vols transatlantiques pour l'hiver 1993-1994. La compagnie est aussi prête à examiner toute proposition de rachat de certains actifs excédentaires.

Un entretien avec le ministre des transports

La crise que traversent les compagnies aériennes n'excuse pas les faiblesses d'Air France, estime Bernard Bosson



« Comment analysez-vous la situation du groupe Air France ? »

« Ce serait nier l'évidence de ne pas reconnaître le mauvais état financier du groupe Air France. Malgré deux plans de redressements successifs - le plan Cap 93, puis le plan « de retour à l'équilibre » - Air France a perdu 5,5 milliards de francs de 1990 à 1992. En 1992, la compagnie Air France stricto sensu a même perdu 4 milliards de francs, pour un chiffre d'affaires de 40 milliards. Pour 1993, les pertes au niveau du groupe vont s'élever à 5,5 milliards de francs (contre 3,2 milliards en 1992). Air France souffre, à l'instar des autres compagnies aériennes, de la crise du transport aérien, mais cette crise réelle ne doit pas servir d'excuse aux faiblesses, elles aussi réelles, du pavillon national. Parmi les grandes compagnies internationales, certaines sont épargnées par la crise - British Airways ou les compagnies du Sud-Est asiatique - d'autres amorcent leur redressement en Europe, comme Lufthansa. Or Air France s'enfonce dans la crise et continue de perdre des parts de marché par rapport aux compagnies de l'AEA (1), de l'ordre de deux points sur la période qui court de 1988 à 1992. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'à terme Air France joue la survie du pavillon national... »

« Pour sortir de la crise, dans quelles directions doivent porter les efforts d'Air France ? »

« Face à la crise, Air France dispose de trois atouts. Il existe un très fort attachement du personnel d'Air France au pavillon national. Ce qui peut être un élément de blocage - les négociations lentes et délicates avec les syndicats - peut aussi servir de ressort dans une conjoncture tendue. En second lieu, Air France a des atouts humains, une culture mondiale avec l'acquisition d'Air Inter et les prises de participation dans les compagnies belge et tchèque Sabena et CSA. Mais ces investissements massifs ont pesé sur les comptes du groupe. Enfin, la réputation de fiabilité et de sérieux de la compagnie nationale n'est plus à faire... »

« Il lui reste toutefois à atteindre deux objectifs internes qui sont liés entre eux : d'une part retrouver un équilibre financier durable, fixé pour 1995. Il y a quelque chose de désespérant, en effet, pour le personnel d'une entreprise d'être confronté à des plans de rigueur à répétition. D'autre part, il faut que l'entreprise retrouve une compétitivité accrue, et cela passe par une réforme de la politique commerciale et tarifaire et par une plus grande responsabilisation du personnel. Air France doit accroître son agressivité commerciale et ne pas attendre le client derrière son comptoir... »

« Quelle place pour Air Inter dans ce dispositif ? »

« Il faut développer les synergies entre les deux compagnies qui sont complémentaires. Pour le moment, l'équilibre n'est pas encore trouvé entre Air France et Air Inter. La structure de groupe est inséparable. C'est comme si les deux entreprises coexistaient. Sans plus. Alors que l'avenir d'Air Inter se situe au sein du groupe Air France... »

« Quel est le rôle de la direction générale ? »

« La direction générale a pour rôle de superviser la mise en œuvre des plans de redressement et de faire passer les décisions de la direction générale à l'ensemble du personnel... »

« Quel est le rôle de la direction commerciale ? »

« La direction commerciale a pour rôle de développer les synergies entre les deux compagnies et de faire passer les décisions de la direction générale à l'ensemble du personnel... »

« Quel est le rôle de la direction financière ? »

« La direction financière a pour rôle de superviser la mise en œuvre des plans de redressement et de faire passer les décisions de la direction générale à l'ensemble du personnel... »

« Quel est le rôle de la direction opérationnelle ? »

« La direction opérationnelle a pour rôle de superviser la mise en œuvre des plans de redressement et de faire passer les décisions de la direction générale à l'ensemble du personnel... »

« Quel est le rôle de la direction juridique ? »

« La direction juridique a pour rôle de superviser la mise en œuvre des plans de redressement et de faire passer les décisions de la direction générale à l'ensemble du personnel... »

« Quel est le rôle de la direction administrative ? »

« La direction administrative a pour rôle de superviser la mise en œuvre des plans de redressement et de faire passer les décisions de la direction générale à l'ensemble du personnel... »



« Comment analysez-vous la situation du groupe Air France ? »

« Ce serait nier l'évidence de ne pas reconnaître le mauvais état financier du groupe Air France. Malgré deux plans de redressements successifs - le plan Cap 93, puis le plan « de retour à l'équilibre » - Air France a perdu 5,5 milliards de francs de 1990 à 1992. En 1992, la compagnie Air France stricto sensu a même perdu 4 milliards de francs, pour un chiffre d'affaires de 40 milliards. Pour 1993, les pertes au niveau du groupe vont s'élever à 5,5 milliards de francs (contre 3,2 milliards en 1992). Air France souffre, à l'instar des autres compagnies aériennes, de la crise du transport aérien, mais cette crise réelle ne doit pas servir d'excuse aux faiblesses, elles aussi réelles, du pavillon national. Parmi les grandes compagnies internationales, certaines sont épargnées par la crise - British Airways ou les compagnies du Sud-Est asiatique - d'autres amorcent leur redressement en Europe, comme Lufthansa. Or Air France s'enfonce dans la crise et continue de perdre des parts de marché par rapport aux compagnies de l'AEA (1), de l'ordre de deux points sur la période qui court de 1988 à 1992. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'à terme Air France joue la survie du pavillon national... »

« Pour sortir de la crise, dans quelles directions doivent porter les efforts d'Air France ? »

« Face à la crise, Air France dispose de trois atouts. Il existe un très fort attachement du personnel d'Air France au pavillon national. Ce qui peut être un élément de blocage - les négociations lentes et délicates avec les syndicats - peut aussi servir de ressort dans une conjoncture tendue. En second lieu, Air France a des atouts humains, une culture mondiale avec l'acquisition d'Air Inter et les prises de participation dans les compagnies belge et tchèque Sabena et CSA. Mais ces investissements massifs ont pesé sur les comptes du groupe. Enfin, la réputation de fiabilité et de sérieux de la compagnie nationale n'est plus à faire... »

« Il lui reste toutefois à atteindre deux objectifs internes qui sont liés entre eux : d'une part retrouver un équilibre financier durable, fixé pour 1995. Il y a quelque chose de désespérant, en effet, pour le personnel d'une entreprise d'être confronté à des plans de rigueur à répétition. D'autre part, il faut que l'entreprise retrouve une compétitivité accrue, et cela passe par une réforme de la politique commerciale et tarifaire et par une plus grande responsabilisation du personnel. Air France doit accroître son agressivité commerciale et ne pas attendre le client derrière son comptoir... »

« Quelle place pour Air Inter dans ce dispositif ? »

« Il faut développer les synergies entre les deux compagnies qui sont complémentaires. Pour le moment, l'équilibre n'est pas encore trouvé entre Air France et Air Inter. La structure de groupe est inséparable. C'est comme si les deux entreprises coexistaient. Sans plus. Alors que l'avenir d'Air Inter se situe au sein du groupe Air France... »

« Quel est le rôle de la direction générale ? »

« La direction générale a pour rôle de superviser la mise en œuvre des plans de redressement et de faire passer les décisions de la direction générale à l'ensemble du personnel... »

« Quel est le rôle de la direction commerciale ? »

« La direction commerciale a pour rôle de développer les synergies entre les deux compagnies et de faire passer les décisions de la direction générale à l'ensemble du personnel... »

« Quel est le rôle de la direction financière ? »

« La direction financière a pour rôle de superviser la mise en œuvre des plans de redressement et de faire passer les décisions de la direction générale à l'ensemble du personnel... »

« Quel est le rôle de la direction opérationnelle ? »

« La direction opérationnelle a pour rôle de superviser la mise en œuvre des plans de redressement et de faire passer les décisions de la direction générale à l'ensemble du personnel... »

« Quel est le rôle de la direction juridique ? »

« La direction juridique a pour rôle de superviser la mise en œuvre des plans de redressement et de faire passer les décisions de la direction générale à l'ensemble du personnel... »

« Quel est le rôle de la direction administrative ? »

« La direction administrative a pour rôle de superviser la mise en œuvre des plans de redressement et de faire passer les décisions de la direction générale à l'ensemble du personnel... »

« Quel est le rôle de la direction technique ? »

« La direction technique a pour rôle de superviser la mise en œuvre des plans de redressement et de faire passer les décisions de la direction générale à l'ensemble du personnel... »

aérien allez-vous défendre en France comme à l'étranger ?

« Il nous faut préparer le choc de 1997, année qui verra la libéralisation totale du transport aérien à l'intérieur de la Communauté européenne. Finalement les autorisations et les quotas à l'exportation d'Air France et l'ouverture d'Air Inter sur l'Europe vont dans ce sens, mais nous ferons en sorte que les petites compagnies puissent vivre. Mais chacun ne fera pas tout et n'importe quoi : la concurrence sera organisée... »

« Comment ? »

« Nous limiterons la taille des avions, le nombre de leurs sièges ou de leurs rotations, etc. Entre le protectionnisme qui conduit au déclin et l'ultralibéralisme qui conduit à la jungle existe l'espace de l'intelligence et de l'humain... »

« Les aéroports de province vous demandent-ils de développer un plus grand nombre de compagnies ? »

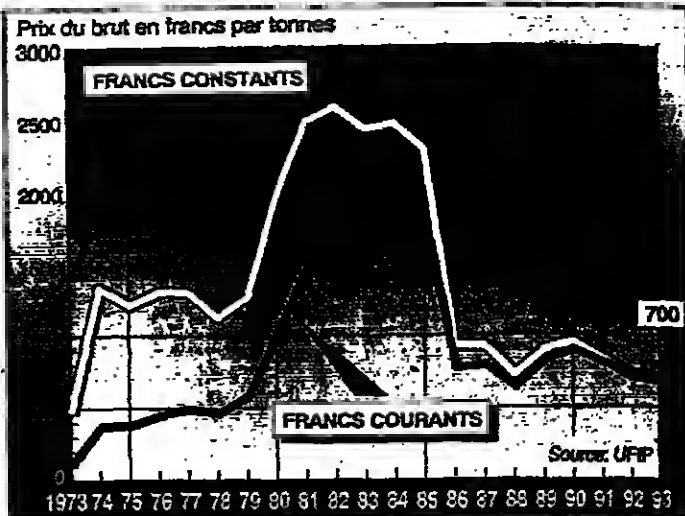
« En tant qu'homme de province, je connais le prix du monopole, mais 2 400 francs plein tarif pour l'aéroport d'Annecy-Meythet d'un autre côté, je sais qu'une concurrence effrénée débouche sur des prix de dumping et, inévitablement, sur la concentration de l'activité dans quelques mains. Or me classe au centre, et je prouverai que le centre, ce n'est pas le marigot : nous allons avancer sur un chemin de crête qui évite le précipice du monopole et celui du libéralisme échevelé. Regardez les résultats de la concurrence aérienne sauvage maintenue par l'ancien gouvernement socialiste aux Antilles. Les cinq compagnies qui les desservent nous demandaient une augmentation de 35 % des capacités pour l'hiver prochain, alors qu'Air Martinique a déjà dépassé son bilan ! Nous avons limité l'augmentation des sièges à celle de la demande, soit moins de 10 %... »

« Et dans le domaine du transport européen ? »

« Nous devons défendre la place du pavillon français et européen au niveau mondial. Le 28 septembre, nous proposerons au conseil des ministres de la CEE des mesures à court terme, c'est-à-dire le gel des capacités pour l'hiver comme sur nos lignes des Antilles - une lutte contre la délocalisation et la réduction des coûts pesant sur le transport aérien. A moyen terme, nous poursuivrons l'harmonisation technique et sociale en cours. A long terme, nous voulons plus de fermeté dans les discussions avec les États-Unis. Nous avons obtenu que soit créée, à Bruxelles, une commission d'études sur le transport aérien comparable à celle mise en place par le président américain. Et je peux certifier que nous travaillerons à ce que cette commission ne verse pas dans l'idéologie ultra-libérale dominante à Bruxelles. Et qu'elle emprunte le chemin de crête dont je parlais tout à l'heure... »

Propos recueillis par ALAIN BEUVE-MÉRY et ALAIN FAUJAS

(1) Association of European Airlines, qui regroupe 23 compagnies européennes.

Le prix de l'or noir
ne cesse de diminuer

Sous les 16 dollars. Depuis le début de la semaine, malgré quelques tentatives de redressement, le prix du baril de pétrole à Londres est descendu sous cette barre. Il s'échangeait à 15,78 dollars mardi 14 septembre, après une chute de 10 points, à 15,67 dollars, son niveau le plus bas depuis trois ans. En termes réels déflatés de l'inflation, l'or noir continue de voir sa valeur s'effondrer. En francs constants, le baril de 1993 est trois fois et demi moins cher que celui du début des années 80 et deux fois moins coûteux que celui acheté après le premier choc pétrolier, provoqué par la guerre du Kippour en 1973.

Depuis le début de l'été, la chute des cours sur les marchés pétroliers approche les 10 %. Cette amplification de la baisse est due à la surproduction et à l'éventuel retour de l'Irak, comme vendeur, sur la scène internationale. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) doit se réunir le 25 septembre pour évoquer cette situation délicate, et tenter de trouver un accord permettant de faire remonter le prix du baril (le pétrole de référence pour l'Europe) aux alentours des 21 dollars souhaités comme niveau de référence. Une tâche délicate tant les intérêts des douze membres sont différents.

En contrepartie d'un accord couvrant la période 1994-1995

Le gouvernement est prêt à renoncer
au gel des traitements des fonctionnaires

Les conditions d'ouverture d'une négociation salariale dans la fonction publique se précisent. Alors que les contacts entre le gouvernement et les responsables des sept fédérations syndicales de fonctionnaires se sont multipliés ces derniers jours, les discussions pourraient bien s'engager officiellement dès la fin du mois pour aboutir à la mi-octobre. Sur le fond, en échange de la signature d'un accord couvrant la période 1994-1995, le gouvernement serait d'ores et déjà prêt à lever le gel des augmentations générales décrété pour 1993.

La pénitence salariale infligée par le gouvernement aux fonctionnaires aura été de courte durée. Quatre mois après avoir décrété le gel des augmentations générales en 1993, l'équipe de M. Balladur paraît en effet vouloir conclure rapidement un accord salarial en bonne et due forme dans la fonction publique. Politiquement, le premier ministre a certes tout intérêt à aboutir rapidement dans un domaine qui, s'il était laissé en souffrance, risquerait d'empoisonner non seulement les débats à venir dans la fonction publique mais aussi le climat des prochaines échéances électorales et notamment celui de l'élection présidentielle de 1995. De plus, au moment où la hausse des prix (hors tabac) se cantonne aux alentours de 2 % par an, le coût d'un accord salarial basé sur le maintien du pouvoir d'achat des fonctionnaires peut paraître économiquement supportable (un point de hausse générale des traitements représente quelque 5 milliards de francs en année pleine).

Coup de pouce
symbolique

De leur côté, les cinq organisations syndicales les plus « réformistes » (CFDT, CFTC, CFE-CGC, FEN et FGAF) ont également

intériorisé la conclusion rapide d'une négociation salariale. La perspective - délicate pour la FEN - des élections professionnelles à l'éducation nationale début décembre, le faible niveau des revendications générales à négocier, vont dans le sens de la signature d'un accord. De plus, la bonne foi de ces négociations conditionne celle d'autres chantiers de dialogue social (conditions de travail, action sociale), dont les résultats seront sans doute plus visibles.

Dans ce contexte, le schéma des négociations se précise au fil des contacts noués depuis la rentrée entre le ministère de la fonction publique et les responsables des fédérations syndicales. Le gouvernement serait ainsi prêt à donner satisfaction aux syndicats qui souhaitent que 1993 ne soit pas une année « blanche » du point de vue salarial. Reste à savoir si ce coup de pouce symbolique interviendra dès la fin de l'année, comme le réclament les syndicats, ou à titre rétroactif au début de 1994. Parallèlement, les méthodes d'analyse de l'évolution du pouvoir d'achat des agents qui, depuis 1983, soulevaient régulièrement l'indignation des organisations syndicales seraient clarifiées et assouplies.

Si toutes les organisations syndicales réformistes - à l'exception de la CFTC - acceptent enfin le principe d'un accord pluriannuel, elles n'en demandent pas moins des « garanties fortes » dans la mesure où les prévisions économiques pour 1995 ne seront toujours pas connues à l'heure des négociations. Reste à préciser ces « garanties », qui ne devront pas pour autant se traduire par « un retour à une indexation trop libérale » des salaires sur les prix.

Forces ouvrières et la CGT se sont, de leur côté, placées en retrait de cette négociation. La première parce qu'elle ne se sent « pas très favorable à la conclusion d'accords pluriannuels ». La seconde parce qu'elle se fait « guère d'illusions » sur la politique gouvernementale et cherche d'abord à « mobiliser les fonctionnaires » contre celle-ci.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

INDICATEURS

ALLEMAGNE

• Produit national brut : - 2 % au premier semestre 1993. - Le produit national brut allemand a diminué de 2 % au cours du premier semestre 1993 par rapport aux six premiers mois de l'année antérieure, tandis que, pour le mois de juin, la balance commerciale a enregistré la surprise des experts, un excédent de 6,3 milliards de marks (22 milliards de francs).

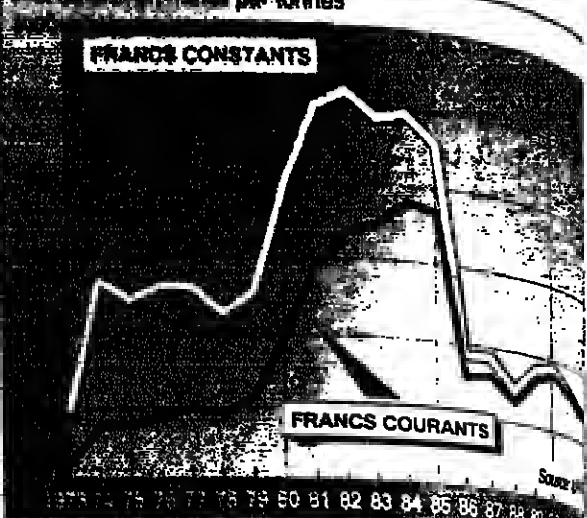
ÉTATS-UNIS

• Ventes de détail : + 0,2 % en août. - Les ventes de détail ont augmenté de + 0,2 % au mois d'août par rapport au mois de juillet, soit une hausse de 6,2 % par rapport au mois d'août 1992. Il s'agit de la cinquième hausse mensuelle consécutive. De son côté, l'indice des prix de détail a augmenté de 0,3 % en août par rapport à juillet, alors que les experts tablèrent sur une hausse de 0,2 %. Sur les douze derniers mois, les prix de détail ont augmenté de 2,8 %.

A. B.-M.

ÉCONOMIE

Le prix de l'or noir ne cesse de diminuer



Depuis le début de l'été, la chute des cours sur les marchés pétroliers a été spectaculaire. Le prix du baril de pétrole à Londres, qui avait atteint 25,75 dollars le 14 septembre, a chuté à 15,75 dollars le 15 septembre. Les cours ont continué à baisser, atteignant 14,50 dollars le 16 septembre. Cette baisse est due à une surabondance de l'offre et à une baisse de la demande.

Depuis le début de l'été, la chute des cours sur les marchés pétroliers a été spectaculaire. Le prix du baril de pétrole à Londres, qui avait atteint 25,75 dollars le 14 septembre, a chuté à 15,75 dollars le 15 septembre. Les cours ont continué à baisser, atteignant 14,50 dollars le 16 septembre. Cette baisse est due à une surabondance de l'offre et à une baisse de la demande.

La contrepartie d'un accord couvrant la période 1994-1996. Le gouvernement est prêt à renouer au gel des traitements des fonctionnaires.

Les conditions d'ouverture d'une négociation salariale dans la fonction publique se précisent. Alors que les contacts entre le gouvernement et les représentants des sept fédérations syndicales de fonctionnaires se sont multipliés ces derniers jours, les discussions pourraient bien s'engager officiellement dès la fin du mois pour aboutir à la fin octobre. Sur le fond, en échange de la signature d'un accord couvrant la période 1994-1996, le gouvernement accorderait un gel des augmentations salariales de 1,5 % par an.

La pénurie salariale infligée par le gouvernement aux fonctionnaires a été la cause d'une défection. Quatre ministres ont annoncé qu'ils ne se présenteraient pas à la prochaine élection présidentielle de 1995. Ils ont été remplacés par des députés de l'opposition.

Camp de pouce symbolique. De leur côté, les cinq organisations syndicales les plus représentatives (CGT, CFDT, CFTC, FO et FGTB) ont également...

INDICATEURS

ALLEMAGNE	Produit national brut	+ 2,2 % au premier semestre 1993
FRANCE	Produit national brut	+ 2,1 % au premier semestre 1993
ÉTATS-UNIS	Produit national brut	+ 2,1 % au premier semestre 1993

Alors que les États-Unis réaffirment leur refus de renégocier le volet agricole du Cycle de l'Uruguay

Les agriculteurs de la Coordination rurale ont bloqué plusieurs grands axes de circulation menant à Paris

De nombreux barrages, sporadiques et ponctuels, ont commencé à être organisés aux premières heures du mercredi 15 septembre, dans la grande banlieue de Paris, par des agriculteurs répondant à l'appel de la Coordination rurale.

Des opérations escargot sur les routes et autoroutes menant à la capitale, ainsi que sur le boulevard périphérique, des manifestations sur la voie du TGV Touraine, avaient été signalées dès le lever du jour, mais elles n'ont donné lieu à aucun incident sérieux avec les forces de l'ordre.

Parallèlement, la France poursuit une intense activité diplomatique auprès de ses partenaires européens.

pour tenter de reprendre la négociation sur le volet agricole du GATT et aboutir le 20 septembre à Bruxelles à une position commune. Jean Fuesch, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, a déclaré, mardi 14 septembre, après une rencontre avec son collègue italien, qu'il avait constaté « de la compréhension et des convergences » avec Rome, notamment sur l'organisation du marché des fruits et légumes.

A propos de l'attitude « déterminante » de Bonn, le ministre a ajouté : « Les allemands ont beaucoup évolué. Ils se rendent compte qu'il y a de l'intérêt de tous et qu'il serait préjudiciable à l'Europe d'aller vers une crise. Ils ont donné le premier signal. »

A Washington, le président Clinton...

Le premier bilan des organisateurs de la manifestation « Nous tiendrons jusqu'au bout »

GRANDVILLE (Eure-et-Loir) de notre envoyé spécial. En début de matinée du mercredi 15 septembre, au quartier général, dans la grande ferme de Grandville utilisée à cet effet, la Coordination rurale a dressé un premier bilan de sa tentative de « blocus » de Paris. Son président, Jacques Laigneau, exprime sa « satisfaction ».

Le blocus avait commencé aux alentours de 5 heures du matin. Une trentaine de barrages mobiles avaient été dressés, et environ 80 actions menées ici ou là sur l'ensemble du département de l'Eure-et-Loir. Selon le président, environ 10 000 personnes participaient d'ores et déjà à l'ensemble de l'opération en région parisienne. Parmi les points chauds, on signalait au QG une base de loisirs près d'Étampes et les abords de l'aéroport de Roissy.

Evidemment, rien ne pouvait permettre de conclure « succès ou échec » pour les heures à venir. Mais les organisateurs étaient bien décidés à ne pas « craquer l'erreur » de la précédente manifestation l'an passé. Le quartier général ne serait pas, cette fois-ci, le lieu de centralisation des actions. « Tel Robin des bois », selon Nicolas Jacquet, trésorier de la Coordination, il s'agit de décentraliser aussi bien l'initiative que les petits postes de commandement d'où partiraient les groupes-commandos. Barrages mobiles et « non violents », répétaient les organisateurs.

En 3 heures, au QG, on apprenait qu'un petit groupe était arrivé aux abords de l'aéroport de Roissy. Et l'on se félicitait de la présence du président belge de la Coordination rurale européenne, appelée ECU (Euro Country Union), qui regroupe des syndicats belges, allemands et danois. Jacques Laigneau appelait par ailleurs l'ensemble des catégories professionnelles à se mobiliser comme les agriculteurs. Pour lui, le veto à Blair House et la renégociation de la politique agricole commune, ne sont pas l'affaire des seuls paysans.

Cette fois-ci, deux ans après sa création, la Coordination rurale, se réjouissant de l'ampleur croissante de son action, n'en fixait plus de termes précis : « Nous tiendrons jusqu'au bout ». En clair, la menace était de poursuivre le « blocus » jusqu'au lundi 20 septembre s'il ne fallait, jour du conseil des ministres européens.

Ainsi, dans l'Eure-et-Loir, le poste de commandement s'était installé. Selon une étude des notaires, les signes d'un « premier frémissement » observés sur le marché immobilier parisien. Sans crier victoire, les notaires parisiens ont commencé d'entrevoir au premier semestre « les signes d'un premier frémissement » sur le marché immobilier de la capitale. Dans leur dernière analyse, publiée mardi 14 septembre, ils notent une « légère reprise du nombre de transactions » : pour le troisième trimestre consécutif, leur nombre est en augmentation (+ 4,9 % du deuxième trimestre de l'année précédente). Confirmant ce début de regain d'intérêt, le nombre de promesses de vente est, simultanément, en augmentation de 12,6 %.

En visite, mardi 15 septembre, à Saint-Nazaire, Jacques Chirac a dit « comprendre l'inquiétude des agriculteurs, sans pour autant approuver la manifestation de la Coordination », mais il a ajouté qu'il « soutenait sans réserve la position du gouvernement ». Le porte-parole du RPR, Jean Louis Debré, s'est montré pour sa part plus vigoureux et explicite, indiquant dans un communiqué : « Si la solidarité européenne n'était pas au rendez-vous le 20 septembre, il appartiendrait au gouvernement d'en tirer les conséquences et de faire usage du droit de veto qui permet à chaque État d'exprimer ses intérêts fondamentaux sous peine de résister. »

En visite, mardi 15 septembre, à Saint-Nazaire, Jacques Chirac a dit « comprendre l'inquiétude des agriculteurs, sans pour autant approuver la manifestation de la Coordination », mais il a ajouté qu'il « soutenait sans réserve la position du gouvernement ». Le porte-parole du RPR, Jean Louis Debré, s'est montré pour sa part plus vigoureux et explicite, indiquant dans un communiqué : « Si la solidarité européenne n'était pas au rendez-vous le 20 septembre, il appartiendrait au gouvernement d'en tirer les conséquences et de faire usage du droit de veto qui permet à chaque État d'exprimer ses intérêts fondamentaux sous peine de résister. »

En visite, mardi 15 septembre, à Saint-Nazaire, Jacques Chirac a dit « comprendre l'inquiétude des agriculteurs, sans pour autant approuver la manifestation de la Coordination », mais il a ajouté qu'il « soutenait sans réserve la position du gouvernement ». Le porte-parole du RPR, Jean Louis Debré, s'est montré pour sa part plus vigoureux et explicite, indiquant dans un communiqué : « Si la solidarité européenne n'était pas au rendez-vous le 20 septembre, il appartiendrait au gouvernement d'en tirer les conséquences et de faire usage du droit de veto qui permet à chaque État d'exprimer ses intérêts fondamentaux sous peine de résister. »

En visite, mardi 15 septembre, à Saint-Nazaire, Jacques Chirac a dit « comprendre l'inquiétude des agriculteurs, sans pour autant approuver la manifestation de la Coordination », mais il a ajouté qu'il « soutenait sans réserve la position du gouvernement ». Le porte-parole du RPR, Jean Louis Debré, s'est montré pour sa part plus vigoureux et explicite, indiquant dans un communiqué : « Si la solidarité européenne n'était pas au rendez-vous le 20 septembre, il appartiendrait au gouvernement d'en tirer les conséquences et de faire usage du droit de veto qui permet à chaque État d'exprimer ses intérêts fondamentaux sous peine de résister. »

En visite, mardi 15 septembre, à Saint-Nazaire, Jacques Chirac a dit « comprendre l'inquiétude des agriculteurs, sans pour autant approuver la manifestation de la Coordination », mais il a ajouté qu'il « soutenait sans réserve la position du gouvernement ». Le porte-parole du RPR, Jean Louis Debré, s'est montré pour sa part plus vigoureux et explicite, indiquant dans un communiqué : « Si la solidarité européenne n'était pas au rendez-vous le 20 septembre, il appartiendrait au gouvernement d'en tirer les conséquences et de faire usage du droit de veto qui permet à chaque État d'exprimer ses intérêts fondamentaux sous peine de résister. »

Un an après la sortie de la livre du SME

La Grande-Bretagne n'est pas au bout du tunnel

Depuis la sortie de la livre du SME (système monétaire européen), le 17 septembre 1992, les moindres soubresauts de l'économie britannique sont scrutés en France, et notamment en Allemagne, où le débat sur la « classe politique » a été lancé. Pour l'instant, l'ancien conseiller de Norman Lamont juge les premiers résultats « encourageants », même si, reconnaît-il, les performances sur le marché européen n'ont pas encore été évaluées avec précision. Elles dépendront pour beaucoup de l'état de l'appareil productif britannique après deux années de récession. De ce point de vue, Bill Robinson n'est guère optimiste (en juin, la production manufacturière hors énergie a baissé de 2,1 %, et elle n'a augmenté que de 0,7 % en juillet).

Bill Robinson le tient pour acquis : le déficit de la balance des paiements va continuer à se creuser. La chute des prix du pétrole depuis 1986, la relance de la consommation et la surévaluation de la livre entre 1987 et 1992 ont contribué largement à la dégradation du solde commercial du Royaume-Uni. Mais Bill Robinson avance une explication supplémentaire : la hausse des revenus pétroliers a consacré une désindustrialisation de la Grande-Bretagne, en augmentant la part des activités de services dans le produit national. Ainsi, ajoutée à la surévaluation de la livre, la baisse de la part de la production industrielle dans le produit national explique-t-

elle la baisse des exportations britanniques de produits manufacturés et, partant, l'aggravation du déficit commercial. La sortie du SME de la livre le 17 septembre 1992 avait un objectif clair : redonner du souffle aux exportations et enrayer le déclin industriel britannique. Pour l'instant, l'ancien conseiller de Norman Lamont juge les premiers résultats « encourageants », même si, reconnaît-il, les performances sur le marché européen n'ont pas encore été évaluées avec précision. Elles dépendront pour beaucoup de l'état de l'appareil productif britannique après deux années de récession. De ce point de vue, Bill Robinson n'est guère optimiste (en juin, la production manufacturière hors énergie a baissé de 2,1 %, et elle n'a augmenté que de 0,7 % en juillet).

Bill Robinson le tient pour acquis : le déficit de la balance des paiements va continuer à se creuser. La chute des prix du pétrole depuis 1986, la relance de la consommation et la surévaluation de la livre entre 1987 et 1992 ont contribué largement à la dégradation du solde commercial du Royaume-Uni. Mais Bill Robinson avance une explication supplémentaire : la hausse des revenus pétroliers a consacré une désindustrialisation de la Grande-Bretagne, en augmentant la part des activités de services dans le produit national. Ainsi, ajoutée à la surévaluation de la livre, la baisse de la part de la production industrielle dans le produit national explique-t-

(434 milliards de francs), soit 8 % du PIB (produit intérieur brut) britannique. Pour Bill Robinson, le début des années 90, marqué par une période préélectorale et la récession (baisse du PIB de 2,4 % en 1991 et de 0,4 % en 1992) expliquent l'aggravation du déficit : la dernière réforme fiscale, ramenant le taux d'imposition sur les bénéfices des entreprises de 50 % à 35 %, avait été décidée alors que les revenus pétroliers étaient importants. Aujourd'hui, l'effondrement des cours du brut, ajouté à la contraction des rentrées fiscales, nourrit la crise budgétaire dans laquelle s'enfonce la Grande-Bretagne. « Le Royaume-Uni consomme et produit comme la part des revenus pétroliers dans le PIB était toujours aussi importante que par le passé », poursuit le conseiller de M. Lamont.

Aussi devient-il urgent « de freiner une consommation intérieure qui stimule les importations, et d'améliorer les rentrées fiscales », conclut l'économiste britannique. Ainsi s'explique que l'idée d'une augmentation des impôts commence à faire son chemin en Grande-Bretagne. Même s'il constitue une farouche opposition parmi les députés les plus conservateurs, Bill Robinson espère que la réforme entrera en vigueur d'ici au mois de novembre. Même si, depuis que la poll tax a poussé vers la sortie la « Dame de fer », la question de la baisse des impôts reste un sujet tabou.

GRÉGOIRE BISEAU

NOUS DECLARONS ACHÉVÉE UNE UNION MONÉTAIRE EUROPÉENNE.

ALLEMAGNE / Deutsche Bundespost Postbank	FINLANDE / Postipankki Ltd	PAYS-BAS / Postbank NV
Postbank	POSTIPANKKI	POSTBANK
Autriche / Postparkasse	FRANCE / La Poste	ROYAUME-UNI / Girobank plc
P.S.K.	LA POSTE	Girobank
BELGIQUE / Postcheque	IRLANDE / An Post	SUEDE / Postgirot
POSTCHEQUE	POST	POSTGIROT
DANEMARK / Girobank A/S	LUXEMBOURG / F et T	SUISSE / PTT
GiroBank	OP&T LUXEMBOURG	PTT
ESPAGNE / Caja Postal	NORVÈGE / Post giro	MEMBRES DU RESEAU EUROGIRO
Caja Postal ARGENTARIA	POST GIRO	

L'Europe dispose dès à présent d'un nouveau système de paiement transfrontières. Né d'un partenariat entre différents établissements financiers, EUROGIRO est un réseau électronique intégré qui établit de nouvelles normes dans le transfert de fonds, au-delà des frontières nationales. Le réseau EUROGIRO offre un mode de paiement international, totalement dématérialisé et sûr entre les 40 millions de particuliers et d'entreprises constituant la clientèle de ces établissements. Ces opérations sont réalisées à « vitesse électronique », faible coût et avec une totale fiabilité.

Le réseau EUROGIRO constitue la base d'une gamme de services conçus pour effectuer tous types d'opérations — des petits règlements occasionnels, aux paiements importants fréquents et multiples. EUROGIRO représente un progrès important dans le domaine des paiements transfrontières et une forme d'union monétaire à même d'emporter l'adhésion de tous.



LE NOUVEAU MODE DE PAIEMENT À « VITESSE ÉLECTRONIQUE »

POUR OBTENIR TOUTES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR EUROGIRO, VEUILLEZ ÉCRIRE À EUROGIRO NETWORK A/S, P.O. BOX 188, DK-2670, TRÅSTUP, DANEMARK OU VOUS RENSEIGNER À L'ÉTABLISSEMENT FINANCIER DE VOTRE PAYS OÙ LE NOM FIGURE CI-DESSUS.

Le Monde ÉDITIONS

Bronislaw Geremek	Philippon
Shohjan Milosevic	Cambridge
Ferdinand Marcos	Pologne
Hun Sen	Roumanie
Ariel Sharon	Yugoslavie
Peter Roman	Israël

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

VIE DES ENTREPRISES

Volkswagen lance un plan de sauvetage pour sa filiale espagnole

Les pertes de SEAT pourraient dépasser les 4 milliards de francs en 1993

En proie à de graves difficultés financières, le constructeur automobile SEAT, filiale à 99 % de Volkswagen, va vendre à sa maison-mère allemande son usine de Pampelune. Lors du conseil d'administration de la firme espagnole, mardi 14 septembre à Barcelone, Volkswagen s'est engagé à reprendre pour 120 milliards de pesetas (environ 5 milliards de francs) ce site indus-

triel situé au nord de l'Espagne. Cette opération constitue « le premier pas vers l'assainissement définitif » de SEAT, qui devrait enregistrer en 1993 des pertes de quelque 100 milliards de pesetas (4,3 milliards de francs).

José Ignacio Lopez, le numéro deux du groupe allemand, assistait au conseil d'administration de la firme espagnole. Le jour

même, le ministre allemand de l'économie, Günter Roxdorf, annonçait qu'il abandonnait son rôle de médiation entre Volkswagen et l'ancien employeur américain de M. Lopez.

Cette décision est la conséquence du refus de General Motors d'engager des discussions directes avec VW pour tenter de résoudre leur différend.

MADRID

de notre correspondant

SEAT affronte la crise la plus grave depuis que son ancien propriétaire Fiat a abandonné, en 1986, la firme automobile espagnole. Volkswagen, détenteur actuel de 99 % des actions, s'interroge aujourd'hui sur les mesures à prendre pour redresser une situation qualifiée de « préoccupante » et qui, avec d'autres secteurs comme les régions nord-américaines et l'Asie-Pacifique, « peut affecter le bilan du groupe », comme l'indiquait récemment Ferdinand Piech, le président du consortium Volkswagen.

Afin de remédier aux difficultés, il a d'ores et déjà décidé d'acquiescer le transfert de la propriété et de la gestion de l'usine de Pampelune (4 000 employés fabriquant les Polos) à VW. De plus, 6 000 ouvriers seront licenciés d'ici à 1996 afin de réduire la totalité du personnel de 23 000 à 17 000. Cette réduction, qui devrait affecter les trois usines de SEAT (deux à Barcelone et une à Pampelune), n'est pas encore officielle. Elle a été évoquée par Angel Marin Benito, directeur des ressources humaines, qui a précisé qu'au 3 600 employés déjà prévus il faudrait en ajouter 2 400.

Après quatre années de bénéfices modestes, SEAT a en effet enregistré une perte de 12,7 milliards de pesetas en 1992 (540 millions de francs) et l'année 1993 ne s'annonce guère brillante. Le deuxième

CAPITAL

trimestre a été catastrophique, comme l'a reconnu Juan Diaz Alvarez, président de SEAT, dans un entretien au quotidien *El Mundo* : « Nous nous sommes trouvés en juillet dans une situation pire que ce que nous attendions. La dévaluation de la peseta et un niveau de production inférieur aux prévisions ont engendré des pertes à l'exportation. »

A ces raisons, il faut ajouter les énormes investissements réalisés au cours des deux dernières années notamment dans la nouvelle usine

de Martorell, à Barcelone (6 300 employés), considérée comme l'une des plus modernes d'Europe, alors que les ventes de voitures chutaient de 23 % sur le marché national. Aujourd'hui, l'endettement du groupe est estimé entre 250 et 300 milliards de pesetas (10,5 et 12,7 milliards de francs).

An-déjà de ces chiffres qui présentent des ajustements rigoureux, les Espagnols craignent que Volkswagen n'utilise cette crise pour détourner ses investissements vers

les pays de l'Est. Déjà, 200 milliards de pesetas (8,4 milliards de francs) prévus pour les exercices 1993 et 1994 ont été gérés par le vice-président de SEAT, Eberhard Müller. Les syndicats commencent à frapper les consœurs et s'interrogent sur les conséquences du processus de restructuration annoncé par M. Piech. Chacun se demande notamment si SEAT ne va pas être contraint à d'importants sacrifices pour que Volkswagen ne termine pas l'année dans le rouge.

MICHEL BOLE-RICHARD

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CAPITAL

Laifarge-Coppée procède bien à sa restructuration. Comme on le présentait et vraisemblablement avant le lancement des premières privatisations, Laifarge-Coppée, deuxième cimentier mondial, lancera bien une augmentation de capital de 2,5 milliards de francs (le Monde du 9 septembre). Cet appel au marché - le plus important en termes de montant qu'ait connu la place de Paris depuis le début de l'année - sera réalisé pour moitié sur le marché intérieur et pour moitié à l'international. Les fonds ainsi levés permettront au cimentier de financer le développement de l'entreprise, notamment dans les pays à forte croissance (bassin méditerranéen et Asie du Sud-Est) et à développer des produits nouveaux.

Laifarge-Coppée, qui a annoncé un résultat net (par du groupe) de 693 millions de francs au premier semestre, stable par rapport au premier semestre 1992, mise sur son développement international pour compenser un recul de 5 % de son activité tant en France, qu'en Europe occidentale, en raison notamment de marchés cimentiers très déprimés.

CRISE

Un administrateur judiciaire chez Chassagnon. Le tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine) a nommé, mardi 14 septembre, un administrateur judiciaire pour trois mois auprès du PDG de la société automobile Chassagnon, filiale commune de Peugeot et Renault, pour laquelle l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire avait été prononcée la veille. Les syndicats de l'entreprise ont appelé les 3 000 salariés à « manifester massivement » le 16 septembre devant le ministère de l'Industrie, en estimant que la « responsabilité directe de Renault et Peugeot » est engagée.

NOMINATION

Edouard Esparbes directeur général du Crédit agricole d'Ile-de-France. Edouard Esparbes a été nommé directeur général de la Caisse régionale du Crédit agricole d'Ile-de-France, la plus importante

du réseau de la « banque verte », en remplacement de Lucien Douroux, nommé le 4 juillet directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole. Edouard Esparbes était depuis 1989 directeur général adjoint de cette même caisse nationale, chargé du développement et des finances. Après avoir commencé sa carrière au ministère des finances, il était entré à la Caisse nationale en 1971, puis à la Caisse régionale du Loiret, dont il devint directeur général en 1983, après cinq années comme directeur général adjoint à la Caisse d'Ile-de-France.

ACQUISITION

Unilever rachète la division glaces de Kraft General Foods. La société anglo-néerlandaise Unilever a racheté les activités glaces de l'américain Kraft General Foods, filiale de Philip Morris, pour un montant qui n'a pas été précisé. Ce rachat du numéro un américain de la crème glacée renforce la position d'Unilever dans ce secteur où la firme possède déjà trois marques. Il reste soumis à l'approbation des autorités américaines. Les activités vendues à Unilever United States Inc. ont un chiffre d'affaires annuel de 500 millions de dollars (2,9 milliards de francs) et emploient 2 000 personnes dans six Etats américains.

AUTOMOBILE

« Super diesel »

Si une voiture mérite bien l'appellation quelque peu galvaudée aujourd'hui de « super », c'est bien la nouvelle version diesel de la BMW série 3. Baptisée 325i TDS, cette nouvelle venue dans une gamme qui s'est toujours vouée sportive attire sur elle toutes les preuves définitives qu'il n'est pas absolument nécessaire de fonctionner aux carburants très puissants et, par voie de conséquence, des vitesses que l'on aurait jamais imaginées possibles voilà à peine dix ans pour des voitures particulières alimentées au mazout.

La gazelle, et son exploitation dans les moteurs à combustion interne, a fait des progrès considérables en quelques années. Aussi, sans succomber au triomphe de la marque allemande qui annonce avec l'apparition du nouveau modèle qu'elle produit désormais la diesel la plus puissante du monde dans sa catégorie (2,5 litres et en dessous), force est de reconnaître que ce type d'énergie, pour l'instant encore favorisé dans les tarifs, peut procurer à moindres frais d'utilisation autant de plaisir à conduire une automobile qu'autrefois le « super » le permettait, par rapport à l'ordinaire.

Ce résultat a été obtenu par la firme de Munich tout simplement en adaptant la motorisation installée sur sa série 5, une classe de voitures cossues et déjà plus bourgeoises, à la série 3, réputée plus jeune, dynamique et donc plus légère. Il en découle naturellement l'apparition sur le 2 498 cm³ suralimenté d'un

échangeur air-air, ce qui fait passer les chevaux retenus dans la six-cylindres de 115 (85 kW) à 143 (106 kW). Avec un tel résultat, les performances (par poudoir, on ne fera que les évoquer) passant au bout des tours de 198 km/h, ce qui n'était déjà pas mal, à plus de 210 km/h. Ce gain réclame des aptitudes de conduite encore plus sérieuses que la montée en régime est rapide. Les accélérations passent de 12 secondes à 10,4 secondes pour atteindre, en départ arrêté, les 100 km/h.

La consommation sur route ne s'en ressent pas (8,7 litres en moyenne aux 100 km), pas plus que le confort général donné au véhicule et qui « encaisse » ce surcroît de sportivité sans défaillance. Bien que la 325i TDS ait pris dans l'affaire quelque 15 kilogrammes de plus que la version TD, une sensation de légèreté et de facilité en résulte au volant. Une bonne insonorisation, une boîte de vitesses adaptée aux circonstances et impeccablement verrouillée, une tenue de route aujourd'hui sans défaut font le reste que l'on peut dans l'affaire évaluer, sur la facture, à une augmentation de 12 000 francs par rapport à la version 325 turbo diesel de base, toujours distribuée et bien vendue. En quelques mots, il faut envisager à l'achat de consacrer à ce nouveau bijou de la technique 178 000 francs au lieu de 166 000 francs. Cela n'arrêtera pas, bien sûr, les fans du « super diesel ».

CLAUDE LAMOTTE

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 15 septembre • Re chute

Après deux séances de reprise assez sensible, la Bourse de Paris vient à la baisse, mercredi 15 septembre, dans un marché calme. En repli de 0,07 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affiche une heure plus tard une perte de 0,41 %. Peu après 12 h 30, les valeurs françaises accusent leurs pertes, s'abandonnant à 2 115,13 points. La MATIF est également en baisse mercredi. Wall Street a cédé du terrain mardi, et les taux d'intérêt ont remonté sur Euro-Unité à la suite d'une hausse plus importante que prévu de l'indice des prix en août.

Paris suit donc le mouvement alors que la baisse des taux d'intérêt en France ne semble pas inscrite pour les prochains jours, à l'exception du Conseil européen du 20 septembre consacré au GATT.

Mardi, la Bundesbank a injecté des liquidités dans le circuit monétaire au taux de 0,70 % une semaine après avoir diminué d'un demi-point ses taux directeurs.

Parmi les titres en hausse, on relève à la mi-journée Carrefour avec un gain de 3,4 %, une valeur qui avait beaucoup baissé ces derniers jours. Lagis montait de 1,6 %, et les Comptoirs modernes de 2,2 %. A l'inverse, l'Alésienne de supermarchés reculait de 3,6 %. Les échanges étaient encore importants sur Eurodollar avec 500 000 titres négociés au total de 2,2 %. La veille 193 000 Eurodollar avaient été traités durant la séance. Accor accusait un recul de 1,3 % à 587 francs, dans un volume de 68 000 titres. La société de Bourse Courcouronnes déclarait être vendue sur le titre. « La charge perçante dans l'opinion négative qu'elle a sur l'action depuis trois mois », a précisé un de ses responsables. D'autres boursiers soulignent que l'action du groupe, qui est très endettée, est encore trop chère, et il ne faut pas espérer de redressement d'Accor cette année, car la fréquentation des hôtels du groupe est mauvaise, commentait l'un d'eux.

Selon un sondage réalisé pour La Poste et divers réseaux bancaires

12,4 % des Français intéressés par l'achat de titres de futures privatisées

12,4 % des Français interrogés envisagent de prendre une participation dans les futures sociétés privatisées. Et Aquitaine réalise le meilleur score d'intention d'achat avec 19 %, selon un sondage réalisé par la Poste et publié mardi 14 septembre. Sur ce pourcentage, environ 4 % des Français indiquent envisager d'acheter plus de 15 000 francs, 4 % entre 5 000 et 10 000 francs et 4 % encore moins de 5 000 francs, soit un montant moyen de 20 000 francs.

En fin des intentions d'achat, Et Aquitaine est suivi de Rhône-Poulenc (15 %), Adéquat (13 %), puis à égalité avec 12 % d'intentions d'achat les ACF et l'UAP, la BNP et Renault avec 11 % et enfin la GAN pour 10 %. Avec un pourcentage de 12,4 %, ce marché potentiel d'environ 6 millions de Français pour la privatisation représente donc entre 100 et 120 milliards de francs, ajoute La Poste. Ce sondage a été réalisé au cours du mois de juin 1993 sur un échantillon de 20 000 personnes.

NEW-YORK, 14 septembre • Repli

Wall Street s'est repliée, mardi 14 septembre, sous la pression d'une remontée des taux d'intérêt sur le marché obligataire et d'une forte baisse du titre Home Depot. L'indice Dow Jones a terminé en baisse de 18,45 points, soit 0,51 %, à 3 615,76 points. Quelque 256 millions de titres ont été échangés. Les valeurs en hausse ont été deux fois moins nombreuses que celles en baisse : 676 contre 1 330, alors que 584 sections sont restées inchangées.

Les taux d'intérêt sont ramontés après l'annonce d'une hausse des ventes de détail et des prix à la consommation supérieure aux attentes, ce qui a poussé grandement la réserve de l'inflation. Le Fed Funds Rate, l'analyse chez Prudential Securities.

Home Depot a nettement reculé après l'abaissement de sa note par Goldman. Les semi-conducteurs et la haute technologie ne sont repassés que le village des prévisions de résultats en baisse au deuxième semestre par Com-

put Computer, a ajouté M. Zagorski. Des prises de bénéfices, après les gains de la veille, ont également pesé sur le principal baromètre de Wall Street, et celle-ci poursuit.

VALEURS	Cours du 13 sept.	Cours du 14 sept.
Alcatel	71,38	71,14
AT&T	69,12	69,12
Banque	49,12	49,12
Chemin de fer	38,14	38,14
De Paris de Nantes	48,58	48,58
Electricité	81,12	81,12
Enxet	85,12	85,12
Font	55	55
General Electric	88,34	87,78
General Motors	47,12	46,34
Grain	43,14	44,38
IBM	63,78	63,58
ITT	34	33,38
Medi	77,68	77,68
Philips	63,14	63,14
Schneider	63,34	64
Tecmo	85,38	85,12
Union Carbide	148,12	147,14
United Tech.	57,12	56,78
Westinghouse	14,78	14,78
Xerox Corp.	72	71,18

LONDRES, 14 septembre • Légère avance

Les valeurs ont enregistré quelques gains, mardi 14 septembre, à la Bourse de Londres, encouragées par la remontée du marché à terme et les bons chiffres de la production industrielle. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 3,2 points, soit 0,4 %, à 4 487. National Westminster a perdu 4,87, et HSBC Holdings de 6 points à 701.

VALEURS	Cours du 13 sept.	Cours du 14 sept.
Alcatel	5,90	5,90
AT&T	3,83	3,83
Banque	2,91	2,91
Chemin de fer	4,08	4,08
De Paris de Nantes	6,23	6,23
Electricité	1,29	1,29
Enxet	15,63	15,78
Font	7,01	7,01
General Electric	6,58	6,58
General Motors	10,47	10,36

TOKYO, 15 septembre • Clos

Tous les marchés financiers et boursiers japonais ont fermé, mercredi 15 septembre, en raison de la fête des anciens.

CHANGES

Dollar : 5 587 F 4

Mardi 15 septembre, le franc restait stable au début de séance à 3 487 francs pour un deutschemark contre 3 481 francs mardi soir, sur un marché calme. Quant au dollar, il dénotait une faible nervosité, le marché restant encore sous la confiance à l'économie américaine. Face au franc, le billet vert glissait à la mi-journée à 5 570 francs à la mi-journée contre 5 603 francs mardi soir.

FRANCOFORT 14 sept. 14 sept.
Dollar (en DM) 1 489
Dollar (en DM) 14 sept. 14 sept.
Tokyo (en yen) 16,75 16,47

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (15 sept.) 7 316 % 7 316 %
New-York (14 sept.) 3 %

BOURSES

	13 sept.	14 sept.
SBF, base 100 : 31-12-81		
Indice global CAC	322,89	325,41
SBF, base 1000 : 31-12-87		
Indice CAC 40	2 119,07	2 134,14
NEW-YORK (indice Dow Jones)		
Indice	3 615,76	3 615,76
LONDRES (indice Financial Times)		
100 valeurs	3 024,88	3 028
30 valeurs	2 354,70	2 354,10
Mines d'or	151,39	145,49
Fonds d'Etat	182,86	182,34
FRANCOFORT		
Dax	1 672,57	1 688,57
TOKYO		
Nikkei Dow Jones	20 947,79	Clos
Indice global	1 688,33	Clos

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURES COMPTANT	COURES TERME TROIS MOIS
\$ E-U	5,600	5,600
Yen (100)	5,600	5,600
Yen	5,600	5,600
Yen	5,600	5,600
Yen	5,600	5,600
Yen	5,600	5,600
Yen	5,600	5,600
Yen	5,600	5,600
Yen	5,600	5,600
Yen	5,600	5,600

TAUX D'INTERET DES EUROMONNAIES

	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
\$ E-U	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Yen (100)	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Yen	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Yen	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Yen	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Yen	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Yen	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Yen	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Yen	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Yen	3 1/8	3 1/8	3 1/8

Ces courbes indicatives, pratiquées sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiquées en fin de journée par la salle des marchés de la BNP.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206-806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Tél. : 261-311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter de
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cusi
Membres du comité de direction :
Jacques Guiz
Isabelle Taubid
15-17, rue de Colonne-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206-806F
Le Monde et de l'Union de la Presse de France

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Représentations sur les microfilms
et autres supports (1) 40-65-25-33

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composant 36-15 - Taper LEMONDE
Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	798 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 898 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINUIT : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (USPS) is published daily for \$ 8.00 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1515 Avenue of the Americas, New York, N.Y. 10105 - 1511.
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 2963 USA
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Liquidation : 23 septembre
Taux de report : 7,25

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : -1,42 % (2103,88)

VALEURS				Règlement mensuel				VALEURS			
Dénomination (compagnie)	Cours précéd.	Dénomination compagnie	% +/-	Dénomination (compagnie)	Cours précéd.	Dénomination compagnie	% +/-	Dénomination (compagnie)	Cours précéd.	Dénomination compagnie	% +/-
81/05/05	5030	5950	+1,36	81/05/05	5030	5950	+1,36	81/05/05	5030	5950	+1,36
30/05/05	1804	1912	+2,03	30/05/05	1804	1912	+2,03	30/05/05	1804	1912	+2,03
22/05/05	2210	2210	0,00	22/05/05	2210	2210	0,00	22/05/05	2210	2210	0,00
01/05/05	2110	2110	0,00	01/05/05	2110	2110	0,00	01/05/05	2110	2110	0,00
15/05/05	1130	1130	-1,34	15/05/05	1130	1130	-1,34	15/05/05	1130	1130	-1,34
01/05/05	1020	1020	0,00	01/05/05	1020	1020	0,00	01/05/05	1020	1020	0,00
01/05/05	865	865	0,00	01/05/05	865	865	0,00	01/05/05	865	865	0,00
01/05/05	210	210	-0,48	01/05/05	210	210	-0,48	01/05/05	210	210	-0,48
01/05/05	230	230	-1,49	01/05/05	230	230	-1,49	01/05/05	230	230	-1,49
01/05/05	220	220	-3,23	01/05/05	220	220	-3,23	01/05/05	220	220	-3,23
01/05/05	353	353	-2,04	01/05/05	353	353	-2,04	01/05/05	353	353	-2,04
01/05/05	150	150	-1,29	01/05/05	150	150	-1,29	01/05/05	150	150	-1,29
01/05/05	50	50	+5,39	01/05/05	50	50	+5,39	01/05/05	50	50	+5,39
01/05/05	170	170	+1,62	01/05/05	170	170	+1,62	01/05/05	170	170	+1,62
01/05/05	260	260	-1,93	01/05/05	260	260	-1,93	01/05/05	260	260	-1,93
01/05/05	150	150	-1,30	01/05/05	150	150	-1,30	01/05/05	150	150	-1,30
01/05/05	850	850	0,00	01/05/05	850	850	0,00	01/05/05	850	850	0,00
01/05/05	120	120	+8,41	01/05/05	120	120	+8,41	01/05/05	120	120	+8,41
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	130	130	-0,57	01/05/05	130	130	-0,57	01/05/05	130	130	-0,57
01/05/05	140	140	-0,71	01/05/05	140	140	-0,71	01/05/05	140	140	-0,71
01/05/05	50	50	-0,36	01/05/05	50	50	-0,36	01/05/05	50	50	-0,36
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00
01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00	01/05/05	100	100	-0,00

Sicav (selection) **14 septembre**

[illegible]

Hors-cote (selection)

[illegible]

Second marché (sélection)

[illegible]**Matif** (Marché à terme international de France)

<p>NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 144800</p>	<p>CAC 40 A TERME Volume : 16649</p>
---	--

PUBLICITÉ

**PUBLICITE
FINANCIERE**
☎ 45-62-72-57

INSUEL (1)

සාප්තය : දසරත්න 1988

SYMBOLS

B = Bordeaux U = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

176 MINS		176 MINS	
Down	Up	Down	Up
1	1	1	1
2	2	2	2
3	3	3	3
4	4	4	4
5	5	5	5
6	6	6	6
7	7	7	7
8	8	8	8
9	9	9	9
10	10	10	10
11	11	11	11
12	12	12	12
13	13	13	13
14	14	14	14
15	15	15	15
16	16	16	16
17	17	17	17
18	18	18	18
19	19	19	19
20	20	20	20
21	21	21	21
22	22	22	22
23	23	23	23
24	24	24	24
25	25	25	25
26	26	26	26
27	27	27	27
28	28	28	28
29	29	29	29
30	30	30	30
31	31	31	31
32	32	32	32
33	33	33	33
34	34	34	34
35	35	35	35
36	36	36	36
37	37	37	37
38	38	38	38
39	39	39	39
40	40	40	40
41	41	41	41
42	42	42	42
43	43	43	43
44	44	44	44
45	45	45	45
46	46	46	46
47	47	47	47
48	48	48	48
49	49	49	49
50	50	50	50
51	51	51	51
52	52	52	52
53	53	53	53
54	54	54	54
55	55	55	55
56	56	56	56
57	57	57	57
58	58	58	58
59	59	59	59
60	60	60	60
61	61	61	61
62	62	62	62
63	63	63	63
64	64	64	64
65	65	65	65
66	66	66	66
67	67	67	67
68	68	68	68
69	69	69	69
70	70	70	70
71	71	71	71
72	72	72	72
73	73	73	73
74	74	74	74
75	75	75	75
76	76	76	76
77	77	77	77
78	78	78	78
79	79	79	79
80	80	80	80
81	81	81	81
82	82	82	82
83	83	83	83
84	84	84	84
85	85	85	85
86	86	86	86
87	87	87	87
88	88	88	88
89	89	89	89
90	90	90	90
91	91	91	91
92	92	92	92
93	93	93	93
94	94	94	94
95	95	95	95
96	96	96	96
97	97	97	97
98	98	98	98
99	99	99	99
100	100	100	100

...indicated, ...

AS - 70000-000000

... ..

ÉCHECS

Quatrième partie du championnat du monde

Kasparov, goulou lucide

Garry Kasparov est devenu célèbre pour la justesse de ses sacrifices. Il est aussi passé maître dans l'art difficile de les accepter ou de les refuser au bon moment, comme il l'a montré mardi 14 septembre avec les noirs, dans la quatrième partie du championnat du monde qui se déroule à Londres. En choisissant la variante du « pion empoisonné » — où le reine noir « mange » le pion b2 tandis que les blancs en profitent pour se développer et attaquer la souveraine exposée —, le tenant du titre débutait la rencontre avec appétit.

An 16^e coup, Nigel Short lui offrait un deuxième pion qu'il devait aussitôt goulonner. L'Anglais, qui donnait parfois l'impression de ne pas trop savoir quoi jouer, restait timide en attaque. Kasparov montrait à son tour qu'il pouvait lui aussi faire des « cadeaux » — en sacrifiant la qualité au 21^e coup —, à condition d'en tirer un bénéfice. Avec deux coups de pions (25... h3 et 26... d5), le Russe lançait la contre-attaque. Lucide, et non insatiable, il se payait même le luxe de refuser de croquer une pièce, un cavalier aussi empoisonné que le cheval de Troie (28... c3).

Short lançait bien quelques dernières piques, mais Kasparov, qui avait vu très loin, maîtrisait la situation et l'Anglais devait abandonner après le 40^e coup, obligé d'échanger les dames et de se retrouver, à très court terme, avec un pion contre trois à son adversaire.

Après quatre parties, Kasparov

compte déjà trois points d'avance (3,5-0,5) et adopte un régime de croisière tandis que Short semble toujours ruminer les occasions gâchées des premières et deuxième rencontres. Prochaine confrontation jeudi 16 septembre.

Par ailleurs, dans la sixième partie du championnat du monde s'opposent qui se déroule aux Pays-Bas, Kasparov, avec les blancs, a battu Timman et même désormais au score 3,5 à 2,5.

Blancs : SHORT
Noirs : KASPAROV
Quatrième partie
Début de la partie

1. e4	e5	22. f4 (R3)	b4 (R3)
2. d3	d6	23. Rf3	Rf6
3. f4	c4	24. f5	Rg7
4. c4	c5	25. e4	Rf6
5. c3	d5	26. e5	Rg7
6. f5	e6	27. Rf3 (R3)	Rf6 (R3)
7. f4	d6	28. Td3	Rf6
8. Rf3	d5	29. Td3	Rf6
9. c3	d4	30. d5 (R3)	Rf6 (R3)
10. f6	d3	31. Td3	Rf6
11. f5	c4	32. d6	Rf6
12. e4	Rf7	33. f6	Rf6
13. Rf3	Rf6	34. e4	Rf6
14. Ch (19)	Td3 (59)	35. g5	Rf6
15. c3	d4	36. d5	Rf6
16. e3	d5	37. d3	Rf6
17. Rf3	d4	38. e5	Rf6
18. c4	Td3	39. d4	Rf6
19. Ch (54)	d3 (74)	40. g6	Rf6
20. Td3 (64)	d4 (84)	Ahead.	
21. c4	Td3		

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

CULTURE

L'avenir de la Bibliothèque nationale de France

M. Toubon estime que rien ne justifie les craintes du personnel de la BNF

Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, dans une lettre adressée à Dominique Jamet, président de l'Établissement public, se dit « surpris d'apprendre par la presse l'existence d'une lettre ouverte que [lui] aurait envoyée le personnel de l'établissement public de la Bibliothèque de France ». Dans une lettre ouverte au ministre rendue publique le 10 septembre, les personnels faisaient part de leur inquiétude, notamment sur les modalités de leur fusion avec la Bibliothèque nationale (le Monde du 15 septembre). « Rien ne semble, à ce stade, justifier de telles craintes », écrit le ministre, et l'établissement public dispose de tous les éléments lui permettant d'assurer une communication sereine sur tous les aspects de ces discussions.

« Pour ce qui concerne la situation des personnels et la mise au point du statut du futur établissement, la mission confiée à Philippe Bédal se déroule selon le calendrier prévu », indique également le ministre, qui conclut : « Sur le fond du projet lui-même, rien n'autorise à considérer que seraient remises en cause les directives retenues par le gouvernement sur ma proposition du 21 juillet. »

o Mort du guitariste de jazz Steve Jordan. — Le guitariste de jazz Steve Jordan est mort lundi 13 septembre, d'une défaillance cardiaque à Alexandria (Virginie). Il était âgé de soixante-quatorze ans. Steve Jordan avait joué aux côtés du claviériste Artie Shaw entre 1941 et 1942, avant de rejoindre l'orchestre de la Navy entre 1942 et 1945. Il avait également été le partenaire du clarinetiste, saxophoniste et chef d'orchestre Benny Goodman de 1953 à 1956.

o La collection Marlene Dietrich rachetée pour la Cinémathèque de Berlin. — La fille de Marlene Dietrich, Maria Riva, et le sénateur de Berlin chargé de la culture, Ulrich Roloff-Mömm, ont annoncé, mardi 14 septembre, à New-York, que la ville de Berlin avait racheté pour 5 millions de dollars la collection Marlene Dietrich pour sa cinémathèque. Cette collection se compose de près de cent mille objets (costumes, vêtements, dix mille photographies, lettres intimes, etc.) qui retracent les soixante-dix ans de carrière de l'actrice américaine — née à Berlin en 1901. Ces pièces devaient être exposées dans le musée de la Cinémathèque de Berlin. — (AFP)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6128

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Laissez sans connaissances. — II. Produit qui rend comme de l'argent. — III. Incommodat par des odeurs. — IV. Bahut anglais. Peut marquer le coup. — V. Dans une main où il n'y a pas de poil. — VI. Endroit où il peut ne plus y avoir aucun charme. — VII. Coute à l'étranger. Prie parmi les appelés. — VIII. Dans le Nord, se détend. — IX. Entra dans le jeu. Spectacle. — X. N'est plus entendue par celui qui démontagne. Qui participe. — XI. D'un auxiliaire. Gris, pour un cap.

VERTICALEMENT

1. Quand il y en a, ce n'est pas lui. Quand on le pique, ça explose. — 2. Peut être une grosse blonde. Symbole. — 3. See boules fort les yeux. Coups dans un art. — 4. Un endroit agréable. Pris par un marin. — 5. Avert l'heure. Perfois trouvé à la fontaine. — 6. Est abattu par la bourrasque. A des homonymes. — 7. Qui ne parle pas sérieusement. Parfois menacée par une épée. — 8. Abréviature. Sans dessous dessus. Quand elle est sèche, on ne crache pas.

Solution du problème n° 6127

Horizontalement
I. Meilleurs. — II. Orgueil. — III. Nil. Préau. — IV. Dés. Temps. — V. Té. Aa. — VI. Col. Md. — VII. Hemburgar. — VIII. Eloi. Gré. — IX. Râ. Anée. — X. Sissonnes. — XI. Est. Etuve.

Verticalement
1. Monde. Herse. — 2. Éri. Caleis. — 3. Igl. Omo. St. — 4. Lu. Tibias. — 5. Lept. Noé. — 6. Ére. Argent. — 7. Uilém. Grenu. — 8. Apamée. EV. — 9. Sous. Dressé.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

Pablo
à la joie d'annoncer la naissance de
Lola,
le vendredi 23 juillet 1993.

Jean-Charles et Véronique
SANCHEZ-MARCO,
20, rue Maître-Albert,
75003 Paris.

Anniversaires de naissance

— Un an déjà !
Carine et Pascal BRASSART,
la famille et les amis,
sont heureux de fêter le premier anniversaire de leur petit

Raffaël,
le 16 septembre 1993.

Mariages

Nathalie COURGIBET
et
William BOURDON

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré dans l'intimité le samedi 11 septembre 1993.

28, rue du Temple,
75003 Paris.

Décès

— Le Centre culturel Calouste Gulbenkian (Portugal)
à la tristesse de faire part de la mort de son président,

José Henrique
de AZEREDO FERDINAND,
survenue à Lisbonne, le 10 septembre 1993, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Une messe sera célébrée à son intention à Paris, le vendredi 17 septembre, à 18 h 30, en l'église Saint-Hippolyte d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.

Centre culturel Calouste Gulbenkian (Portugal),
31, avenue d'Iéna,
75116 Paris.

— M. Jean-Baptiste Besse, son épouse,
M. Jean-François Besse,
M^{me} Anne-Marie Besse,
ses enfants,
Sophie, Emilie, Marie-Julie Besse,
ses petites-filles,
ses neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces,
Et toute la famille,
ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Léontine BESSE,
née Nivet,
survenue le 12 septembre 1993, dans sa quatre-vingt-dixième année, à Paris.

Priez pour elle.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 septembre, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place Sainte-Geneviève, Paris-6^e, où l'on se réunira, à 8 h 30.

Un deuxième service religieux aura lieu le même jour à 16 h 30, à Lagrange (Cortez), suivi de l'inhumation dans le caveau de famille.

48, rue du la Manlagne-Sainte-Genève,
75003 Paris.

— M^{me} Laure Coste,
M. et M^{me} Bernard et Lydia Dubouché,
et leur fils Michel,
M^{me} Hélène Coste,
ses sœurs, beaux-frères et neveux,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Yves COSTEA,
survenue à Paris, le 7 septembre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 septembre, à 10 h 30, en la chapelle du cimetière du Père-Lachaise et sera suivie, selon la volonté du défunt, de l'inhumation au crématorium.

Rue Saint-Florentin,
75008 Paris.
Calemberg (Pays-Bas).

— M^{me} Pierre Bouillot,
son épouse,
M. et M^{me} André Ripert,
M^{me} Isabelle Bouillot,
ses enfants,
Anne-Léonor, Gaëlle et Mahant Ripert,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BOUILLOT,
ancien élève de l'École polytechnique,
promotion 1931,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenue le 14 septembre 1993, à Paris, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Le service religieux sera célébré le vendredi 17 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, 1, place du Président-Mithouard, Paris-7^e.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

10, boulevard de Pont-Royal,
75003 Paris.
5, rue d'Estimé,
75007 Paris.
42, rue Henri-Barbousse,
75005 Paris.

— Gladys Marrache,
Michèle Dahan,
Leurs conjoints,
Leurs enfants,
Simon Lévy,
Rebecca Lévy,
Daniel Lévy,
Samuel Lévy,
Léa Boucheton,
Marie Lévy,
Leurs conjoints,
Leurs enfants,
Leurs petits-enfants,
Les familles Lévy et Dahan,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne DAHAN,
née Hanna Lévy,
survenue le 14 septembre 1993, à l'âge de soixante-neuf ans.

Les obsèques et l'inhumation auront lieu le mercredi 15 septembre, à 14 h 30, au cimetière de Valenton, Créteil (Val-de-Marne).

Ni fleurs ni couronnes.

80, rue J.-B.-Champeval,
94000 Créteil.

— M. Charles DUPUIS,
trésorier payeur général honoraire,
écrivain,
officier de la Légion d'honneur,
F.R. du G. O. O. D. F. F.,
et du O. C. D. R. (39),
passé à l'Or. A. E. le 8 septembre 1993 T. A. V.

Estimant valables les cérémonies qu'il n'aura pas pu voir et les condoléances qu'il n'aurait pu ni lire ni entendre, il a seulement souhaité avant de mourir que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé gardent son souvenir indissolublement lié à celui de sa très chère épouse,

M^{me} Alice DUPUIS-AGNERAY,
décédée le 8 août 1988.

L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Saint-Ouen.

— M. et M^{me} Michel Laisney,
M^{me} Jeanne Laisney,
M. et M^{me} Paul Bossu,
M^{me} Anne Bossu,
Les familles Aubril, Godia,
Ainsi que ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Fernand LAISNEY,
survenue le 14 septembre 1993, à Caen, dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'an revoir aura lieu le lundi 20 septembre, à 15 h 15, au crématorium de Caen, rue de l'Abbaye-d'Ardennes.

Rue Saint-Florentin,
75008 Paris.
Calemberg (Pays-Bas).

— M^{me} Marie-Thérèse Gallard,
Les familles Gallard, Salvan, Naika,
Izard,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul GALLARD,
le 12 septembre 1993.

Les obsèques auront lieu vendredi 17 septembre, à 15 h 30, en l'église de Saint-Pierre-Montmartre (Seine-et-Marne).

M^{me} Marguerite LEMAIRE,
née Petit,
s'est éteinte paisiblement le 12 septembre 1993, à son domicile, en sa quatre-vingt-dixième année.

Le service religieux a eu lieu à Versailles, dans la plus stricte intimité.

De la part de ses enfants,
Le professeur Jean G. Lemaire et M^{me} née Evelynne Arnaud,
Le docteur Georges Lemaire et M^{me} née Anne-Marie Croquison,
De ses petits-enfants,
Xavier, Thierry, Hervé, Blandine, Éric, Patrick, Claire, Stéphane, Nathalie.

Et leurs conjoints,
Et de ses arrière-petits-enfants,

4, avenue Douglas-Haig,
78000 Versailles.

— M. Michel Farman,
M. et M^{me} Pierre Fayot,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de leur père, frère et grand-père,

M. René LUCIEN,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand-croix
de l'Ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
président d'honneur
de la société Messier-Bugatti,
survenue dans sa quatre-vingt-quatrième année, le 12 septembre 1993.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Ferdinand de Neuilly, le lundi 20 septembre, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

11, square Jemini,
75016 Paris.

— Dodie Malandra,
née Yencosse,
son épouse,
Marie-José,
sa fille,
Cécile Yencosse,
sa belle-mère,
font part du décès de

Mario MALANDRA,
ingénieur de l'École centrale,
survenue le 12 septembre 1993, en son domicile.

Les obsèques religieuses et l'inhumation, en cimetière du Montparnasse, auront lieu le vendredi 17 septembre, dans la plus stricte intimité.

37, rue de Montaigne,
78240 Chambourcy.

— Ande, Terence, Vietnair et Romain Michel-Ménière,
Cyril et Jérôme Thibaud,
M^{me} Noëlle Grimbart,
M^{me} Martine Grimbart,
M^{me} Frédérique Grimbart-Touré,
M. Salvador-Michel,
Les familles Ménière de Schacken,
Petrieve, Grimbart, Michel-Ménière,
Touré,
Et leurs amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Armel et Lydia
MICHEL-MÉNIÈRE,
le lundi 6 septembre 1993, en Italie.

Maryse MICHEL-MÉNIÈRE
le lundi 30 août, à Bando (Var).

Les obsèques religieuses de

M. Armel MICHEL-MÉNIÈRE
seront célébrées en l'église Saint-Germain-Auxerrois, 2, place du Louvre, Paris-1^{er}, le jeudi 16 septembre, à 16 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans la sépulture de famille.

— Le docteur Danièle Stern-Palmerie,
son épouse,
M^{me} Catherine Palmerie et M. Eric Masquelier,
M. Thierry Palmerie et M^{me} Martine Guignard,
M. Jean-Paul Palmerie,
M^{me} Yveline Palmerie,
ses enfants,
Francis, Karine, Jennifer et Barbara,
ses petits-enfants,
M^{me} veuve René Palmerie,
sa mère,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude PALMERIE,
survenue le 13 septembre 1993, à Athies-Mons (Essonne), à l'âge de soixante-trois ans.

— Nous apprenons avec tristesse le décès de

Paul RAOUX,
officier de la Légion d'honneur,
inhumé religieusement dans le caveau de famille, à Soissonsman (Loiret).

Il fut le premier sous-préfet de Rambouillet en 1944, quand le département s'appelait Seine-et-Oise. Il termina sa carrière à Paris. Très discret, efficace, toujours disponible pour rendre service, son affabilité souriante était appréciée de tous.

Aujourd'hui, tous ceux qui l'ont connu regretteront avec peine sa disparition.

— Montpellier.

M^{me} le professeur Jean-Louis Viala,
Vallée, Bernard Torres
et leurs enfants,
Pascal, Germain Montagner,
Jean-Christophe Viala,
ses enfants,
M^{me} René Viala,
sa mère,
Le docteur et M^{me} Marc Jaulmes,
M. et M^{me} Philippe Viala,
M. et M^{me} Eric Edel,
font part du décès de

M. le professeur
Jean-Louis VIALA,
survenue le 14 septembre 1993.

La cérémonie religieuse aura lieu au temple de l'Eglise réformée, 25, rue Maguelonne, à Montpellier, le jeudi 16 septembre, à 14 h 15.

L'inhumation se fera dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.

Remerciements

— Jean, Claude et Marianne Perraudin, très touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de leur père,

M. Paul PERRAUDIN,
vous prient de trouver ici l'expression de leurs très sincères remerciements.

Anniversaires

— Il y a dix ans, le 16 septembre 1983,

Martin SPINGA,
HEC 76,
ENA 83,
nous quittait à l'âge de vingt-neuf ans.

Jacqueline, Nicole et Benoît Spinga.

101, rue de Vaugrand,
75006 Paris.

— Aujourd'hui, des amis de

Martin SPINGA

invitent ceux qui l'ont connu et aimé à les aider à rassembler des éléments évoquant son souvenir.

Dominique Fano,
18, rue du Docteur-Germain-Sée,
75016 Paris.

Communications diverses

ASSOCIATION DIDIER-SEUX
santé mentale et sida

Sixième colloque national. Pratiques psy dans le cadre de la maladie à VIH, le vendredi 8 octobre 1993, de 9 heures à 18 heures, FIAP, 30, rue Cabanis 75014 Paris.

Argumentaire des ateliers. Ateliers de travail :

1. Institutions et patients porteurs du VIH ;

2. Relation duelle, relation plurielle ;

3. Psychanalyse et VIH.

Renseignements et inscriptions : Secrétariat, 6, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris. Tél. : 45-49-26-78, télécopie : 45-49-07-77.

Soutenances de thèses

« La sociologie française entre Auguste Comte et Emile Durkheim », par Yamashita Masayuki, sous la direction du Raymond Boudon, le 16 septembre 1993, à 14 h 30, à la Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, Paris-5^e, salle des Actes, centre administratif.

Réceptions

Pour son anniversaire,

Marcelle Claire CHAPPY

recevra le 17 septembre 1993, de 17 heures à 20 heures.

DU 16 AU 19 SEPTEMBRE 1993
COUVERT DES CORDELIERS
IS RUE DE L'ÉCOLE
DE MÉDECINE
75006 PARIS
ENTRÉE GRATUITE
DE 10 HEURES 30
À 19 HEURES.

SALON DE LA
BIBLIOPHILIE
ORGANISÉ PAR LE GIPPE
45 32 12 75

MÉTÉOROLOGIE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

MÉTÉO FRANCE

Pour la première fois depuis la chute des régimes communistes

La Hongrie et la Roumanie amorcent un dialogue officiel sur les minorités et la stabilité des frontières

La réconciliation n'est pas encore à l'ordre du jour, mais une étape importante est franchie. Pour la première fois depuis la chute des régimes communistes en Hongrie et en Roumanie, les ministres des affaires étrangères de ces deux pays voisins se rencontrent, mercredi 15 septembre, à Bucarest. La durée - quatre jours - de la visite officielle du ministre hongrois Géza Jeszenszky est aussi inhabituelle que la rencontre elle-même. Venant après trois années de tergiversations, elle illustre à la fois la portée de l'événement et la pesanteur du contentieux hungaro-roumain.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Le ministre roumain Teodor Melescanu a déjà vu son homologue hongrois à plusieurs reprises, mais toujours en marge de conférences internationales, et cette rencontre marque la fin d'un tabou entre deux États condamnés à s'entendre, ou du moins à se parler. C'est « un nouveau départ » pour les relations hungaro-roumaines, insiste M. Melescanu. Mais l'enjeu dépasse le cadre strictement bilatéral, dans la mesure où les tensions entre Budapest et Bucarest se rapportent à deux problèmes des plus sensibles de l'Europe post-communiste : la stabilité des frontières et le statut des minorités - en l'occurrence celui des quelque 1,5 à 2 millions Roumains de souche magyare, qui représentent entre 7 % et 10 % de la population. C'est aussi un test de « bonne conduite » pour ces deux pays qui aspirent à rejoindre le giron européen.

Deux facteurs ont contribué à débloquer l'impasse diplomatique entre Budapest et Bucarest. La nomination aux affaires étrangères, l'an dernier, de M. Melescanu, un « pragmatique », qui a été expressément chargé de remédier à la mauvaise image de marque de la Roumanie. Et la volonté de ce pays de ne pas manquer son entrée dans le processus d'intégration européenne, dont la première étape se jouera le 28 septembre à Strasbourg, lorsque le Conseil de l'Europe statuera sur sa demande d'adhésion.

Le chemin vers l'Europe

Cette adhésion paraît, d'ores et déjà, acquise. Mais à l'approche de cette échéance, la Roumanie veut à tout prix éviter un nouveau bras de fer diplomatique dommageable avec la Hongrie, à l'image du récent conflit entre Budapest et Bratislava au moment du vote sur l'entrée de la Slovaquie au Conseil de l'Europe. Car Bucarest sait que son « chemin vers l'Europe » passe par une détente hungaro-roumaine.

Depuis le début de l'année, des signes d'apaisement se sont multipliés pour tenter de dissiper le climat de méfiance provoqué, notamment, par les affrontements sanglants de Tigris-Mures en mars 1990. M. Melescanu a reçu Béla Merkó, le président de l'Union démocratique des Magyars de Roumanie (RMDSz), un geste impensable il y a encore peu de temps. Le gouvernement de Bucarest a également créé un Conseil national des minorités, au pouvoir consultatif. De son côté, le RMDSz a mangia-lisé pendant son congrès de janvier l'aile radicale de l'évêque Laszlo Tökés, mettant ce velleux les revendications d'autonomie territoriale perçues par Bucarest comme du séparatisme.

La coopération militaire, économique et culturelle entre les deux pays s'est aussi nettement améliorée depuis le changement de régime, mais la prudence est toujours de mise sur la portée de la rencontre Jeszenszky-Melescanu et sur la perspective d'une normalisation prochaine des rapports entre Budapest et Bucarest. Un traité bilatéral est boudé à 80 %, mais bute sur deux questions de principe incontournables. Bucarest ne veut pas entendre parler de « droits collectifs » pour les minorités et insiste sur « un engagement très clair spécifiant que la Hongrie et la Roumanie n'ont pas de prétentions territoriales l'une par rapport à l'autre », souligne M. Melescanu. Réponse du porte-parole du ministère magyar des affaires étrangères Janos Herman :

« La Hongrie ne s'oppose pas à une formule sur les frontières tant qu'il en existera aussi une sur les droits collectifs des minorités ».

En apparence, c'est donc toujours un dialogue de sourds, mais l'essentiel, à ce stade, est qu'un échange officiel soit amorcé. La suite du processus dépendra en grande partie du soutien politique dont disposera Teodor Melescanu, un Transylvain d'origine, dont l'avenir, dit-on à Bucarest, est directement lié au succès du dialogue hungaro-roumain. « Géza Jeszenszky et moi-même avons l'énorme tâche de donner un bon signal, affirme M. Melescanu. Or, notre rencontre est une aubaine pour les farces nationalistes de nos deux pays ».

YVES-MICHEL RIOLS

Sur le second marché boursier

Le Crédit lyonnais met en vente un tiers de l'Union des assurances fédérales

Le Crédit lyonnais va mettre sur le marché un tiers du capital de sa filiale l'Union des assurances fédérales, opération qui devrait lui permettre de dégager environ 1,5 milliard de francs de plus-values, a indiqué la banque, mardi 14 septembre. Cette plus-value sera intégrée dans les comptes du groupe dès que l'affaire publique de vente sera effective, c'est-à-dire dans les prochains mois. L'objectif est de réaliser l'opération d'ici la fin de l'année 1993, a souligné Michel Renault, directeur adjoint de la banque. La cession sur le second marché de la Bourse de Paris de 33 % du groupe l'Union des assurances fédérales, filiale à 100 % du Crédit lyonnais, prendra la forme d'une augmentation de capital de 500 à 750 millions de francs et simultanément d'une offre publique de vente, a indiqué Michel Cedelle, directeur central de la ges-

tio financière de la banque. Selon les premières estimations, la valorisation de cette compagnie d'assurances, une des vingt premières sur le marché français et la dixième dans l'assurance-vie, est d'environ 5 milliards de francs.

Le résultat de ce groupe d'assurances s'est élevé en 1992 à 368 millions de francs et devrait progresser de 10 % en 1993, selon Daniel Gonzales, président de l'Union des assurances fédérales. En 1992, les primes en assurance-vie se sont élevées à 8,45 milliards de francs et celles récoltées dans l'assurance-dommages à 955 millions. Quatre filiales sont présentes dans le groupe : les Assurances fédérales Vie, la Médicale de France IARD (qui assure près d'un tiers des professionnels de la santé), les Assurances fédérales IARD et l'Assurance mutuelle fédérale.

Les échéances européennes vues des Pays-Bas

« Plutôt la banque que l'homme »

« Plutôt la banque que l'homme », a déclaré mardi 14 septembre le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, faisant allusion à la future banque centrale européenne dont les Pays-Bas briguent le siège, et au désir qu'on lui prête de succéder à Jacques Delors à la présidence de la Commission de Bruxelles.

M. Lubbers répondait à un parlementaire qui venait de suggérer malicieusement que « les Pays-Bas appuient une candidature allemande à la présidence

de la Commission en échange du soutien de l'Allemagne pour la désignation d'Amsterdam comme siège de la future banque européenne ».

Arborant la moue des jours où il est piqué au vif, l'interpellé a répondu qu'il avait déjà fait une proposition de ce genre au chancelier Kohl et expliqué que la « désignation d'Amsterdam reste la priorité des Pays-Bas ». « Tout le reste est, par rapport à cela, sans importance », a précisé M. Lubbers. - (Corresp.)

Lors des obsèques de huit de ses partisans

Le Hezbollah a rassemblé près de 100 000 personnes à Beyrouth

BEYROUTH

de notre correspondant

Les obsèques de sept partisans du Hezbollah tués la veille à Beyrouth, lors d'une manifestation contre l'accord israélo-palestinien, ont rassemblé, mardi 14 septembre, environ 100 000 personnes dans la capitale libanaise, tandis qu'un poste de garde-mairie était saqué à Baalbek et que le leader du Hezbollah, cheikh Hassan Nasrallah, réclamait au Parlement le renversement du gouvernement de M. Rafic Hariri.

Toutefois l'émotion soulevée par la

répression de la manifestation de Beyrouth, qui avait été interdite, n'aura vraisemblablement que des suites relativement mineures. Il faut y voir les effets de la politique syrienne empêchant, ou du moins limitant, les débordements en Liban. Le premier ministre syrien, Mahmoud Zohbi, était d'ailleurs attendu, mercredi à Beyrouth, à la tête d'une importante délégation. La venue était certes prévue avant les derniers incidents, mais son maintien, dans les circonstances actuelles, est significatif.

LUCIEN GEORGE

Une manifestation à Paris pour soutenir l'accord de Washington

Rue de la Paix

Peu de mots, beaucoup de gaîté. Comme si leurs aînés avaient tout dit, les quelque trois cents personnes, en majorité très jeunes, qui ont répondu, mardi 14 septembre, à l'appel de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), en se rendant place de l'Opéra à Paris, pour apporter leur soutien à l'accord de paix au Proche-Orient, avaient moins envie de discours que de symboles.

Symbole d'une tribune dressée face au Café et à la rue de la Paix, qui a vu défiler, à la hâte, Jean Kahn, président du Conseil repré-

sentatif des institutions juives de France (CRIF), Avezki Dahmani, président de France-Plus, Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, ou encore l'écrivain Martin Gury. Symbole encore, dans le public, de drapeaux israéliens mêlés à la discrète bannière des étudiants palestiniens. Symbole toujours, d'un lâcher de colombes dans la grisaille parisienne. Et qu'importe la pluie et le froid, puisque, même à cela, Rita Zaraf donnait une explication optimiste : « Dieu est tellement heureux ce soir qu'il en pleure de joie... »

P. R.-D.

Crise au Tchad entre la présidence et le gouvernement. - Dans une déclaration à la nation, le président Idriss Deby a accusé le premier ministre Fidélmann Mangar, mardi 14 septembre, de « légèreté et d'amateurisme » et a confirmé le suspens du ministre des finances, Robert Royingam. La veille, au cours d'une conférence de presse, M. Mangar avait reproché au président d'avoir engagé « une épreuve de force » avec le gouvernement et de « menacer dangereusement le mécanisme de transition ». -

Amnesty international dénonce des persécutions religieuses en Arabie saoudite. - Amnesty international a rendu public, mardi 14 septembre, un rapport qui dénonce la recrudescence des persécutions religieuses en Arabie saoudite. Selon l'organisation humanitaire, les musulmans chiites - qui représentent 10 % de la population majoritairement sunnite - et les chrétiens font l'objet de discriminations et de persécutions de plus en plus nombreuses depuis le début du Golfe. Ces minorités doivent pratiquer leur religion en secret, au risque d'être surprises par la police religieuse, qui est autorisée à pénétrer dans les domiciles privés. - (AFP)

SOMMAIRE

DÉBATS

Proche-Orient : « Une certaine beauté », par Daniel Sibony ; « Jéricho-sur-Seine », par Malik Boutli, Harlem Désir et Julien Drey ; « Un succès pour les « belles âmes », par Alfred Grosser... 2

ÉTRANGER

La dynamique de paix au Proche-Orient... 3 et 4. MM. Tudjman et Izetbegovic ont élargi un accord de cessez-le-feu... 6. La visite de M. Mitterrand en Corée du Sud... 7. Brésil : les démocrates se multiplient au sein du gouvernement du président Itamar Franco... 9

POLITIQUE

Les centristes formulent des « exigences » sur la loi quinquennale sur l'emploi... 11

COMMUNICATION

Un plan de secours de 50 millions de francs pour soutenir les industries techniques du film... 11. Les actionnaires minoritaires des Dernières Nouvelles d'Alsace étudiant la cession de leurs parts... 11

SOCIÉTÉ

L'UNESCO crée le premier comité international de bioéthique... 12. Le Parlement européen condamne le commerce des organes... 12. Un entretien avec Jean Kahn... 12. Le gouvernement devrait réunir les ministres concernés par le Grand Stade... 14. Peugeot en formule 1 avec un nouveau moteur... 14. Défense : les restructurations militaires marqueront une pause en 1994... 14

ÉDUCATION • CAMPUS

Les fausses querelles de la lecture • Universités en panne de réforme • Les études médicales sous perfusion... 15 et 16

ÉCONOMIE

Retour aux sources pour la CSG... 18. Un entretien avec Bernard Bosson, ministre des transports... 18. Le gouvernement est prêt à renoncer au gel des traitements des fonctionnaires... 18. Les agriculteurs de la Coordination rurale ont bloqué plusieurs axes de circulation menant à Paris... 19. Vie des entreprises... 22

ARTS • SPECTACLES

Les habits neufs du patrimoine : Explorer, protéger, occuper • Les artisans de l'histoire • L'actualité anglaise • La sélection des programmes de la semaine... 27 à 36

Services

Abonnements... 22. Annonces classées... 20 et 21. Automobile... 22. Carnet... 24. Marchés financiers... 22 et 23. Météorologie... 25. Mots croisés... 24. Radio-télévision... 25. La télématique du Monde : 3616 LEMONDE 3616 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 27 à 36

Le numéro du « Monde » daté 15 septembre 1993 a été tiré à 524 993 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » :

Splendeur et misère de Jacques Lacan

Un débat, à l'occasion de la sortie de la biographie du psychanalyste Jacques Lacan (mort en 1981) par Elisabeth Roudinesco : l'analyse de l'œuvre, par Michel Kajman ; le point de vue du psychanalyste André Green ; un entretien avec Judith Miller, la fille de Jacques Lacan. De son côté, Michel Contat a lu les écrits sur la psychanalyse, de Louis Althusser, où il est beaucoup question de Lacan.

Le feuilleton de Pierre Lepape : les romans d'Enk Osaena (Grand Amour) et de Bayon (Haut-fonctionnaire) ; la chronique de François Bott : Parler d'œuvre, de Geneviève Bollème ; la chronique d'histoire de Jean-Pierre Rioux : trois livres sur les rapports de la France coloniale avec l'Orient arabe.



Et aussi à Lafayette Gourmet et Monoprix Lafayette.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

COMME
TOUS LES CLANS,
CELUI DES
MACINTOSH
A SON LANGAGE,
SES HABITUDES
ET SON OUVRAGE
DE RÉFÉRENCE.

SYM Mac

Toutes les nouveautés d'Apple Expo

Newton arrive !

Faut-il crapper pour un correcteur orthographique ?

SVM MAC : LE MAGAZINE PRÉFÉRÉ DES MAC.

SVM MAC : LE MAGAZINE PRÉFÉRÉ DES MAC.

SVM MAC : LE MAGAZINE PRÉFÉRÉ DES MAC.

SVM MAC : LE MAGAZINE PRÉFÉRÉ DES MAC.

هنا امتحان الالهي

ARTS • SPECTACLES

Lors des obsèques de huit de ses partisans
Le Hezbollah a rassemblé près
de 100 000 personnes à Beyrouth

BEYROUTH

de notre correspondant

Les obsèques de sept partisans du Hezbollah tués la veille à Beyrouth, lors d'une manifestation contre l'occupation israélienne, ont rassemblé, mardi 14 septembre, environ 100 000 personnes dans la capitale libanaise, sous un poste de commandement qui était occupé à Haïfa et que le leader du Hezbollah, cheikh Hassan Nasrallah, réclamait au Parlement le renversement du gouvernement de M. Rafic Hariri.

Toujours l'émotion soulevée par la

Une manifestation à Paris pour soutenir l'accord de Wadai

Rue de la Paix

Peu de mots, beaucoup de gaieté. Comme si leurs aînés avaient tout dit, les quelques trois cents manifestants, en majorité très jeunes, ont répondu, mardi 14 septembre, à l'appel de

représentation de la mort. Beyrouth, qui avait été relativement calme ces dernières semaines, a vu les effets de la violence empirer, du fait du limant, les débris de la ville. Le premier ministre libanais, M. Rafic Hariri, était à Haïfa, mercredi à Beyrouth, à la tête d'une importante délégation. La cérémonie prévue avant le déjeuner, mais son déroulement, en raison des circonstances actuelles, a été reporté.

LUCIE E.

Journées
« portes ouvertes »

LES HABITS
NEUFS



JEAN-CLAUDE GAUTHIER

Les Journées « portes ouvertes » du patrimoine fêteront leur 10^e anniversaire les 18 et 19 septembre. La Caisse des monuments historiques, qui pilote la manifestation, attend plus de cinq millions de visiteurs dans les quelque dix mille sites qui seront ouverts au public, souvent exceptionnellement, parfois pour la première fois. A cette occasion, la Caisse a commandé un sondage à l'Institut Louis-Harris sur le thème « Les Français et leur patrimoine historique ». Cette enquête, dont nous publions les principales données, montre un intérêt croissant pour un patrimoine qui se diversifie considérablement. (Lire nos articles pages 28 à 31.)

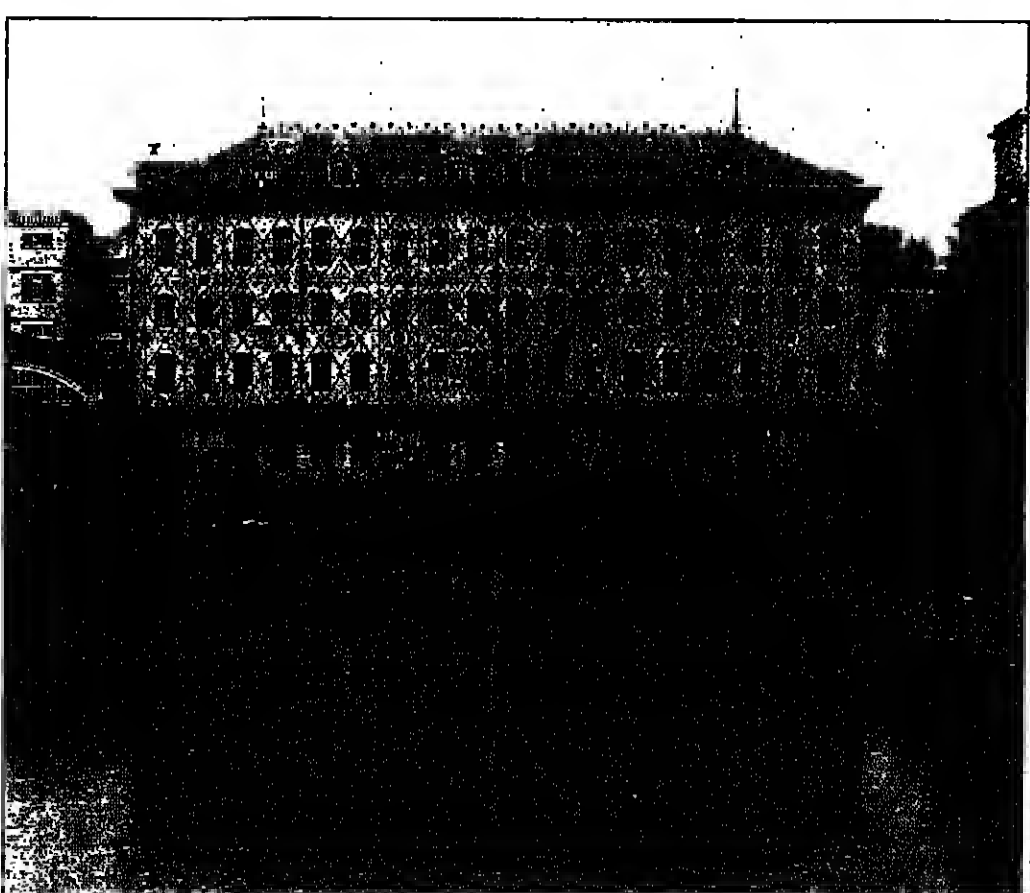
DU PATRIMOINE

« CHAQUE fois que quelqu'un regarde les choses d'une façon un peu nouvelle, les quatre coins du monde ne voient guère à ce qu'il leur montre. Il faut au moins quarante ans pour qu'ils arrivent à distinguer. » Proust, quand il plaçait cette réflexion dans la bouche de la duchesse de Guermantes (Sodome et Gomorhe), péchait par optimisme. Le Palais rose dont il a dû connaître les fastueuses réceptions a été démoli plus de soixante ans après sa construction et les Halles de Baltard avaient largement fêté leur centenaire quand elles ont été abattues. Pourtant, en cette fin de siècle, la notion de patrimoine s'élargit, se diversifie et se renouvelle, si l'on en croit le sondage effectué par l'Institut Louis-Harris (lire pages 28 et 29).

Le drame des Halles, dont le dernier acte s'est joué pendant l'été 1972, a sans doute poussé les pouvoirs publics à regarder d'un autre œil l'héritage du XIX^e siècle. C'est ainsi que, le remord aidant, la gare d'Orsay a été sauvée. A défaut de Baltard, « symbole de l'âge d'or des techniques de construction française » (Mies Van der Rohe), on a épargné, in extremis, l'œuvre de Lalou. Un peu plus tard, on a commencé, avec Michel Guy et Bruno Foucart, à s'intéresser réellement à ce patrimoine méprisé la veille encore. La grande halle de Blois a été classée. Les constructions des architectes de l'école de Nancy ont été protégées alors que l'hôtel élevé par Hector Guimard, rue Raynouard à Paris, avait été livré sans vergogne à la promotion immobilière. Certaines œuvres du XX^e siècle, celles de Le Corbusier, ou de Charreau (la maison de verre, à Paris) ont même été inscrites à l'inventaire des Monuments historiques. Mais ce classement a été facilité parce que les bâtiments étaient signés d'un auteur dont la notoriété avait fini par franchir le cercle étroit des spécialistes. Quand il fallut classer la grande halle élevée en 1927 par Eugène Freyssinet à Reims, la direction du patrimoine s'est mise tout le monde à dos, à commencer par la municipalité de Reims, qui n'a toujours pas avalé la décision. On voit bien qu'il faut plus de quarante ans pour que des formes et des matériaux nouveaux entrent dans les mœurs.

Le sondage note cependant un net renouveau de la vision du patrimoine. La crise, des lendemains qui ne chantent plus guère, un avenir pour le moins brouillé, des préoccupations nouvelles – l'écologie, la protection de l'environnement – incitent sans doute les Français à regarder le passé, même récent, avec un œil plus indulgent. Plus nostalgique aussi. A noter enfin le travail pédagogique entrepris par les pouvoirs publics. A commencer par la direction du patrimoine, sous la houlette de Christian Dupavillon, au sein de l'administration qu'il a dirigée de 1990 à 1993 et auprès des collectivités locales. Enfin la création, en 1983, des zones de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAU) ont donné un nouvel outil à ceux qui voulaient protéger des secteurs urbains particulièrement fragiles.

Mais cet élargissement du champ du patrimoine a aussi ses limites, voire ses dangers. Il n'est pas question pour l'Etat de tout protéger, donc de tout entretenir. Juridiquement, la protection légale équivaut pratiquement à un gel pur et simple. Dans ces conditions, si on classe un musée comme l'Olympia, faut-il exclure les travaux d'aménagements nécessaires à l'exploitation de la salle? Et comment protéger tel type d'habitat social exemplaire sur le plan de l'architecture d'une époque – la Butte-Rouge à Châtenay-Malabry, par exemple – puisqu'il est indispensable aujourd'hui de modifier les normes qui étaient alors appliquées aux logements? Est-il utile de conserver en l'état des bâtiments indus-



Les Halles de Baltard (en haut) ont disparu en août 1972. Le moulin de Noisiel (ci-dessus), chef-d'œuvre de Saulnier (1870), est, lui, désormais protégé.

triels qui ont perdu toutes fonctions? Quant au classement partiel – façades, escaliers, – la mesure est souvent la justification du dépeçage d'un ensemble. La loi, très rigide, devrait pouvoir être appliquée avec plus de souplesse. Pour les administrations chargées de ces dossiers, le juridisme sourcilieux n'est plus de mise. Mais les protecteurs patentés du patrimoine doivent faire preuve d'une sensibilité que leur formation ne contribue pas toujours à développer.

Comment comprendre en effet la notion même de patrimoine? S'agit-il de conserver un bâtiment et de le défendre contre les outrages du temps? S'agit-il, pour le faire vivre, de lui inventer une fonction nouvelle ou, à l'inverse, de maintenir les activités dont il fut jadis le site? Un château vide, une église désaffectée, si beaux et précieux soient-ils, perdent une partie de leur signification. La question du patrimoine industriel est encore plus épineuse. Que peut-on faire des bâtiments légués par le monde industriel d'hier ou d'avant-hier? Certes la Lainière de Rnubaux abrite désormais les Archives du monde du travail. Mais on ne peut pas convertir systématiquement les anciennes usines en centres culturels. Sans doute vaut-il mieux conserver en état de marche un établissement représentatif d'un type d'activité plutôt que deux dizaines de carcasses vides, à l'affectation incertaine.

Cette vaine n'est pas toujours facile à mettre en œuvre. Pour l'entreprise de textile Sidoux, à Saint-Quentin, qui possède encore plusieurs générations de vieux métiers capables de fonctionner, on n'a pas encore trouvé un véritable partenariat permettant une utilis-

tion des lieux compatible avec des enjeux patrimoniaux. En revanche, le dernier pont-transbordeur de France, à Rochefort, est à nouveau utilisable, avec sa nacelle. Et, il y a quelques mois, la direction du patrimoine s'interrogeait, avec les Charbonnages de France, sur la possibilité de maintenir en activité le puits Simm à Forbach, le dernier à fermer, dans notre pays. Il pourrait être chargé de représenter toute la mémoire de la mine. La sauvegarde d'un patrimoine industriel est possible à condition d'appréhender des sélections rigoureuses et de faire preuve, ici plus qu'ailleurs, d'une grande ingéniosité. Depuis trois ans, la direction du patrimoine s'y est employée.

En revanche, une lourde menace pèse actuellement sur le patrimoine rural, pour lequel Jacques Toubon a demandé des mesures particulières. Dans un vieux pays agricole comme le nôtre, c'est près de deux cent mille édifices, sans parler de leur environnement immédiat, qui mériteraient notre attention. Ici la destruction prend la forme de l'abandon ou de la transformation radicale. Il est très délicat de parler de ce sujet avec les agriculteurs, déjà confrontés à une crise sans précédent et qui refusent – à juste titre – d'être réduits au rôle de gardien du musée de leur paysannerie française. Et puis, faut-il absolument protéger une ferme pour la voir devenir un jour résidence secondaire? De cette notion de vie du bâtiment découle la nécessité de prendre en compte le patrimoine mobilier. On s'aperçoit que les meubles sont indispensables à la compréhension des bâtiments qui les abritent. Encore faut-il pouvoir aider les propriétaires à garder ce mobilier in situ. Si deux cent mille objets, propriété de l'Etat ou des collectivités territo-

riales, sont classés, seulement sept mille sont protégés dans le domaine privé. L'une des difficultés étant de faire comprendre que, si on classe un meuble, c'est en raison de sa valeur patrimoniale et non pas muséographique. De plus un bateau classé doit naviguer, une voiture ou un train rouler. Il faut éviter les nécropoles d'objets hors d'usage que sont devenus trop souvent les musées des arts et traditions populaires.

A l'immeuble et au meuble, s'ajoute enfin le « patrimoine immatériel ». Une notion encore très floue, difficile à définir. Pourtant il existe : les savoir-faire, les métiers, le conte, la chanson, sont autant de domaines bico réels et parfois encore très vivants. Comment les maintenir, les protéger? La question n'a pas encore trouvé de réponse. L'éthnologie, à la demande du nouveau ministre de la culture, semble être néanmoins une des préoccupations de la nouvelle direction du patrimoine.

Le patrimoine tend désormais à englober « les legs de l'histoire et les dons du sol, littéraires et paysages, espaces et traditions, dans une même enveloppe rassurante, où l'on respire la chaleur possible de la longue durée », expliquait André Chastel (1). Mais cette extension difficile à maîtriser pose aux pouvoirs publics des problèmes apparemment insolubles, tant sur le plan de la protection que de la pédagogie, du financement, de l'utilisation ou de l'animation. Pourtant cet intérêt renouvelé pourrait se traduire par des retombées positives sur le plan économique. Sans doute faut-il réfléchir à la singularité de sa mise en valeur avant de penser immédiatement aux recettes escomptées. Mais il peut avoir un rôle énorme à jouer demain. Le patrimoine n'est qu'au début de son histoire.

EMMANUEL DE ROUX

(1) « La notion de patrimoine », in Les Lieux de mémoire (tome II, vol. 2), Gallimard.

Dead Can Dance

INTO THE FLYING WHEEL, nouvel album.

Quand la world music abat les frontières et touche à l'université.

En tournée :

- 2 octobre - Rouen
- 3 octobre - Paris Grand Rex, 22h30
- 6 octobre - Lyon



EDIMEDIA



HARJUNGUE-VOLLET

PATRIMOINE

S O N D A G E

Ce n'est pas une révolution, mais une évolution lente et continue : le patrimoine devient une préoccupation française. Il faut comparer ce phénomène à l'écologie, dans notre pays, à l'écologie sous toutes ses formes. Comme l'écologie, le patrimoine recouvre désormais un champ de plus en plus vaste, aux frontières d'ailleurs floues. Comme l'écologie, le patrimoine est un refuge devant l'avenir incertain. Ce n'est pas un hasard si depuis quelques années, les ministres de la culture, de droite ou de gauche, entendent en faire une priorité : il coïncide assez bien nostalgie et modernité, plaisir et connaissance. Comme l'écologie encore, il concerne une population de plus en plus large et de plus en plus jeune – le niveau d'étude restant déterminant dans l'attachement au patrimoine historique. Mais cette élargissement ne va pas sans contradictions ni illusions. Ce rapprochement du patrimoine avec l'écologie amène à assimiler un peu naïvement culture et nature. Ainsi les vieilles pierres, comme les forêts ou les sites naturels – qui sont fréquemment assimilés aux monuments historiques – auraient davantage besoin de protection que de gestion, estiment majoritairement les Français.

Signe de cet élargissement, ce n'est plus un monument singulier qui symbolise le mieux le patrimoine mais, aujourd'hui, une ville tout entière – Paris, en dépit des ravages effectués au cours des trente dernières années. Et si pour 51 % des Français, le patrimoine c'est encore « des choses anciennes » – sites, monuments ou objets, – pour 45 % il vise également des « choses récentes » : constructions et œuvres contemporaines. Ce « renouvellement » du patrimoine est surtout

EXPLORER
PROTÉGER
OCCUPER

Les résultats de l'enquête entreprise par l'Institut Louis-Harris à la demande de la Caisse des monuments historiques indiquent une lente mais assez profonde modification des Français dans la perception de leur patrimoine.

Spontanément, quel est le lieu qui vous paraît, à vous personnellement, représenter le mieux le patrimoine historique et culturel français ?

	En %
Paris	19
Le château de Versailles	10
La tour Eiffel	9
Le Louvre	6
Les châteaux de la Loire	6
Le Mont-Saint-Michel	6
La cathédrale Notre-Dame de Paris	3
Les châteaux de France	3
L'Arc de triomphe	2
Le centre Georges-Pompidou	2
Les églises, les cathédrales	1
Les musées (sans précision)	1
La Bretagne	1
La posée de la France	1
Autres (réponses inférieures à 1 %)	31
Ne se prononcent pas	5
	(*)

(*) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Voici deux opinions au sujet du patrimoine historique et culturel français. De laquelle, vous sentez-vous le plus proche ?

	En %
Le patrimoine, c'est uniquement des choses anciennes, des sites, des monuments et des objets historiques	51
Le patrimoine, c'est aussi des choses récentes, des constructions et des œuvres contemporaines	45
Aucune des deux	1
Ne se prononcent pas	3
Total	100

Voici des opinions sur le patrimoine. Pour chacune d'entre elles, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, assez d'accord, assez peu d'accord ou pas d'accord du tout ?

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt peu d'accord	Pas d'accord du tout	Ne se prononcent pas
1. Protéger l'environnement, c'est aussi préserver le patrimoine	78	20	1	—	1
2. Il est normal que des édifices faisant partie du patrimoine soient utilisés pour des bureaux (préfectures, banques, ministères...)	98	—	1	—	—
3. Pour préserver le patrimoine, il est normal de réglementer les constructions et aménagements des lieux qui se trouvent à proximité	16	27	25	30	2
4. L'ouverture au public et l'animation du patrimoine sont la meilleure façon de le protéger	43	—	55	—	—
5. Le patrimoine est un bon refuge quand on a l'impression que l'avenir est incertain	58	34	4	2	1
6. Il faut empêcher que la fréquentation des lieux du patrimoine soit un divertissement sans rapport avec leur histoire ou intérêt artistique	93	—	8	—	—
7. Ce qui m'attire le plus dans la visite d'un monument historique, ce sont les animations historiques ou artistiques	42	40	11	3	4
8. Les personnes qui s'intéressent au patrimoine ne sont pas assez tournées vers l'avenir	82	—	14	—	—
	21	31	21	16	11
	52	—	37	—	—
	30	33	19	13	5
	63	—	32	—	—
	21	36	25	13	5
	57	—	38	—	—
	6	18	27	41	10
	22	—	68	—	—

De laquelle de ces deux opinions vous sentez-vous le plus proche ?

	En %
Le patrimoine français est une richesse nationale qui doit être rentabilisée	18
Le patrimoine français est une richesse nationale qui doit être protégée	75
Ne se prononcent pas	7
Total	100

Voici des modes possibles d'animation des monuments historiques. Classez-les, par ordre de préférence, par rapport à ce que vous aimez trouver dans ce type de lieu :

	En %
Les reconstitutions historiques type sons et lumières ou spectacles vivants	60
Les manifestations artistiques (concerts, théâtre, danse...)	25
Les expositions	22
Ne se prononcent pas	3
Total	100

Ce sondage a été réalisé par l'Institut Louis-Harris pour la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, avec le soutien de la FNAC. Il a été effectué, du 26 au 31 juillet 1993, en face à face, auprès d'un échantillon de 1 004 personnes représentatives de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

Ecoutez voir

PREMIÈRES 1/2 TARIF DU 17 AU 26 SEPT.

MADELINE
COMPAGNIE VALÈRE - DESAILLY

HENRY DE MONTERLANT

LE CARDINAL D'ESPAGNE

Avec, par ordre d'entrée en scène :

HERVE BELLON BERNARD LANNEAU
JEAN-JACQUES MOREAU JEAN DESAILLY
BRUNO BALP PATRICE KELLER
GISELLE TOURET ANNIE DIDION
BRIGITTE EL BAR SIMONE VALÈRE
ROBERT DIET ROBERT BAZIL
STEPHANE LAMORT JEROME VARANFRAIN
JEAN-ROGER TANDOU RICHARD LESSERT

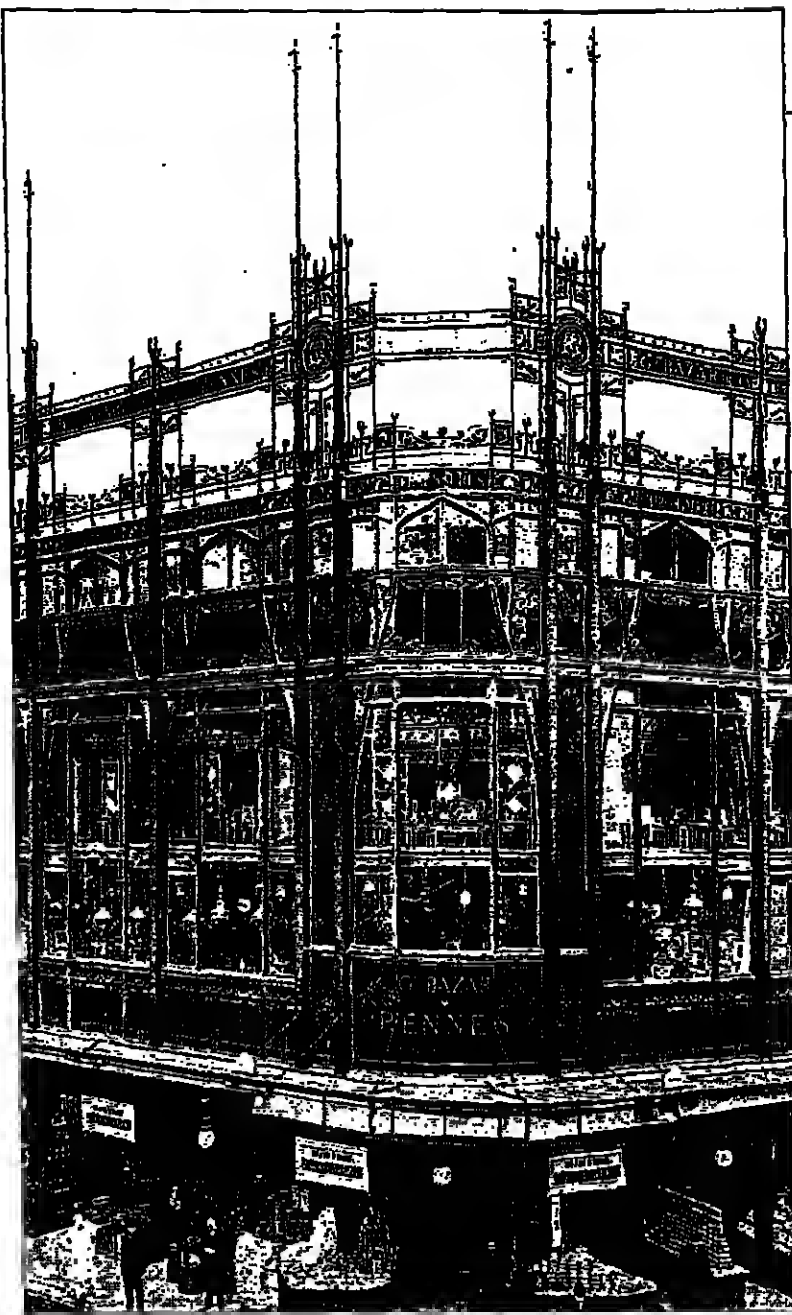
Mise en scène
RAYMOND GEROME

LOCATION : 42.65.07.09 ET AGENCES

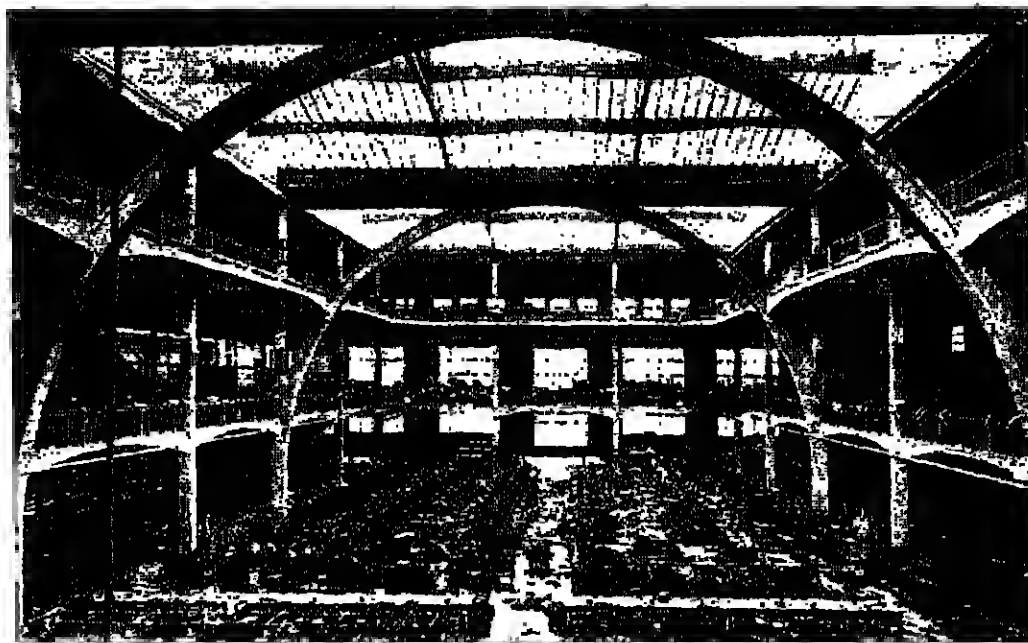
« C'est un peu comme si à Paris on démolissait la tour Eiffel », avaient dit les Néphtes en apprenant en 1966, quand il ferma ses portes, que l'Hôtel Ruhl allait être abattu (photo en haut). Il fallut plusieurs années de tergiversations avant que le palais soit livré aux démolisseurs. En 1969, c'était chose faite. L'imposant bâtiment à la décoration fleurie, construit pour Henry Ruhl en 1903, était un des fleurons de la promenade des Anglais comme de l'architecture balnéaire. A sa place on a construit un immeuble d'une rare indigence. A Paris, c'est dans l'indifférence générale que fut rasé, en 1957, l'hôtel commandé à Hector Guimard par l'industriel Nozal en 1904 (photo ci-dessus). Le bâtiment, capital d'une œuvre de l'architecte, s'élevait, 52, rue du Ramassez, au milieu d'un jardin. Si son Castel Béranger (également dans le 16^e arrondissement) a été classé en 1989, son exceptionnelle virtuosité n'a pas empêché qu'un grand nombre d'œuvres de celui qui fut l'un des pères de l'art nouveau en France furent détruites sans remords. Ce fut le sort du Castel Henriette, à Sèvres, démoli en 1969, ou de l'entrée de la station de métro Bastille, sur la place du même nom.

هذه امينة لوتس

L'architecte Henri Guillon avait imaginé, en 1906, une façade flamboyante, de brique, de métal et de verre, pour l'immeuble des Magasins réunis, au 136, rue de Rennes (photo ci-contre). Le bâtiment fut d'abord écorché, puis rasé en 1960, pour être remplacé par la médiocre construction qui abrite la FNAC. En 1920, Auguste Perret avait construit ces ateliers, pour une entreprise de confection, dans l'Est parisien, au 75, avenue Philippe-Auguste (photo ci-dessous). Ils étaient surtout remarquables par leurs arcs en béton qui soutenaient la couverture et permettaient un maximum de lumière. Ils ont été démolis en 1960.



B.N.V.P.



D.A.

avec la Carte blanche du Musée d'Orsay :

visitez sans file d'attente et à tout moment l'exposition *De Cézanne à Matisse. Chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes*...

- et bénéficiez pendant 1 an d'un accès privilégié aux activités du Musée d'Orsay :
- accès libre aux collections permanentes et expositions temporaires du musée
- aux concerts de 12h30 et de 18h45
- aux cours d'histoire culturelle
- abonnement aux *Nouvelles du Musée d'Orsay*
- réductions sur les festivals de films, les visites-conférences, à la librairie
- activités réservées (cycles de visites, journées, ateliers-concerts)

La Carte blanche du Musée d'Orsay

- tarif normal : 250 F
- tarif réduit : 180 F jusqu'au 31/12/93
- (- de 25 ans, + de 60 ans, étudiants, chômeurs, bénéficiaires RMI)
- tarif couple : 400 F (deux personnes habitant à la même adresse).

- Pour tout renseignement, appeler le Service culturel au 40 49 48 72



PATRIMOINE

P R O F I L D U N

C'EST une entreprise aussi folle que discrète que mènent, depuis près de trente ans, deux cent cinquante agents de la direction du patrimoine : « Faire l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France ». La mission a été définie par André Malraux en 1964, sous l'impulsion de l'historien d'art André Chastel. Dans les années 60, on ne parlait pas encore de patrimoine, mais ces fameuses « richesses artistiques » ouvraient un champ d'action démesuré. « Pour la première fois, le patrimoine national était envisagé de façon exhaustive, dans sa globalité », affirme Jean-Marie Vincent, responsable de l'inventaire au ministère de la culture. Tout pouvait être inventorié : maisons des bourgs et maisons des champs, églises, châteaux, fermes, moulins, citadelles, bastilles, croix, calvaires, mais aussi mobilier, objets et ustensiles en tout genre.

Un cadre à tout de même été fixé à cette entreprise : dès 1964, la frontière « basse » a été arrêtée au IV^e siècle (ce qui est antérieur est laissé aux archéologues). La frontière « haute » n'a cessé d'être repoussée à mesure que la notion de patrimoine se modifiait : 1850, puis 1914, 1940... Quant au patrimoine postérieur à la seconde guerre mondiale, il est également répertorié, mais de façon plus sélective. Le patrimoine industriel est ainsi entré dans le champ de l'inventaire depuis 1985. Travail de fourmi. 150 000 bâtiments et 216 000 objets et meubles (dont 80 % appartiennent à l'Église) ont été répertoriés. Chaque bâtiment ou objet possède sa « carte d'identité » : une page 21 x 29,7 comprenant le nom, l'usage, la localisation précise, l'historique, une description de quelques lignes, des plans, un extrait cadastral, une bibliographie, et des photos anciennes et modernes. L'ensemble est énorme mais il ne couvre pourtant que 20 % du territoire dont 12 % a été enregistré sur ordinateur.

« C'est un travail sans fin, explique Jean-Marie Vincent, car notre action traduit une réflexion permanente sur la notion de patrimoine : il y a quelques années, aucun inspecteur n'aurait fait attention à une maison 1930. » En l'an 2000, Alsace, Bretagne (les deux régions précurseurs),

LES ARPENTEURS DE L'HEXAGONE

Les 250 agents chargés d'inventorier les « richesses artistiques de la France » se livrent depuis près de trente ans à un travail de fourmi, qui peut sembler fou. Il est indispensable à la connaissance du patrimoine de notre pays.

Haute-Normandie, Lorraine, Poitou-Charentes devraient être « quadrillées ». Mais, comme l'accent a d'abord été mis sur le rural, les grandes villes – Paris, Marseille, Lyon, Bordeaux, Nice – n'ont pas fait l'objet d'études précises. Et, si le budget est passé de 3 millions de francs en 1981 à 13 millions de francs en 1993, « il faudrait le multiplier par 10 ou 20 pour avancer plus vite. Ce qui est impossible », reconnaît Jean-Marie Vincent.

L'effort porte désormais sur les villes. Nantes, La Rochelle, Cognac, Dunkerque, Laon, Célestun, Mulhouse, Nancy ont déjà été traitées. D'autres, comme Toulouse ou Montpellier, sollicitent directement les services de l'inventaire, dont les trois quarts des effectifs sont installés en région. « Tout le monde veut son

LE NATIONAL TRUST

SANS doute fallait-il une certaine alchimie très britannique pour réussir un tel pari, un mélange d'esprit insulaire, un goût prononcé pour la protection du passé et une tendance naturelle à se sentir concerné par la sauvegarde du bien commun. Bref, une certaine idée de la « communauté » et de la responsabilité qui incombe à chaque individu au sein de la société. Une recette qui, a priori, risquerait de donner des résultats décevants dans une nation d'individualistes... Voilà une des raisons qui explique peut-être que, en France, les ministres de la culture réclament à cor et à cri la création d'un plan d'action en faveur du patrimoine rural et la constitution d'une fondation du patrimoine associant des initiatives et des fonds à la fois publics et privés, comme vient de le faire récemment Jacques Toubon (*Le Monde* du 7 septembre). En Grande-Bretagne, un tel projet a été lancé il y a près d'un siècle. Et réalisé avec succès.

Premier propriétaire foncier privé du pays, le National Trust possède aujourd'hui 234 000 hectares de terres, auxquels s'ajoutent 31 600 hectares sous contrat. Ses propriétés incluent 230 demeures historiques, 199 boutiques et 123 restaurants et salons de thé. Son action de protection s'étend sur 861 kilomètres de côtes, soit 17,4 % du littoral, sans compter des bois, et plus de 1 200 fermes, qui sont souvent louées. Il gère 161 jardins et 189 parcs, 60 villages et hameaux, 327 sites d'intérêt scientifique, 354 sites paysagers et 40 000 sites archéologiques. Ses collections regroupent 8 000 peintures, 100 000 dessins et gravures, 1 000 sculptures, 500 000 livres. Ce catalogue à la Prévert semble inépuisable tant les intérêts du Trust sont multiples. Pour gérer un patrimoine aussi important, 3 000 salariés et quelque 25 000 bénévoles, dont le nombre s'accroît sans cesse, sont mobilisés.

A l'origine de cette initiative, en 1895, la volonté de trois personnes aux idées larges, préoccupées à la fois par les questions sociales et la préservation de l'environnement : M^{me} Octavia Hill, une assistante du service social, Sir Robert Hunter, un avocat passionnément attaché à la campagne du Surrey, enfin Canon Hardwicke Rawnsley, un pasteur amoureux du Lake District. Inquiets des menaces pesant à la fois sur le patrimoine géographique, historique et architectural de l'Angleterre, du pays de Galles et de l'Irlande du Nord (l'Écosse dispose d'une structure indépendante), ils décidèrent de fonder une société anonyme dont le but serait d'acquiescer et de préserver des sites et des monuments.

Le National Trust était né. Son premier fleuron fut constitué par un don de 1,8 hectare de terrain (des falaises dans le nord du pays de Galles), le second fut l'achat, pour la somme de 10 livres de l'époque, d'une maison de curé du XIV^e siècle (en bois), dans l'East Sussex. En 1907, le Parlement adopta un texte précisant que la vocation du Trust était de promouvoir « la préservation permanente, pour le bénéfice de la nation, de terres et de propriétés d'intérêt esthétique ou historique ». La loi précisait ce point essentiel : le Trust était doté du pouvoir de déclarer ses propres acquisitions inaliénables, aucune vente ou hypothèque n'est donc possible. Pendant quarante ans, le National Trust ne cessa d'acquiescer terres et propriétés, sous forme de dons, legs et souscriptions publiques.

Puis, en 1937, une autre loi allait lui permettre de franchir une nouvelle étape en ajoutant, au patrimoine

L'ALCHIMIE ANGLAISE

Créé en 1895, le National Trust est devenu une gigantesque fondation dont la vocation est de préserver le patrimoine historique, architectural et géographique de la Grande-Bretagne. Sans équivalent à l'étranger, son succès est notamment attesté par le nombre de ses membres et bénévoles, comme par ses résultats financiers.

LONDRES

de notre correspondant

dont il pouvait devenir le garant, les manoirs et châteaux ainsi que leur contenu, c'est-à-dire des collections d'objets d'art souvent inestimables. Cette législation répondait à un besoin urgent : avec la fiscalité sur les successions, ces demeures historiques étaient vendues et leur contenu éparpillé. Grâce au nouveau mécanisme – toujours vigoureux –, les propriétaires qui font don de leur demeure au Trust sont exemptés de droits de succession, la valeur des biens légués échappant à l'impôt. Le donateur et sa famille peuvent continuer à occuper la propriété à titre gratuit (laquelle devient légalement la propriété du Trust), tout en en favorisant le libre accès (de tout ou partie) au public, et en s'engageant à en préserver le caractère essentiel. Le souci du Trust est de sauvegarder ces demeures historiques dans leur état traditionnel, comme des lieux d'habitation et non comme des musées et, si possible, au bénéfice de la famille qui y a toujours vécu. Le patrimoine historique de l'Angleterre perdure ainsi, de génération en génération. Habituellement, à la troisième génération, la famille ne conserve la jouissance que d'une partie seulement des locaux, pour laquelle elle paie un loyer. Mais le Trust pose ses conditions : ne sont acceptées que les donations dont l'intérêt architectural ou historique est réel et dont l'avenir financier est assuré.

« Chaque fois que nous envisageons l'acquisition d'une propriété, explique Warren Davis, le responsable des relations publiques du Trust, nous nous assurons que nous disposons d'une somme d'argent suffisante pour créer une fondation, c'est-à-dire un revenu annuel

Itinéraires

هناك انا لا اعمل

LES ARPENT DE L'HEXAG

Les 250 agents chargés d'inventaire les richesses artistiques de la France livrent depuis près de trente ans un travail de fourmi, qui peut sembler indispensable à la connaissance de notre pays.

Haute-Normandie, Lorraine, Poitou-Charente, «quadrillées». Mais, comme l'écrit Jean-Marie Vincent, «les grandes villes - Paris, Bordeaux, Nice - n'ont pas fait l'objet d'un inventaire». Et, si le budget est passé de 3 millions de francs en 1983 à 13 millions de francs en 1993, «il faut par 10 ou 20 pour avancer plus vite», reconnaît Jean-Marie Vincent.

L'effort porte désormais sur les régions. Rochelle, Cognac, Dunkerque, Louche, Nancy ont déjà été traitées. Toulouse ou Montpellier, sollicités par les services de l'inventaire, sont les prochains à être traités en région. «Tous les

INVENTAIRE

inventaire, explique Jean-Marie Vincent, on nous propose une subvention contre notre savoir-faire. Mais nous manquons de personnels qualifiés. Car inventurer demande une formation solide. Les premiers «bataillons» d'inspecteurs étaient des bénévoles envoyés en région repérer les fameuses «richesses de la France». Les résultats étaient catastrophiques, explique Jean-Marie Vincent : repérages fantaisistes, erreurs, oublis... D'où la mise en place de méthodes de travail rigoureuses. Les enquêteurs ont été formés afin qu'ils «parlent partout le même langage». Un Vocabulaire de l'architecture (1972) a ainsi permis aux inspecteurs d'identifier clairement une lucarne, un recouvrement, un escalier à vis... Des livres semblables sur la sculpture et la tapisserie ont suivi. Un autre sur le vitrail est à paraître.

Les vingt-deux régions métropolitaines ne se sont dotées d'équipes permanentes d'enquêteurs que depuis 1983. Chacune possède une dizaine d'agents (dont un photographe) qui «se plongent» dans un canton (l'unité de base de l'inventaire) et y répertorient en moyenne cent-quatre-vingt édifices et deux cent vingt objets. Chaque commune fait d'abord l'objet d'une solide étude d'urbanisme, suivie d'une autre consacrée à l'habitat. Ensuite, sur le terrain, les inspecteurs passent en revue chaque maison, chaque monument. «Trois minutes par bâtiment, il faut aller vite», commente Jean-Marie Vincent. Les édifices dignes d'intérêt forment un échantillon représentatif de l'ensemble. A quoi peuvent bien servir les milliers de données ainsi rassemblées? Les chercheurs de toutes disciplines y trouvent leur bonheur.

Le spécialiste de la peinture murale du XV^e siècle comme celui de l'histoire de la métallurgie. Des professionnels moins attendus y ont parfois recouru : «L'assistant de Jacques Rivette cherchait un pont du Moyen Age qui commence en ville et finisse à la campagne, avec une porte fortifiée, loin de toute route. Nous lui en avons trouvé cinq», explique Catherine Henry, de la documen-

tation. Ne parlons pas des innombrables amateurs et érudits locaux. L'inventaire a surtout sensibilisé le public à son patrimoine : en multipliant les livres, brochures et publications scientifiques (les Cahiers du patrimoine), en faisant un gros travail pédagogique dans les écoles, en organisant des expositions. Mais surtout en rencontrant les élus, notables, fonctionnaires, curés, commerçants, agriculteurs, érudits, propriétaires... «Il faut aller marcher pendant des heures, enquêter, parler et séduire les gens, pour se faire ouvrir des portes closes», explique Isabelle Balsamo, qui a travaillé dix ans en Alsace. En dialoguant avec les gens, nous avons contribué à sauver de nombreux bâtiments ou des éléments d'architecture. Il faut «sentir» le pays et déjouer les méfiances - beaucoup nous confondent avec le fisc. Mais inventurer ne veut pas dire protéger. Le statut juridique du bâtiment sélectionné n'est en rien modifié. Beaucoup sont même démolis ultérieurement sans que l'inventaire en soit averti.

Dans la fiche d'identité du bâtiment, figure la mention «A signaler» quand l'inspecteur estime qu'il mérite protection. Signaler à qui? Aux architectes des monuments historiques, qui sont justement chargés de la conservation et de la restauration. Longtemps, les relations entre les deux organismes - pourtant complémentaires - ont été orageuses. Ces - classiques - querelles de chapelles ont gravement empoisonné le bon fonctionnement de ces services. Même s'il reste de «grosses traces de ce conflit», selon Jean-Marie Vicolet, un grand pas en avant a été fait en 1991 avec le rapprochement entre les deux services, sous l'impulsion de Christian Dupavillon, l'ancien directeur du patrimoine au ministère de la culture. C'est grâce à ce travail d'«alerte» auprès des collectivités locales et à la coopération entre l'inventaire et inspection des monuments historiques qu'une quinzaine de constructions très représentatives de l'activité bâtie du début de ce siècle ont pu être sauvées sur la côte basque.

MICHEL GUERRIN



Les halles de Baignes-Sainte-Radegonde, en Charente, avant leur destruction en 1960 (photo ci-dessus). La France comptait des milliers de halles de ce type. Nombre d'entre elles furent détruites au cours des années 50 et 60, dans l'indifférence générale. A l'angle du boulevard de Clichy et de la rue Caulaincourt s'élevait le plus grand cinéma d'Europe, le Gaumont (photo ci-dessous). Célèbre pour son orgue et son architecture «paquebot», construit en 1931 par Henri Belloc, il fut détruit en 1972. Un hôtel ibis, sans imagination, lui a succédé.



NATIONAL TRUST

L'ALCHIMIE ANGLAISE

Créé en 1895, le National Trust est une gigantesque fondation de préservation du patrimoine architectural et géographique de Grande-Bretagne. Sans de l'étranger, son succès est attesté par le nombre de ses bénévoles, comme par ses finances.

LONDRES

dont il pouvait devenir le garant, leur ainsi que leur contenu. C'est à dire d'art sont eux-mêmes. Cette tâche a un besoin urgent : avec la fiscalité des demeures historiques étaient tombées éparpillées. Grâce au nouveau statut, les propriétaires qui font don au Trust sont exemptés de droits de succession sur les biens légués échappant à l'impôt. La famille peut continuer à occuper le bien, laquelle devient légalement le Trust, tout en en faisant profiter le public, et en s'engageant à l'entretien essentiel. Le souci du Trust est de préserver les lieux d'habitation et non comme des lieux d'habitation et non comme des lieux d'habitation. Le patrimoine historique de l'Angleterre est en danger. La famille ne conserve le bien que si elle le fait connaître au public. Mais le Trust pose ses conditions : les donations doivent être faites par un acte public et leur contenu doit être enregistré.

«C'est une tâche que nous avons acceptée», explique Warren Davis, directeur des relations publiques du Trust, «pour que nous puissions continuer à travailler pour la préservation de notre patrimoine».

EN GRANDE-BRETAGNE

permettant de faire face à tous les frais d'entretien de cette propriété. Nous serions rapidement en faillite si nous devions supporter ceux-ci. C'est donc a priori au propriétaire de proposer un projet financier complet. S'il n'y parvient pas, le Trust lance un appel à ses membres pour créer une fondation, ou demande l'aide du gouvernement, par l'intermédiaire du National Heritage Memorial Fund. Le fait d'accepter l'aide de l'Etat ne signifie pas que le National Trust renonce à son indépendance, au contraire. Le système des fondations lui assure même une indépendance financière, sans pour autant autoriser le dégelage de bénéfices : «Chaque penny qui rentre, souligne Warren Davis, doit être utilisé pour régler les frais de réparations et d'entretien; dans ce domaine, la facture d'arrivées s'élève, en moyenne, à environ 30 millions de livres (1).»

En dépit de la récession économique, les revenus du National Trust ont progressé de 6,8 % en 1992, contre 9,3 % en 1991 et 14,6 % en 1990. Les revenus provenant des cotisations des adhérents ont augmenté de 10,1 %, le nombre des membres atteignant 2,186 millions (+1,6 %). Les dépenses au profit du patrimoine ont donc pu progresser de 7,1 %, pour atteindre 99,6 millions de livres l'année dernière. Cette mobilisation soutenue des Britanniques, ainsi que la générosité des divers donateurs (les legs ont atteint la valeur de 22,3 millions de livres), enfin l'intérêt du public (plus de 10,3 millions de visiteurs en 1992, 11 millions l'an-

née précédente), assurent au Trust une situation financière satisfaisante.

C'est sans aucun doute la popularité du Trust qui en fait une institution exemplaire. La plupart des bénévoles sont des retraités appartenant surtout aux classes moyennes. Une multitude d'emplois bénévoles sont proposés (guide, jardinier, gardien, vendeur, spécialistes et conseillers divers), pour lesquels une période de formation peut être offerte, et dont la durée varie de quelques heures par mois à des postes à temps complet. Dans tous les cas, le Trust prend à sa charge les frais inhérents à ces occupations (logement, trajet, repas). Mais travailler pour le National Trust représente davantage qu'un moyen d'occuper des loisirs.

Il s'agit presque d'une philosophie, tant le volontariat est une solide tradition anglaise : «Aider le Trust est devenu une habitude sociale», souligne M. Davis, «et aussi quelque chose qu'il est de bon ton de faire. Cela procure une sorte de statut social, notamment lorsqu'on est retraité. Les bénévoles ont, d'autre part, l'occasion de faire des rencontres, la plupart du temps dans le même milieu que le leur, voire des amis. Le National Trust est vraiment une institution typiquement britannique».

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling = environ 8,70 francs.

Itinéraires

Une sélection, région par région, de quelques monuments exceptionnellement ouverts :

- ALSACE**
 - Strasbourg : les Glaciers. Trois générations de machines frigorifiques se côtoient dans cette usine créée en 1857. Le 19, de 14 h à 18 h, en présence d'un guide-conférencier.
- AQUITAINE**
 - Bordeaux : église Saint-Michel. Présentation des travaux de restauration du portail nord de l'église. Démonstration de taille de pierre. Le 18 de 10 h à 18 h.
 - Mazères (Landes) : Notre-Dame du Beausart. Présentation de la restauration de l'ensemble de l'église. Le 18 à 15 h.
- AUVERGNE**
 - Le Puy-en-Velay : circuits autour des 35 hectares sauvegardés près de la cathédrale et du cloître.
 - Clermont-Ferrand : découverte du site archéologique de Dallet-encore fermé au public; exposition des objets trouvés lors des fouilles. Conférence le 18 dans le Forum de la FNAC.
- BOURGOGNE**
 - Bazé-la-Ville (Saône-et-Loire) : visite des anciens fours des mines de gypse. Le 18 de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h; le 19, de 14 h à 18 h.
 - D'Ecuelles à Gagnon (Saône-et-Loire) : circuits inédits de la « Vallée de la céramique ». Les 18 et 19.
 - Chénôve (Côte-d'Or) : visites guidées des pressoirs des ducs de Bourgogne. Les 18 et 19, de 14 h à 18 h.
- BRETAGNE**
 - Rennes : visite exceptionnelle pour les adhérents de la FNAC de la chapelle Saint-Yves, dernier vestige gothique flamboyant des bâtiments de l'Hôtel-Dieu. Le 19 de 10 h à 18 h.
- CENTRE**
 - Val d'Aubois (Cher) : découverte de l'habitat ouvrier depuis la fin du XVIII^e siècle. Un exemple d'industrie implantée solidement en milieu rural (indéfini). Les 18 et 19.
 - Vallée de la Conie (Eure-et-Loir) : circuit des mégalithes. Découverte des sillons de verdure qui ont attiré les premiers agriculteurs de la Baouche. Le 19 : rendez-vous à 14 h place de l'église de Cury.
- CHAMPAGNE-ARDENNE**
 - Eilen (Ardennes) : Abbaye cistercienne. Le 18 à 14 h 30, visite guidée.
 - Révillon (Marne) : visite du château. Les 18 et 19 à 14 h 15, 15 h 15 et 16 h 15.
 - Dampierre (Aube) : visite guidée par le propriétaire du château. Le 18 de 10 h à 18 h.
- FRANCHE-COMTE**
 - Arbois (Jura) : ouverture du château de Pécoul. Les 18 et 19 toute la journée.
- ILE-DE-FRANCE**
 - Paris : Mobilier national. Présentation des 200 000 objets mobiliers destinés à l'ameublement des palais nationaux. Le 19 de 10 h à 17 h, entrée au 42, av. des Gobelins et 1, rue Barbier-du-Mars, 75013.
 - Hôpital Saint-Louis. Présentation du Musée des cires dermatologiques du plus ancien des hôpitaux de Paris. Le 18 de 14 h à 17 h 30 et le 19 de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, 40, rue Bichat, 75010.
 - Art forain. Jean-Paul Favand expose une partie de son importante collection. Les 18 et 19, de 10 h à 18 h, 50 rue de l'Eglise, 75015.
- SAINT-MANDÉ (Val-de-Marne)** : Musée des transports, 60, av. Sainte-Marie.
- LA VILLE-LEZ-BOIS (Essonne)** : église Saint-Fiacre. Visite du chantier consacré à la création de dix vitraux. Le 19, de 15 h à 17 h.
- SURESNES (Hauts-de-Seine)** : fort du Mont-Valérien, écarts à des parties habituellement fermées au public. Le 19, à 9 h 30, 14 h et 18 h 30.
- GAMBAILLÉ (Yvelines)** : château de Neuville. Accueil par les propriétaires et visite du chantier de restauration. Le 19 de 14 h à 18 h.
- LANGUEDOC-ROUSSILLON**
 - Narbonne (Aude) : découverte du rez-de la chapelle de Bethléem en cours de restauration. Les 18 et 19 de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.
- LORRAINE**
 - Netancourt (Meuse) : ouverture exceptionnelle de la Grange aux Champs. Les 18 et 19 de 14 h à 18 h.
- MIDI-PYRÉNÉES**
 - Cahors, Figeac, Gourdon et Souillac (Lot). Démonstrations de savoir-faire artisanaux dans les quatre principales villes du département. Les 18 et 19.
- NORD-PAS-DE-CALAIS**
 - Arras (Pas-de-Calais) : circuit autour des moulins de l'Ardre. Le 19, rendez-vous à la chapelle des Carmes à 14 h.
- BASSE-NORMANDIE**
 - Caen, Grandcamp, Honfleur (Calvados) : présentation inédite du patrimoine maritime. Les 18 et 19.
 - Trouville-Deauville, Lion-sur-Mer et Hermanville (Calvados) : architecture balnéaire. Les 18 et 19.
- PAYS DE LA LOIRE**
 - Saumur (Maine-et-Loire) : ouverture du château de Fauguères. Le 19 à 10 h.
- PICARDIE**
 - Vendeuil-Caply (Aisne) : découverte du « Pérou des

Amiquaires», un des plus prestigieux sites gallo-romains. Les 18 et 19 de 9 h à 20 h.

POITOU-CHARENTES

- Rochefort (Charente-maritime) : animation du pont transbordeur du Martou. Le 19 de 15 h à 17 h 30.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

- Briançon (Hautes-Alpes) : présentation du patrimoine militaire (exposition au Vieux-Colombier et visites des forts des Salentes et du Château). Les 18 et 19 de 15 h à 17 h.

RHÔNE-ALPES

- Lyon (Rhône) : découverte de quatre monuments reconvertis. Le granier d'abondance. Les 18 et 19 à 10 h 30, 14 h 30, et à 18 h visites guidées par les architectes. La gare des Grotteaux. Le 18 de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Le 19 de 10 h à 12 h et 15 h à 18 h.
- Le fort de Vaise. Visites commentées par les architectes. Le 19 de 10 h à 19 h. La Maison des Frères (l'Hôtel de ville de Caluire). Le 18 de 14 h à 18 h et le 19 de 10 h à 18 h.

* Comment s'informer sur les Journées du patrimoine : Minitel 3615 VMF et Caisse nationale des monuments historiques et des sites, 62, rue Saint-Antoine, 75004, tél. : 44-61-21-50 et 44-60-21-51.

* Les Journées du patrimoine sont organisées par la Caisse des monuments historiques et des sites, avec la direction régionale des affaires culturelles (DRAC), deux associations regroupant la majeure partie des propriétaires privés : La Demeure Historique (57, quai de la Tourneville, 75005, tél. : 43-29-02-86), Les Vieilles Maisons françaises (93, rue de l'Université, 75007, tél. : 40-62-61-71) et la FNAC.

La France qui est, il y a dix ans, l'initiative de cette manifestation, est depuis relayée, sous l'égide du Conseil de l'Europe, par vingt et un pays européens dont trois nouveaux venus : le Danemark, la Norvège et l'Allemagne.

DISQUES

Même si elle n'échappe pas tout à fait à la somnolence estivale, l'industrie du disque ne met pas le clé sous la porte le 1^{er} juillet venu. Les nouveautés continuent de paraître, et les rééditions tentent de trouver une place au soleil qu'on leur refuserait peut-être en d'autres saisons. On présentera donc ici quelques moments importants des derniers mois, qu'il s'agisse du nouveau disque de Pete Townshend, événement merquert, qu'il soit heureux ou regrettable, du dernier enregistrement de Marcus Miller, bassiste étoile, ou des rééditions de Leonid Kogan, violoniste russe, ou de Charlie Christian, guitariste américain.



Khaled.

« N'SSI N'SSI », NOUVEL ALBUM DE KHALED

Rêve d'Arabie

AVEC *Didi*, l'en passé, Khaled avait cessé d'être un chet, un gamin du rat orais. Avec les producteurs Don Was et Michael Brook, il avait tenu sa musique de couleurs occidentales, fait irruption dans les hit-parades européens, était passé du statut de chanteur maghrébin, interprète de cassettes enregistrées à la chaîne, à celui de vedette internationale. Khaled, qui a de l'énergie et de l'intelligence, s'est très vite demandé comment il pouvait élargir son champ d'action au-delà des sentiers battus de la world music. Il nous livre aujourd'hui la suite de ses réflexions en onze titres, placés dans l'exacte tradition de la musique populaire arabe, en l'occurrence égyptienne. L'Égypte rayonnante, celle d'hier avec ses grands orchestres à cordes, celle d'aujourd'hui avec sa *git music*, la danse caïrote qui a déferlé cette année sur le Maghreb, devant le pion au rat sur son propre terrain. Khaled est arabe, il le dit d'une voix plus mure que jamais et fait état, lorsqu'il signe une chanson, de son titre de *hafi*, réservé aux pèlerins de La Mecque.

Pour entreprendre ce grand rêve panarabe, Khaled s'est adjoint les talents de Philippe Eidel (producteur de la musique du *Mahabharata* de Peter Brook, et de celle de *Bunker Palace Hotel* d'Enki Bilal) qui a produit cinq des titres de *N'ssi N'ssi*, dont *Kabou*, un poème de fin de nuit, chanté sur un mode antérieur par un Khaled parti à la recherche du *taharab*, l'extase du beau. C'est prenant, c'est fort. Filles de roseau, voix insistante soutenue par un orchestre à cordes

enregistré au Caire : la formule se retrouve dans les *Alles* (une autre histoire d'amour), qui est aussi l'une des quatre chansons (avec *Alachi Taché*, aux influences latines, et *Bahira*, la « barrière d'Oran ») incluses dans la bande originale du film *Un, deux, trois, soleil*, de Bertrand Blier.

Album à deux producteurs, donc à double entrée comme le précédent, *N'ssi N'ssi* est aussi une belle machine à danser. Don Was se chargeant de renforcer les sections de cuivres, de donner au son une pègne un peu distante, propice aux motifs simples (*Serbi sorti*, sur l'alcôve, *Adieu*, sur le mariage, rythmique rap, tonalité catol), et de renouer un succès précédent. *Chabla*, la chanson *N'ssi N'ssi*, un hymne à la rupture amoureuse, saluons l'homme libre, donne son nom à l'album. Elle sera sûrement la plus facile à retenir et à danser avec ses cuivres appuyés, son refrain en boucle, ses choros de guitare électrique. Enfin, et pour confirmer son entrée officielle dans les mondes supérieurs de la culture, Khaled, en pleine force, traverse avec le sourire *El Marsam*, une chanson tirée de la pièce d'Edward Bond, *Jackets ou la main secrète*, mise en scène cet hiver par Bruno Boubin. Elle donne une conclusion sans appel à un album fondamentalement original.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

* 1 CD Barclay 519898

CLASSIQUE

Leonid Kogan

Concertos pour violon de Brahms, Beethoven et Tchaïkovski - Symphonie espagnole de Lalo et Sérénade mélancolique de Tchaïkovski

Orchestra Philharmonia et Orchestra de la Société des Concerts du Conservatoire, Kyril Kondrachine et Constantin Silvestri (direction)

Leonid Kogan fut l'un des rares solistes que les Soviétiques envoyèrent comme ambassadeur culturel à l'Ouest.

Il est vrai qu'il jouait du violon une « tête » au-dessus de nombreux confrères. Il a voyagé partout, réalisé ses enregistrements à l'Ouest. Puis il est mort en 1982 et peu à peu a été oublié. EMI se souvient de lui en publiant ce double album économique enregistré magnifiquement en 1959 et dont le minitage est particulièrement généreux : deux heures trente-cinq minutes et cinquante secondes et non deux heures vingt minutes comme l'an dernier. Kogan jouait avec un vibrato assez serré et un archet tendu à craquer. Il articulait ses phrases avec la netteté d'élocution d'un acteur du Français. Son jeu laissait sembler-t-il - au moins en studio - peu de place à la spontanéité : chaque nuance, chaque phrase témoignait d'une mise au point minutieuse, attitude qui n'est pas sans rappeler Heifetz, style et personnalité mis à part.

2 CD EMI « Profile » C25 7 67732-2.

Bartok

Concerto pour violon et orchestre n° 2

Berg

Concerto pour violon et orchestre « à la mémoire d'un ange »

Régis Pasquier (violin), Orchestra symphonique de la Radio de Budapest, Erich Bergel (direction)

Ce disque de grands concertos tant espérés (« le Monde Arts et Spectacle du 2 décembre 1992 ») tombe à point nommé pour saluer le talent de Régis Pasquier. Ce violoniste français, héritier d'une brillante lignée de musiciens, se produit aujourd'hui un peu partout dans le monde, sans pourtant faire partie du club de plus en plus fermé des violonistes les plus en vue. Il y a là

une énigme que ce nouveau disque vient compliquer encore.

Enregistré par quelques-uns des violonistes majeurs de ce siècle depuis sa création en 1939 par Zoltan Szekely et l'Orchestra du Concertgebouw d'Amsterdam dirigé par Willem Mengelberg (concert capté par la radio hollandaise dont le disque a été publié il y a quelques années), le *Second Concerto* de Bartok s'est, peu à peu, imposé dans les salles de concert, sans pour autant être beaucoup joué. Un sort qu'il partage avec le *Concerto à la mémoire d'un ange* de Berg. Mais, si le Berg est moins joué depuis une quinzaine d'années, en France tout du moins, celui de Bartok a fait un retour remarquable.

Enregistrés en Hongrie avec un orchestre aussi spécialisé dans cette musique que l'Orchestra national de France peut l'être dans Debussy, Ravel et Roussel, ces interprétations s'imposent par la fraîcheur, la spontanéité du jeu de Régis Pasquier à qui aucune des nombreuses difficultés techniques amassées par les deux compositeurs ne résiste. Sa justesse de style et d'intuition lui permet de s'approprier ces deux œuvres tout en les respectant. Ex-violoniste lui-même, le Roumain Erich Bergel dirige avec un sens remarquable de la repartie. Se coulant dans la conception du soliste, il lui tisse un accompagnement idéal. Plus globale, la prise de son place le soliste au premier plan, beaucoup moins cependant que dans les enregistrements survalés de Perlman. Mais il vaut mieux cela que l'inverse, qui se produit souvent en concert. De sorte que ce couplage inédit des deux concertos majeurs pour violon du XX^e siècle s'impose au premier plan.

1 CD Avidis-Valis V 4681.

Couperin

Office des Téniers : Trois leçons de Téniers du Marcellin Saint

Gérard Lesne (flûte-contralto), Ensemble II Seminaire musical.

Pour cette nouvelle interprétation du chef-d'œuvre de Couperin et de la musique religieuse catholique

française, Gérard Lesne et le Seminaire musical ont replacé les *Trois leçons de Téniers* dans leur fonctionnalité liturgique. Elles sont donc « entrelardées » par le plain-chant. Doivent-elles être chantées par un homme ? La question a souvent été posée puisque cette musique a été composée pour un couplet de religieuses. Mais seul le résultat compte. Tout récemment, André Tubuf a diffusé sur France-Musique le vieux disque, jamais réédité, du ténor Hugues Cuénod. Dépassée musicologiquement, sa lecture, qui remonte aux années 50, n'a toujours pas de concurrent sur le plan de l'expression, de l'émotion, de la trame vocale, de la diction.

Gérard Lesne et son ensemble abordent Couperin avec les qualités qui ont fait leur réputation, et mettent en valeur le raffinement inouï de l'écriture musicale. Leur précision pourrait dérouter si elle ne s'accompagnait d'une intimité imprévisible et si Gérard Lesne n'était contraint à céder périodiquement le pas au plain-chant, ce qui l'empêche de jouer les stars. Écoulé dans sa continuité - antienne, psaume, leçon, répons, leçon, répons, leçon, répons et verset - et dans la diversité de son accompagnement instrumental - basse de violon, théorbe et orgue, - cet enregistrement, réalisé de façon extrêmement soignée, porte la marque de l'éditeur d'Harmonie Records, éditeur exigeant. Il n'a pas fallu moins de deux tentatives pour venir à bout de ces cinquante-six minutes de musique. Voilà peut-être pourquoi ce disque approche techniquement de la perfection.

1 CD Harmonie Records H/CD 9140.

Teresa Stich-Randall

Récital au Festival d'Aix-en-Provence 1986 : Beethoven, Schubert, Brahms, Richard Strauss, Robert Schumann et Debussy

Hans Hotter (piano)

Publié il y a une dizaine d'années par la Fnac, dans un splendide coffret toilé de deux disques accompagnés d'un livret luxueux, ce régal de Teresa Stich-Randall et de Hans Hotter est une page brillante de l'histoire du Festival d'Aix. Un instant capté en public pendant l'été 1956, à l'époque où Aix était une capitale de la musique. On ne se lasse pas de réentendre la voix droite, l'art raffiné d'une chanteuse que le vieux Toscanini devait adouber. En plus d'être une leçon de chant, les interprétations de Stich-Randall sont également une grande leçon de diction. Trop de ses concourus négligent aujourd'hui cette dimension essentielle.

1 CD INA « Mémoire Vive » 262008. Distribué par Votus Music.

Beethoven

Sonates pour piano op. 101 et 106 et Hammerklavier

Abdel Rahman El Bacha (piano)

Il était simple autrefois d'acheter une intégrale des sonates pour piano de Beethoven : Artur Schna-

bel, Wilhelm Backhaus, Wilhelm Kempff et Yves Nat proposaient leur vision au monde entier. Puis le jeune Brendel est venu. Il fut suivi par Arrau, par un remake de Kempff, le jeune Barenboim. Puis la discographie s'est emballée et il est devenu impossible de faire un choix. C'est dans ce contexte qu'Abdel Rahman El Bacha a entrepris d'enregistrer, à son tour, les trente-deux sonates pour un petit éditeur français indépendant.

El Bacha publie son intégrale dans l'ordre chronologique, ainsi que l'avait fait le Russe Vladimir Askenazy. Avec ce disque, il visite l'univers complexe des dernières sonates. Il se trouvera bien quelque chose pour lui reprocher d'oser s'attaquer à ce monument à l'âge de trente-cinq ans. Et pourtant, en pleine possession de ses moyens physiques et intellectuels, le pianiste donne des interprétations parfaitement abouties. La logique de la construction est humanisée par une expression dont la sérénité, la profondeur, la violence n'ont rien à envier à celles de ses glorieux aînés. *L'Opus 101* trouve même l'une de ses réalisations les plus proches de l'idéal depuis celle de Maurizio Pollini... qui n'était guère plus vieux que lui lorsqu'il la fit paraître chez Deutsche Grammophon.

1 CD Fortino UCD 18885.

Moszkowski

15 Études virtuosité op. 72.12 Études pour la main gauche seule op. 92 F

Alain Raës (piano)

Jusque dans l'immédiat après-guerre, il était impensable qu'un jeune pianiste échappât, au cours de ses années de formation, aux *Études* op. 72 de Moszkowski. Les temps ont changé : il est devenu quasi impossible d'en trouver une édition. Alain Raës s'est lancé dans la folle entreprise de les enregistrer toutes. Chapeau ! Il franchit cet Annapurna pianistique sans encombre, en grand sportif. Et même si l'on peut regretter, ici ou là, un jeu un peu trop insistant, il faut admirer avec quelle passion l'interprète s'efforce de nous convaincre que cette musique vaut mieux que l'oubli dans lequel elle est tombée. Elève de Moszkowski (1854-1925), Vladim Perlemuter a souvent regretté n'avoir eu ni le temps ni le courage de les jouer toutes, ce qui est également le cas de Vladimir Horowitz, Jorge Bolet, Shura Cherkassky et Stephen Hough.

1 CD Solstice SOCD 102. Distribué par Votus Music.

Rossini

La Cenerentola, Cécilia Bartoli (Cenerentola), William Marshall (Don Ramiro), Alessandro Corbelli (Dandini), Don Magnifico (Erto Doro), Fernando Costa (Clorinda), Gloria Banditelli (Tatù), Michele Pennisi (Alfonso), Orchestra et Chœur du Théâtre communale de Bologne, Riccardo Chailly (direction)

Si les micros de Decca sont souvent inopérants lorsqu'ils doivent capter

un piano, ils ont peu de concurrents dès qu'il s'agit d'opéra. Ce qui frappe donc immédiatement à l'écoute de cette *Cenerentola* captée dans l'acoustique sans équivalent de l'Opéra de Bologne, c'est le naturel avec lequel l'orchestre sonne, la cohérence spatiale qui régit entre les chanteurs. La formation bolognaise n'est pas la plus parfaite du moment mais elle joue avec cette couleur et ce style que n'ont justement pas les orchestres symphoniques de carrière internationale. L'orchestre et Chailly sont donc des personnages à part entière. Cela donne à cette interprétation un cachet tout particulier, une ambiance de fête, une vie théâtrale qu'on aurait bien du mal à trouver dans l'enregistrement intégral de Claudio Abbado réalisé à Londres. La distribution s'impose sans une faiblesse notable : Cécilia Bartoli triomphe en Cendrillon. Mais ce n'est déjà plus une surprise malgré son tout jeune âge. Les hommes sont également en voix et en situation, ce qui n'était le cas d'aucun des autres enregistrements antérieurs. Il est vrai que, s'il est devenu quasi impossible de distribuer les opéras de Wagner aussi dignement qu'il y a quarante ans, on n'a jamais aussi bien chanté Rossini que depuis deux décennies.

2 CD Decca 438 902-2.

A. Lo.



Teresa Stich-Randall.

Votre Table ce Soir

Choumieuca
SPECIALITE DE CARBOULET
ET CONFIT DE CAROULET
Tous les jours 12h à 14h
Dimanche service continu de 12h à 14h
Boulevard de la République 101-103
75011 Paris - Tél. 47.20.60.75

LE BILBOQUET
LE TEMPLE DU JAZZ DEPUIS 1947
Diner Jazz
ou prendre un verre au coin
de St-Germain des Pres
à des prix sages.
12, rue St-Benoît 6^e - Tél. 45.48.21.84

RELAIS BELLMAN J. 22 h 30
F. 20 h 30
RAVIOLES DE ROYANS
FILET A L'ESTRAGON
CLIMATISÉ - MENUS 160 F et 220 F
37, rue François-1^{er}, 8 - 47.23.54.42

ALSACE A PARIS T. L. J.
43-26-85-36
9, pl. St-André-des-Arts, 6 - SALONS
CHOU-CROUTES, GRILLADES
FLAMMEKÛCHE, POISSONS
Terrasse plein air

Beethoven
Sonates pour piano op. 101 et 106
et Hammerklavier
Abdel Rahman El Bacha (piano)
Il était simple autrefois d'acheter
une intégrale des sonates pour
piano de Beethoven : Artur Schna-

فكرة ليلة

MUSIQUES DU MONDE

MÉDITERRANÉE

La Squadra

Chansons génoises

Les neuf messieurs de la Squadra, bons vivants et bons travailleurs, aiment à boire et à manger. Au café, entre vin et conversations, ils chantent en improvisant des textes sur le mode polyphonique, et en dialecte génois. C'est le *trallero*, des voix enroulées dans une même aventure poétique, du haut-contre à la basse. Cette fois, ils s'attaquent au répertoire de *chansons écrites*, qui ne sont pas du genre *trallero*, mais y ressemblent fort. L'enregistrement de cet album, italien jusqu'au bout des notes, et qui fait suite à l'excellent *la Squadra*, *Compagnia del Trallero*, dans la même collection, a été enregistré en deux jours, à la Trattoria del Pipo, dans le village d'Ognio. D'où la fraîcheur du propos mais aussi l'effet de résonance qui rend cet exercice de chant à capella un peu distant.

1 CD Buda records 92571 distribué par Adas.

BRÉSIL

Geraldo Azevedo

Revelado

Geraldo Azevedo vient du Nordeste brésilien, qu'il aime sincèrement. Au milieu de platitudes mal maîtrisées (arrangements sans originalité, voix hésitante), Azevedo laisse éclater quelques belles fleurs (*Beleza, Onde Andara*). Avec un jeu de percussions ancré dans la nature (caboças, écailles, sifflets, graines...), une poésie calme, ourdie du contraste de la verdure et de la sécheresse, il suit les déambulations d'un Nordeste bercé par sa culture, endolori par la pauvreté, sauvé par ses croyances.

1 CD Buda Records 92563 distribué par Adas.

João Gilberto

Bossa-nova

Trente-huit bossas-novas parmi les plus célèbres, dans leurs versions originales, enregistrées à la fin des années 50 et au début des années 60 par le pape du genre, João Gilberto, interprète et guitariste de génie. *Desafinado*, *Corcovado*, *Rosa Morena*, *Doralice*, ces titres signés Tom Jobim, Dorival Caymmi, Carlos Lyra, ont fait le tour du monde. Au milieu de toutes ces perles (rendues bien brillantes par la technique de octoyage du son), on tombe sur les trois seules chansons que João Gilberto ait jamais composées avec

succès : *Bim Bom*, *Ho-Ba-La-La*, (en onomatopée), *Um abraço no bonfã* (un instrumental).
2 CD TAC 680915 et 68825, distribué par DAM.

V. Mo.

AFRIQUE

Oumou Sangaré

Ko Sira

Les chanteuses maliennes, qu'elles soient griottes ou pratiquent le wasoulon (style profane du nord du pays) comme Oumou Sangaré, se font vite. Les engouements de Bamako n'ont rien à envier dans leur brutalité et leur brièveté à ceux de Londres ou Paris. Oumou Sangaré fait exception à la règle, elle régnait depuis maintenant cinq ans. *Ko Sira* est un disque magnifique, qui met à la portée des oreilles européennes une musique qui n'a rien perdu de son africanité. Il a suffi d'empêcher les musiciens du groupe de tomber dans les pièges que tend la fée électricité aux guitaristes, de mettre en valeur leur virtuosité tranquille, et de laisser Oumou Sangaré chanter, avec une retenue et une passion rares. On trouve sur le livret la traduction des textes, louange à un mecène qui a offert une voiture à la chanteuse ou conseil à la jeune épouse. Une heure dans la vie et la musique du Mali.

1 CD distribué par Média 7. World Circuit.

T. S.

ILES

Boukman Eksperyans

Kalfou Danjere

Enregistré il y a un an à Port-au-Prince, en pleine tourmente politique, *Kalfou Danjere* tape à bras raccourcis contre les corrupteurs d'Haïti et défend les valeurs ancestrales de l'île nègre, etc. *Carrefour dangereux*, qui donne son titre à l'album, est un air de carnaval, dansant et chanté à pleins poumons. Les oeuf enfants terribles de Boukman y promettent un triste sort aux exploités et aux tricheurs, forcés un jour ou l'autre de passer sur un de ces carrefours où la société secrète Bizango installe ses magies violentes. La chanson fut interdite en 1992 par les autorités militaires, peu, ou trop, sensibles à la métaphysique vaudou. Sur des tambours iorubas, des guitares rock, ou des rythmes purement caraïbes, Boukman Eksperyans chante la force des Congos, une branche ethnique d'origine africaine, et par extension,

les Noirs des campagnes. Plus concis que leur précédent album, *Vodou Adjao*, *Kalfou Danjere* vaut par son bouillonnement, son effervescence.

1 CD Mango 162539927 distribué par Island.

REGGAE

Lucky Dube

Victime

Sur le livret de son dernier album *Victims*, le reggaeman sud-africain Lucky Dube est sous une ampoule électrique, dans une pièce vide. Il joue avec une télévision, l'affronte du regard, l'éteint et puis s'en va. Photos énigmatiques pour un album très direct, impliqué. Tremplin de toutes les aventures (américaines, jamaïcaines, zouloues...), le reggae de Lucky Dube s'écarte par instants des figures imposées du genre, mais c'est pour mieux y revenir. *Victims* reprend les thèmes des précédents albums : égalité, justice, respect, anti-thèmes jetés au tribalisme, à l'oppression, le racisme et la corruption. En dix titres, Lucky Dube, dont la voix s'est affirmée, confirme ses promesses. Entre un *Soldiers for Righteousness* agressif et très africain et un *Different Colours*, *One People* digne de Marley, impossible de travailler en route.

1 CD Celluloid 68825 distribué par Média 7.

V. Mo.

UB40

Promises and Lies

On saura gré à UB40 d'avoir depuis plus de dix ans fait œuvre pédagogique en faveur du reggae auprès d'un public très large. Un indéniable talent de compositeur, un art consommé de l'adaptation (*I Got You Babe*, *Red Red Wine*) leur ont valu un succès jamais démenti. Les puristes leur reprochent, pas toujours injustement, leur opportunisme et des interprétations vidées de leur spiritualité. Ils auront beau jeu de critiquer ce nouvel album. Peu de morceaux inspirés (le sautillant *Reggae Music*, l'attachant *Higher Ground*) et surtout une fâcheuse tendance à systématiquement amollir les propos pour ce produire une variante aseptisée d'un style originellement plus habité. A l'image de cette version adoucie et benoîte de *Can't Help Falling in Love*, qui servit, il y a peu, de bande-son au lamentable *Silver*.

1 CD Virgin. DEPC015.

S. D.

CHANSON

Rachel des Bois

Cœur des foyers

A première vue, et à moins d'être contre la paix des ménages, on n'est pas sûr d'avoir envie que Rachel des Bois pénètre au cœur des foyers. Ne risquerait-elle pas d'y semer la zizanie ? Rachel des Bois, c'est l'obligation du second degré : sainte-nitouche, elle chante un slow pour remettre les garçons à leur place, elle appelle à la paresse (*Le Fado des bras cassés*) et s'étonne ostensiblement des interdits domestiques (*Nicky*, *L'enfant du placard*). Bref, une créature inoffensive et dangereuse. Car elle a de l'humour. La preuve, cette parodie façon *Oh, Happy Days*, un hymne à papa, à la pizza et à la mozzarella (une histoire vécue) avec chœur d'enfants et tambourin.

Rachel des Bois est à la mode. *Moi, les garçons*, le premier titre, mais pas le meilleur, tiré de l'album se glisse dans les radios comme une anguille sous la roche. Pour les hessois du disque, l'Espagnole Ouka Lele l'a photographiée en cartomancienne sexy. Enfin, elle est mise en musique par elle-même, « plus des filles et des garçons » de son temps. Mélodies et arrangements vont donc balancer entre la java-rock, le rap-funk, la chansonnette-raggamuffin, etc. C'est une farce, mais suffisamment corrosive pour qu'on écoute Rachel la Justicière.

1 CD Barclay 519507.

Léo Ferré

Premières Chansons

Quand Léo Ferré nous a quittés, un jour de 14 juillet, cet album, qui reprend douze chansons enregistrées en 1953, venait à peine de sortir. Une voix, un piano. Un



Pete Townshend.

ROCK

Pete Townshend

Psychodellist

Depuis les débuts du Who, Pete Townshend a toujours tenté d'élargir les formats de la création rock. Inventeur du concept album et du rock opera, il a écrit quelques-unes des plus belles pages de l'histoire du genre. Mais l'exercice est périlleux, l'auteur de *Tommy* s'y est d'ailleurs brûlé les doigts. En 1989, il ratait l'adaptation musicale d'un conte pour enfant, *Iron Man*. Nullement découragé, il met en scène dans *Psychodellist* de nouveaux personnages. A la fois pièce radiophonique (les dialogues parlés tiennent une place importante) et opéra rock, le disque conte l'histoire d'une rock star quinquagenaire, Ray High. Les réflexions sur le show-business et son pouvoir corrompeur, sur les vedettes et leur public, ont toujours été au cœur de l'œuvre de Townshend. Cette part d'autobiographie d'intéressera peut-être plus grand-monde, le guitariste signe pourtant là un de ses meilleurs albums solos. Si la prétention du projet alourdit parfois le discours, un sens aigu de l'ironie le sauve le plus souvent. Une lucidité faite de candeur et de dérision, l'art d'une guitare rythmique allant à l'essentiel et un duo éternel pour les harmonies chorales évoquent à plusieurs reprises (*English Boy*, *Now and Then*, *I Want That Thing*) les grands moments de

l'ex-leader du Who. Une nostalgie confirmée par des références constantes aux années 70. Une partie des morceaux a été écrite il y a plus de vingt ans, pour le projet *Lifeline* qui aurait dû s'intercaler entre *Tommy* et *Quadrophonia* mais n'est jamais sorti.

1 CD Atlantic/Carrère, 7567 82494 2.

S. D.

The Breeders

Last Splash

Autrefois, les Breeders étaient une activité annexe de Kim Deal, alors bassiste des Pixies. Les Pixies se sont séparés, Tanya Donnelly est partie pour fonder Belly, et Kim Deal s'est retrouvée avec un groupe à plein temps. Elle y joue de la guitare, y chante, en compagnie de sa sœur Kelley, de Josephine Wiggs à la basse et de Jim McPherson à la batterie. A eux quatre, ils font beaucoup de bruit, sans jamais compliquer trop les choses. Et c'est cette simplicité, ces mélodies à la limite de la complicité, ces petites idées musicales exploitées jusqu'à la trame qui font le charme des Breeders, un charme minimaliste par nécessité plutôt que par choix.

1 CD 4AD CAD 3014 CD distribution Virgin.

Sweet Relief

A Benefit for Victoria Williams

Victoria Williams est chanteuse, auteur-compositeur et américaine, c'est la sœur de Lucinda, également

DISQUES

chanteuse. L'an passé, Victoria Williams a ressenti les premières atteintes de la sclérose en plaques. Comme la plupart des artistes américains, elle ne bénéficiait d'aucune couverture sociale. Ce disque est d'abord destiné à réunir les fonds nécessaires aux soins qu'elle doit recevoir, mais aussi à attirer l'attention sur le sort des artistes dont la maladie interrompt la carrière.

On sait depuis longtemps que la générosité n'est pas une garantie de qualité artistique. Heureusement, *Sweet Relief*, qui réunit quatorze artistes interprétant chacun une composition de Victoria Williams, est un disque magnifique, qui révèle en France un auteur parfaitement méconnu interprété ici par des gens aussi divers que Pearl Jam (*Crazy Mary*), magnifique ballade), Lou Reed, Michelle Shocked, les Jayhawks, c'est-à-dire un échantillon plus que représentatif du rock américain vivant.

1 CD Columbia 01-474199-10.

T. S.

RAP

US 3

Hard on the Torch

Geoff Wilkinson (DJ) et Mel Simpson (pianiste), le duo britannique qui compose US 3, ont dû se pincer en réalisant qu'une signature chez Capitol leur ouvrirait les portes de Blue Note. Non seulement ils allaient figurer au catalogue du plus prestigieux des labels de jazz, mais ils avaient en plus toute latitude pour échantillonner avec délice les chefs-d'œuvre de Thelonious Monk, Art Blakey, Horace Silver, Donald Byrd ou Herbie Hancock et fabriquer en compagnie de quelques instrumentistes et d'une poignée de rappers la fusion idéale. L'utilisation des accointances rap/jazz est aujourd'hui un des procédés de production les plus exploités, même le plus *hardcore* des *b-boys* *sample* du be-bop. Mais si tous se proclament fans de John Coltrane, la symbiose entre les deux styles a rarement atteint ce degré de perfection. Un parti pris de sobriété guide cette rencontre. Cooviviale, bien sûr, oodulant d'un groove sensuel et élégant mais n'ayant pas dévié pour une fois le travail de composition. *Tulsa Yoot's Riddim* et *Eleven Long Years* inaugurent brillamment, d'autre part, les fiançailles jazz et rap.

1 CD Blue Note, distribution EMI (0777 7 8088325).

S. D.

JAZZ

Steve Lacy

We See

Quand il parle de Monk avec qui il a travaillé (joué) seize semaines d'affilée, tous les jours et les nuits, Steve Lacy (saxophone soprano) parle de la science de Monk, de ses silences et de sa conscience d'artiste. Il évoque cette baguette énorme que Monk arborait pour contrer la virtuosité qu'il le menaçait comme elle menaçait toujours plus ou moins les musiciens. Il célèbre ce sens poétique que Monk donnait au monde qui l'entoure, par sa parole, ses chapeaux, ses jeux et sa bonté. Steve Lacy est le mieux placé, par sa rigueur, son histoire, son sérieux, la beauté poignante de sa sonorité et sa connaissance des plasticiens pour le donner à voir. *We see*.

1 CD Hat Art 8 127.

Ciné Jazz

Les Plus Belles Rencontres du jazz et du cinéma

Une compilation (*les Plus Belles Rencontres du jazz et du cinéma*) qui place en tête de son pot-pourri *L'Ange* ne saurait mentir bien longtemps. Dans ce fatras oxydé par trop d'idées reçues et plusieurs fois abâtardi par les impératifs de production, circulent et surnagent, comme des grumeaux de cholestérol dans un système somme toute assez fluide (jazz et cinéma), un peu d'arnaque (la bien nommée), 3,40 grammes de Charlie Parker relooké par Herbie Hancock (*Bird*), 2 minutes 21 de Duke Ellington (*Autopsie d'un meurtre*), quelques traces de Solal (*A bout de souffle*), l'Alfie Theme de Rollins, le *No problem* des Liaisons dangereuses 1960, et la *Panther* rose, version Mancini, avec probablement Tony Coe dans ses cuivres.

Résultat ? Un brouet aussi suumâtre

que celui qu'on obtiendra, après achats en parfumerie, par asperse des échantillons mélangés que donne la marchande.

- Mais alors ? Pourquoi en parler ?

- Par devoir, par éthique et par souci. Parce que c'est de cela qu'on parle et cela qu'on abraque.

1 CD RCA, RM 600, BMG.

Charlie Christian

Complete Edition, vol. 4, 1940

La présentation est belle, façon « Pléiade ». Les textes sont abondants et soignés. Ce disque, qui permet de rappeler la valeur de la collection, est lié à un moment particulièrement fort de la carrière météorique de Charlie Christian. Le guitariste décisif des temps modernes est ici dans tous ses aspects. Sur chaque instrument, il en fait un qui quitte la route ordinaire pour les rendre possibles. Charlie Christian est celui qui fit le pas de côté à la guitare. Le volume 4 des « Masters of jazz » regroupe dans l'ordre chronologique les prises avec Benny Goodman en sextet (ses derniers enregistrements où figure Lionel Hampton), des séances du chanteur un peu oublié Eddy Howard (mais l'orchestre est très riche), et le nouveau groupe de Goodman comprenant Lester Young (cinq morceaux plus un enregistrement radio), plus cinq versions de *Wholly Cats* par le sextet reconstitué, avec Count Basie au piano. Beaucoup de solos, pas mal de variété et ce sens du jallissement qui caractérise Charlie Christian (1916-1942). Le tout entre le 11 juin et le 28 octobre 1940.

1 CD Masters of Jazz MJCD 44 - distribué par Média 7.

F. M.

Ecoutez voir

un Couple Ordinaire

mise en scène de Robert Kuperberg
avec Aurore Gément, Pierre-François Martin-Laval
Maïa Simon, Guy Trejtan
décor, Max Douy / lumière, Henri Alekan

France info 16 septembre au 31 octobre / 4177 8115

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

JAVICO 150

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Antonio Barracano

d'Edoardo de Filippo, mise en scène de Jacques Mauclair, avec Jacques Mauclair, Hugues Hattin, Lavinia Cantrone, Philipp Matagne, Alexandra Colas, Roger Jacquet, Claude Oubon, Philippe Berclot, Pauline Solas, Monique Mauclair, Jean-Pol Brisart, Sébastien Desjours, Hubert Draz, Michel Fodor et Marcel Champel.

Un patron qui rend la justice à sa manière. L'histoire se passe à Naples dans le monde rude et pittoresque d'Edoardo de Filippo. Mirois, 37, rue Voite, 3. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-78-03-53. 100 F et 150 F.

Le Cardinal d'Espagne

d'Henry de Montherlant, mise en scène de Raymond Gérôme, avec Hervé Bellon, Bernard Lanneau, Jean-Jacques Morvan, Jean Desailly, Bruno Balg, Patrice Keller, Gisèle Tournet, Annie Diction, Brigitte El Bar, Simonne Valère, Robert Clot, Robert Buzi, Jérôme Varanfrain, Stéphane Lantier, Jean-Roger Tando et Richard Lasserat.

Maniérisme était fasciné par le mythe d'une Espagne austère, rigoriste, coïncidant avec l'histoire. Le pape met en conflit une reine qui oscille entre sagesse et folie, un cardinal partagé entre le goût du pouvoir et celui de la contemplation. Medefat, 18, rue de Sèvres, 8. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 15 heures, dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-65-07-09. De 240 F à 80 F.

Le Dîner des cons

de Francis Veber, mise en scène de Pierre Mondy, avec Claude Brasseur, Jacques Villerot, Gérard Hernandez, Philippe Brizard, Cécile Pallas, Michel Robbe et Sunny Godillot.

Un homme ruiné, une jeune fille éconite : rencontre de deux désheures, auxquels chacun pense échapper en se désolant à ses propres yeux. Ce qui, finalement, n'est pas une solution idéale. Mais elle permet à Pirandello de déployer la grâce de sa pensée tardive. Hébert, 78 bis, bd des Batignolles, 17. A partir du 15 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-87-23-23. De 250 F à 100 F.

Le Fils naturel

de Denis Diderot, mise en scène d'Alain Béri, avec Didier Mahieu, Frédéric Constant, Serge Gaboriau, Luce Mouchel, Samir Slad, Christine Leroy, Sophie Caritté, Jean-François Leistra, Emmanuel Billy, Michel Ewald et Vincent Berger.

Le sous-titre est : « Les épreuves de la vertu ». Il faut entendre « épreuve » dans le sens de « pripiétés ». Théâtre de l'Art parisien, 188, av. Gambetta, 20. A partir du 21 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. 85 F et 140 F.

Ne réveille pas Cécile...

Elle est amoureuse de Gérard Lauzier, mise en scène de l'auteur, avec Nouria Lauzier, Olivia Williams, Stéphane Berry, Eric Berger, Joseph Malerba et Emmanuelle Lapoutte.

Conversation de deux copains surpris par une épouse qui n'aurait pas dû les entendre. Comédie Grumartin, 25, rue Camartin, 9. A partir du 18 septembre. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-42-43-41. De 220 F à 110 F.

Orlando

d'après Virginia Woolf, mise en scène de Robert Wilson, avec Isabelle Huppert. Histoire fantastique d'un homme qui traverse les siècles et les sexes. Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claude, 6. A partir du 21 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-38-38. De 150 F à 30 F.

Le Roman d'un tricheur

de Sacha Guitry, mise en scène d'Henri Lazare, avec Jean-Laurent Cochet, Liliane Sorval, Stéphane Guillemin et Paul Lavitz.

Sacha Guitry a écrit de nombreuses pièces et tourné de nombreux films, longtemps considérés comme du théâtre filmé, à présent réhabilités. Et voici les

confidences d'un tricheur chanceux adaptées pour la scène. Juste retour des choses.

Bateau-théâtre le Miroir au diable-Rive gauche, face 3, quai Malesherbes, 6. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 40-46-90-72. 70 F et 100 F.

Threepenny Lear

de William Shakespeare, mise en scène de Bernard Sobel, avec Maria Casares, Xavier Guitart, Orlis Léger-Millaud, Nicolas Rossier, Jean Badin, Jean-Pierre Bégot, Alain Mac Miny, Claude Ouparait, Frédéric Pellegrin, Mehdi Bampou, Claude Guyonnet, Agnès Sourdillon, Stéphanie Schwartzbrod et Cécile Garcia-Fogel.

« Si, comme le suggère Walter Benjamin, une œuvre n'est faite que pour garder le souvenir des blessures infligées à l'humanité et le transmettre aux générations futures. Si elle n'existe en somme que parce que les hommes souffrent et pour que d'autres le sachent, Lear est bien une de ces œuvres », écrit Bernard Sobel, qui a demandé à Maria Casares d'être le vieux roi.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Garches. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-83-26-30. 110 F et 130 F.

La Tranche

de Jean-Daniel Magnin, mise en scène de Philippe Adrien, avec Nicolas Delpeyrot, Jean-Martin Galey, Victor Gervier, Annie Mercier et Gabriela Tricost.

Le sous-titre est : « Le retour de l'enfant prodige » et c'est une sorte de voyage à l'intérieur des fantasmes familiaux. Le spectacle a été créé à Avignon. Bastille, 78, rue de la Roquette, 11. A partir du 15 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures, Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 100 F.

Un couple ordinaire

d'après Gitta Sereny, mise en scène de Robert Kuperberg, avec Aurélien Clément, Guy Tréjard, Pierre-François Maudin-Laval et Mimi Simon.

D'après les interviews d'un couple de nazis. Lui a été chef du camp de Treblinka. Un camp de la mort. Théâtre national de Châtelet, 1, place du Trôneau, 18. Du mardi au samedi à 21 heures, Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F.

La Volupté de l'honneur

de Luigi Pirandello, mise en scène de Jean-Luc Boutté, avec Gérard Desarthe, Clotilde Mellet, Lucien Hannon, Patrice Kerbrat, Eric Draz et Michel Peyrolon.

Un homme ruiné, une jeune fille éconite : rencontre de deux désheures, auxquels chacun pense échapper en se désolant à ses propres yeux. Ce qui, finalement, n'est pas une solution idéale. Mais elle permet à Pirandello de déployer la grâce de sa pensée tardive. Hébert, 78 bis, bd des Batignolles, 17. A partir du 15 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-87-23-23. De 250 F à 100 F.

Paris

Ce qui arrive et ce qu'on attend de Jean-Marie Besset, avec Patrice Kerbrat, avec Christophe Melevo, Sahlin Haudepin, Clara Nededeu, Samuel Labadie, Philippe Esses, Gilles Thomas et François Carron.

Amours vraies, amours fausses : toujours les amours sont contrariées. De la manière de dire avec humour des choses douloureuses. Guérissement, 28, rue de la Gaité, 14. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-22-16-16. De 220 F à 120 F.

Les Désarrois

de Gilda Rumeur, mise en scène de Marie Pacôme, avec Jean-Luc Moreau, Michel Cretton, Michel Bonnet, François Pacôme, Nathaniel Mezzer, Claude Grécourt, Laurent Montagner, Marie-Françoise Mignot.

Maria Pacôme connaît bien le théâtre, les gens qui le font, les gens qui en vivent. Elle aime, et elle aime en rire. Saint-Georges, 51, rue Saint-Georges, 9. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-76-63-47. 110 F à 235 F. - 60 F jusqu'au 19 septembre.

Les Drôles

d'Elizabeth Mazov, mise en scène d'Olivier Py, avec Elizabeth Mazov, Olivier Py, Marie Baroux (basson) et Mathieu Galle (contrebasse).

Confidences d'un couple à travers « une musique de détresse, un bon-bon, travail impressionniste qui doit charrier le réel dans ses travers les plus idiots ». Bastille, 78, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 100 F.

Fous des Folles

d'Alfred Aries, avec la collaboration de Roberto Piria, François Tournefort, Freddy Vaccarezza,

Ann Yopes, Jacques Rouveyrolles, Laurent Castaing, Emmanuelle de Dietrich, Stas et Splendeur, Jean-Drès et Ironie, chanteurs, danseurs, jeunesse, fantômes. Les nouveaux enchantements du music-hall.

Folies-Bergère, 32, rue Richer, 9. Du mardi au dimanche à 21 h 30. Dîner à 19 h 30 (670 F). Revue de 152 F à 295 F. Revue champagne 485 F. Tél. : 42-46-71-11.

Munich-Athènes

de Lars Noren, mise en scène de Claudia Stewsky, avec Aurélien Recollet, Laurence Roy, Roméo Escala et Arlette Balda.

Un homme et une femme sur le chemin de leur passé. Un passé qu'ils assument en vain de fuir. Du pur Lars Noren, trivial, méchant. Des acteurs fascinants.

Cartoucherie-Théâtre du la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-36-36. 80 F et 110 F.

Passions secrètes

de Jacques-Pierre Amato, mise en scène de Patrice Kerbrat, avec Pierre Vaneck, Stéphane Fraiss, Clotilde de Beyer, Catherine Frot, Jean-Yves Bortolotto et Alex Dessens.

Les drames d'une famille apparemment unie, où chacun se croit bien dans sa peau. Montparnasse, 31, rue de la Gaité, 14. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 230 F à 80 F.

Les Prodiges

de Jean Vauthier, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Sophie Berjot, Marcel Maréchal et Marie Margy.

Les tourments d'un homme pauvre partagé entre son goût de l'absolu, le désir de séduire, donc la nécessité de mentir. Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitre-Brun, 20. Du mardi au samedi à 21 heures, Matinée mercredi à 12 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 43-68-43-60. De 80 F à 100 F.

Souvent je ris la nuit

d'après Victor Hugo, mise en scène de Gilles Guillot, avec Elisabeth Comellin, Ina Mercure, Michel Dodane, Jean-Jacques Fédida, Gilles Guillot et Frank Mercadal.

Six personnages, sous des noms différents, traversent l'œuvre de Victor Hugo. Théâtre Silvia-Mondot, 106, rue Brancion, 15. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-31-10-96. 90 F et 120 F.

Groupe Emile Dubois/Jean-Claude Gallotta

Ulysse. Une des pièces fondatrices du style Gallotta. Créée en 1984, remontée plus tard pour l'Olympie Arts Festival de Los Angeles, elle est présentée dans une troisième version et avec de nouveaux interprètes : une réécriture.

Théâtre du Village, du 21 au 25 septembre, à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 95 F et 120 F.

Carte blanche

à Daniel Dobbels. Espagne du présent. Critique et chorégraphie. Daniel Dobbels résume le dialogue entre danse contemporaine et arts plastiques : Christine Gérard présente la Griffe, d'après Arnulf Rainer, Maïté Fossan Couste de fil blanc, d'après Dietrich Appel, et Dobbels elle présente le Maître Ren, d'après Jean Kerbrat.

Théâtre d'Ivry, le 18 septembre, à 20 h 30. Tél. : 46-70-21-55. De 50 F à 110 F.

Compagnie

Michèle-Anne de Mey. Sonates 555. Sur des sonates de Scarlatti (mais pas les 555 !), l'allégresse ludique, la légèreté et le charme de M.-A. de Mey. Un mouton se mêle aux neuf danseurs.

Théâtre royal de Mons, le 21 septembre, à 20 heures. Tél. : 27-65-05-60. 40 F et 60 F. Départ en bus-cocktail à 19 heures au Théâtre du Manège de Mandeuge.

Annemasse

Christine Blaise. Le Présentiment des alligators au pied de l'escalier. Dans le cadre de La Bâtie Festival de Genève, une création où Christine Blaise tente de « capter l'impalpable, l'instant moment où la réalité change et fait place à l'incertain ».

Château-Rouge, les 18 et 17 septembre, à 20 h 30. Tél. : 50-38-14-15. De 40 F à 95 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard. « Danse » : Sylvie de Nussac.

MUSIQUE

Paris

Mercredi 15 septembre

R. Strauss

Des Quichottes. Salomé, dans des sept voiles et scène finale. Maria Ewing (soprano), Hanna Scher (mezzo-soprano), Robert Yser (ténor), Jean-Pierre Bortolotto (alto), Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction).

Reentrée parisienne sous le signe de Richard Strauss. Le programme royal, en orchestre au Châtelet, pour un orchestre et un chef qu'on est curieux d'apprécier dans ce répertoire. Maria Ewing est cette soprano à la voix immatérielle et d'une certaine façon, « enfantine » (confiance idéale !) à laquelle Claudio Abbado a confié le rôle de Mélisande dans son enregistrement pour DG. La petite princesse de Mæterlinck n'a pas toute la perversité de la jeune Salomé, mais à peu près le même âge, à quelques années près. Et Maria Ewing, l'Américaine, a beaucoup chanté le rôle sur les grandes scènes lyriques de son pays. Belle soirée strassienne en perspective, donc, avec Bychkov et l'Orchestre de Paris.

Salle Pleyel les 15 et 16, 20 h 30 : le 15, 18 heures. Tél. : 45-53-88-73. De 95 F à 280 F.

Jendi 16

Brahms

Mahler

Lieder

Gounod

Fauré

Duparc

Roussel

Midiolles

Micahel Riving (baryton). David Safir (soprano). Sous la direction éditoriale de Monique Devaux, la programmation musicale du Musée du Louvre est l'une de celles qui reviennent régulièrement, au fil de la saison, dans cette sélection. C'est que les séries sont bien diversifiées - on l'écrit cette année le bicentenaire du musée au son de deux créations : le troisième quatuor de Pascal Dusapin et le premier de Frank Krawczyk, l'un des très jeunes compositeurs auquel le Festival d'automne avait donné sa chance dans son édition tout entière dédiée à la création. En 1989. Toujours à la pointe de la nouveauté, le Quatuor Arditi assurera ces premières au soir du 3 novembre. Mais pour l'heure, c'est le coup d'envoi de la série des « Midis » avec un récital de mélodies françaises qui ne représente que l'une des facettes du talent de Nicolas Riving, baryton polyvalent et entreprenant. Formé par Sénéchal, né à Londres, Riving quitte tout juste le Festival de Salzbourg. Il y fut un superbe Apollon dans l'Orfeo de Monteverdi dirigé par René Jacobs.

Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-52-52-25. 50 F.

Samedi 18

Haydn

Symphonie n° 104 « Londres ».

Beethoven

Romances pour violon et orchestre

Jolivet

Adagio pour cordes

Boieldieu

Concerto pour harpe. Myrielle Nordmann (harpe), Patricia Fontanarosa (violin), Ensemble orchestral de Paris, Theodor Guschlbauer (direction).

La Salle Gaveau, c'est un peu, dans les principes et dans les faits, l'anti-Louvre. Produits par l'occupant principal des lieux, Jean-Marie Fournier, des concerts s'y superposent au gré de séries si nombreuses que le mélomane le mieux attentionné y perdrait son latin. Peu importe, direz-vous, le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse. Cabellé et Janowitz, Laurence Dale, et François Pollet dans les « Lendia » lyriques, inaugurés le 4 octobre par les adieux de Carlo Bergonzi ; Mannixian, Fleisher, Kremer avec Argerich, Kataris avec les virtuoses de la Philharmonie de Berlin, Furtak et Rabinovitch dans les « Grands rendez-vous » (du 15 octobre au 25 mai). Le concert de ce samedi n'est pas une production L.-M. Fournier mais une soirée liée au Concours Lily Laskine. D'où la présence de Marielle Nordmann, notre « madame harpe » nationale, fut présentée à la grande Laskine à l'âge de dix ans.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-83-05-07. De 100 F à 250 F.

Dimanche 19

Wagner

Stegfried-Hyll

Mahler

Des Krähen Wunderhorn. Robert Lieder. Jeanne Camplon, Denise Porcy, Yvonne Rosset, Sylvia Martini (mezzo-soprano), Laurence Glee, Didier Frédéric (baryton), Orchestre national d'Ile-de-France, Jonathan Durling (direction). Chef-d'œuvre de l'architecture cistercienne, l'abbaye de Royaumont est l'un des lieux de promenade à recommander, par beau temps, pour un dimanche de septembre. Le programme qui vous y attend n'est pas mal non plus. Alors, même s'il pleut...

Royaumont, Abbaye de Royaumont, 18 heures. Tél. : 34-88-05-00. De 90 F à 100 F.

Régions

Dole

Haydn

La Fodelta premiata. Production du Zonopora. Frank Van Kooten (direction). Jean Bouvier (soprano). Basé à Hilversum, le Zonopora est une institution légère comme les Pays-Bas ont le secret. Fondée en 1982, cette unité réunit de jeunes chanteurs pour leur enseigner le style de l'opéra classique à travers Haydn essentiellement. L'Orchestre de chambre de Brabant baguennade, lui, volontiers du répertoire au jazz. Et ne croyez pas que ce genre d'entreprise soit une exception chez nos voisins néerlandais. Du 16 septembre au 10 octobre, l'Opéra Zuid, notre institution nationale, tout aussi originale, emportera de Maastricht à Eindhoven ou à Rotterdam l'Etoile de Chabrier. Cet opéra-comique, produit que l'on dit typiquement français, verra sa première éclectique ainsi assurée (sans : 19-31-43-21-01). Reprise de la Fodelta premiata, toujours dans le cadre du Festival de Bessange et de Franche-Comté, le 16 à Luxeuil et le 17 à Lons-le-Saulnier.

Le 18, Théâtre, 20 h 30. Tél. : 81-80-73-28.

Strasbourg

Messiaen

Un soir

Gorecki

Concerto-cantata

Mâche

L'Estuaire du temps, création

Carol Wincanc (soprano), Michèle Lévesque (échantillonneur), Orchestre philharmonique du Radio-France, Edgar Howarth (direction).

Dix-sept jours de festivités : vingt et une créations mondiales, quatre premières auditions : le Festival Musica est, avec le Festival d'automne, la plus large plate-forme encore proposée dans l'Hexagone aux musiques de notre temps. Ici, le plural s'impose plus que nulle part ailleurs. Les directions artistiques successives (on ne mentionne, la liste est dans les mains de Dominique Marco) à voulu, et sa, perpétuer l'esprit d'ouverture voulu d'embellie par Maurice Fleuret, au début des belles années du ministère Lang. Au programme du concert d'ouverture, François-Bernard Mâche succède au Soutire de Messiaen, qui fut son maître. Cet ancien du Groupe de Recherches, chroniqueur à la NRF, ethnomusicologue, pédagogue, n'a jamais cessé d'être attiré par les territoires incertains de l'écrit et de la pensée. Il s'expliquera, dès le lendemain à 12 h 30, dans le cadre des rencontres de la Foac strasbourgeoise, sur la tâche (malaisée ?) de composer sur commande. Car, avec deux à quatre concerts quotidiens, des accueils de compositeurs en résidence (cette année : Michèle Reverdy), des discussions sur le tas, il se passe toujours quelque chose à Musica.

Le 17, Palais de la musique et des congrès, 20 heures. Tél. : 88-52-18-45. 100 F.

Monnet

Fragments, création

Compagnie Caput Mortuum. Ensemble instrumental Ars Nova, Philippe Nahon (direction), Marc Monnet (direction). Marc Monnet, qui ne fait rien comme personne, a intitulé « opéra » ces Fragments destinés à sa compagnie de danseurs-danseuses, longuement élaborés par la partie instrumentale dans les secrets des studios de l'Ircam, pour être livrés live, mais singulièrement prémédités, par l'Ensemble Ars Nova. La création parisienne se fera les 25 et 26 septembre au Théâtre de la Bastille à l'occasion du Festival d'automne. Le sujet du drame ? La fragmentation, évidemment.

Le 18, 22 h 30 ; le 19, 15 heures. Théâtre national, Tél. : 88-21-02-02. 80 F.

Gorecki

Symphonie n° 3

Susan Naruck (soprano), Orchestre symphonique de la RAI de Vienne, Lars Pfaff (direction). Agé de soixante-dix ans, Henrik Mikolaj Gorecki sera à Strasbourg pour recevoir un hommage qui lui vaudra, entre autres, les ventes incertaines de sa musique rééditée sur CD. Joué à Royan en 1977, sa Troisième symphonie serait ainsi devenue un « hit » qui étonnerait un tout nouveau public, entre Pavlovski et Prince. En quoi ce minimalisme mystique, vite passé de mode dans les années 70, concernait-il notre époque ? Il y a, indubitablement, un phénomène Gorecki.

Le 18, Eglise Saint-Paul, 20 heures. Tél. : 88-21-02-02. 100 F.

Rilm

Jakob Lenz

Johannes Krieger (Lorenz), Gregory Reinhart (Oberlin), Ian Calvey (Kaufmann), Ensemble instrumental de l'Opéra du Rilm, Olivier Delouis (direction), Michel Deutsch (mise en scène), Toméo Vargas (chorégraphie).

Le 18, Théâtre, 20 h 30. Tél. : 81-80-73-28.

Strasbourg

Messiaen

Un soir

Gorecki

Concerto-cantata

théâtre de la bastille

43.57.42.14

14 septembre au 16 octobre

Les Drôles

Elizabeth Mazov

mise en scène

Olivier Py

15 septembre au 22 octobre

La Tranche

Jean-Daniel Magnin

mise en scène

Philippe Adrien

avec la Carte Blanche

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

La vie de Jakob Lenz, poète romantique allemand qui s'inspire dans la folie, à inspiré en 1979 un opéra intimiste à son compatriote Wolfgang Rihm, patron des néoromantiques (il serait plutôt en ce moment dans une période néo-expressionniste). Rihm est aussi l'auteur des *Hölderlin-Fragmente*, preuve que le délire le concerne, ainsi que les cas psychiatriques limites, mais aussi la discontinuité, comme Marc Monnet (*lire la notice ci-dessus*). Coïncidence ? Michèle Reverdy, que Musica accueille en résidence cette année, a naguère adapté pour le théâtre chanté le *Précipité* du même Lenz. Cette production de l'Opéra du Rhin montre en tout cas que toutes les forces culturelles de la capitale alsacienne marchent désormais aux côtés de Musica.

Le 21. Théâtre municipal, Opéra du Rhin, 20 heures. Tél. : 88-76-49-23. De 80 F à 170 F.

Jazz

Von Freeman

Von Freeman (saxophone ténor) est une sorte de grand-père juvénile et dérangé qui plait aux élégantes de la Villa. Il a commencé sa carrière internationale après le succès de son fils (Chico). Il joue avec une liberté qu'aucun jeune ténor de saxophone ne s'autorise à approcher aujourd'hui. Charlie Parker, John Coltrane, Miles Davis et Son Roll ne manquent jamais de faire étape à Chicago pour saisir la chance de jouer avec lui. Il est enfin d'une courtoisie, d'une grandeur d'âme et d'un humour qui trouvent leur cadre comme naturel à la Villa.

Du 15 au 21. La Villa, 22 h 30. Tél. : 43-26-60-00.

Helen Merrill Gordon Beck

Superbe chanteuse à la deuxième carrière européenne, Helen Merrill se présente en duo (Gordon Beck au piano). Ceux qui ont déjà entendu y reviendront : cela dit pour les autres. Le mercredi, une autre vocaliste que l'on ne connaît pas encore, Denise Jannah. Quelle idée se faire d'une chanteuse que l'on ne connaît pas ? Primo, elle passe au New Morning, c'est un signe. Deuzio, elle passe la même semaine qu'Helen Merrill, à bon entendement. Et, enfin, elle est accompagnée par Georges Mraz (basse), Billy Hart (batterie) et Rick Margitza (saxophone). Compris : soit la production joue gros (et il faut une grosse production), soit Denise Jannah s'est imposée aux meilleurs, soit les deux ensemble.

Le 17. New Morning, 21 heures. Tél. : 46-23-61-41.

Quoi de neuf docteur ?

La solide et très musicienne formation de Serge Adam mérite une vérification de vin. Visite de simple routine ? Oui et non. Maintenant en forme un big band est une sorte d'exotisme stylistique, tant sur le plan économique que sur celui de l'actualité. *Quoi de neuf docteur ?* est une dynamique très reconnaissable, beaucoup d'idées dans la composition (*Réflexions sur l'épigraphie*) et dans le traitement. Le dernier disque (*En attendant la pluie*, DCC 003 distribué par Adda) est de l'œuvre. Pour finir, une curiosité matérielle : comment les dix-sept musiciens vont-ils tenir au *Duc des Lombards*, et quelle impression, celle d'un grand orchestre en club ?

Les 17 et 18. Au Duc des Lombards, 22 h 30. Tél. : 42-33-22-88.

Denis Collin Trio

Denis Collin (clarinette basse), Pablo Cuesco (percussions) et Didier Petit (violoncelle). La formule est au point. C'est le trio le plus insolite et le plus sûr que l'on puisse entendre. Hors normes, hors catégories. Surprise et enchantement assurés.

Le 21. Montreuil. Instantané chevié, 21 heures. Tél. : 43-87-25-81.

du 21 septembre au 14 novembre 1993

cirva : le verre, manières de faire

Musée du Luxembourg
1 rue de la Harpe
75005 Paris
Tél. : 47-78-12-33

Rock

Bon Jovi Billy Idol

Chacun à leur manière, ces « artistes » illustrent ce qui pouvait arriver de pire au rock. Bon Jovi et son rock de faux dur, de vrai mou, Billy Idol avec ses prétentions à la décadence, mais sans risque, sans enjeu. Une soirée dans l'époque.

Le 16. Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 h 30. Tél. : 40-02-80-02. 185 F.

In the Nursery

Les gens qui écoutent In the Nursery ne le font pas pour rigoler. L'univers très sombre du groupe n'a guère changé ces dix dernières années, tant de constance émue, finit par arriver à une espèce de vérité.

Le 16. Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Everything but the Girl

Une certaine manière d'être anglais et musicien, en duo, élégamment, à la limite du maniérisme (côté jazzifiant) mais avec une vraie chaleur.

Le 17. Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Duran Duran

Simon Le Bon et ses camarades ont consacré l'essentiel de leurs efforts ces dernières années à ne plus être des vedettes pour cours de récréation. D'où une musique plus rock, moins accrocheuse, des pochettes très élaborées, bref, tous les vêtements de la rock star adulte. Reste le problème du contenu.

Le 20. Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00. 170 F.

Tournée Flashbone 1^{re} partie : Tool

Un joli plateau avec les atouts de Flashbone, leur débauche de décibels, de références (rock, funk, jazz) et les facettes d'Angelo, le chanteur, qui finit souvent le concert accroché aux cintres pour pen que le lieu s'y prête, et Tool, étrange groupe américain, à l'ultra-obscur.

Le 20 septembre, MCM, Théâtre de Verdure. Le 21, Marolles, Théâtre du Moulin. Le 22, Montpellier, salle Victoria II.

Chanson

Yvan Dautin

Yvan Dautin mène une carrière discrète. Cet héritier de la tradition chansonniers française (Bobby Lapointe) mérite pourtant la découverte.

Les 15, 16, 17, 18 et 21. Théâtre de Nostre, 22 h 15. Tél. : 46-34-81-04.

Jean Guldouin

Un nouveau disque, un nouveau spectacle : Guidouin, avec ses textes au poignard, ses excès, sa voix inimitable, crée chaque fois l'événement. Il faut s'y précipiter.

Du 16 au 18. Théâtre de la Villa, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 80 F.

Régine

On espère que malgré un disque plutôt mal ficelé consacré aux répertoires des stars d'antan (Fréhel, Dama, etc.), Régine aura su mettre son pied au spectacle à la hauteur de ces dames et d'elles-mêmes.

Le 21. Bouffes du Nord, 20 h 30. Tél. : 46-07-34-50. De 120 F à 150 F.

Musiques du monde

Robert Charlebois

Charlebois a gardé l'œil de ses vingt ans : de Montréal et son fleuve immense à la question de l'indépendance. Seules les lumières changent, le style est moins provocant et l'autonomie devient divorce.

Du 16 au 18. 20 h 30 ; le 19, 18 heures. Casino de Paris. Tél. : 48-95-98-99. De 120 F à 210 F.

Lucky Dube

Lucky Dube est sud-africain et il joue du reggae, imprégné à la musique jamaïcaine la marque brillante de son pays, avec sa violence et ses espoirs.

Le 19. Elysée-Montmartre, 18 h 30. Tél. : 42-52-25-15. 90 F.

La sélection « Classique » a été établie par Anne Rey.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

ARTS

Nouvelles expositions

CIRVA : le verre, manières de faire

Le Centre international de recherche sur le verre et les arts plastiques (CIRVA) accueille depuis 1986, à Marseille, des plasticiens, designers et architectes titulaires des propriétés du verre. Un hôte. Avec treize-cinq artistes : Larry Bell, James Lee Byars, Giuseppe Penone, Judith Bartoloni, Elisabeth Garouste, Mattia Bonetti, Tam Shannan, Piotr Kowalski, etc.

Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes, Paris 6^e. Tél. : 42-34-25-45. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures, jeudi jusqu'à 22 heures. Du 21 septembre au 14 novembre. 30 F.

Etienne Hajdu

Une trentaine de sculptures, bas-reliefs et ronde-bosses, des dessins, des porcelaines, pour retracer, depuis les années 30, le cheminement singulier de ce Roumain devenu parisien capable tout à la fois de donner dans le primitivisme et dans la dentelle.

Fondation de Coubertin, domaine de Coubertin, Saint-Rémy-lès-Chevreuse, 78470. Tél. : 30-85-65-43. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures, du 15 septembre au 14 novembre. 30 F.

Les arts à Paris

chez Paul Guillaume, 1918-1935

Paul Guillaume, marchand d'art moderne dans les années 20, est surtout connu pour sa promotion de l'art nègre. Albert Barnes était l'un de ses clients. L'exposition qui retrace ses activités vient donc à point.

Musée de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, Jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 42-34-25-45. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Du 15 septembre au 3 janvier 1994. 33 F. dim. : 24 F.

Horst Münch

Dessins, peintures, sculptures : d'un support à l'autre, cet artiste allemand (né en 1931) joue, fort bien, de son hésitation à cerner des images, à se saisir de corps, qu'il relâche, et reprend.

Carré des arts, parc Nord de Paris, esplanade des Champs, Paris 12^e. Tél. : 43-66-73-82. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures et de 14 heures à 17 heures. Du 16 septembre au 6 novembre. 5 F (prix d'entrée du parc).

Paris

Chefs-d'œuvre du Musée des beaux-arts de Leipzig

Le très vieux Musée des beaux-arts de Leipzig - il a été fondé en 1837 - peut s'enorgueillir de solides collections portant sur la Renaissance allemande, le dix-septième siècle hollandais, le romantisme allemand. Elles sont montrées pour la première fois à Paris, en soixante-cinq peintures, de Cranach à Caspar-David Friedrich, et cent quatre dessins, ouvrant aussi sur l'Italie du Primitif et du Baroque.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-85-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 5 décembre. 35 F.

De Cézanne à Matisse, chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes

Aucune des quelque deux mille œuvres acquises par Albert C. Barnes pour sa fondation, n'était jusqu'au printemps dernier, sortie de Merion, près de Philadelphie. En voici soixante-douze (vingt Cézanne, seize Renoir, dix Matisse, sept Picasso, un Manet, deux Monet, Seurat...) qui, au Musée d'Orsay sont présentées mêlées aux collections.

Musée d'Orsay, 1, rue de la Harpe, Paris 7^e. Tél. : 40-48-45-65. Tous les jours sauf lundi de 9 h 30 à 18 heures, jeudi de 9 h 30 à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Conférences les 6, 13, 20 et 27 novembre. Jusqu'au 2 janvier 1994. 60 F.

L'envers des choses

L'exposition réunit trois artistes : Georges Kuchar, inconnu en France, Annette Messager et Cindy Sherman, toutes les deux, chacune à leur manière,

auteurs d'œuvres plutôt terribles dont on ne sait ce qui domine, de la cruauté ou de l'humour.

Centre Georges-Pompidou, studio, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 octobre.

Gordon Matta-Clark

Gordon Matta-Clark était architecte de formation, comme son père, le peintre. Et comme lui, il avait une certaine tendance à se faire visionnaire, usant de toutes sortes de moyens d'expression, pour intervenir dans le milieu urbain ou le paysage. Ses films et ses vidéos tournés dans les années 70 rendent compte de ses travaux de « sculpture » sur des maisons ou mines désaffectées, et de son grain de folie.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 8^e. Tél. : 42-60-89-89. Tous les jours sauf lundi de 13 h 30, 15 heures, 16 h 30, samedi, dimanche, séances suppl. à 10 h 30, mardi nocturnes à 18 h 30, 19 h 30 (sauf les 5 et 12 octobre). Jusqu'au 17 octobre. 35 F.

Noir dessin

Le noir de la pierre noire, du graphite, du fusain, de l'encre, à voir comme une couleur qui attire des images secrètes, parfois des portraits, mais aussi de brillantes lumières. Depuis le dix-neuvième siècle. L'exposition, la première d'une

nouvelle série du département des arts graphiques, accueille, c'est inhabituel à Beaubourg, des œuvres venues du Louvre et de la Bibliothèque nationale.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 septembre.

Gerrit Thomas Rietveld

Une rétrospective, la première en France, de cette éminente figure (hollandaise) de l'histoire de l'architecture et du meuble. Il est l'auteur notamment d'une chaise rouge et bleue, pour s'asseoir comme dans un tableau de Mondrian, et d'une maison à Utrecht qui, avec tous ses plans de couleurs et ses fenêtres (d'angles, une nouveauté), est une petite merveille du mouvement De Stijl.

Centre Georges-Pompidou, petit foyer, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 22 septembre.

Takis

Grec fixé à Paris en 1954, Takis s'est d'abord fait remarquer par des Signaux, points de lumière sur des longues tiges mobiles. La lumière, le son, et le mouvement sont les matériaux de sa sculpture enrichie par l'exploitation des propriétés du magnétisme. Et qui n'est pas une sculpture à froid. Une rétrospective, la première.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 8^e. Tél. : 42-60-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 18 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 17 octobre. 35 F.

Galerie

Carl Andre, Sol Le Witt

Au sol : une grande pièce de marbre que Carl Andre, fidèle à lui-même, a voulu poli comme de l'acier. Aux murs, deux « dessins » en découpes de polystyrène noires et blanches, dans la veine explosive que Sol Le Witt explore depuis une dizaine d'années. Effet assuré, comme quoi les dérivés et les lendemains de l'art minimal peuvent chanter.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures.

Aneliese Varaldiev, Lewis Baltz

Des tirages cibachrome grands formats pour Lewis Baltz, du cinéma et de la vidéo pour Aneliese Varaldiev : deux artistes qui laissent leur égo au placard et mettent leur travail pour mieux positionner les images banalisées de la télévision et les soirées hollywoodiennes.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue de Valenciennes, Paris 10^e. Tél. : 42-78-06-82. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 novembre.

Jan Vermyse

Des pianos en plâtre, des tortues, des globes en bronze ou en céramique, et autres pièces isométriques, que l'on peut voir comme des mises en scène de natures mortes... L'œuvre de cet artiste, qui représente la Belgique à la Biennale de Venise (jusqu'en octobre), est décidément sophistiquée.

Galerie Durand-Dessart, 28, rue de Lepeux, Paris 11^e. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 octobre.

Bordeaux

Jean-Pierre Raynaud

Double exposition Raynaud au CAPC : à l'étage, une rétrospective choisie de ses « psycho-objets », qui rassemblent des matériaux issus du monde quotidien des cliniques, ou des panneaux de signalisation ; dans la nef, sa maison de La Celle-

10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 octobre.

Différentes natures

Du gros et du beau travail, cet inventaire des mille et une façons dont les artistes d'aujourd'hui approchent, inventent, englobent la nature dans leurs œuvres. Dessins, plans, maquettes, photos et vidéos en quantité.

Galerie du L'Esplanade, place du La Défense, La Défense, 92000. Tél. : 49-00-17-13. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 septembre.

Arshile Gorky

Arshile Gorky, artiste tourmenté, d'une infinie délicatesse dans ses peintures comme dans ses dessins, est une figure-clé dans l'histoire du passage du surréalisme à l'expressionnisme abstrait. Un hommage en quarante dessins de 1931 à 1947, ce n'est pas rien. D'autant qu'il s'agit d'œuvres inédites.

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1^{er}. Tél. : 42-98-37-90. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Fermée jusqu'au 5 septembre. Jusqu'au 20 octobre.

Hervé Guibert

A l'occasion de la sortie du livre *Photographies* d'Hervé Guibert, Agathe Gaillard, qui a toujours défendu et exposé le travail du romancier-photographe, présente ses inédits. Guibert, ou l'exemple

de Chirico : « Paul Guillaume » (1915).

Chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes au Musée d'Orsay.

le plus abouti du dialogue photo-auto-

biographique.

Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 4^e. Tél. : 42-77-38-24. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 octobre.

Albert Oehlen

Que peindre? l'artiste allemand Albert Oehlen (né en 1954), qui veut échapper aux rigueurs de l'art conceptuel et ne pas basculer dans le néo-expressionnisme romantique, se pose la question. Il n'est pas le seul dans les années 80.

Galerie Samia Saouane, 18, rue des Courty-Saint-Gervais, Paris 3^e. Tél. : 42-78-40-44. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 11 heures à 18 heures et du 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 novembre.

Aneliese Varaldiev, Lewis Baltz

Des tirages cibachrome grands formats pour Lewis Baltz, du cinéma et de la vidéo pour Aneliese Varaldiev : deux artistes qui laissent leur égo au placard et mettent leur travail pour mieux positionner les images banalisées de la télévision et les soirées hollywoodiennes.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue de Valenciennes, Paris 10^e. Tél. : 42-78-06-82. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 novembre.

Jan Vermyse

Des pianos en plâtre, des tortues, des globes en bronze ou en céramique, et autres pièces isométriques, que l'on peut voir comme des mises en scène de natures mortes... L'œuvre de cet artiste, qui représente la Belgique à la Biennale de Venise (jusqu'en octobre), est décidément sophistiquée.

Galerie Durand-Dessart, 28, rue de Lepeux, Paris 11^e. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 octobre.

Bordeaux

Jean-Pierre Raynaud

Double exposition Raynaud au CAPC : à l'étage, une rétrospective choisie de ses « psycho-objets », qui rassemblent des matériaux issus du monde quotidien des cliniques, ou des panneaux de signalisation ; dans la nef, sa maison de La Celle-

10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 octobre.

Galerie

Carl Andre, Sol Le Witt

Au sol : une grande pièce de marbre que Carl Andre, fidèle à lui-même, a voulu poli comme de l'acier. Aux murs, deux « dessins » en découpes de polystyrène noires et blanches, dans la veine explosive que Sol Le Witt explore depuis une dizaine d'années. Effet assuré, comme quoi les dérivés et les lendemains de l'art minimal peuvent chanter.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures.

Aneliese Varaldiev, Lewis Baltz

Des tirages cibachrome grands formats pour Lewis Baltz, du cinéma et de la vidéo pour Aneliese Varaldiev : deux artistes qui laissent leur égo au placard et mettent leur travail pour mieux positionner les images banalisées de la télévision et les soirées hollywoodiennes.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue de Valenciennes, Paris 10^e. Tél. : 42-78-06-82. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 novembre.

Jan Vermyse

Des pianos en plâtre, des tortues, des globes en bronze ou en céramique, et autres pièces isométriques, que l'on peut voir comme des mises en scène de natures mortes... L'œuvre de cet artiste, qui représente la Belgique à la Biennale de Venise (jusqu'en octobre), est décidément sophistiquée.

Galerie Durand-Dessart, 28, rue de Lepeux, Paris 11^e. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 octobre.

Bordeaux

Jean-Pierre Raynaud

Double exposition Raynaud au CAPC : à l'étage, une rétrospective choisie de ses « psycho-objets », qui rassemblent des matériaux issus du monde quotidien des cliniques, ou des panneaux de signalisation ; dans la nef, sa maison de La Celle-

Saint-Cloud, une construction envahie par les carreaux de céramique que l'artiste a détruits en mars dernier et dont les gravats sont répartis dans un millier de poubelles chirurgicales chromées. L'effet, spécialement vu d'en haut, est époustouflant.

Musée d'art contemporain, 7, rue Fauriel, 33000. Tél. : 58-44-16-35. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 novembre. 30 F.

Chartres

Marino Marini

On connaît plus ou moins Marini sculpteur, rendu célèbre par ses cavaliers intemporels, à mi-chemin entre l'antiquité classique et l'art primitif, mais on ignore très largement son œuvre peint. Une centaine de tableaux combient cette lacune.

Musée des beaux-arts de Chartres, 28, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-96-41-33. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Colmar

Variations sur la crucifixion

Ceux qui se souviennent de l'exposition consacrée au même thème par le Musée Picasso ne voudront pas faire le voyage, et ils auront tort : autour du stable d'Isenbourg, c'est plus de 80 œuvres d'artistes du vingtième siècle qui rendent hommage à Grignewald, et entament avec cette œuvre exceptionnelle un dialogue qui passe par-delà le temps.

Musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-20-15-50. Tous les jours de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 septembre. 25 F.

Lyon

Et tous ils changent le monde, 2^e Biennale d'art contemporain

De Dada à aujourd'hui, un parcours pour montrer que tout n'est pas perdu en matière d'avant-garde.

Halle Tony-Garnier, 20, place Antonin-Perrin, 69007. Tél. : 72-40-28-28. Tous les jours de 12 heures à 19 heures, les mardi, vendredi et samedi 18 septembre jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 13 octobre. 30 F. gratuit le 18 septembre.